Applications au Code civil des Institutes de Justinien et des cinquante livres du Digeste, avec la traduction en regard, [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Biret, Aimé Charles Louis Modeste (1767-1839). Applications au Code civil des Institutes de Justinien et des cinquante livres du Digeste, avec la traduction en regard, par M. Biret,.... 1824.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



T

29480

APPLICATIONS

AU CODE CIVIL

DES

INSTITUTES DE JUSTINIEN

ET DES

CINQUANTE LIVRES DU DIGESTE.

NUM m 206

Autres Ouvrages de M. Biret, chez le même Libraire :

LE CHRISTIANISME EN HARMONIE AVEC LES PLUS DIGNES AFFECTIONS DE L'HOMME, dédié à Monseigneur l'Évêque de La Rochelle, qui l'a honoré d'une recommandation publique. 2 v. in-12, 6 fr. Par la poste, 7 fr. 50

TRAITÉ DE L'ÉDUCATION, ou Émile corrigé, dédié au Roi; jugé par la Commission royale de l'Instruction publique, digne d'être connu et étudié de tous les pères de famille. 2 vol. in-12, 6 fr. Par la poste, 7 fr. 50

ÉLOGE HISTORIQUE DE LOUIS XVI, cinquième édition. In-12. 1 fr.

APPLICATIONS

AU CODE CIVIL

DES

INSTITUTES DE JUSTINIEN

ET DES

CINQUANTE LIVRES DU DIGESTE,

AVEC LA TRADUCTION EN REGARD;

PAR M. BIRET,

JUGE DE PAIX,

AUTEUR DU RECUEIL DE LA JURISPRUDENCE DES JUSTICES DE PAIX, DE LA PROCÉDURE DES JUSTICES DE PAIX, DU TRAITÉ DES NULLITÉS EN MATIÈRES CIVILES, DU COMMENTAIRE SUR LA LÉGISLATION DE SIMPLE POLICE, DU TRAITÉ DE L'ABSENCE, ETC., ETC.

TOME SECOND.



A PARIS,

CHEZ ARTHUS BERTRAND, LIBRAIRE,

RUE HAUTEFEUILLE, N° 23,

ET CHEZ L'AUTEUR, MÊME ADRESSE.

1824.

PARIS, IMPRIMERIE DE COSSON, RUE GARANCIÈRE.

APPLICATIONS

AU CODE CIVIL,

DES

INSTITUTES DE JUSTINIEN

ET DES

CINQUANTE LIVRES DU DIGESTE.

LIVRE III, TITRE III (*du Code civil*).

DES CONTRATS ET DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE 1101.

LE contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire, ou à ne pas faire quelque chose

Obligatio est juris vinculum, quo necessitate astringimur alicujus rei solvendæ, secundum nostræ civitatis jura.
(*Institut., lib. III, tit. XIV, de Obligationibus.*)

L'obligation est un lien du droit, par lequel nous nous astreignons à la nécessité de faire quelque chose, suivant les lois de notre cité.

Conventionis verbum generale est, ad omnia pertinens, de quibus negotii contrahendi transigendique consentiunt, qui inter se agunt.
(*Leg.* 1, § 3, *ff. de Pactis.*)

Le mot de *convention* est général, appartenant à toutes choses sur lesquelles ceux qui contractent consentent de traiter et de transiger.

Obligationes aut ex contractu nascuntur, aut ex maleficio, aut proprio quodam jure ex variis causarum figuris.

Les obligations naissent des contrats ou des délits, ou de quelques autres causes particulières.

Obligationes ex contractu, aut re contrahuntur, aut verbis, aut consensu.

Les obligations qui naissent des contrats se forment, ou par la chose, ou par les paroles, ou par le consentement.

Re contrahitur obligatio mutui datione.
(*Leg.* 1, § 1 et 2, *ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

L'obligation se forme par la chose dans le prêt simple...

ARTICLE 1102.

Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral* lorsque les contractans s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

Consensu fiunt obligationes in emptionibus, venditionibus, locationibus, conductionibus, societatibus, mandatis.
(*Leg.* 2, *ff. de Obligat. et Action.*)

Les obligations se contractent par consentement (réciproque) dans l'achat et la vente, dans le louage, dans les sociétés et dans les mandats.

Item in his contractibus alter alteri obligatur de eo quod alterum alteri ex bono et æquo præstare oportet.
(*Leg. eâd.*, § 3.)

Ces contrats ont encore cela de particulier que les parties sont obligées l'une envers l'autre à tout ce qu'exigent d'elles l'équité et la bonne foi.

ARTICLE 1103.

Il est *unilatéral* lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

Consentientes in aliquam rem, ex consensu obligari necessariò ex voluntate nostrâ videmur
(*Leg.* 52, § 4, *ff. de Oblig. et Action.*)

Lorsque nous avons consenti à une chose, nous sommes nécessairement obligés en vertu de ce consentement volontaire.

ARTICLE 1106.

Le contrat *à titre onéreux* est celui qui assujétit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

Necessitate obligantur, quibus non licet aliud facere, quàm quod præceptum est. Quod evenit in necessario hærede.
(*Leg. eâd.*, § 7.)

On est obligé par nécessité quand on ne peut pas faire autre chose que ce qui est ordonné. C'est le cas où se trouve un héritier nécessaire.

Lege obligamur, cùm obtemperantes legibus aliquid secundum præceptum legis, aut contra facimus.
(*Leg. eâd.*, § 5.)

Nous sommes obligés par la loi quand la loi nous commande quelque chose, et que nous y obéissons, ou que nous y contrevenons.

CHAPITRE II.

Des Conditions essentielles pour la Validité des Conventions.

ARTICLE 1108.

Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une

convention ; — le consentement de la partie qui s'oblige ; — sa capacité de contracter ; — un objet certain qui forme la matière de l'engagement ; — une cause licite dans l'obligation.

Obligamur aut re, aut verbis, aut simul utroque; aut consensu, aut lege, aut jure honorario, aut necessitate, aut peccato.

(*Leg.* 52, *in principio*, *ff. de Obligat. et Action.*)

Nous sommes obligés par la chose, ou par les paroles, ou par tous les deux en même temps, ou par le consentement, ou par la loi, ou par le droit prétorien, ou par la nécessité, ou par un délit.

Furiosum, sive stipuletur, sive promittat, nihil agere, naturâ manifestum est.

(*Leg.* 1, § 12, *ff. de Obligat. et Action.*)

La raison naturelle nous dit qu'un furieux qui stipule ou qui promet ne s'oblige point.

Contractus imaginarii etiam in emptionibus juris vinculum non obtinent : cùm fides facti simulatur non intercedente veritate.

(*Leg.* 54, *ff. eodem tit.*)

Les contrats imaginaires ne sont point obligatoires, même dans les ventes et achats, parce qu'ils ne forment qu'une fiction dépourvue de vérité.

ARTICLE 1109.

Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence, ou surpris par dol.

Nihil consensui tam contrarium est, qui et bonæ fidei judicia sustinet, quàm vis atque metus; quem comprobare contra bonos mores est.

(*Leg.* 116, *ff. de Regulis juris.*)

Rien n'est si contraire au consentement, qui soutient les jugemens (les contrats faits) de bonne foi, que la violence ou la crainte, que les bonnes mœurs ne permettent pas d'approuver.

Non videntur qui errant consentire.

(*Leg. eâd.*, § 2.)

Ceux qui sont dans l'erreur ne paraissent pas consentir.

ARTICLE 1110.

L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet, etc.

Ait prætor : « quod metûs causâ gestum erit, ratum non habebo. » Olim ità edicebatur : « quod vi metûsve causâ. » Vis enim fiebat mentio, propter necessitatem impositam contrariam voluntati : metus instantis vel futuri periculi causa mentis trepidatione : sed posteà detracta est vis mentio : ideòquia quodcumque vi atroci fit, id metu quoque fieri videatur.

(*Leg.* 1, *ff. Quod metûs causâ gestum erit.*)

L'édit du préteur porte : « Je ne reconnaîtrai point ce qui aura été fait par crainte. » L'édit portait auparavant : « Tout ce qui aura été extorqué par la violence ou par la crainte. » Il y était fait mention de la violence, parce que la violence est contraire à la volonté, et que la crainte d'un péril présent ou futur trouble l'esprit. Mais ensuite on a ôté de l'édit le terme de violence, parce que ce qui est fait par une violence considérable, peut toujours être regardé comme fait par crainte.

In omnibus negotiis contrahendis, sive bonâ fide sint, sive non sint, si error aliquis intervenit, ut aliud sentiat; putà, qui emit, aut qui conducit, aliud qui cum his contrahit, nihil valet cùm actum sit...

(*Leg.* 57, *ff. de Obligat. et Action.*)

Dans toutes les conventions qui sont de bonne foi, ou de droit étroit, il y a nullité si les parties contractantes sont dans l'erreur sur ce qu'elles font, par exemple, si celui qui achète ou qui prend à bail ne pense pas la même chose que ceux avec qui il contracte....

ARTICLE 1111.

La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation, est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite.

Julianus, libro tertio Digestorum, putat eum cui res metûs causâ tradita est, non solùm reddere, verùm et de dolo repromittere debere.
(*Leg.* 9, § 5, *ff. Quod metûs causâ gestum erit.*)

Julien, au livre trois du Digeste, pense que celui à qui on a donné une chose par crainte, est obligé non-seulement à la rendre, mais encore à répondre du dol qu'il aurait pu commettre.

ARTICLE 1112.

Il y a violence lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard en cette matière à l'âge, au sexe, et à la condition des personnes.

Vani timoris justa excusatio non est.
(*Leg.* 184, *ff. de Regulis juris.*)

On n'a point égard à une vaine terreur, et on n'en peut point donner d'excuse valable.

ARTICLE 1113.

La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendans ou ses ascendans.

Vis autem est majoris rei impetus, qui repelli non potest.
(*Leg.* 2, *ff. Quod metûs causâ gestum erit.*)

On entend par violence une force majeure à laquelle on ne peut pas résister.

Metum autem non vani hominis, sed qui meritò et in hominem constantissimum cadat, ad hoc edictum pertinere dicemus.
(*Leg.* 6, *ff. eod. tit.*)

La crainte dont parle l'édit n'est pas celle d'un homme faible et timide, mais celle dont un homme ferme peut être raisonnablement susceptible.

Sed vim accipimus atrocem, et eam quæ adversùs bonos mores fiat : non eam quam magistratus rectè intulit, scilicet jure licito, et jure honoris quem sustinet.

(*Leg.* 3, § 1, *ff. eod. tit.*)

Mais il faut entendre ici par violence celle qui est illicite, ou qui est contre les bonnes mœurs, et non pas la violence légitime, telle que celle que fait un magistrat, suivant les lois et le devoir de sa charge.

Hæc, quæ diximus ad edictum pertinere, nihil interest in se quis veritus sit, an in liberis suis; cùm pro effectu parentes magis in liberis terreantur.

(*Leg.* 8, § 3, *ff. eod. tit.*)

Dans tous les cas où nous avons dit que l'édit avait lieu, peu importe qu'on ait craint pour soi ou pour ses enfans; parce que l'amour paternel fait craindre aux parens plus encore pour leurs enfans que pour eux-mêmes.

ARTICLE 1114.

La seule crainte révérentielle envers le père, la mère, ou autre ascendant sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

Metum accipiendum Labeo dicit, non quemlibet timorem, sed majoris malitatis.

(*Leg.* 5, *ff. Quod metûs causâ gestum erit.*)

Labéon écrit que, par crainte, on n'entend point ici une crainte quelconque, mais seulement celle qui a pour objet un grand mal.

Quod si dederit, *ne stuprum patiatur*, vir, seu mulier, hoc edictum locum habet : cùm viris bonis iste metus major quàm mortis esse debet.

(*Leg.* 8, § 2, *ff. eod. tit.*)

Si un homme ou une femme donne de l'argent pour n'être point forcé à des actions déshonnêtes, il peut implorer le bénéfice de l'édit, parce que la crainte du déshonneur est plus grande dans les honnêtes gens que la crainte de la mort même.

ARTICLE 1115.

Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de

violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi.

Quæri poterit, an etiam ei qui vim fecerat, passo vim restitui prætor velit per hoc edictum ea quæ alienavit? Et Pomponius scribit, libro vicesimo-octavo, non oportere ei prætorem opem ferre : nam cùm liceat, inquit, vim vi repellere, quod fecit, passus est. Quare si metu te coegerit sibi promittere, mox ego eum coegero metu. Te accepto liberare; nihil esse quod ei restituatur.

(*Leg.* 12, § 1, *ff. eod. titulo.*)

On pourrait demander si celui qui s'est fait donner une chose par violence, ayant été forcé ensuite par violence à la rendre, peut recourir à l'édit. Pomponius, au livre vingt-huit, est d'avis que le préteur ne doit point venir à son secours; car, comme il est permis de repousser la force par la force, il a souffert le même traitement qu'il avait fait. Ainsi, si quelqu'un vous force à lui faire une promesse et que je l'oblige à vous en donner quittance, il ne peut point demander à être restitué.

ARTICLE 1116.

Le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. Il ne se présume pas et doit être prouvé.

Dolum malum Servius quidem ità definit, machinationem quamdam alterius decipiendi causâ, cùm aliud simulatur et aliud agitur. Labeo autem, posse et sine simulatione id agi, ut quis circumveniatur : posse et sine dolo malo aliud agi, aliud simulari : sicuti faciunt, qui per ejusmodi

Servius définit le dol, une manœuvre employée pour tromper quelqu'un. Elle a lieu quand on cherche à paraître faire une chose, et que dans la vérité on en fait une autre. Mais Labéon pense qu'on peut chercher à tromper quelqu'un sans cette espèce de déguisement; de même qu'on

dissimulationem deserviant, et tuentur vel sua vel aliena. Itaque ipse sic definiit, dolum malum esse *omnem callidita-tem, fallaciam, machinationem ad circumveniendum, fallen-dum, decipiendum alterum ad-hibitam.* Labeonis definitio vera est.

(*Leg.* 1, § 2, *ff. de Dolo malo.*)

peut aussi, sans mauvaise foi, paraître faire une chose et en faire véritablement une autre: comme il arrive à ceux qui, par dissimulation, s'accom-modent aux circonstances, et mettent à l'abri leurs biens ou ceux d'un autre. C'est pour-quoi il donne une autre défi-nition de la mauvaise foi, en disant qu'on entend par ce mot toute espèce de ruse, de tromperie, de manœuvre em-ployée pour surprendre, abu-ser, tromper quelqu'un; et la définition de Labéon est juste.

ARTICLE 1119.

La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliquée à la section VII, du chap. V du présent titre.

Ex hoc edicto restitutio talis facienda est, id est, in integrum officio judicis, ut, si per vim res tradita est, retradatur et de dolo (sicut dictum est) repromittatur, ne fortè dete-rior res sit facta. Et si accep-tilatione liberatio intervenit, restituenda erit in pristinum statum obligatio: usquè adeò, ut Julianus scribat, libro quarto Digestorum, si pecunia debita fuit, quæ ac-cepta per vim facta est, nisi vel solvatur, vel restitutâ obli-gatione judicium accipiatur,

La restitution qui a lieu en vertu de l'édit, doit se faire par l'office du juge, en entier, de sorte que la chose donnée par violence, soit rendue, et qu'on donne caution d'indem-niser le propriétaire du dol qu'on aurait pu commettre, afin que la chose ne soit pas rendue en mauvais état. Et si le débiteur a trouvé moyen de se faire décharger de son obligation par une quittance, l'obligation sera remise en son premier état. C'est au point que Julien, au livre quatre du

quadruplo eum condemnandum.

(*Leg.* 9, § 7, *ff. Quod metûs causâ...*)

Digeste, est d'avis que, s'il s'agit d'une dette qu'on s'est fait remettre par violence, et qu'on ne veuille point la payer, ou répondre en justice sur l'ancienne obligation, on doit être condamné au quadruple.

ARTICLE 1119.

On ne peut, en général, s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même.

ARTICLE 1120.

Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort, ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

ARTICLE 1121.

On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation, ne peut plus la révoquer si le tiers a déclaré vouloir en profiter.

Si quis alium daturum facturumve quid promiserit, non obligabitur: veluti si spondeat, Titium quinque aureos daturum. Quod si effecturum se ut Titius daret, spoponderit, obligatur.

(*Institut., lib. III, tit. XX*, § 3 *de Inutilibus stipulationibus.*)

Une stipulation est inutile, par laquelle on promet qu'un autre donnera ou fera quelque chose; comme si quelqu'un promet que Titius donnera cinq écus d'or. Mais si on a promis qu'on fera en sorte qu'un autre les donne, l'obligation est valable.

Alteri stipulari (ut suprà dictum est) nemo potest;

Personne ne peut stipuler pour un autre, comme il a été

inventæ enim sunt hujus modi stipulationes vel obligationes ad hoc, ut unusquisque acquirat sibi quod suâ interest : cæterum si alii detur, nihil interest stipulatoris. Planè si quis velit hoc facere, pœnam stipulari conveniet, ut nisi ità factum sit, ut est comprehensum, committatur pœnæ stipulatio etiam ei cujus non interest. Pœnam enim cùm stipulatur quis, non illud inspicitur quod intersit ejus, sed quæ sit quantitas in conditione stipulationis. Ergò si quis ità stipuletur *Titio dari?* nihil agit; sed si adjecerit pœnam, *nisi dederis, tot aureos dare spondes?* Tunc committitur stipulatio.

(*Ibid.*, § 19.)

dit ci-dessus ; parce que les stipulations ou les obligations ont été inventées afin que chacun acquière ce qu'il a intérêt d'avoir : or le stipulant n'a point d'intérêt qu'on donne quelque chose à un autre ; mais, si quelqu'un veut rendre valable une telle stipulation, il doit stipuler une peine, afin que, si celui qui a fait une telle promesse ne l'exécute pas, la stipulation de la peine ait du moins lieu en faveur de celui qui a fait la stipulation pour un autre que pour lui ; car lorsqu'on stipule une peine, on ne regarde pas quel est l'intérêt du stipulant, mais quelle est la somme stipulée pour la peine. Ainsi, celui qui stipule qu'on donnera à Titius, n'opère rien. Mais s'il ajoute une peine : promettez-vous de donner à Titius telle chose ? Et si vous ne la donnez pas, promettez-vous que vous me donnerez une telle somme ? la stipulation aura son effet.

Sed et si quis stipuletur alii, cùm ejus interesset, placuit stipulationem valere. Nam si is qui pupilli tutelam administrare cœperat, cesserit administrationem contutori suo, et stipuletur rem pupilli salvam fore : quoniàm interest stipulatoris fieri quod stipulatus est, cùm obligatus futurus sit pupillo si malè res gesserit : tenet obligatio...

(*Ibid.*, § 20.)

Une stipulation faite pour un autre est valable, quand le stipulant a intérêt qu'elle soit exécutée. Par exemple, si un tuteur, qui avait commencé d'administrer la tutelle d'un pupille, en cède l'administration à son cotuteur, et stipule de lui une caution pour l'indemnité du pupille, une telle stipulation est valable. La raison est que le stipulant a intérêt que ce qu'il a stipulé

soit accompli, parce qu'il sera responsable envers son pupille du tort que pourra lui causer celui auquel il aura accordé l'administration de la tutelle...

ARTICLE 1122.

On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayant-cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

Cùm quis sub aliquâ conditione stipulatus fuerit, licèt ante conditionem decesserit, posteà existente conditione, hæres ejus agere potest. Idem est et ex promissoris parte.
(*Ibid.*, § 25.)

Quand quelqu'un a stipulé sous condition, quoiqu'il décède avant qu'elle soit arrivée, son héritier n'est pas moins en droit d'agir après son accomplissement. Il en est de même de l'héritier de celui qui a promis; le stipulant peut agir contre lui, quoique le débiteur soit décédé avant l'accomplissement de la condition.

ARTICLE 1123.

Toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.

ARTICLE 1124.

Les incapables de contracter sont : les mineurs, les interdits, les femmes mariées, dans les cas exprimés par la loi, et généralement tous ceux auxquels la loi a interdit certains contrats.

Mutum neque stipulari, neque promittere posse palàm est; quod et in surdo receptum est, quia et is, qui stipulatur, verba promittentis, et is qui promittit, verba stipu-

Il est évident qu'un muet ne peut ni stipuler ni promettre : ce qui a été pareillement reçu à l'égard d'un sourd ; parce que celui qui stipule doit entendre les pa-

lantis audire debet : undè apparet, non de eo loqui, qui tardiùs exaudit, sed de eo qui omninò non audit.

(*Ibid.*, § 7.)

roles de celui qui promet, et celui qui promet doit entendre aussi les paroles de celui qui stipule : ce qui fait voir que nous ne parlons pas de celui qui n'entend qu'avec peine, mais de celui qui n'entend point du tout.

Furiosus nullum negotium gerere potest, quia non intelligit quod agit.

(*Ibid.*, § 8.)

Un furieux n'est capable d'aucune affaire, parce qu'il n'entend pas ce qu'il fait.

Pupillus omne negotium rectè gerit : ità tamen, ut ubi tutoris autoritas necessaria sit, adhibeatur tutor ; veluti, si ipse obligetur. Nam alium sibi obligare etiam sine tutoris autoritate potest.

(*Ibid.*, § 9.)

Un pupille contracte et agit valablement dans quelque affaire que ce soit, pourvu néanmoins que l'autorité de son tuteur intervienne où elle est nécessaire, comme quand le pupille s'oblige ; mais il peut obliger un autre envers lui, sans l'autorité de son tuteur.

Sed quod diximus de pupillis, utiquè de iis verum est, qui jam habent aliquem intellectum : nam infans, et qui infantiæ proximus est, non multum à furioso distant, quia hujusmodi ætatis pupilli nullum habent intellectum.

(*Ibid.*, § 10.)

Mais ce que nous venons de dire des pupilles, se doit entendre de ceux qui ont déjà quelque intelligence dans ce qu'ils font ; car un enfant ou celui qui est à peine sorti de l'enfance, ne diffère pas beaucoup du furieux, parce que les pupilles de cet âge n'ont point encore de raison ou de connaissance suffisante.

ARTICLE 1125.

Le mineur, l'interdit et la femme mariée ne peuvent attaquer, pour cause d'incapacité, leurs engagemens, que dans les cas prévus par la loi.

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté.

Sed ità demùm eis subvenit, si non callidè sint versatæ. Hoc enim divus Pius et Severus rescripserunt. Nam deceptis, non decipientibus opitulatur.

(*Leg.* 2, § 3, *ff. ad Senatusconsultum Velleianum.*)

Mais il faut remarquer que le sénat n'a point entendu favoriser les femmes, lorsqu'il y a mauvaise foi de leur part; car ce senatusconsulte, suivant un rescrit des empereurs Sévère et Antonin, vient au secours des femmes, de la faiblesse desquelles on a abusé, et non de celles qui ont cherché à tromper les autres...

Mulieribus tunc succurendum est, cùm defendantur, non ut facilius calumnientur.

(*Leg.* 110, *ff. de Div. reg. jur.*)

La loi vient au secours des femmes pour les empêcher d'être trompées, mais non pour leur donner lieu de tromper les autres.

ARTICLE 1126.

Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

NOTA. Voyez ci-dessus l'art. 1101 et les applications.

ARTICLE 1127.

Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

Conventionis verbum generale est, ad omnia pertinens, de quibus negotii contrahendi, transigendique causâ consentiunt qui inter se agunt : nam sicuti convenire dicuntur, qui

Le terme de *convention* est général, il appartient à tout consentement donné par ceux qui ont des intérêts réciproques, soit pour contracter, soit pour transiger; car de

ex diversis locis in unum locum colliguntur, et veniunt; ità et qui ex diversis animi motibus in unum consentiunt, id est, in unam sententiam decurrunt.

(*Leg.* 1, § 3, *ff. de Pactis.*)

même que ceux qui se rendent de différens lieux au même endroit sont dits convenir, de même aussi on applique ce terme à ceux qui se rendent à un même sentiment...

Omnium autem obligationum summa divisio in duo genera deducitur. Namque aut civiles sunt, aut prætoriæ: civiles sunt, quæ aut legibus constitutæ, aut certo jure civili comprobatæ sunt; prætoriæ sunt, quas prætor ex suâ jurisdictione constituit, quæ etiam honorariæ vocantur.

(*Institut., lib. III, tit. XIV*, § 1, *de Obligationibus.*)

La principale division des obligations se fait en deux espèces; car toutes les obligations sont civiles ou prétoriennes : les obligations civiles sont celles qui ont été introduites par les lois, ou confirmées par le droit civil ; les obligations prétoriennes sont celles que le préteur a revêtues de son autorité, lesquelles sont aussi appelées honoraires.

Sequens divisio in quatuor species dividitur. Aut enim ex contractu sunt, aut ex quasi contractu, aut ex maleficio, aut ex quasi maleficio...

(*Ibid.*, § 2.)

L'autre division des obligations contient quatre espèces : car elles naissent ou d'un contrat, ou d'un quasi contrat, ou d'un délit, ou d'un quasi délit...

ARTICLE 1128.

Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

Omnis res quæ dominio nostro subjicitur, in stipulationem deduci potest, sive illa mobilis sit, sive soli.

(*Institut., lib. III, tit. XX, in principio, de Inutilibus stipulationibus.*)

Tout ce qui est dans notre domaine (ou dans le commerce) mobilier et immobilier, peut être l'objet d'une stipulation ou d'une convention.

ARTICLE 1131.

L'obligation sans cause ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

ARTICLE 1132.

La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

Et generaliter, quotiès pactum à jure communi remotum est, servari hoc non oportet: nec legari : nec jusjurandum de hoc adactum, ne quis agat, servandum. Marcellus, libro secundo Digestorum, scribit: et si stipulatio sit interposita de his pro quibus pacisci non licet, servanda non est : sed omni modo rescindenda.

(*Leg. 7, § 16, ff. de Pactis.*)

En général, toutes les fois qu'une convention est contraire au droit commun, on n'est pas forcé à la remplir, parce qu'elle n'oblige point; et le serment qu'on aurait fait de ne point poursuivre son droit peut être négligé. Marcellus a dit dans le livre second du Digeste : Si on a confirmé une pareille convention illicite par une stipulation, elle ne doit point être exécutée; mais au contraire annulée.

ARTICLE 1133.

La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

Quod turpi ex causâ promissum est, veluti si quis homicidium vel sacrilegium se facturum promittat, non valet.

(*Institut., lib. III, tit. XX, § 24, de Inutilibus stipulationibus.*)

La promesse d'une chose deshonnête est nulle, comme si quelqu'un promet de faire un homicide ou un sacrilége.

Illud nullâ pactione effici potest, ne dolus præstetur.... (*Leg.* 27, § 3, *ff. de Pactis.*)

On ne peut point convenir qu'on ne sera pas garant de sa mauvaise foi...

Jus publicum, privatorum pactis mutari non potest. (*Leg.* 38, *ff. de Pactis.*)

Les particuliers ne peuvent point déroger par leurs conventions au droit public.

CHAPITRE III.

De l'Effet des Obligations.

ARTICLE 1134.

Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

Cependant il faut dire que

Obligationes quæ non propriis viribus consistunt, neque officio judicis, neque prætoris imperio, neque legis potestate confirmantur. (*Leg.* 27, *ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

Les obligations nulles par elles-mêmes ne peuvent être confirmées, ni par le juge, ni par le prêteur, ni par la loi.

Naturales obligationes non eo solo æstimantur, si actio aliqua earum nomine competit : verùm etiam eo, si soluta pecunia repeti non possit. (*Leg.* 10, *ff. eod. tit.*)

On reconnaît les obligations naturelles à deux caractères distinctifs; l'un qu'elles ne produisent pas d'action, l'autre que ce qu'on a payé en vertu de ces obligations ne peut pas être redemandé comme payé indûment.

ARTICLE 1135.

Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est

exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

Undè inter absentes quoque talia negotia contrahuntur : veluti per epistolam, vel per nuntium.

Ces sortes d'obligations peuvent se contracter entre absens par lettres ou par messager.

Item in his contractibus alter alteri obligatur de eo quod alterum alteri ex bono et æquo præstare oportet.
(*Leg.* 2, § 2 *et* 3, *ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

Ces contrats ont encore cela de particulier, que les parties contractantes sont obligées l'une envers l'autre à tout ce qu'exigent d'elles l'équité et la bonne foi.

ARTICLE 1136.

L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages et intérêts envers le créancier.

Obligationum substantia non in eo consistit, ut aliquod corpus nostrum, aut servitutem nostram faciat : sed ut alium nobis obstringat ad dandum aliquid, vel faciendum, vel præstandum.
(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

La nature des obligations ne consiste pas seulement à nous faire acquérir la propriété d'un effet ou d'un droit, mais à obliger quelqu'un à nous donner, à nous faire, ou à nous répondre de quelque chose.

ARTICLE 1138.

L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes.

Elle rend le créancier propriétaire, et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

Omnes debitores qui speciem ex causâ lucrativâ debent, liberantur, cùm ea species ex causâ lucrativâ ad creditores pervenisset.

(*Leg. 17, ff. eod. tit.*)

Tout débiteur qui doit une chose, en vertu d'une cause lucrative, est liberé quand cette chose est parvenue à son créancier par un autre titre lucratif.

ARTICLE 1142.

Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

ARTICLE 1143.

Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement, soit détruit, et il peut se faire autoriser à le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Et in hujus modi stipulationibus optimum erit pœnam subjicere, ne quantitas stipulationis in incerto sit, ac necesse sit actori probare, quod ejus intersit. Itaque si quis, ut fiat aliquid stipuletur, ità adjici pœna debet, si ità factum non erit, tunc pœnæ nomine decem aureos dare spondes? Sed si quædam fieri, quædam non fieri, unâ eâdemque conceptione stipuletur quis, clausula hujus modi erit adjicienda, si adversùs ea factum erit, sive quid ità factum non fuerit, tunc pœnæ nomine decem aureos dare spondes?

(*Institut., lib. III, tit. XVI, § 7, de Verborum obligationibus.*)

Et il est très à propos d'apposer une peine dans ces sortes de stipulations, de crainte que le profit qu'une telle stipulation doit produire ne soit incertain, et afin que le demandeur ne soit pas réduit à faire preuve de ses dommages-intérêts. Si donc quelqu'un stipule qu'on fera quelque chose pour son utilité il doit apposer une peine de cette manière: Si vous ne faites pas ce à quoi vous vous obligez, promettez-vous que vous me donnerez dix écus par forme de peine? Que si une même stipulation porte que l'on fera une chose et que l'on n'en fera pas une autre, la clause de la peine devra être rédigée ainsi: Pro-

mettez-vous de me donner dix écus par forme de peine, si vous faites une telle chose, ou si vous ne faites pas celle que vous promettez de faire?

ARTICLE 1145.

Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

Qui non facit quod facere debet, videtur facere adversùs ea, quia non facit; et qui facit quod facere non debet, non videtur facere id quod facere jussus est.

(*Leg.* 121, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Celui qui ne fait pas ce qu'il était obligé de faire, agit contre son devoir; et celui qui fait ce qu'il ne devait pas faire, est censé par cette contravention ne pas remplir ce qui lui était prescrit.

ARTICLE 1146.

Les dommages-intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, etc.

Non potest improbus videri, qui ignorat quantum solvere debeat.

On ne peut pas taxer de mauvaise foi celui qui diffère de payer, lorsqu'il ignore en quoi consiste la dette.

Nulla intelligitur mora ibi fieri, ubi nulla petitio est.

(*Leg.* 89 *et* 99, *ff. de Div. reg. jur.*)

On n'est pas censé être en demeure d'exécuter une obligation dont on n'a pas demandé l'exécution.

ARTICLE 1147.

Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages-intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution pro-

vient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

Quatenùs cujus intersit, in facto, non jure consistit.

(*Leg.* 24, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Lorsqu'il s'agit de régler des dommages-intérêts dus à quelqu'un, c'est plutôt une question de fait que de droit.

ARTICLE 1148.

Il n'y a lieu à aucuns dommages-intérêts lorsque, par suite d'une force majeure, ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il s'était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

Non debet alteri per alterum iniqua conditio inferri.

(*Leg.* 74, *ff. eod. tit.*)

On ne doit souffrir aucun préjudice du fait d'autrui, lorsqu'on n'y a point de part.

ARTICLE 1152.

Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

Hoc servabitur quod initio convenit, legem enim contractus dedit.

(*Leg.* 23, *in medio, ff. de Diversis regulis juris.*)

Sera exécuté ce qui a été convenu par les parties, car leur convention fait la loi.

Sciendum est, non omne quod differendi causâ, optimâ ratione fiat, moræ adnumerandum. Quid enim si amicos adhibendos debitor requirat, vel expediendi debiti, vel fidejussoribus rogandis? vel exceptio aliqua allegetur? mora facta non videtur.

On doit observer qu'il ne faut pas toujours regarder un débiteur comme étant en demeure de payer, parce qu'il est en retard. En effet, si le débiteur est résolu de faire ce paiment en présence d'amis, ou s'il veut y appeler ceux qui ont répondu pour lui, ou s'il a quelque exception à opposer, il ne sera point censé être en demeure.

Si modò id ipsum non fraudandi causâ simuletur.
(*Leg.* 21 *et* 22, *ff. de Usuris, et fructibus, et causis*....)

Pourvu que cela se fasse de bonne foi et sans fraude.

ARTICLE 1154.

Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

ARTICLE 1155.

Néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêts du jour de la demande ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits, et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

Ex locato qui convenitur, nisi convenerit ut tardiùs pecuniæ illatæ usuras deberet, non nisi ex morâ usuras præstare debet.
(*Leg.* 17, § 4, *ff. de Usuris, et fructibus*...)

Le défendeur en matière de loyer ne peut être condamné aux intérêts qu'autant qu'il aura été en demeure de payer; à moins qu'on ne soit convenu expressément, qu'il paierait les intérêts dans le cas où il aurait tardé de payer.

ARTICLE 1156.

On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

In conventionibus contrahentium voluntas potiùs quàm verba spectari placuit.
(*Leg.* 219, *ff. de Verborum significatione.*)

On doit rechercher quelle a été la volonté des contractans plutôt que s'attacher aux mots qu'ils ont employés.

Ubi est verborum ambiguitas, valet, quod acti est....
(*Leg.* 21, *ff. de Rebus dubiis.*)

Lorsque l'ambiguité est dans les termes, il faut s'en rapporter à l'intention des parties....

Cùm in testamento ambiguè, aut etiam perperàm scriptum est : benignè interpretari, et secundum id quod credibile est cogitatum, credendum est.
(*Leg.* 24, *ff. de Rebus dubiis.*)

Lorsqu'il se rencontre dans un testament des dispositions ambiguës ou écrites inutilement, elles doivent être interprétées favorablement, et conformément aux intentions probables du testateur.

ARTICLE 1157.

Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

Quotiens idem sermo duas sententias exprimit : ea potissimùm accipiatur, quæ rei gerendæ aptior est.
(*Leg.* 67, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Toutes les fois que dans un acte on emploie une expression qui peut être prise en deux sens, il faut s'en tenir à celui qui convient le mieux au sujet.

ARTICLE 1158.

Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

Nota. Voyez l'application sur l'article précédent.

Cùm quæritur in stipulatione, quid acti sit, ambiguitas contra stipulatorem est.
(*Leg.* 27, *ff. de Rebus dubiis.*)

Lorsqu'une clause est ambiguë dans une stipulation, et qu'on ignore quelle a été l'intention des parties, la clause doit être interprétée contre celui qui a fait la stipulation.

Si de aliâ re stipulator senserit, de aliâ promissor, pe-

Si le stipulant pense demander une chose, et que ce-

rindè nulla contrahitur obligatio, ac si ad interrogatum responsum non esset....

(*Institut., lib. III, tit. XX, § 23, de Inutilibus stipulationibus.*)

lui qui répond entende en promettre une autre, la stipulation n'est pas plus valable que s'il n'avait point répondu à la demande qui lui a été faite.

ARTICLE 1159.

Ce qui est ambigu s'interprête par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

Voyez la loi 114, *ff. de Diversis regulis juris.*

ARTICLE 1160.

On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

Semper in stipulationibus et in cæteris contractibus id sequimur, quod actum est; aut si non appareat quid actum est, erit consequens, ut id sequamur quod in regione in quâ actum est frequentatur. Quid ergò, si neque regionis mos appareat, quia varius fuit? Ad id quod minimum est, redigenda summa est.

(*Leg. 34, ff. de Diversis regulis juris.*)

Dans les stipulations et les autres contrats, on doit toujours suivre l'intention des parties; et si elle n'est pas exprimée assez clairement, il faut avoir recours à l'usage du lieu où la convention a été faite. Mais que faudra-t-il faire si l'usage de ce pays ne décide rien à ce sujet? On prendra alors le parti le moins onéreux au débiteur.

ARTICLE 1162.

Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

Voyez la première application sur l'article 1158 ci-dessus.

Veteribus placet pactionem

Nos anciens ont décidé que

obscuram, vel ambiguam, venditori, et cui locavit, nocere : in quorum fuit potestate legem apertiùs conscribere.

(*Leg.* 39, *ff. de Pactis.*)

l'obscurité ou l'ambiguité d'une convention devait être interprétée contre le vendeur, ou celui qui a donné à loyer; parce qu'ils étaient les maîtres de déclarer leur intention plus clairement.

In stipulationibus cùm quæritur quid actum sit, verba contra stipulatorem interpretanda sunt.

(*Leg.* 38, § 18, *ff. de Verborum obligationibus.*)

Dans une stipulation, quand on cherche ce qu'on a voulu faire, les termes doivent s'interpréter contre le stipulant.

ARTICLE 1165.

Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121.

Imperatores Antoninus et Verus ità rescripserunt : privatis pactionibus non dubium est non lædi jus cæterorum : quare transactione, quæ inter hæredem et matrem defuncti facta est, neque testamentum rescissum videri posse, neque manumissis, vel legatariis actiones suæ ademptæ. Quare quidquid ex testamento petunt, scriptum hæredem convenire debent. Qui in transactione hæreditatis, aut cavit sibi pro oneribus hæreditatis, aut si non cavit, non debet negligentiam suam ad alienam injuriam referre.

(*Leg.* 3, *ff. de Transactionibus.*)

Les empereurs Antonin et Vérus ont dit dans un rescrit : « Les conventions des particuliers ne peuvent pas nuire au droit d'un tiers. » Ainsi la convention faite entre l'héritier et la mère du défunt n'a point annulé le testament; les esclaves affranchis et les légataires n'ont point perdu leurs actions; ils doivent donc diriger, contre l'héritier institué, toutes les actions qu'ils ont en vertu du testament. L'héritier, en transigeant sur l'héritage, aura eu soin de se faire donner caution que les charges héréditaires seront acquittées; s'il ne l'a pas fait, sa négligence ne doit pas porter préjudice à un tiers.

ARTICLE 1166.

Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

ARTICLE 1167.

Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Ils doivent néanmoins, quant à leurs droits énoncés au titre *des Successions* et au titre du *Contrat de Mariage et des droits respectifs des époux*, se conformer aux règles qui y sont prescrites.

Ait ergò prætor, quæ fraudationis causâ gesta erunt. Hæc verba generalia sunt et continent in se omnem omninò in fraudem factam, vel alienationem, vel quemcunque contractum. Quodcunque igitur fraudis causâ factum est, videtur his verbis revocari, qualecunque fuerit : nam latè ista verba patent. Sive ergò rem alienavit, sive acceptilatione, vel pacto aliquem liberavit.

(*Leg.* 1, § 2, *ff. Quæ in fraudem creditorum facta sunt, ut restituantur.*)

Le préteur a dit : « Tout ce qui aura été fait par un débiteur en fraude de ses créanciers. » Cette disposition est générale; elle s'étend à tous les actes faits en fraude des créanciers, soit qu'ils contiennent aliénation ou obligation. Ainsi cette disposition de l'édit du préteur tend à la rescision de tous les actes de quelque nature qu'ils soient, faits en fraude des créanciers; car cette disposition s'étend fort loin. Par conséquent, si le débiteur a aliéné une chose qui lui appartenait, s'il a libéré un de ses débiteurs en lui donnant quittance, ou en s'obligeant par un pacte à ne lui rien demander, ce qu'il aura fait sera sujet à révocation.

Gesta fraudationis causâ ac-

On doit mettre au rang des

cipere debemus, non solùm ea quæ contrahens gesserit aliquis, verùm etiam si fortè datâ operâ ad judicium non adfuit, vel litem mori patiatur, vel à debitore non petit ut tempore liberetur, aut usumfructum vel servitutem amittit.

(*Leg.* 3, § 1, *ff. eod. tit.*)

actes faits en fraude des créanciers, non-seulement les obligations que le débiteur contracte par son fait, mais encore celles qu'il contracte par ses omissions; par exemple : si dans le dessein prémédité de porter préjudice à ses créanciers, il ne se présente pas en jugement, s'il laisse périr une instance qu'il poursuivait, s'il ne forme pas de demande contre son débiteur afin de laisser écouler le terme dans lequel la dette était exigible, s'il perd par le non-usage un usufruit, ou une servitude.

CHAPITRE IV.

Des diverses Espèces d'Obligations.

ARTICLE 1168.

L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

Sub conditione stipulatio fit, cùm in aliquem casum differtur obligatio : ut, si aliquid factum fuerit, vel non fuerit, committatur stipulatio; veluti : Si Titius consul fuerit factus, quinque aureos dare spondes? Si quis ità stipuletur, si in capitolium non ascendero, dare spondes? Perindè erit ac si stipulatus

La stipulation se fait sous condition, lorsqu'on en diffère l'obligation jusqu'à l'événement d'une condition, de manière que la stipulation soit valable, si une chose arrive, ou n'arrive pas; par exemple : « Promettez-vous que vous me donnerez cinq écus d'or, si Titius est fait consul? » Ou si quelqu'un stipule en cette

esset, cùm moreretur, sibi dari....
(*Institut., lib. III, tit. XVI, § 4, de Verborum obligationibus.*)

manière : « Promettez-vous que vous me donnerez telle chose, si je ne monte point au Capitole? » C'est comme s'il avait stipulé que telle chose lui serait donnée quand il viendrait à mourir....

ARTICLE 1169.

La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

Ità autem stipulatio concepta, veluti si Titius dicat : «Cùm moriar, dare spondes? vel cùm morieris?» et apud veteres utilis erat, et nunc valet.
(*Institut., lib. III, tit. XX, § 15, de Inutilibus stipulationibus.*)

Une stipulation conçue en ces termes : « Promettez-vous que vous me donnerez quand je mourrai, ou quand vous mourrez? » était bonne anciennement, comme elle l'est encore à présent.

Nota. Le jour de l'obligation dans ce cas, est le dernier jour de la vie du stipulant, *quià momentum mortis vitæ æquiparatur.* (*Leg. 45, § 2, ff. de Verb. obligat.*)

Item post mortem alterius rectè stipulamur.
(*Eod. tit. 20, § 16.*)

Nous pouvons aussi valablement stipuler après la mort d'un autre.

ARTICLE 1170.

La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

Sub hâc conditione, si vo-

Une obligation contractée

lam, nulla fit obligatio : pro non dicto enim est, quod dare, nisi velis, cogi non possis. Nam nec hæres promissoris ejus qui nunquàm dare voluerit, tenetur : quia hæc conditio in ipsum promissorem nunquàm existit.

(*Leg.* 8, *ff. de Obligationibus et actionibus.*)

sous cette condition, *si je veux*, est nulle : car, quand vous ne pouvez pas être forcé, l'acte est censé n'être pas intervenu. L'héritier de celui qui a promis de cette manière, et qui n'a point voulu exécuter sa promesse de son vivant, n'est point tenu non plus; parce que la condition n'a jamais été remplie dans la personne de celui qui s'est engagé.

ARTICLE 1172.

Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend.

Item sub impossibili conditione factam stipulationem constat inutilem esse.

(*Leg.* 1, § 11, *ff. eod. tit.*)

Il est également certain qu'une stipulation à laquelle on a imposé une condition impossible, est de nul effet.

ARTICLE 1174.

Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

Voyez l'application sur l'article 1170 qui est commune à ce texte.

ARTICLE 1176.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie ; et elle n'est

censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

ARTICLE 1177.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé : elle l'est également, si avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas ; et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

Conditiones, quæ ad præsens vel præteritum tempus referuntur, aut statim infirmant obligationem, aut omninò non deferunt; veluti, si Titius consul fuit : vel, si Mœvius vivit, dare spondes? Nam si ea ità non sunt, nihil valet stipulatio : sin autem ità se habent, statim valet. Quæ enim per rerum naturam sunt certa, non morantur obligationem, licèt apud nos incerta sint.

(*Instit., lib. III, tit. XVI,* § 6, *de Verborum obligationibus.*)

Les conditions qui se rapportent ou au temps présent, ou au temps passé, infirment d'abord l'obligation, ou ne la diffèrent point; comme si je dis : Promettez-vous que vous me donnerez telle chose, si Titius a été consul, ou, si Mévius est encore vivant? Car si les choses ne sont pas de la manière qu'on les expose, la stipulation est inutile; mais, si elles le sont, la stipulation est valable dès le temps même qu'elle est faite; parce que les choses qui sont certaines en elles-mêmes, quoiqu'elles soient incertaines dans notre esprit, ne retardent point une obligation.

Nota. La décision de ce paragraphe était suivie par toute la France, dans l'ancien droit, et elle doit encore l'être.

ARTICLE 1178.

La condition est réputée accomplie lorsque c'est le dé-

biteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

Quicunque sub conditione obligatus curaverit ne conditio existeret, nihilominùs obligatur.

(*Leg.* 85, § 7, *ff. de Verborum obligationibus.*)

Celui qui, obligé sous une condition, a empêché la condition d'arriver, n'en est pas moins obligé.

In omnibus causis, pro facto accipitur id in quo per alium mora fit quominùs fiat. (*Leg.* 39, *ff. de Regulis juris.*)

En toutes causes, on regarde comme accompli ce qui n'a point été fait parce qu'un autre y a apporté du retard.

ARTICLE 1179.

La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

In stipulationibus, id tempus spectatur quo contrahimus.

(*Leg.* 144, § 1, *ff. de Regulis juris.*)

Dans les stipulations, on considère le temps où l'on contracte.

(Néanmoins)

Cùm stipulamur, *quidquid te dare facere oportet*, nihil aliud in stipulationem deducitur, quàm quod præsenti die debetur. Hoc enim solum hæc stipulatio demonstrat.

(*Leg.* 125, *ff. de Verborum obligationibus.*)

Lorsque nous stipulons ainsi : « Tout ce que vous devez donner ou faire, » rien n'est renfermé dans cette stipulation que ce qui est dû au jour présent; car cette stipulation ne désigne rien autre chose.

Cùm quis sub aliquâ conditione stipulatus fuerit, licèt ante conditionem decesserit,

Lorsque quelqu'un s'est obligé sous condition, s'il meurt avant l'événement de

posteà existente conditione, hæres ejus agere potest.
(*Instit., lib. III, tit. XX, § 25, de Inutilibus stipulationibus.*)

la condition, la condition subsistant toujours, son héritier doit remplir son obligation.

ARTICLE 1181.

L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour qu'elle a été contractée.

Nemo rem suam futuram in eum casum, quo sua sit, utiliter stipulatur.
(*Leg. 87, ff. de Verborum obligationibus.*)

Personne ne peut stipuler (promettre) une chose qui doit lui appartenir, pour le cas où elle lui appartiendra.

Fundi certi si quis usumfructum stipulatus fuerit, incertum, intelligitur, in obligationem deduxisse. Hoc enim magis jure utimur.
(*Leg. 75, § 3, ff. de Verb. oblig.*)

Celui qui a stipulé l'usufruit d'un fonds déterminé, est censé avoir mis dans son obligation une chose incertaine. C'est là plus volontiers le droit reçu.

Voyez l'application faite à l'art. 1168 *suprà*.

ARTICLE 1183.

La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé, etc.

Nihil tam naturale est quàm

Il est bien naturel qu'une

eo genere quidque dissolvere, quo colligatum est. Ideò verborum obligatio verbis tollitur : nudi consensûs obligatio contrario consensu dissolvitur.

(*Leg.* 35, *ff. de Divers. reg. juris.*)

obligation ne soit dissoute que par les mêmes règles que l'on a observées en la contractant. Ainsi les obligations verbales se détruisent verbalement : celles contractées par le simple consentement se détruisent par un consentement contraire au premier.

ARTICLE 1185.

Le terme diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

Omnis stipulatio aut purè, aut in diem, aut sub conditione fit. Purè veluti, *quinque aureos dare spondes;* idque confestim peti potest. In diem, cùm adjecto die, quo pecunia solvatur, stipulatio fit; veluti : *decem aureos primis calendis Martiis dare spondes?* Id autem quod in diem stipulamur, statim quidem debetur, sed peti priùs quàm dies venerit non potest. Ac ne eo quidem ipso die, in quem stipulatio facta est, peti potest; quia totus is dies arbitrio solventis tribui debet. Neque enim certum est eo die, in quem promissum est, datum non esse, priùs quàm is præterierit.

(*Instit., lib. III, tit. XVI,* § 2, *de Verborum obligationibus.*)

Toute stipulation se fait, ou purement, ou à certain jour, ou sous condition; purement, comme, *vous promettez de me donner cinq écus?* et alors on peut en faire la demande sur-le-champ. La stipulation se fait pour un certain jour, lorsqu'on en marque un auquel se doit faire le paiement de ce qui a été promis, comme, *vous promettez de me donner dix écus au premier jour de mars?* Ce qu'on promet pour un certain jour est dû dès qu'il a été promis; mais il ne peut être exigé que le terme ne soit échu, pas même le jour de l'échéance, parce que ce jour doit être laissé tout entier au débiteur pour satisfaire à sa promesse : car on ne peut pas dire que le débiteur n'ait pas satisfait au jour qu'il a promis, jusqu'à ce qu'il soit expiré.

ARTICLE 1186.

Ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme ; mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété.

Qui hoc anno aut hoc mense dare stipulatus est, nisi omnibus partibus anni et mensis præteritis, non rectè petet. Si fundum dari stipuleris, vel hominem, non poteris continuò agere, nisi tantùm spatium præterierit, quo traditio fieri possit.

(*Instit., lib. III, tit. XX,* § 26, *de Inutilibus stipulationibus, et Leg.* 42, *ff. de Verbor. obligat.*)

Celui qui a stipulé qu'on lui donnerait une chose cette année ou ce mois, ne peut rien demander que l'année ou le mois ne soit entièrement expiré. Si vous stipulez qu'on vous donnera un fonds ou un esclave, vous ne pouvez pas en faire la demande sur-le-champ, et vous devez laisser passer un temps suffisant pour que le débiteur vous puisse faire la tradition de la chose qu'il vous a promise.

ARTICLE 1187.

Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation, ou des circonstances, qu'il a aussi été convenu en faveur du créancier.

Si ex alterâ parte in rem, ex alterâ in personam pactum conceptum fuerit, veluti, *ne ego petam, vel ne à te petatur*, hæres meus ab omnibus vobis petitionem habebit, et ab hærede tuo omnes petere poterimus.

(*Leg.* 57, § 1, *ff. de Pactis.*)

Si la convention est personnelle d'un côté et réelle de l'autre, par exemple, si je conviens de ne vous rien demander, ou qu'il ne vous sera rien demandé, mon héritier pourra demander, et nous pourrons tous demander à votre héritier.

ARTICLE 1189.

Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par

la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation.

Quotiens concurrunt plures actiones ejusdem rei nomine, una quis experiri debet.
(*Leg.* 43, § 1, *ff. de Regulis juris.*)

Lorsque l'on a plusieurs actions pour la poursuite de la même dette, on ne peut pas les exercer toutes, il faut s'en tenir à une seule.

ARTICLE 1190.

Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément réservé au créancier.

Si emptio ità facta fuerit : est mihi emptus Stichus aut Pamphilus; in potestate est venditoris, quem velit dare.
(*Leg.* 34, § 6, *ff. de Contrahendâ emptione et venditione.*)

Si la vente ou achat a été faite ainsi : je vous achète Stichus ou Pamphile. Le vendeur est le maître de donner celui des deux qu'il veut livrer.

In eo quod vel is qui petit, vel is à quo petitur, lucri facturus est, durior causa est petitoris.
(*Leg.* 33, *ff. de Regulis juris.*)

Lorsque le demandeur et le défendeur se disputent l'avantage d'un titre lucratif, la cause du demandeur est la plus difficile à soutenir.

Favorabiliores rei potiùs, quàm actores habentur.
(*Leg.* 125, *ff. eod. tit.*)

La cause du défendeur est plus favorable que celle du demandeur.

ARTICLE 1191.

Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises ; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une, et une partie de l'autre.

Ferè quibuscunque modis obligamur, iisdem in contrarium actis liberamur : cùm

On se libère ordinairement d'une obligation par le même moyen qu'elle a été contractée,

quibus modis adquirimus, iisdem in contrarium actis amittimus.

(*Leg.* 153, *ff. de Regulis juris.*)

avec des sentimens contraires à ceux que l'on avait en s'engageant; comme on perd aussi la propriété d'une chose que l'on a acquise par des moyens contraires à ceux qu'on avait employés pour l'acquérir.

Pro parte autem peti, solvi autem nisi totum non potest...

On peut demander partiellement, mais on ne peut payer que la totalité...

ARTICLE 1192.

L'obligation est pure et simple, quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

Cùm purè stipulatus sum, illud, aut illud dari, licebit tibi, quotiens voles, mutare voluntatem, in eo quod præstaturus sis: quia diversa causa est voluntatis expressæ, et ejus quæ inest.

(*Leg.* 138, § 1, *ff. de Oblig. verb.* 3.)

Lorsque j'ai stipulé purement, vous donnerez ceci ou cela, vous pourrez, tant que vous voudrez, changer de volonté sur l'objet que vous avez à donner; parce qu'il y a différence entre la volonté expresse et la tacite.

ARTICLE 1193.

L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des deux choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont péries, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

Si hominem quem à Titio purè stipulatus fueram, Seius mihi sub conditione promi-

Si un homme que j'avais stipulé purement de Titius, m'est promis sous condition

serit, et is pendente conditione post moram Titii decesserit, confestim cum Titio agere potero : nec Seius existente condition eobligatur. At si Titium acceptum fecissem, Seius existente conditione obligari potest. Id circò hæc tam variè, quod homine mortuo desinit esse res in quam Seius obligaretur : acceptilatione interpositâ superest homo quem Seius promiserat.

(*Leg.* 56, § 8, *ff. de Verb. oblig.*)

par Séius, et que cet homme, pendant que la condition est en suspens, décède après que Titius est en demeure, à l'instant je pourrai agir contre Titius; et la condition venant à exister, Séius n'est point obligé. Mais, si j'avais libéré Titius par acceptilation, Séius si la condition existe encore, peut être obligé. Il y a cette grande différence, parce que l'homme étant mort, la chose sur laquelle Séius s'était obligé a cessé d'être, mais l'acceptilation étant survenue, il reste l'homme que Séius avait promis.

ARTICLE 1195.

Si les deux choses sont péries sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 1302.

Si promissor hominis ante diem in quem promiserat, interpellatus sit, et servus decesserit, non videtur per eum stetisse.

(*Leg.* 49, § 3, *ff. de Verb. oblig.*)

Si celui qui a promis un homme a été requis de le livrer avant le jour auquel il l'avait promis, et que l'esclave soit décédé, il ne paraît pas qu'il soit en retard.

ARTICLE 1197.

L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers, lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

Et stipulandi et promittendi duo pluresve rei fieri possunt. Stipulandi ità, si post omnium interrogationem promissor respondeat : *Spondeo.* Ut putà cùm duobus separatìm stipulantibus, ità promissor respondeat: *Utrique vestrûm dare spondeo.* Nam si priùs Titio spoponderit, deindè alio interrogante spondeat, alia atque alia erit obligatio, nec creduntur duo rei stipulandi esse. Duo pluresve rei promittendi ità fiunt, Mœvi, decem aureos dare spondes? Et Sei, eosdem decem aureos dare spondes ? Si respondeant singuli separatìm, spondeo.

(*Institut., lib. III, tit. XVII, in principio, de Duobus reis stipulandi et promittendi.*)

Plusieurs peuvent stipuler conjointement, et plusieurs peuvent aussi s'obliger solidairement. Plusieurs stipulent conjointement quand, après avoir tous interrogé, celui qui s'oblige répond : Je vous promets. Comme si deux personnes ayant interrogé séparément, celui qui promet, répond : Je promets que je payerai à vous deux; car s'il a répondu, en premier lieu, à Titius, et que sur l'interrogation qu'un autre lui fait ensuite, il lui réponde de même, ce seront deux obligations séparées et par conséquent il n'y aura pas deux co-stipulans. Deux ou plusieurs s'obligent aussi solidairement quand, après qu'ils ont été interrogés en cette manière : Mévius, promettez-vous de me donner dix-écus ? Seius, promettez-vous de me donner les mêmes dix-écus? chacun deux répond séparément : Je le promets.

Voyez *Novellam* 99, *et authentiam hoc ita,. c h.* 1, qui modifient ce texte; en ce sens que plusieurs débiteurs d'une même chose due au même créancier, ne sont obligés que pour leur part, si la *solidité* n'est énoncée expressément. Le mot *conjointement* n'était pas même suffisant dans l'ancien droit pour constituer la solidarité, et il ne peut l'être encore. (Voyez l'article 1202, *infrà.*)

ARTICLE 1198.

Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre

des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins, la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

Ex hujus modi obligationibus et stipulationibus solidum singulis debetur, et promittentes singuli in solidum tenentur. In utrâque tamen obligatione una res vertitur: vel alter debitum accipiendo, vel alter solvendo omnium perimit obligationem, et omnes liberat.
(*Ibid*, § 1.)

En vertu d'obligations et de stipulations ainsi contractées, toute la somme est due à chacun des créanciers, ou par chacun des débiteurs. Cependant, comme il ne s'agit que d'une même chose dans l'une et l'autre obligation, quand l'un des créanciers a reçu toute la somme, il éteint entièrement la dette; et aussi, quand un des coobligés paye le tout, il décharge et libère tous les autres.

Voyez la Novelle 119, qui permet au débiteur poursuivi pour toute la dette solidaire, de proposer le bénéfice de division, lorsque tous ses codébiteurs sont solvables. Ce bénéfice cessait lorsque les débiteurs y avaient renoncé : *Potest quilibet renuntiare juri pro se introducto* (Vide Novellam 99). Il en était autrement en France : tout bénéfice de division cessait dès que l'obligation était solidaire.

ARTICLE 1200.

Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

Cùm duo eamdem pecuniam aut promiserint, aut stipulati sunt, ipso jure et

Lorsque deux personnes ont promis ou ont stipulé le même argent, de plein droit,

singuli in solidum debentur, et singuli debent...
(*Leg.* 2, *ff. de Duobus reis constituendis.*)

chacun d'eux est obligé et chacun d'eux oblige solidairement.

ARTICLE 1201.

L'obligation peut être solidaire quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose ; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

Ex duobus reis promittendi, alius purè, alius in diem, vel sub conditione obligari potest; nec impedimento erit dies aut conditio, quominùs ab eo, qui purè obligatus est, petatur.
(*Institut., de Duobus reis stipulandi.... § 2, et Leg. 7, ff. de Duobus reis constituendis.*)

De deux coobligés solidairement, l'un peut être obligé purement et simplement, et l'autre dans un certain temps, ou sous condition : et le temps et la condition apposée pour l'un, n'empêchent pas que le créancier ne puisse s'adresser d'abord pour le tout à celui qui s'est obligé purement et simplement.

ARTICLE 1202.

La solidarité ne se présume point ; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

Cùm tabulis esset comprehensum, illum et illum centum aureos stipulatos, neque adjectum, ità ut duo rei stipulandi essent, virilem partem singuli stipulari videbantur.
(*Leg.* 11, § 1, *ff. de Duobus reis constituendis.*)

Lorsqu'il était écrit dans un acte que celui-ci et celui-là avaient stipulé cent pièces d'or, et qu'il n'avait pas été ajouté que l'intention était qu'il y eût deux co-stipulans solidaires, il paraissait que chaque stipulant ne l'était que pour une portion virile.

Nota. Voyez la note qui suit l'application faite sur l'article 1197, *suprà*.

ARTICLE 1204.

Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division.

ARTICLE 1203.

Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

Ubi duo rei facti sunt, potest vel ab uno eorum solidum peti; hoc est enim duorum reorum, ut unusquisque eorum in solidum sit obligatus, possitque ab alterutro peti. Partes autem à singulis peti posse, nequaquàm dubium est : quemadmodùm et à reo, et fidejussore petere possumus...

(*Leg.* 3, § 1, *ff. de Duobus reis constituendis.*)

Lorsqu'il y a deux coobligés, on peut demander la totalité même à un seul; car c'est la nature de l'obligation des copromettans, que chacun d'eux soit obligé solidairement, et que l'on puisse demander le tout à un seul. Mais il n'est pas douteux que l'on peut demander une partie à chacun, de même que l'on peut demander une partie au principal obligé, et une partie au fidéjusseur (à la caution).

ARTICLE 1206.

Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires interrompent la prescription à l'égard de tous.

Agere etiam is videtur, qui exceptione utitur : nam reus in exceptione actor est.

(*Leg.* 1, *ff. de Exceptionibus, præscriptionibus...*)

Celui qui oppose une exception ou fin de non recevoir est en quelque façon censé agir : car le défendeur en opposant une exception devient demandeur.

ARTICLE 1207.

La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous.

(De même)

Ex duobus reis stipulandi si semel unus egerit, alteri promissor offerendo pecuniam, nihil agit.

(*Leg.* 16, *ff. de Duobus reis constituendis.*)

Lorsqu'une fois de deux costipulans, l'un a fait des poursuites, le prometteur offrant de l'argent à l'autre, ne fait rien pour sa libération.

ARTICLE 1208.

Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier peut opposer toutes les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

Exceptiones quæ personæ cujusque cohærent, non transeunt ad alios....

(*Leg.* 7, *ff. de Except., præscrip., et præjud.*)

Les exceptions qui sont attachées à la personne ne passent point à d'autres....

Rei autem cohærentes exceptiones etiam fidejussoribus competunt : ut rei judicatæ, doli mali, jurisjurandi, quod metûs causâ factum est.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Mais les exceptions attachées à la chose profitent au répondant comme au principal obligé. Telles sont les exceptions fondées sur l'autorité de la chose jugée, sur la mauvaise foi du demandeur, sur le serment déjà fait en justice par le défendeur, sur une crainte grave....

Nota. Voyez le § 4 du tit. XIV, liv. IV des Institutes, *de Replicationibus.*

ARTICLE 1209.

Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.

Si reus promittendi altero reo hæres exstiterit, duas obligationes eum sustinere dicendum est : nam ubi quidem altera differentia obligationum esse possit, ut in fidejussore et reo principali, constitit alteram ab alterâ perimi. Cùm verò ejusdem duæ potestatis sint, non potest reperiri quà altera potiùs, quàm alteram consummari. Ideòque etsi reus stipulandi, hæres exstiterit, duas species obligationis eum sustinere.

(*Leg.* 13, *ff. de Duobus reis constituendis.*)

Si un copromettant devient héritier de son coobligé, il faut dire qu'il est soumis à deux obligations : car, quand il y a quelque différence entre les obligations comme dans un fidéjusseur et dans un débiteur principal, il est certain qu'une obligation est détruite par l'autre ; mais, quand les deux obligations sont de même nature, on ne peut pas dire par quelle raison l'une des deux obligations serait anéantie par l'autre. C'est pourquoi, si un costipulant devient héritier de son costipulant, il a à son profit deux obligations distinctes.

ARTICLE 1210.

Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

Reos promittendi vice mutuâ fidejussores non inutiliter accipi convenit. Reus itaque stipulandi actionem suam dividere si velit (neque enim di-

On convient qu'il n'y a pas d'inutilité à prendre des copromettans qui soient entre eux réciproquement fidéjusseurs. C'est pourquoi le stipu-

videre cogendus est) poterit eumdem ut principalem reum, item qui fidejussor pro altero exstitit, in partes convenire : non secùs ac si duos promittendi reos divisis actionibus conveniret.

(*Leg.* 11, *ff. eod. tit.*)

lant, s'il veut diviser son action (car il n'est pas forcé de la diviser), pourra actionner pour des parts distinctes le même, et comme principal prometteur et comme fidéjusseur d'un autre ; de la même manière que si, par des actions séparées, il poursuivait deux copromettans principaux.

ARTICLE 1214.

Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que la part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

Cùm duo eamdem pecuniam debent, si unus capitis deminutione exemptus est obligatione, alter non liberatur. Multi enim interest, utrùm res ipsa solvatur, an persona liberetur. Cùm persona liberatur manente obligatione, alter durat obligatus. Et ideò si aquâ et igni interdictum est, alicujus fidejussor posteà ab eo datus tenetur.

(*Leg. ult., ff. eod. tit.*)

Lorsque deux copromettans doivent la même somme, si l'un par un changement d'état a été soustrait à l'obligation, l'autre n'est pas libéré. Car il y a grande différence entre le paiement de la chose et la libération de la personne. Lorsque la personne est libérée et que l'obligation subsiste, l'autre reste obligé. C'est pourquoi si l'on a interdit à l'un d'eux l'eau et le feu, le fidéjusseur que l'autre donne dans la suite est obligé.

ARTICLE 1217.

L'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a pour objet, ou une chose qui dans sa livraison, ou un

fait qui dans l'exécution, est, ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle.

ARTICLE 1218.

L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle.

ARTICLE 1219.

La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

In executione obligationis sciendum est quatuor causas esse : nam interdùm est aliquid quod à singulis hæredibus divisum consequi possumus : aliud quod totum peti necesse est, nec divisum præstari potest : aliud quod pro parte petitur, sed solvi, nisi totum non potest : aliud quod solidum petendum est, licèt in solutionem admittat sectionem.

(*Leg.* 85, *in principio, ff. de Verborum obligationibus.*)

Dans l'exécution d'une obligation il faut savoir qu'il y a quatre états de cause : car quelquefois il s'agit d'une chose que l'on peut obtenir divisément de chaque héritier, ou d'une chose qu'il est nécessaire de demander tout entière, et qui ne peut se livrer par partie, ou d'une chose que l'on demande par partie, mais qui ne peut être payée qu'en totalité, ou d'une chose qu'il faut demander en entier, quoique le paiement puisse en être partiel.

Prima species pertinet ad promissorem pecuniæ certæ : nam et petitio et solutio ad portiones hæreditarias spectat.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

La première espèce s'applique au prometteur d'un argent déterminé : car la demande et le paiement suivent la division des parts héréditaires.

Secunda ad opus quod testator fieri jusserit. Nam singuli hæredes in solidum te-

La seconde, à un ouvrage que le testateur aurait ordonné de faire. Tous les héritiers en

nentur : quia operis effectus in partes scindi non potest. (*Leg. eâd.*, § 2.)

sont tenus solidairement, parce que l'effet de l'ouvrage ne peut se scinder par partie.

Quòd si stipulatus fuero, per te hæredemve tuum non fieri quòminus eam, agam, si adversùs ea factum sit, tantum dari? et unus ex pluribus hæredibus promissoris me prohibeat : verior est sententia existimantium unius facto omnes teneri : quoniàm licèt ab uno prohibeor, non tamen in partem prohibeor; sed cæteri familiæ erciscundæ judicio sarcient damnum. (*Leg. eâd.*, § 3.)

Que si j'ai stipulé que ni vous ni votre héritier ne ferez rien qui m'empêche d'user du droit de sentier, de chemin, et que si vous y contrevenez vous donnerez tant, et que l'un de plusieurs héritiers du prometteur m'empêche, ceux-là ont plus de raison qui pensent que par le fait d'un seul, tous sont obligés; parce que, quoique je sois empêché par un seul, cependant je ne suis pas empêché en partie; mais les autres le dédommageront par le moyen de l'action en partage d'héritage.

ARTICLE 1220.

L'obligation qui est susceptible de division, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible. La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette ou qui ne sont tenus de la payer que pour les parts dont ils sont saisis, ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur.

In solidum verò agi oportet et partis solutio adfert liberationem, cùm ex causâ evictionis intendimus : nam auctoris hæredes in solidum denuntiandi sunt, omnesque debent subsistere, et quolibet defugiente, omnes tenebuntur; sed

Il faut agir pour le tout, et le paiement d'une partie peut libérer, lorsque nous intentons action à raison d'éviction; car il faut dénoncer à tous les héritiers de son auteur, et tous doivent défendre. Si l'un d'eux fait défaut, tous doivent ga-

unicuique pro parte hæreditariâ præstatio injungitur.
(*Leg.* 85, § 5, *ff. de Verb. oblig.*)

rantir, mais chacun ne doit payer que pour sa part héréditaire.

ARTICLE 1226.

La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

Cùm quid ut fiat, stipulemur pœnam sic rectè concipiemus : si ità factum non erit. Cùm quid ne fiat, sic, si adversùs id factum sit.
(*Leg.* 71, *ff. de Verb. oblig.*)

Lorsque nous stipulons une peine pour que quelque chose se fasse, nous nous exprimerons bien par cette formule, si cela n'est pas fait ainsi ; mais si c'est pour que quelque chose ne se fasse pas, il faut dire : s'il est fait quelque chose contre cela.

Ad diem sub pœnâ pecunia promissa, et ante diem mortuo promissore committetur pœna, licèt non sit hæreditas ejus adita.
(*Leg.* 77, *ff. eod. tit.*)

De l'argent étant promis à un jour fixe sous une clause pénale, et le prometteur étant mort avant ce jour, la peine est encourue, quoique personne n'ait accepté l'hérédité.

Si homo mortuus sisti non potest, nec pœna rei impossibilis committetur....
(*Leg.* 69, *ff. eod. tit.*)

Si un homme mort ne peut être présenté en jugement, la peine d'une chose impossible ne sera pas encourue.

ARTICLE 1227.

La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

Cùm principalis causa non

Lorsque l'obligation princi-

consistit, ne ea quidem quæ sequuntur locum habent.

(*Leg.* 129, § 1, *ff. de Regulis juris.*)

pale n'est pas valable, celles accessoires ne le sont pas non plus.

Et generaliter probandum est, ubi contractus non valet, pro certo prætorem se non debere interponere.

(*Leg.* 16, § 3, *ff. de Minoribus viginti quinque annis.*)

Il faut dire en général que, toutes les fois que le contrat contre lequel on veut se faire restituer est nul, le préteur ne doit pas accorder la restitution

ARTICLE 1228.

Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

ARTICLE 1229.

La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour simple retard.

Si pacto subjecta sit pœnæ stipulatio, quæritur utrùm pacti exceptio locum habeat, an ex stipulatu actio? Sabinus putat, quod est verius, utrâque viâ uti posse, proùt elegerit, qui stipulatus est. Si tamen ex causâ pacti exceptione utatur, æquum erit accepto eum stipulationem ferre.

(*Leg.* 10, § 1, *ff. de Pactis.*)

Si à la fin de la convention simple on a stipulé une peine en cas de contravention, on demande s'il y a lieu à l'exception, ou à l'action civile qui naît de la stipulation? Sabin pense (et ce sentiment est le plus sûr) que celui qui a stipulé la peine peut choisir, entre ces deux moyens, celui qui lui plaira davantage. Cependant, s'il se sert de l'exception tirée de la convention, il doit faire remise de la peine contenue dans la stipulation.

ARTICLE 1230.

Soit que l'obligation primitive contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doive être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé soit à livrer, soit à prendre, soit à faire, est en demeure.

Trajectitiæ pecuniæ nomine, si ad diem soluta non esset pœna, uti adsolet, ob operas ejus qui eam pecuniam peteret, in stipulationem erat deducta. Is qui eam pecuniam petebat, parte exactâ petere desierat : deindè interposito tempore interpellare instituerat. Consultus respondit ejus quoque temporis quo interpellatus non esset, pœnam peti posse : ampliùs etiam si omninò interpellatus non esset; nec aliter non committi stipulationem, quàm si per debitorem non stetisset, quominùs solveret.

(*Leg.* 23, *in principio*, *ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

Un particulier à qui on avait promis une somme qui devait être employée dans le commerce maritime, a stipulé, suivant l'usage, une peine pour l'indemniser de ses soins, dans le cas où cet argent ne serait pas payé au jour marqué. Ayant demandé une partie de la somme, il n'a pas continué de demander le reste; mais il a laissé écouler quelque temps, après lequel il s'est présenté pour demander ce qui restait à payer. Le jurisconsulte répond qu'on peut demander la peine même pour le temps où le débiteur n'a pas été interpellé; qu'on peut la demander quand même le débiteur n'aurait pas été interpellé du tout; et qu'il n'y a qu'un cas où cette stipulation pénale n'aurait pas son effet : c'est celui où le débiteur n'aurait apporté de sa part aucun obstacle au paiement.

ARTICLE 1232

Lorsque l'obligation primitive contractée avec une clause pénale est d'une chose indivisible, la peine est encourue

par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur, et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

Omnes penales actiones post litem incohatam, et ad hæredes transeunt.

Leg. 26, *ff. eod. tit.*)

Toutes les actions pénales passent contre les héritiers après la contestation en cause.

CHAPITRE V.

De l'Extinction des Obligations.

ARTICLE 1234.

Les obligations s'éteignent, par le paiement, par la novation, par la remise volontaire, par la compensation, par la confusion, par la perte de la chose, par la nullité ou la rescision, par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent, et par la prescription, qui sera l'objet d'un titre particulier (1).

In omnibus speciebus liberationum, etiam accessiones liberantur: putà adpromissores, hypothecæ, pignora: præter quàm quod inter creditorem et adpromissores confusione factâ, reus non liberatur.

Leg. 43, *ff. de Solutionibus et Liberationibus.*)

Dans toutes espèces de libérations, les accessoires sont aussi libérés, tels que les fidéjusseurs, les hypothèques, les gages; excepté que, la confusion étant opérée entre le créancier et les fidéjusseurs, le débiteur principal n'est point libéré.

---

(1) Il est le dernier titre du Code civil.

ARTICLE 1235.

Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

Solutionis verbum pertinet ad omnem liberationem quoquo modo factam : magisque ad substantiam obligationis refertur, quàm ad nummorum solutionem.

(*Leg.* 54, *ff. eod. tit.*)

Le mot *paiement* s'applique à toute libération faite d'une manière quelconque, et il a plus de rapport à la substance de l'obligation qu'à la numération de l'argent.

Idem eodem loco scribit : Si debitorem tuum jussisti solvere Titio, cui legatum falsò debere existimas, et debitor pactus sit cum Titio suo debitore constituto; neque tibi adversùs tuum debitorem, neque ipsi adversùs suum actionem peremptam.

(*Leg.* 5, § 1, *ff. de Pactis.*)

Le même écrit au même endroit : « Si, croyant faussement devoir un legs à Titius, vous ordonnez à votre débiteur de le lui payer, et qu'il se soit arrangé avec Titius qui était le sien, l'action que vous aviez contre votre débiteur et celle qu'il avait contre le sien ne sont pas éteintes. »

ARTICLE 1236.

Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

Tollitur autem omnis obligatio solutione ejus quod debetur, vel si quis consentiente creditore aliud pro alio solverit. Nec interest quis solvat,

Toute obligation s'éteint par le paiement de ce qui est dû, ou par le paiement d'une chose pour une autre, fait du consentement du créancier. Il

utrùm ipse qui debet, an alius pro eo : liberatur enim et alio solvente, sive sciente, sive ignorante debitore, vel invito eo solutio fiat. Item si reus solverit, etiam ii qui pro eo intervenerunt, liberantur. Item ex contrario contingit, si fidejussor solverit ; non enim ipse solus liberatur, sed etiam reus.

(*Institut., lib. III, tit. XXX, in princip., Quibus modis tollitur obligatio.*)

n'importe pas quelle personne fasse le paiement : que ce soit le débiteur ou un autre pour lui, le débiteur est toujours libéré, soit qu'il sache qu'un autre paye pour lui ou qu'il l'ignore, et enfin quoique le paiement se fasse contre sa volonté. Quand c'est le débiteur qui paye, non-seulement il est libéré, mais encore ceux qui ont répondu pour lui le sont pareillement. Et au contraire, quand le fidéjusseur paye, non-seulement il se libère, mais il libère encore le principal obligé pour lequel il a répondu.

ARTICLE 1237.

L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

Inter artifices longa differentia est et ingenii, et naturæ, et doctrinæ, et institutionis. Ideò si navem à se fabricandam quis promiserit, vel insulam ædificandam, fossamve faciendam, et hoc specialiter actum est, ut suis operis id perficiat, fidejussor ædificans, vel fossam fodiens, non consentiente stipulatore, non liberabit reum.

(*Leg. 31, ff. de Solutionibus et Liberationibus.*)

Parmi les ouvriers, il y a souvent une grande différence de talent, d'esprit, d'instruction et de conception. Si quelqu'un a promis qu'il fabriquerait un vaisseau, construirait une île, ou creuserait une fosse, et qu'il ait été stipulé qu'il le ferait lui-même, si le navire, l'île ou la fosse a été faite par le fidéjusseur, sans le consentement formel du créancier, le débiteur ou le prometteur principal n'est pas libéré.

ARTICLE 1238.

Pour payer valablement il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, etc.

Pupillum sine tutoris auctoritate nec solvere posse palàm est. Sed si dederit nummos, non fient accipientis, vindicarique poterunt. Planè si fuerint consumpti, liberabitur.

(*Leg.* 14, § 8, *ff. de Solutionibus et Liberat.*)

Il est évident qu'un pupille ne peut pas même payer sans l'autorisation de son tuteur. S'il a donné de l'argent il ne passe pas en propriété à celui qui le reçoit, et on pourra le lui revendiquer. Cependant, si l'argent est consommé, il y aura libération.

Si rem meam quæ pignoris nomine alii esset obligata, debitam tibi solvero, non liberabor : quia avocari tibi res possit ab eo qui pignori accepisset.

(*Leg.* 20, *ff. de Solutionibus et Liberat.*)

Si je vous paye en vous donnant un objet que je vous dois, mais obligé à un autre à titre de gage, je ne serai pas libéré, parce que la chose peut vous être évincée par celui qui l'a acceptée à titre de gage.

ARTICLE 1239.

Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier est valable, si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité.

Vero procuratori rectè solvitur. Verum autem accipere debemus eum, cui mandatum

On paye valablement à un véritable fondé de pouvoir. Nous devons regarder comme

est, vel specialiter, vel cui omnium negotiorum administratio mandata est.

tel celui qui a un mandat spécial, ou à qui l'on a confié l'administration de tous les biens.

Interdùm tamen et non procuratori rectè solvitur, ut putà cujus stipulationi nomen insertum est, si quis stipuletur *sibi aut Titio*.

(*Leg.* 12, *ff. de Solutionib...*)

Cependant on paye quelquefois valablement à celui qui n'est pas véritablement fondé de pouvoir : par exemple, à celui dont le nom est inséré dans la stipulation, si quelqu'un stipule pour soi ou pour Titius.

Sed etsi non vero procuratori solvam, ratum autem habeat dominus quod solutum est, liberatio contingit : rati enim habitio mandato comparatur.

(*Leg. eâd.*, § 4.)

Mais quand même je payerais à quelqu'un qui n'aurait pas de pouvoirs suffisans, si le maître ratifie le paiement, je serai libéré, car la ratification équipolle au mandat.

ARTICLE 1240.

Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

Debitores, solvendo ei qui pro tutore negotia gerit, liberantur, si pecunia in rem pupilli pervenit.

(*Leg.* 28, *ff. eod. tit.*)

Les débiteurs, en payant à celui qui gère en la place du tuteur les affaires du pupille, sont libérés, si l'argent est entré dans les biens du pupille.

ARTICLE 1241.

Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

Quod si remoto solvit, ei

S'il a payé à un tuteur des-

solvit qui tutor esse desierat: et ideò non liberabitur.
(*Leg.* 14, § 2, *ff. de Solutionibus et liberationibus.*)

tué, il a payé à celui qui avait cessé d'être tuteur, et par cette raison, il ne sera pas libéré.

ARTICLE 1242.

Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissans ou opposans : ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

Sed et si quis mandaverit ut Titio solvam, deindè vetuerit eum accipere : si, ignorans prohibitum eum accipere, solvam, liberabor : sed si sciero, non liberabor.
(*Leg.* 12, § 2, *ff. eod. tit.*)

Si quelqu'un m'a donné le mandat de payer à Titius, et qu'ensuite il lui ait défendu de recevoir; si, ne sachant pas cette prohibition, je paye à celui-ci, je serai libéré; mais si je la connais, je ne serai pas libéré.

ARTICLE 1243.

Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

Aliud pro alio invito creditori solvi non potest.
(*Leg.* 2, § 1, *in fine*, *ff. de Rebus creditis.*)

On ne peut payer une chose pour une autre au créancier, malgré lui.

Debitorem non esse cogendum in aliam formam nummos accipere, si ex eâ re damnum aliquod passurus sit.
(*Leg.* 99, *ff. de Solut. et Liberat.*)

On ne peut être forcé de recevoir de l'argent sous une autre forme, si on doit en souffrir quelque perte ou dommage.

Si quis aliam rem pro aliâ volenti solverit, et evicta fuerit res, manet pristina obligatio; et si pro parte fuerit evicta, tamen pro solido obligatio durat : nam non accepisset re integrâ creditor, nisi pro solido ejus fieret.

(*Leg.* 46, *in principio*, *ff. de Solut. et Liberat.*)

Si quelqu'un a payé au créancier, de son consentement, une chose pour une autre, et que la chose vienne à être évincée, l'ancienne obligation subsiste; et quoiqu'elle soit évincée seulement pour une partie, cependant l'obligation dure pour la totalité; car, les choses étant entières, le créancier ne l'eût pas reçue si on ne lui en avait passé la propriété pour la totalité.

ARTICLE 1244.

Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état.

Pro parte autem peti, solvi autem nisi totum non potest.

On peut demander partiellement, mais on ne peut payer que la totalité.

Solidum non solvitur non minùs quantitate quàm die.

On paie moins que le tout, soit par la quantité, soit par le temps.

Debitoribus non tantùm petentibus dies ad solvendum dandi sunt, sed et prorogandi, si res exigat.

(*Leg.* 31., *ff. de Re judicatâ.*)

On doit non-seulement accorder un délai pour payer aux débiteurs qui le demandent, mais on doit même proroger ce délai si la circonstance l'exige.

Non enim magnum dam-

Il n'y a pas un grand dom-

num est in morâ modici temporis.

(*Leg.* 21, *ff. de Judiciis et ubi quisque agere vel conveniri debeat.*)

mage dans le retard d'un temps court.

ARTICLE 1245.

Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

Planè (ut Scævola aiebat) etiamsi perierit res ante litem contestatam, interdùm quasi locupletior factus intelligitur; id est, si necessariam sibi rem emit, quam necessariò de suo erat empturus. Nam hoc ipso quo non est pauperior factus, locupletior est. Sic et in filiofamiliâs putabat Macedonianum cessare si in necessarias causas filius mutuam pecuniam acceperit, et eam perdiderit.

(*Leg.* 47, § 1, *ff. de Solutionib. et liberat.*)

Assurément, comme disait Scévola, quoique la chose ait péri avant la contestation en cause, quelquefois on la regarde comme ayant profité au fils de famille; par exemple, s'il a acheté une chose nécessaire qu'il fallait qu'il achetât de son argent; car, par cela qu'il n'est pas devenu plus pauvre, il est censé avoir profité. C'est par cette raison qu'il pensait que le sénatusconsulte Macédonien n'avait pas lieu, si le fils de famille avait reçu un argent prêté pour une cause nécessaire et qu'il l'eût perdu.

Quod te mihi dare oporteat, si id posteà perierit, quàm per te factum erit, quominùs id mihi dares, tuum fore id detrimentum constat.

(*Leg.* 5, *ff. de Rebus creditis.*)

Si la chose que vous vous êtes obligé de me donner périt après que vous aurez été en demeure de me la rendre, cette perte vous regarde.

ARTICLE 1246.

Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que

par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce ; mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

Cùm quid mutuum dederimus, etsi non cavimus, ut æquè bonum nobis redderetur; non licet debitori deteriorem rem quæ ex eodem genere sit, reddere : veluti vinum novum pro vetere. Nam in contrahendo quod agitur, pro cauto habendum est : id autem agi intelligitur, ut ejusdem generis, et eâdem bonitate solvatur, quâ datum sit.
(*Leg.* 3, *ff. de Rebus creditis.*)

Quoique celui qui prête ne soit point convenu expressément qu'on lui rendrait une chose de la même bonté, le débiteur ne peut cependant pas rendre une chose d'un autre genre de celle prêtée, et qui soit d'une plus mauvaise qualité, comme du vin nouveau pour du vieux; car, dans les contrats, l'intention des parties doit être regardée comme une convention expresse. Or, dans cette circonstance, l'intention des contractans a été qu'on rendît une chose de la même espèce et de la même qualité.

ARTICLE 1247.

Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est par désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

Loca etiam inseri stipulationi solent, veluti *Carthagini dare spondes?* Quæ stipulatio licèt purè fierivideatur, tamen reipsà habet tempus adjectum, quo promissor utatur ad pecuniam Carthagini dandam.

L'on a aussi coutume de faire la désignation du lieu où la stipulation doit être consommée, comme si je dis: Promettez-vous que vous me donnerez à Carthage ? Quoique cette stipulation paraisse

Et ideò si quis Romæ ità stipuletur: *Hodiè Carthagini dare spondes?* Inutilis erit stipulatio cùm impossibilis sit repromissio.

(*Institut., lib. III, tit. XVI, § 5, de Verborum obligationibus.*)

être purement faite, elle renferme néanmoins un délai raisonnable, pour que le débiteur puisse satisfaire à sa promesse dans Carthage. C'est pourquoi si quelqu'un étant à Rome, stipulait ainsi : Promettez-vous que vous me donnerez aujourd'hui à Carthage? la stipulation serait nulle, parce qu'il serait impossible d'en exécuter la promesse.

NOTA. *Vide Leg.* 3, § 6, *ff. de Eo quod certo loco, excepto casu legis ultimæ, ff. hoc titulo.*

ARTICLE 1248.

Les frais de paiement sont à la charge du débiteur.

Hæc autem actio ex illâ stipulatione venit, ubi stipulatus sum à te, Ephesi decem dari.

(*Leg.* 2, § 1, *ff. de Eo quod certo loco.*)

Cette action dérive de la clause qui porte que le paiement se fera en tel lieu, par exemple, que vous me donnerez dix écus à Ephèse.

NOTA. Voyez la loi 9, *ff. de Eo quod certo loco*, et la loi 47, § 8, *ff. de Legatis.*

ARTICLE 1249.

La subrogation dans les droits du créancier au profit d'une tierce personne, qui le paye, est ou conventionnelle ou légale.

Solvere pro ignorante et invito cuique licet; cùm sit jure civili constitutum, licere etiam ignorantis invitique meliorem conditionem facere.

(*Leg.* 53, *ff. de Solutionibus et Liberationibus.*)

Il est permis à chacun de payer pour un débiteur qui l'ignore et malgré lui, puisqu'il est établi par le droit civil qu'il est permis de faire meilleure la condition de celui qui l'ignore, ou même qui s'y oppose.

ARTICLE 1250.

Cette subrogation est conventionnelle, 1° lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, actions, priviléges ou hypothèques contre le débiteur : cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement ; — 2° lorsque le débiteur, etc.

Imò : debitorem tuum presentem, etiam invitum liberare ità poteris, supponendo à quo debitum novandi causâ stipuleris : quod etiam si acceptum non feceris, tamen statìm, quod ad te attinet, res peribit : nam et petentem te doli mali præscriptio excludet.

(*Leg.* 91, *ff. de Solutionib.*)

Bien plus : vous pourrez libérer votre débiteur présent, et même malgré lui, en mettant à sa place un tiers de qui vous stipulerez ce qui est dû, mais avec la volonté de faire novation. Et quand même vous ne passeriez point d'acceptilation à ce débiteur innovant, cependant, quant à ce qui vous concerne, la dette est éteinte ; car, si vous la demandiez, on vous opposerait l'exception de dol.

ARTICLE 1253.

Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paye, quelle dette il entend acquitter.

Quotiens quis debitor ex pluribus causis unum debitum solvit, est in arbitrio solventis dicere quod potiùs debitum voluerit solutum, et quod dixerit, id erit solutum. Possumus enim certam legem dicere ei quod solvimus.

(*Leg.* 1, *in principio, ff. de Solutionibus et Liberationibus.*)

Toutes les fois qu'un débiteur pour plusieurs causes, paye une de ses dettes, il est au choix de celui qui paye de dire quelle est la dette qu'il a voulu plutôt payer ; et celle qu'il aura déclarée sera éteinte ; car nous pouvons imposer une loi déterminée à ce que nous payons.

ARTICLE 1254.

Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts : le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

Dùm in re agendâ hoc fiat, ut vel creditori liberum sit non accipere, vel debitori non dare, si alio nomine exsolutum quis eorum velit.

(*Leg.* 2, *ff. eod. tit.*)

Dans le paiement, il doit être libre au créancier de ne pas accepter et au débiteur de ne pas donner, si l'un des deux veut que le paiement soit imputé sur une autre créance.

Cæterùm posteà non permittitur. Hæc res efficiet, ut in duriorem causam semper videatur sibi debere accepto ferre : ità enim et in suo constitueret nomine.

(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

Au reste, ce moment passé, la chose n'est plus permise. Cela fait que le créancier paraît devoir faire porter la quittance sur la cause la plus dure ; car c'est ainsi qu'il déciderait s'il payait sa dette.

ARTICLE 1255.

Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

Quotiens verò non dicimus id quod solutum sit, in arbitrio est accipientis, cui potiùs debito acceptum ferat : dum-

Toutes les fois que nous ne déclarons pas ce qui a été payé, il est au pouvoir de celui qui reçoit de déclarer

modò in id constituat solutum, in quod ipse, si deberet, esset soluturus, quoque debito se exoneraturus esset, si deberet : id est, in id debitum, quod non est in controversiâ; aut in illud quod pro alio quis fidejusserat; aut cujus dies nondùm venerat. Æquissimum enim visum est creditorem ità agere rem debitoris, ut suam ageret.

(*Leg. eâd.* 1, *ff. de Solutionibus et liberationibus.*)

à quelle dette plutôt il applique la libération; pourvu qu'il déclare le paiement fait pour la dette, que, si lui-même devait, il aurait payée de préférence, et de laquelle dette il se déchargerait; c'est-à-dire, pour une dette qui n'est pas disputée, ou qui est avec le cautionnement d'un tiers, ou qui est exigible; car il a paru très-équitable que le créancier traitât l'intérêt de son débiteur, comme il traiterait le sien propre.

ARTICLE 1256.

Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne : toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

In his verò quæ præsenti die debentur, constat, quotiens indistinctè quid solvitur, in graviorem causam videri solutum. Si autem nulla prægravet (id est, si omnia nomina similia fuerint) in antiquiorem. Gravior videtur, quæ et sub satisdatione videtur, quàm ea, quæ pura est.

(*Leg.* 5, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

Dans les choses qui sont dues au jour présent, il est certain que toutes les fois que quelque chose est payé sans déclarer pour quelle créance, cela paraît payé pour la créance la plus onéreuse. Mais si aucune n'est plus dure, c'est-à-dire si toutes les obligations sont égales, on l'imputera sur la plus ancienne. On regarde celle qui est cautionnée, comme plus dure que celle qui est pure et simple.

ARTICLE 1257.

Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et au refus du créancier de les accepter, consigner la chose ou la somme offerte, etc.

Si debitor offerret pecuniam quæ peteretur, creditor nollet accipere, prætor ei denegat actiones.
(*Leg.* 30, *ff. de Solut. et liberat.*)

Le débiteur offrant l'argent qu'il doit, si le créancier ne veut pas le recevoir, le préteur lui refuse action.

Nota. Voyez la loi 9, *Cod. de Solut.* Obsigatione totius debitæ pecuniæ solemniter factâ liberationem contingere manifestum est.

Il est manifeste que la libération s'acquiert par la consignation faite régulièrement de toute la dette. — Voyez le surplus de cette loi, *loco citato*.

ARTICLE 1265.

La cession de biens est l'abandon qu'un débiteur fait de tous ses biens à ses créanciers, lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes.

ARTICLE 1266.

La cession de biens est volontaire ou judiciaire.

Bonis cedi non tantùm in jure, sed etiam extra jus potest. Et sufficit, et per nuntium, vel per epistolam id declarari.
(*Leg.* 9, *ff. de Cessione bonorum.*)

On peut faire cession de biens judiciairement ou extrajudiciairement. Il suffit même de déclarer par lettre ou par un messager qu'on fait cession.

ARTICLE 1267.

La cession de biens volontaire est celle que les créan-

ciers acceptent volontairement, et qui n'a d'effet que celui résultant des stipulations mêmes du contrat passé entre eux et le débiteur.

Qui cedit bonis, antequàm debitum agnoscat, condemnetur, vel in jus confiteatur, audiri non debet.
(*Leg.* 8, *ff. de Cessione bonorum.*)

On ne peut point être admis à faire cession de biens, avant d'avoir reconnu la dette, avant d'avoir été condamné, ou d'avoir fait aveu en justice.

ARTICLE 1268.

La cession judiciaire est un bénéfice que la loi accorde à un débiteur malheureux et de bonne foi, auquel il est permis, pour avoir la liberté de sa personne, de faire en justice l'abandon de tous ses biens à ses créanciers, nonobstant toute stipulation contraire.

Quem pœnitet bonis cessisse, potest, defendendo se, consequi, ne bona ejus veneant.
(*Leg.* 5, *ff. eod. tit.*)

Celui qui se repent d'avoir fait cession de biens, peut, en se défendant, en éviter la vente.

NOTA. Voyez la loi 7 au Code *Qui bonis cedere possunt.*

ARTICLE 1269.

La cession judiciaire ne confère point la propriété aux créanciers ; elle leur donne seulement le droit de faire vendre les biens à leur profit, et d'en percevoir les revenus jusqu'à la vente.

Is qui bonis cessit, ante rerum venditionem utiquè bonis suis non caret. Quare, si paratus fuerit se defendere, bona ejus non veneunt.
(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

Celui qui a fait cession de biens n'est pas dessaisi avant la vente. Ainsi, s'il offre de se défendre, ses biens ne sont pas vendus.

ARTICLE 1270.

Les créanciers ne peuvent refuser la cession judiciaire, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi.

Elle opère la décharge de la contrainte par corps.

Au surplus, elle ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés ; et dans le cas où ils auraient été insuffisans, s'il lui en survient d'autres, il est obligé de les abandonner jusqu'au parfait paiement.

Cùm eo quoque, qui creditoribus suis bonis cessit, si posteà aliquid acquisierit, quod idoneum emolumentum habeat, ex integro in id, quod facere potest, creditores experiuntur. Inhumanum enim erat spoliatum fortunis suis, in solidum damnari.

(*Institut. lib. IV, tit. VI,* § 40, *de Actionibus.*)

Pareillement, si celui qui a fait cession de biens acquiert ensuite quelque chose de considérable, ses créanciers peuvent à la vérité le poursuivre derechef, mais il ne peut être condamné qu'en ce qu'il peut faire ; d'autant qu'il serait dur de condamner au total celui qui a déjà été dépouillé de ses biens.

Nota. Voyez les lois 4, 6 et 7, *ff. de Cessione bonorum.*

ARTICLE 1271.

La novation s'opère de trois manières : 1° lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte ; 2° lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien qui est déchargé par le créancier ; 3° lorsque par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

Novatio est prioris debiti in aliam obligationem vel civilem, vel naturalem, trans-

La novation est la transfusion et la translation d'une première dette dans une autre

fusio atque translatio : hoc est, cùm ex præcedenti causâ ità nova constituatur, ut prior perimatur. Novatio enim à novo nomen accepit, et à novâ obligatione.

(*Leg.* 1, *ff. de Novationibus et Delegationibus.*)

obligation ou civile, ou naturelle, c'est-à-dire, lorsque d'une cause précédente on en établit une nouvelle, tellement que la précédente soit anéantie. Car *novation* tire son nom de nouveau titre et de nouvelle obligation.

NOTA. Voyez le § 3 du titre XXX, livre III des Institutes.

ARTICLE 1272.

La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

Cui rectè solvitur, is etiam novare potest, excepto eo, si mihi aut Titio stipulatus sim : nam Titius novare non potest, licèt rectè ei solvitur.

(*Leg.* 10, *ff. eod. tit.*)

Celui à qui on peut valablement payer peut aussi innover : excepté le cas où j'ai stipulé pour moi ou pour Titius, car Titius ne peut pas innover, quoiqu'on puisse lui payer valablement.

NOTA. Voyez la loi 20, § 1, *ff. de Novationibus*, dont voici le commencement : Pupillus non potest sine tutoris autoritate novare.

ARTICLE 1273.

La novation ne se présume point ; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

Si ità fuero stipulatus, quantominùs à Titio debitore exegissem, tantum fidejubes? Non fit novatio : quia non hoc agitur ut novetur.

(*Leg.* 6, *ff. de Novat. et Deleg.*)

Si j'ai ainsi stipulé : de tout ce que j'aurai reçu de moins de Titius, mon débiteur, vous m'en répondrez. Il n'y a pas de novation, parce qu'il ne s'est pas agi là d'innover.

ARTICLE 1274.

La novation par la substitution d'un nouveau débiteur peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

Si ab alio promissam sibi dotem, maritus ab uxore dotis nomine stipulatus sit, non duplari dotem, sed fieri novationem placet, si hoc actum est. Quid enim interest, ipsa an alius quilibet promittat? Quod enim ego debeo, si alius promittat, liberare me potest; si novationis causâ hoc fiat.

(*Leg.* 8, § 5, *ff. eod. tit.*)

Si un mari auquel un étranger a promis une dot, la stipule de sa femme à titre de dot, la dot n'est pas doublée; mais il y aura novation si telle a été l'intention. Car quelle différence y a-t-il, qu'elle même ou un autre promette? Ce que je dois, si un autre le promet, il peut me libérer, pourvu qu'il le fasse par novation...

ARTICLE 1275.

La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur, qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

Delegare, est vice suâ alium reum dare creditori, vel cui jusserit.

(*Leg.* 11, *ff. eod. tit.*)

Déléguer, c'est donner en sa place un autre débiteur à son créancier, ou à qui il ordonnera.

Fit autem delegatio vel per stipulationem, vel per litis contestationem.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Or la délégation se fait ou par stipulation, ou par contestation en cause.

ARTICLE 1276.

Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en contienne une réserve expresse, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte, ou tombé en déconfiture au moment de la délégation.

Si quis delegaverit debito-

Si quelqu'un a délégué un

rem qui doli mali exceptione tueri se posse sciebat, similis videbitur ei qui donat : quoniàm remittere exceptionem videtur. — Sed si per ignorantiam promiserit creditori, nullâ quidem exceptione adversùs creditorem uti poterit : quia ille suum recepit : sed is qui delegavit, tenetur condictione, vel incerti, si non pecunia soluta esset : vel certi, si soluta esset : et ideò cùm ipse præstiterit pecuniam, aget mandati judicio.

(*Leg.* 12, *ff. de Novationibus et delegationibus.*)

débiteur qui savait qu'il pouvait se défendre par l'exception de dol, le délégué ressemble à celui qui donne, parce qu'il paraît remettre une exception. — Mais, si par ignorance il promet au nouveau créancier, à la vérité il ne pourra user d'aucune exception contre ce créancier, parce que celui-ci a reçu le sien; mais celui qui a délégué est soumis à une condition, ou de chose incertaine, si ce n'est pas de l'argent qu'il a payé, ou de chose certaine, s'il a payé de l'argent; et c'est pour cela que lorsqu'il aura payé de l'argent, il pourra agir en vertu du mandat.

ARTICLE 1277.

La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation, etc.

Si debitorem meum jussero tibi solvere, non statim tu etiam stipulando id novare possis : quamvis debitor solvendo tibi liberaretur.

(*Leg.* 21, *ff. eod. tit.*)

Si j'ordonne à mon débiteur de vous payer, vous ne pouvez pas à l'instant même, en recevant de lui, faire une novation, quoique le débiteur en vous payant fût libéré.

ARTICLE 1278.

Les priviléges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

Novatione legitimè factâ,

La novation étant faite dans

liberantur hypothecæ et pignus, et usuræ non currunt.
(*Leg.* 18, *ff. eod. tit.*)

les formes, les hypothèques et les gages sont purgés, et les intérêts ne courent plus.

Vide legem 12, § 5, *ff. Qui potior in hypoth...*

ARTICLE 1281.

Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions, etc.

In summâ admonendi sumus nihil vetare, unâ stipulatione plures obligationes novari : veluti si ità stipulemur : quod Titium et Seium mihi dare oportet, id dari spondes? licèt enim ex diversis causis singuli fuerant obligati, utrique tamen novationis jure liberantur : cùm utriusque obligatio in unius personam, à quo nunc stipulemur, confluat.
(*Leg.* 34, § 2, *ff. de Novat. et Deleg.*)

En somme, nous devons être avertis que rien n'empêche que, par une seule stipulation, plusieurs soient innovées; par exemple, si l'on stipule ainsi : ce que Titius et Séius doivent me donner, vous promettez de le donner? Car quoiqu'ils soient obligés pour des causes différentes, cependant tous les deux sont libérés par le droit de novation, puisque l'obligation de l'un et de l'autre se réunit en la personne de qui nous stipulons maintenant.

ARTICLE 1282.

La remise volontaire du titre original sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération.

Et ideò, si debitori meo reddiderim cautionem, videtur inter nos convenisse, ne peterem : profuturamque ei con-

De là, si j'ai rendu à mon débiteur son obligation, on présume qu'il a été convenu entre nous que je ne lui de-

ventionis exceptionem placuit.

(*Leg.* 2, § 1, *ff. de Pactis.*)

manderais rien ; de sorte qu'il peut se servir contre moi d'une exception tirée de cette convention présumée.

ARTICLE 1284.

La remise du titre original, sous signature privée, ou de la grosse du titre à l'un des débiteurs solidaires, a le même effet au profit de ses codébiteurs.

Omnis definitio in jure civili periculosa est : parum est enim, ut non subverti posset.

(*Leg.* 202, *ff. de Diver. reg. jur.*)

Toute définition dans le droit civil a ses dangers, ou il n'y a point de règle dans ce droit qui ne soit assujétie à quelque exception ; car la moindre différence qui se rencontre dans le fait en rend l'application inutile.

Nota. Le créancier peut quelquefois être admis à prouver, soit la perte du titre, soit le non paiement.

ARTICLE 1285.

La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers, etc.

Voyez l'application sur l'art. 1214.

In his, qui ejusdem pecuniæ exactionem habent in solidum, vel qui ejusdem pecuniæ debitores sunt, quatenùs alii quoque prosit, vel noceat pacti exceptio, quæritur : et in rem pacta omnibus prosunt, quorum obligationem dissolutam esse ejus qui paciscebatur

Lorsqu'il y a plusieurs créanciers ou plusieurs débiteurs solidaires, de la même somme, il est question de savoir jusqu'à quel point l'exception tirée de la convention faite par l'un d'eux peut nuire ou servir aux autres. Si la convention est réelle, elle

interfuit : itaque debitoris conventio fidejussoribus proficiet.
(*Leg.* 21, § 5, *ff. de Pactis.*)

sert à tous ceux dont il importait à celui qui a fait la convention que l'obligation fût éteinte : Ainsi elle servirait aussi aux répondans ou fidéjusseurs.

Nisi hoc actum est, ut duntaxat à reo non petatur, à fidejussore petatur : tunc enim fidejussor exceptione non utetur.
(*Leg.* 22, *ff. eod. tit.*)

A moins que l'intention des parties n'ait été qu'on ne pût rien demander au principal obligé, mais qu'on pût demander au répondant, auquel cas il ne pourrait se servir de l'exception.

ARTICLE 1286.

La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

Postquàm pignus verò debitori reddatur, si pecunia soluta non fuerit, debitum peti posse dubium non est : nisi specialiter contrarium actum esse probetur.
(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

Mais lorsque j'ai rendu à mon débiteur son gage, s'il n'a point payé sa dette, il est hors de doute que je conserve le droit de la demander, à moins qu'il ne soit prouvé que les parties ont eu une intention contraire.

ARTICLE 1287.

La remise ou décharge conventionnelle, accordée au débiteur principal, libère les cautions ; — celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal ; — celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres.

Fidejussoris autem conventio nihil proderit reo : quia nihil ejus interest, à debitore pecuniam non peti : imò nec

La convention par laquelle le répondant s'est fait libérer de son obligation par le créancier, ne peut point être utile

cofidejussoribus proderit : neque enim quoquo modo cujusque interest, cùm alio conventio facta prodest; sed tunc demùm, cùm per eum, cui exceptio datur, principaliter ei qui pactus est, proficiat : sicut in reo promittendi, et his qui pro eo obligati sunt.
(*Leg.* 23, *ff. de Pactis.*)

au principal obligé, parce que le répondant n'a aucun intérêt que le principal obligé soit libéré. Elle ne sert pas même à ceux qui ont répondu avec lui, parce que, pour qu'une convention faite avec un autre puisse être utile à un tiers, il ne suffit pas que celui qui a fait la convention ait un intérêt quelconque que ce tiers soit libéré, il faut qu'il soit principal obligé vis-à-vis de celui à qui on donne l'exception, comme il arrive dans le cas du débiteur, vis-à-vis de ses répondans.

Nota. *Vide legem* 28, *ff. de Pactis.*

ARTICLE 1288.

Ce que le créancier a reçu d'une caution pour la décharge de son cautionnement, doit être imputé sur la dette, et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

La raison en est que,

Si fidejussor in rem suam spopondit, hoc casu fidejussor pro reo accipiendus est : et pactum cum eo factum, cum reo factum esse videtur.
(*Leg.* 24, *ff. eod. tit.*)

Si quelqu'un a répondu dans une affaire qui l'intéressait, il est regardé comme principal obligé, et la convention faite avec lui est censée faite avec le principal obligé.

ARTICLE 1289.

Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans le cas ci-après exprimés.

Compensatio est debiti et crediti inter se contributio. (*Leg.* 1, *ff. de Compensationibus.*)

La compensation est la contribution d'une dette et d'une créance entre elles. (Chacune contribue à l'acquittement de l'autre.)

Unusquisque creditorem suum eumdemque debitorem petentem summovet, si paratus est compensare. (*Leg.* 2, *ff. de Compensationibus.*)

Toute personne actionnée en justice peut opposer la compensation, à la demande de son créancier qui est en même temps son débiteur.

Ideò compensatio necessaria est, quia interest nostrâ potiùs non solvere, quàm solutum repetere. (*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

La nécessité de la compensation est fondée sur ce qu'on a intérêt de retenir par ses mains ce qui peut être dû, plutôt que d'intenter une action pour se le faire rendre après l'avoir payé.

ARTICLE 1290.

La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives.

Compensationes quoque oppositæ plerumquè efficiunt, ut minùs quisque consequatur, quàm ei debeatur. Nam ex bono et æquo habitâ ratione ejus, quod invicem actorem ex eâdem causâ præstare oportet, poterit judex in reliquum eum, cùm quo actum est, condemnare, sicut jam dictum est. (*Institut., lib. IV, tit. VI,* § 39, *de Actionibus.*)

La compensation fait ordinairement que le demandeur reçoit moins qu'il ne lui est dû, car le juge selon l'équité doit avoir égard à ce qui est réciproquement dû au défendeur par le demandeur et ne condamner le défendeur qu'à ce qu'il redoit de plus, comme nous l'avons déjà dit.

Voyez la loi 21, *ff. de Compensationibus.*

ARTICLE 1291.

La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce, également liquides et exigibles, etc.

Nostra constitutio easdem compensationes, quæ jure aperto nituntur, latiùs introduxit, ut actiones ipso jure minuant, sive in rem, sive in personam, sive alias quascunque; exceptâ solâ depositi actione, cui aliquid compensationis nomine opponi sanè iniquum esse credimus: ne sub prætextu compensationis, depositarum rerum quis ex actione defraudetur.

(*Ibid.*, § 30, *in medio.*)

Notre constitution a étendu plus loin les compensations, quand elles sont d'un droit certain et de liquide à liquide, en statuant qu'elles diminuent de plein droit les actions tant réelles que personnelles, et autres quelles qu'elles soient; excepté seulement l'action du dépôt, à laquelle nous avons cru qu'on ne pouvait pas avec justice opposer la compensation, de peur que, sous ce prétexte, on ne fût exclus, par la fraude du dépositaire, de la répétition des choses que l'on aurait déposées.

ARTICLE 1292.

Le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation.

Quod in diem debetur, non compensabitur antequàm dies venit, quanquàm dari oporteat.

(*Leg. 7, in principio, ff. de Compensationibus.*)

Ce qui est dû sous un certain terme ne pourra pas être compensé avant l'échéance du terme, quoique la chose soit véritablement due avant ce temps.

Aliud est diem obligationis non venisse, aliud humanitatis

Autre chose est que l'échéance de la dette ne soit

gratiâ tempus indulgeri solutionis.
(*Leg.* 16, § 1, *ff. eod. tit.*)

point arrivée, et autre chose est que, par humanité, il ait été accordé un délai pour le paiement.

ARTICLE 1293.

La compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou de l'autre des dettes, excepté dans le cas, 1° de la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé; 2° de la demande en restitution d'un dépôt et du prêt à usage; 3° d'une dette qui a pour cause des alimens déclarés insaisissables.

Quod Labeo ait, non est sine ratione, ut si cui petitioni specialiter destinata est compensatio, in cæteris non objiciatur.
(*Leg.* 13, *ff. de Compensationibus.*)

Labéon décide avec raison que, si une dette est destinée à être compensée avec une certaine créance, on ne doit pas opposer la compensation lorsqu'on agit en vertu d'une créance différente.

Quæcumque per exceptionem perimi possunt, in compensationem non veniunt.
(*Leg.* 14, *ff. eod. tit.*)

Toutes les fois qu'une créance peut être détruite par une exception, on ne peut pas demander qu'elle soit compensée.

ARTICLE 1294.

La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal. — Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution. — Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur.

Si quid à fidejussore petatur, æquissimum est eligere

Si on forme une demande contre un répondant, il est

fidejussorem, quod ipsi, an quod reo debetur compensare malit. Sed et si utrumque velit compensare, audiendus est.

(*Leg.* 5, *ff. de Compensationibus.*)

juste qu'il ait la faculté de choisir s'il veut faire compenser ce qui lui est dû à lui-même, ou ce qui est dû au principal obligé. Il doit même être admis à compenser l'un et l'autre.

Id quod pupillorum nomine debetur, si tutor petat, non posse compensationem objici ejus pecuniæ, quam ipse tutor suo nomine adversario debet.

(*Leg.* 23, *ff. eod. tit.*)

Si un tuteur demande au nom de ses pupilles ce qui leur est dû, le débiteur ne pourra point demander que sa dette soit compensée avec ce que le tuteur lui doit personnellement.

ARTICLE 1295.

Le créancier qui a accepté purement et simplement la cession qu'un créancier a faite de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant.

A l'égard de la cession qui n'a point été acceptée par le débiteur, mais qui lui a été signifiée, elle n'empêche que la compensation des créances postérieures à cette notification.

Si quis igitur compensare potens, solverit, condicere poterit, quasi indebito soluto.

(*Leg.* 10, § 1, *ff. de Compensationibus.*)

Puisque cette compensation se fait de plein droit, si on paie dans un cas où l'on pouvait compenser, on peut se faire rendre ce qu'on a donné, comme payé indûment.

ARTICLE 1296.

Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de la remise.

Pecuniam certo loco à Titio dari stipulatus sum : is petit à me, quam ei debeo pecuniam. Quæro, an hoc quoque pensandum sit, quanti meâ interfuit, certo loco dari? Respondit, si Titius petit, eam quoque pecuniam quam certo loco promisit, in compensationem deduci oportet; sed cùm suâ causâ, id est, ut ratio habeatur, quanti Titii interfuerit, eo loco quo convenerit, pecuniam dari.

(*Leg.* 15, *ff. de Compensationibus.*)

J'ai tiré une promesse de Titius, par laquelle il s'est engagé à me fournir une somme, dans un endroit déterminé; il me demande une somme que je lui dois. Doit-on faire entrer en compensation l'intérêt que je puis avoir que la somme qu'il me doit me soit payée dans le lieu convenu? J'ai répondu : Si la demande est formée par Titius, on doit faire entrer en compensation la somme qu'il doit fournir dans le lieu convenu, et on compensera aussi l'accessoire de cette obligation, c'est-à-dire l'intérêt qu'a l'adversaire d'être payé dans le lieu convenu.

ARTICLE 1297.

Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation par l'art. 1256.

Si debeas decem millia, aut hominem, utrùm adversarius volet, ità compensatio hujus debiti admittitur, si adversarius palàm dixisset utrùm voluisset.

(*Leg.* 22, *ff. eod. tit.*)

Si vous êtes obligé à fournir à quelqu'un ou dix mille, ou un homme à son choix, cette dette ne pourra être compensée qu'autant que le créancier aura déclaré solennellement quel choix il entend faire.

ARTICLE 1298.

La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.

Creditor compensare non cogitur, quod alii quàm debitori suo debet : quamvis creditor ejus pro eo qui convenitur ob debitum proprium, velit compensare.

(*Leg.* 18, § 1, *ff. de Compensationibus.*)

Le créancier n'est point obligé de compenser vis-à-vis de son débiteur ce qu'il doit à un autre, quand même cet autre créancier demanderait que sa dette fût compensée en l'acquit du débiteur.

ARTICLE 1299.

Celui qui a payé une dette qui était de droit éteinte par la compensation, ne peut plus, en exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, etc.

Voyez l'application sur l'art. 1295, *suprà.*

ARTICLE 1300.

Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances.

ARTICLE 1301.

La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal profite à ses cautions ; — celle qui s'opère dans la personne de la caution n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale ; — celle qui s'opère dans la personne du créancier ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur.

Aditio hæreditatis nonnunquàm jure confundit obligationem : veluti si creditor debitoris, vel contrà debitor creditoris adierit hæreditatem. Aliquandò pro solutione cedit, si fortè creditor qui pupillo, sine tutoris auctoritate,

L'adition d'hérédité quelquefois confond de droit l'obligation ; par exemple, si le créancier devient héritier du débiteur, ou le débiteur le devient du créancier Quelquefois elle tient lieu de paiement, si par hasard un créan-

nummos crediderat, hæres ei exstiterit : non enim quantò locupletior pupillus factus est, consequeretur, sed in solidum creditum suum ex hæreditate retinet.

(*Leg.* 95, § 2, *ff. de Solutionibus et liberationibus.*)

cier qui avait prêté à un pupille de l'argent, sans l'autorisation de son tuteur, devient son héritier ; car il ne retirera pas simplement ce dont le pupille s'est enrichi, mais il retiendra de l'hérédité le total de sa dette.

Quod vulgò jactatur, *fidejussorem qui debitori hæres extitit, ex causâ fidejussionis liberari :* totiens verum est, quotiens rei plenior promittendi obligatio invenitur. Nam si reus duntaxat fuit obligatus, fidejussor liberabitur.

(*Leg. eâd.*, § 3.)

Cet axiome vulgaire, *que le fidéjusseur qui est devenu héritier du débiteur principal, est libéré à raison de la fidéjussion,* est vrai, toutes les fois que l'obligation du débiteur principal se trouve plus pleine. Car si le débiteur principal a été obligé sans plus, le fidéjusseur sera libéré.

ARTICLE 1302.

Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation vient à périr, est mis hors du commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte, si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur, et avant qu'il fût en demeure, etc.

Certum est, cujus species, vel quantitas quæ in obligatione versatur, aut nomine suo, aut eâ demonstratione, quæ nominis vice fungitur, qualis quantaque sit, ostenditur.

(*Leg.* 6, *ff. de Reb. cred.*)

On appelle chose certaine, celle dont l'espèce, ou la quantité qui fait la matière de l'obligation, est désignée ou par son nom, ou par une démonstration qui y équivaille; en sorte qu'on sache quelle est cette chose et sa quantité.

Quod te mihi dare oporteat, si id posteà perierit, quàm per te factum erit, quominùs

Si la chose que vous êtes obligé de me donner périt après que vous aurez été en demeure

id mihi dares, tuum fore id detrimentum constat.
(*Leg.* 5, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

de me la rendre, cette perte vous regardera.

ARTICLE 1304.

Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage, etc.

Pupillus pati posse non intelligitur.

Un pupille n'est jamais présumé avoir consenti à un acte qui peut lui être préjudiciable.

Mulieribus tunc succurendum est, cùm defendantur, non ut faciliùs calumnientur.
(*Leg.* 110, § 2 et 4, *ff. de Regulis juris.*)

La loi vient au secours des femmes pour les empêcher d'être trompées, mais non pour leur donner lieu de tromper les autres.

Omnes actiones, quæ morte aut tempore pereunt, semel inclusæ judicio salvæ permanent.
(*Leg.* 139, *in principio, ff. de Reg. jur.*)

Toutes les actions qui s'éteignent par la mort, ou un certain espace de temps, subsistent par le moyen de la contestation en cause.

ARTICLE 1305.

La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.*

Minoribus viginti-quinque annis subvenitur per in integrum restitutionem, non solùm cùm de bonis eorum aliquid minuitur, sed etiam cùm intersit ipsorum litibus et sumptibus non vexari

(*Leg.* 6, *ff. de Minoribus vigenti quinque annis.*)

Les mineurs de vingt-cinq ans ont le bénéfice de la restitution en entier, non-seulement lorsque la surprise dont ils ont à se plaindre leur fait tort dans leurs biens, mais aussi lorsqu'elle les engage dans des procès et dans des dépenses auxquelles ils ont intérêt de se soustraire.

Ait prætor, *gestum esse dicetur* : gestum sic accipimus, qualiter qualiter; sive contractus sit, sive quid aliud contigit.

(*Leg.* 7, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

L'édit du préteur porte : « Ce qui aura été fait avec le mineur. » Par ces mots, il faut entendre, en général, toute affaire quelconque, soit qu'il y ait contrat, soit qu'il n'y en ait point.

ARTICLE 1306.

Le mineur n'est pas restituable pour cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un événement casuel et imprévu.

Sciendum est autem, non passim minoribus subveniri, sed causâ cognitâ, si capti esse proponantur.

(*Leg.* 11, § 3, *ff. eod. tit.*)

Il faut observer que la restitution n'est point accordée aux mineurs indistinctement, mais seulement en connaissance de cause, et lorsqu'ils prouvent qu'ils ont été trompés.

Item non restituetur, qui sobriè rem suam administrans, occasione damni non inconsultè accidentis, sed fato velit restitui : nec enim eventus damni restitutionem indulget, sed inconsulta facilitas....

(*Leg. eâd.*, § 4.)

On n'admettra pas non plus à demander la restitution, un mineur qui, administrant sagement ses biens, voudrait être restitué sous le prétexte d'un tort qu'il aurait souffert par un événement imprévu ; car ce n'est pas l'événement du tort, mais la facilité inconsidérée à se laisser tromper, qui donne lieu à la restitution.

Nota. Minor non restituitur tanquam minor, sed tanquam læsus. — Le mineur n'est pas restitué comme mineur, mais comme lésé.

ARTICLE 1307.

La simple déclaration de majorité, faite par le mineur, ne fait point obstacle à sa restitution.

De ætate ejus qui se majorem annis viginti-quinque dicit, causâ cognitâ probandum est : quia per eam probationem in integrum restitutioni ejusdem adolescentis, et aliis causis præjudicatur.

(*Leg.* 43, *ff. eod. tit.*)

L'âge de celui qui se dit majeur doit être prouvé en connaissance da cause ; parce que l'admission de cette preuve forme un préjugé pour la restitution du mineur et pour les autres affaires.

Nota. Voyez la loi 2, au Code, *Si minor se majorem dixerit.*

ARTICLE 1309.

Le mineur n'est point restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage.

Etiam filiam-familiâs in dote captam, dùm patri consentit stipulanti, dotem non statim quàm dedit, vel adhibenti aliquem qui dotem stipularetur, puto restituendam : quoniam dos ipsius filiæ proprium patrimonium est.

(*Leg.* 3, § 5, *ff. de Minoribus viginti quinque annis.*)

Je pense qu'on doit accorder la restitution à une fille de famille qui aurait été trompée dans la constitution de sa dot, soit qu'elle ait promis à son père de lui rendre la dot qu'elle ne recevait pas dans le moment, ou qu'elle ait fait cette promesse à quelqu'un interposé par le père pour stipuler la restitution de la dot; parce que la dot d'une fille peut être regardée comme un patrimoine qui lui est propre.

ARTICLE 1310.

Il n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou de son quasi-délit.

Et placet in delictis minoribus non subveniri : nec hìc itaque subvenietur. Nam et si furtum fecit, vel damnum injuriâ dedit; non ei subvenietur. Sed si, cùm ex damno dato confiteri possit, ne dupli teneatur, maluit negare : in hoc solùm restituendus sit, ut pro confesso habeatur. Ergo et si potuit pro fure damnum decidere, magis quàm actionem dupli vel quadrupli pati, ei subvenietur.

(*Leg.* 9, § 2, *in medio*, *ff. eod. tit.*)

Les mineurs ne sont pas restituables en matière de délit; ainsi il n'y aura pas lieu à la restitution dans tous ces cas. Le mineur ne sera pas restitué contre le vol qu'il aurait fait, ou le tort qu'il aurait causé; mais, si à cette occasion, il avait pu éviter la condamnation au double, en avouant, et qu'il l'ait encourue en niant, il sera restitué seulement contre sa négation, et regardé comme ayant avoué. De même, si pour un vol il avait pu éviter la condamnation au double ou au quadruple en transigeant, il sera restitué.

ARTICLE 1311.

Il n'est plus recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit en minorité, lorsqu'il l'a ratifié en majorité, soit que cet engagement fût nul en sa forme, soit qu'il fût seulement sujet à restitution.

Si quis cum minore contraxit, et contractus inciderit in tempus quo major efficitur, utrùm initium spectamus an finem? Et placet (ut et est constitutum) si quis major factus comprobaverit quod minor gesserat, restitutionem cessare.

(*Leg.* 3, § 1, *ff. de Minorib. viginti quinque annis.*)

Si quelqu'un a contracté avec un mineur, et que l'obligation doive écheoir à sa majorité, verra-t-on le commencement ou la fin? Il convient (comme la loi le veut) que, s'il approuve en majorité ce qu'il a fait en minorité, la restitution cesse.

Si pater-familiâs factus solverit partem debiti, cessabit Senatusconsultum : nec solutum repetere potest.

(*Leg.* 7, § 16, *ff. de Senatusconsulto Macedoniano.*)

Le Sénatusconsulte (Macédonien) n'aura pas lieu, si le débiteur devenu père de famille a payé une partie de ce qu'il doit, à cause de l'emprunt qu'il a fait étant fils de famille, et il ne pourra pas redemander ce qu'il aura payé à son créancier à cette occasion.

Nota. *Vide legem* 9, *ibid.*

ARTICLE 1312.

Lorsque les mineurs, les interdits, ou les femmes mariées sont admis, en ces qualités, à se faire restituer, contre leurs engagemens, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagemens, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

In integrum verò restitutione postulatâ adversùs aditionem à minore factam, si quid legatis expensum est, vel pretia eorum, qui ad libertatem aditione ejus pervenerunt, à minore refundenda non sunt : quemadmodùm per contrarium, cùm minor restituitur ad adeundam hæreditatem, quæ anteà gesta erunt per curatorem bonorum decreto prætoris ad distrahenda bona secundum juris formam constitutum, rata esse habenda, Calpurnio Flacco Severus et Antoninus rescripserunt.

(*Leg.* 22, *ff. de Minoribus viginti quinque annis.*)

Le mineur qui a formé sa demande en restitution contre l'acceptation indiscrète qu'il a faite d'une succession, n'est point obligé de rapporter à la succession ce qu'il en a tiré pour payer le legs, ou le prix des esclaves à qui son acceptation a procuré la liberté; de même que, par la raison contraire, le mineur, restitué à l'effet d'acquérir un héritage qu'il avait répudié, doit ratifier ce qui aurait été fait par le curateur établi suivant les lois par le préteur, pour la vente des biens de la succession, comme les empereurs Sévère et Antonin l'ont décidé dans un rescrit adressé à Calpurnius Flaccus.

Nota. Il faut dire en général, Minor restituitur, si pecunia ei soluta sit et eam perdidit. — Le mineur est restitué, s'il lui a été payé de l'argent et qu'il l'ait perdu. (*Leg.* 7, § 2, *ff. de Minoribus....*)

ARTICLE 1314.

Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou avant l'interdiction.

Minor, etiamsi quasi contumax condemnatus sit, in integrum restitutionis auxilium implorabit.
(*Leg.* 8, *ff. de Minorib...*)

Le mineur sera restitué contre un jugement, quand même il aurait été condamné par contumace (ou par défaut).

Sed et in judiciis subvenitur : sive dùm agit, sive dùm convenitur, captus sit.
(*Leg.* 7, § 4, *ff. eod. tit.*)

Il peut avoir recours au même bénéfice dans les actes judiciaires, soit en demandant, soit en défendant, toutes les fois qu'il est trompé.

CHAPITRE VI.

De la Preuve des Obligations et de celle du Paiement.

ARTICLE 1315.

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Ei incumbit probatio, qui dicit, non qui negat.
(*Leg.* 2, *ff. de Probationibus et Præsumptionibus.*)

C'est à celui qui affirme à prouver et non à celui qui nie.

Ab eâ parte quæ dicit, adversarium suum ab aliquo jure prohibitum esse specialiter lege, vel constitutione, id probari oport

(*Leg.* 5, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

Si une partie prétend qu'une loi ou une constitution particulière prive son adversaire d'un certain droit, elle doit le prouver.

ARTICLE 1316.

Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

ARTICLE 1317.

L'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises.

Droit contraire.

Instrumentorum nomine ea omnia accipienda sunt, quibus causa instrui potest : et ideò tàm testimonia, quàm personæ instrumèntorum loco habentur.

(*Leg.* 1, *ff. de Fide instrumentorum et Amissione eorum.*)

On entend en général par titres, ou pièces, tout ce qui peut servir à instruire une cause : ainsi les dépositions des témoins et les témoins eux-mêmes peuvent être regardés comme des pièces.

ARTICLE 1319.

L'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayant-cause.

Néanmoins, en cas de plaintes en faux principal, l'exécution de l'acte arqué de faux, etc.

Si res gesta, sine litterarum quoque consignatione,

Si une affaire porte sa preuve d'elle-même, sans être

veritate factum suum præbeat : non ideò minùs valebit, quòd instrumentum nullum de eâ intercessit.
(*Leg.* 5, *ff. de Fide instrum.*)

rédigée par écrit, elle n'en sera pas moins valable, quoiqu'il n'y en ait aucune preuve par écrit.

ARTICLE 1320.

L'acte, soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition, etc.

Nihil tàm naturale est, quàm eo genere quidque dissolvere, quo colligatum est. Ideò verborum obligatio verbis tollitur : nudi consensûs obligatio contrario consensu dissolvitur.
(*Leg.* 35, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Il est bien naturel qu'une obligation ne soit dissoute que par les mêmes règles que l'on a observées en la contractant. Ainsi les obligations verbales se détruisent verbalement ; celles qui se contractent par le seul consentement des parties, se détruisent par un consentement contraire au premier.

ARTICLE 1322.

L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant-cause, la même foi que l'acte authentique.

Olim scripturâ fiebat obligatio, quæ nominibus fieri dicebatur, quæ nomina hodiè non sunt in usu. Planè si quis debere se scripserit, quod sibi numeratum non est, de pecuniâ minimè numeratâ, post multùm temporis exceptionem opponere non potest :

Une obligation se contractait autrefois par écrit, savoir, par l'enregistrement des noms des créanciers et des débiteurs, ce qui n'est plus en usage. Mais, si quelqu'un a confessé par écrit qu'il doit une somme qui ne lui a pas été comptée ni délivrée, il ne

hoc enim sæpissimè constitutum est....

(*Institut., lib. III, titulo XXII, lege unicâ, de Litterarum obligationibus.*)

peut pas, après un long-temps, opposer valablement à la demande de celui dont il s'est ainsi constitué débiteur, qu'il n'a point reçu l'argent porté par son écrit. On l'a très-souvent décidé de cette manière....

ARTICLE 1326.

Le billet ou la promesse sous seing privé, par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit : ou du moins il faut qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé* portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose ; excepté, etc.

Non satis autem est dantis esse nummos, et fieri accipientis, ut obligatio nascatur : sed etiam hoc animo dari et accipi, ut obligatio constituatur. Itaque si quis pecuniam suam donandi causâ dederit mihi, quanquàm et donantis fuerit, et mea fiat : tamen non obligabor ei, quia non hoc inter nos actum est.

(*Leg. 3, § 1, ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

Pour que l'obligation du prêt simple soit consommée, il ne suffit pas que les deniers appartiennent à celui qui prête, et passent en propriété à celui qui reçoit, il faut encore que les parties aient intention de contracter une obligation. Ainsi, si quelqu'un veut me faire présent d'une somme, quoique les deniers soient à lui, et que je les reçoive, je ne suis pas néanmoins obligé envers lui, parce que ce n'est pas l'intention des parties.

ARTICLE 1327.

Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que

l'acte ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

Semper in obscuris, quod minimum est sequitur.
Leg. 9, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Dans les choses qui renferment de l'obscurité, on doit toujours prendre le parti le plus doux.

ARTICLE 1328.

Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

Nec paciscendo, nec legem dicendo, nec stipulando, quisquam alteri cavere potest.
(*Leg.* 73, § 4, *ff. de Div. reg. jur.*)

On ne peut point établir d'obligation contre un tiers au profit d'un autre, ni par un simple pacte, ni par contrat parfait, ni par stipulation.

ARTICLE 1329.

Les registres des marchands ne font point, contre les personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées; sauf ce qui sera dit à l'égard du serment.

Non debet alteri per alterum iniqua conditio inferri.
(*Leg.* 74, *ff. de Div. Reg. jur.*)

On ne doit souffrir aucun préjudice du fait d'autrui, lorsqu'on n'y a point de part.

ARTICLE 1330.

Les livres des marchands font preuve contre eux: mais celui qui en veut tirer avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

Nam fides scripturæ est indivisibilis. — La foi due à l'écriture est indivisible.

ARTICLE 1331.

Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui, 1° dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ; — 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

Nuda ratio non facit aliquem debitorem : ut putà quod donare libero homini volumus, licèt referamus in rationes nostras debere nos : tamen nulla donatio intelligitur.
(*Leg.* 26, *ff. de Donationibus.*)

Un simple registre ne constitue personne débiteur : par exemple, si dans l'intention de faire donation à un homme libre, nous écrivons sur notre registre privé que nous lui devons une telle somme, on ne pourra pas en conclure une donation.

ARTICLE 1334.

Les copies, lorsque le titre original subsiste, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, dont la représentation peut toujours être exigée.

Quicumque à fisco convenitur, non ex indice et exemplo alicujus scripturæ, sed ex authentico conveniendus est : ità si contractus fides possit ostendi. Cæterum calumniosam scripturam, vim in judicio obtinere non convenit.
(*Leg.* 2, *de Fide instrumentorum et Amissione eorum.*)

Celui qui est actionné par le fisc ne doit pas l'être sur un extrait, ou sur une copie de l'obligation ; il faut qu'il soit actionné sur l'acte original ; si toutefois cet acte peut être rapporté. Au reste, une fausse copie ne doit avoir aucune autorité en jugement.

ARTICLE 1335.

Lorsque le titre original n'existe plus, les copies font foi d'après les distinctions suivantes : 1° les grosses, etc. ; — 2° les copies, etc. ; — 3° lorsque les copies tirées sur la minute d'un acte ne l'auront pas été par le notaire qui l'a reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, elles ne pourront servir, quelle que soit leur ancienneté, que de commencement de preuve par écrit ; — 4° les copies, etc.

Voyez l'application faite à l'article 1317 *suprà*, qui se rapporte également ici.

D'ailleurs on peut dire que nul fonctionnaire ne peut donner foi à son acte ou à sa copie, que dans les choses qu'il est requis d'attester. *Testari nisi de eo, de quo rogatur à partibus.* — Il ne peut rien attester, si ce n'est ce dont il est requis par les parties.

ARTICLE 1337.

Les actes récognitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée. Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial, ou ce qui s'y trouve de différent n'a aucun effet, etc.

Commemorationem in chirographo pecuniarum, quæ ex aliâ causâ deberi dicuntur, factam vim obligationis non habere.

(*Leg. ult., ff. de Probationibus et Præsumptionibus.*)

La mention qui est faite dans une promesse de sommes dues d'ailleurs et à d'autres égards, ne peut point servir de preuve pour justifier l'obligation contractée par rapport à ces sommes.

ARTICLE 1338.

L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation

contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée, etc.

Quidquid astringendæ obligationis est, id nisi palàm verbis exprimitur, omissum intelligendum est, ac ferè secundum promissorem interpretamur : quia stipulatori liberum fuit verba latè concipere. Nec rursùm promissor ferendus est, si ejus intererit, de certis potiùs vasis fortè, aut hominibus actum.

(*Leg.* 99, *ff. de Verborum obligationibus.*)

Tout ce qui est destiné à déterminer précisément une obligation, si cela n'est pas ouvertement exprimé par les paroles, est regardé comme omis; et en général on interprête en faveur du prometteur, parce qu'il a été libre au stipulateur d'étendre ses conditions. D'un autre côté le prometteur ne doit pas être écouté s'il a intérêt que la convention s'entende plutôt de certains vaisseaux ou de certains hommes.

ARTICLE 1339.

Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs : nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

Affectionis gratiâ neque honestæ, neque inhonestæ donationes sunt prohibitæ : honestæ erga bene merentes amicos, vel necessarios : inhonestæ circa meretrices.

(*Leg.* 5, *ff. de Donationibus.*)

Toute donation est valable ou non suivant qu'elle est faite pour cause d'affection honnête ou deshonnête : honnête, comme si on donne aux parens ou aux amis qui nous ont obligés ; deshonnête, comme si on donne à des femmes de mauvaise vie.

ARTICLE 1340.

La confirmation ou ratification, ou exécution volon-

taire d'une donation par les héritiers ou ayant-cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

In exceptionibus dicendum est, reum partibus actoris fungi oportere ; ipsumque exceptionem, velut intentionem implere : ut putà, si pacti conventi exceptione utatur, docere debet pactum conventum factum esse.

(*Leg.* 19, *in principio*, *ff. de Probationibus et Præsumtionibus.*)

(*Excipiendo reus fit actor.*)

En matière d'exception, on doit dire que le défendeur devient demandeur, qu'il doit prouver son exception, comme le demandeur prouve sa demande ; par exemple, si le défendeur oppose par forme d'exception l'arrangement fait entre lui et le demandeur, il doit prouver que cette convention a été faite.

ARTICLE 1341.

Il doit être passé acte devant notaires ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires ; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

ARTICLE 1342.

La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de cent cinquante francs.

ARTICLE 1343.

Celui qui a formé une demande excédant cent cinquante francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive.

Nous ne voyons rien d'analogue à ces textes, ni dans le Digeste, ni dans les Institutes. Ce sont les ordonnances de Moulins et de 1667, qui en France ont sagement limité la preuve testimoniale. Mais on peut comparer ici les dispositions prudentes du Digeste, sur l'examen des témoins.

In testimoniis autem dignitas, fides, mores, gravitas examinanda est : et ideòtestes qui adversùs fidem suam testationis vacillant, audiendi non sunt...

(*Leg.* 2, *ff. de Testibus.*)

En matière de dépositions de témoins, on doit examiner la dignité, la fidélité, les mœurs, la gravité du témoin : c'est ce qui fait qu'on ne doit pas admettre les témoins qui hésitent ou qui varient dans leurs dépositions.

Ideòque divus Hadrianus Vivio Varo legato provinciæ Ciliciære scripsit, eum qui judicat, magis posse scire quanta fides habenda sit testibus. Verba epistolæ hæc sunt : « Tu magis scire potes quanta fides habenda sit testibus : qui et cujus dignitatis et cujus æstimationis sint : et qui simpliciter visi sint dicere, utrùm unum eumdemque meditatum sermonem attulerint : an ad ea quæ interrogaveras, ex tempore verisimilia responderint. »

(*Leg.* 3, *ff. de Testibus.*)

C'est ce qui fait que l'empereur Adrien marque dans un rescrit adressé à Vivius Varus, lieutenant de la province de Cilicie, que le juge est plus en état de connaître quelle foi méritent les témoins qui se présentent devant lui. Voici les termes de ce rescrit : « Vous êtes, plus que personne, en état de savoir quelle foi méritent les témoins, quels ils sont, quelle est leur dignité, et quelle est leur réputation ; s'ils parlent ingénuement; s'ils se sont concertés et ont médité ensemble une même réponse, ou s'ils répondent des choses vraisemblables aux interrogations que vous leur faites. »

ARTICLE 1346.

Toutes les demandes à quelque titre que ce soit, qui ne seront pas entièrement justifiées par écrit, seront formées par un même exploit, après lequel les autres

demandes dont il n'y aura point de preuves par écrit ne seront pas reçues.

ARTICLE 1347.

Les règles ci-dessus reçoivent exception, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout acte écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué.

Ejusdem quoque principis exstat rescriptum ad Valerium Verum de excutiendâ fide testium, in hæc verba : quæ argumenta ad quem modum probandæ cuique rei sufficiant, nullo certo modo satis definiri potest. Sicut non semper, ità sæpè sine publicis monumentis cujusque rei veritas deprehenditur. Aliàs numerus testium, aliàs dignitas et auctoritas, aliàs veluti consentiens fama confirmat rei de quâ queritur fidem. Hoc ergò solum tibi rescribere possum summatim, non utique ad unam probationis speciem, cognitionem statìm alligari debere, sed ex sententiâ animi tui te æstimare oportere quid aut credas aut parùm probatum tibi opinaris.

(*Leg.* 3, § 1, *ff. de Testibus.*)

Il y a encore un autre rescrit du même empereur adressé à Valérius Vérus, au sujet de l'examen des témoins. En voici les termes : « On ne peut point précisément décider quelles espèces de preuves sont suffisantes et comment chaque chose doit être prouvée. Quoiqu'on ne soit pas toujours tenu de produire en preuve des actes publics, souvent cependant ces actes y sont employés. En d'autres occasions, un fait est prouvé par le nombre des témoins : quelquefois la dignité des témoins leur donne plus d'autorité; d'autres fois, on tire la preuve d'un bruit public et unanime. Tout ce que je puis vous répondre en peu de mots, c'est que le juge ne doit pas se borner à une seule espèce de preuves, mais que vous devez, suivant votre prudence, examiner ce qui mérite de votre part une entière croyance, et ce qui n'est pas prouvé suffisamment.

ARTICLE 1350.

La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits, tels sont, 1°, etc; 3°, l'autorité que la loi attribue à la chose jugée, etc.

ARTICLE 1351.

L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

Cùm quæritur, hæc exceptio (rei judicatæ) noceat, nec ne: inspiciendum est an idem corpus sit;	Pour décider si la fin de non recevoir tirée d'un jugement intervenu, doit être admise, il faut examiner si la demande a pour objet le même corps;
Quantitas eadem, idem jus;	La même quantité, le même droit sur lequel le premier jugement est intervenu.
Et an eadem causa petendi, et eadem conditio personarum: quæ nisi omnia concurrunt, alia res est. (*Leg.* 12, 13 *et* 14, *ff. de Exceptione rei judicatæ.*)	Il faut encore examiner si la demande a le même motif, si les personnes sont dans le même état, si toutes ces circonstances ne concourent pas, la demande n'est pas la même.

ARTICLE 1352.

La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption,

elle annulle certains actes, ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire, etc.

Cependant la présomption légale, notamment celle *rei judicatæ*, ne produit pas son effet *ipso jure*.

Item, si in judicio tecum actum fuerit, sive in rem, sive in personam, nihilominùs obligatio durat : et ideò ipso jure de eâdem re posteà adversùs te agi potest : sed debes per exceptionem rei judicatæ adjuvari.

(*Institut., lib. IV, tit. XIII, § 5, de Exceptionibus.*)

Il en est de même quand on vous a poursuivi en jugement soit par action réelle, soit par action personnelle, l'obligation subsiste toujours. Ainsi vous pouvez à la rigueur être poursuivi derechef pour la même chose ; mais vous devez vous aider de l'exception de la chose jugée.

ARTICLE 1353.

Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

Nemo prohibetur pluribus exceptionibus uti, quamvis diversæ sunt.

(*Leg. 8, ff. de Exceptionibus, Præscriptionibus et Præjudiciis.*)

Il est permis de se servir de plusieurs exceptions, quoiqu'elles soient d'une nature différente.

Non utiquè existimatur confiteri de intentione adversarius quocum agitur, quia exceptione utitur.

(*Leg. 9, ff. de Exceptionibus, Præscriptionibus...*)

On n'est point censé convenir de la justice de la demande au fond, quoique l'on se défende par des fins de non recevoir.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS. R.F.

ARTICLE 1354.

L'aveu qui est opposé à une partie est, ou extrajudiciaire, ou judiciaire.

Confessus pro judicato est, qui quodammodò suâ sententiâ damnatur.

Celui qui a avoué en justice est regardé comme étant jugé : c'est lui-même en quelque sorte qui porte une condamnation contre lui.

Non fatetur, qui errat, nisi jus ignoravit.
(*Leg.* 1 *et* 2, *ff. de Confessis.*)

Celui qui est dans l'erreur n'est point censé avouer, à moins que son erreur ne frappe sur un point de droit.

ARTICLE 1355.

L'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile, toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale n'est point admissible.

Si quis, absente adversario, confessus sit, videndum nùm quid non debeat pro judicato haberi, quia nec qui jurat de operis obligatur : nec solet quis absenti condemnari ? Certè procuratorem, tutorem curatoremve præsentem esse sufficit.

Sed an et ipsos procuratores, vel tutores, vel curatores fateri sufficiat, videamus ? Et non puto sufficere.
(*Leg.* 6, § 3 *et* 4, *ff. de Confessis.*)

Si quelqu'un avoue en l'absence de son adversaire, ne peut-on pas dire qu'il ne doit pas être regardé comme jugé, par la raison que celui même qui affirme par serment, en l'absence du patron, qu'il fournira son travail, n'est point obligé, et qu'on ne condamne personne envers un absent ? Il est certain qu'il suffit que l'aveu se fasse en présence d'un procureur, d'un tuteur ou d'un curateur.

Mais l'aveu fait par un tuteur ou curateur serait-il suffisant ? Je ne le pense pas.

ARTICLE 1356.

L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice la partie ou son fondé de pouvoir spécial.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait. — Il ne peut être divisé contre lui. — Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

Certùm confessus pro judicato erit : incertum non erit. (*Leg.* 6, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

Celui qui a avoué une dette certaine et déterminée est regardé comme jugé. Il n'en est pas de même de celui qui a fait un aveu qui n'a pas d'objet fixe.

Confessi utiquè post confessionem tempora quasi ex causâ judicati habebunt. (*Leg. eâd.*, § 6.)

Ceux qui ont avoué ont des délais pour payer après leur aveu, comme ceux qui sont jugés en ont après le jugement.

Nota. Voyez la seconde application sur l'art. 1354, *suprà*.

ARTICLE 1357.

Le serment judiciaire est de deux espèces : 1° celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause : il est appelé *décisoire* ; — 2° celui qui est déféré d'office par le juge à l'une ou à l'autre des parties.

Ecce enim jusjurandum omnibus qui conveniuntur, ex constitutione nostrâ defertur. Nam reus non aliter suis allegationibus utitur, nisi priùs juraverit, quòd putans se bona instantia uti, ad contradicendum pervenit. At adversùs inficiantes, ex quibusquædam causis dupli vel tripli actio constituitur : veluti si damni injuriæ, aut legatorum locis venerabilibus relictorum no-

Par notre ordonnance, le serment est déféré à tous ceux qui sont assignés, et un défendeur ne peut point proposer de défenses, qu'après avoir affirmé qu'il ne conteste la demande intentée contre lui, que parce qu'il croit avoir raison. Mais contre ceux qui dénient, on donne l'action pour le double, ou pour le triple en certaines causes, comme pour dommage causé injustement,

mine agatur. Statìm autem ab initio pluris quàm simpli est actio : veluti furti manifesti, quadrupli ; nec manifesti dupli. Nam ex his et aliis quibusdam causis sive quis neget, sive fateatur, pluris quàm simpli est actio. Item actoris quoque calumniâ coercetur. Nam etiam actor pro calumniâ jurare cogitur, ex nostrâ constitutione, quòd non calumniandi animo litem movisset, sed existimando se bonam causam habere. Utriusque etiam partis advocati jusjurandum subeunt, quod aliâ nostrâ constitutione comprehensum est. Hæc omnia pro veteri calumniæ actione introducta sunt, quæ in desuetudinem abiit : quia in partem decimam litis actores mulctabat, quod nusquàm factum esse invenimus : sed pro his introductum est, et præfatum jusjurandum, et ut improbus litigator et damnum et impensas litis inferre adversario suo cogatur.

(*Instit., lib. IV, tit. XVI,* § 1, *de Pœnâ temerè litigantium.*)

ou pour legs faits aux lieux saints. Il y a des actions qui se donnent dabord pour plus que le simple, comme celle du vol manifeste, qui est du quadruple, et celle du vol non manifeste qui est du double, et l'action qui naît de ces causes et de quelques autres est au-delà du simple, soit qu'on dénie, soit qu'on avoue. On punit aussi la calomnie du demandeur, puisque par notre ordonnance il est contraint d'affirmer que ce n'est point par calomnie qu'il a formé sa demande, mais parce qu'il croit sa cause bonne. Les avocats des deux parties sont même tenus de prêter serment, ainsi qu'il est porté par une autre de nos ordonnances. Tout cela a été introduit au lieu de l'ancienne action en calomnie qui est sortie d'usage, parce qu'elle condamnait le demandeur à payer la dixième partie du procès ; ce que nous ne voyons pas avoir jamais été pratiqué. Mais au lieu de cela, on a introduit le serment, et que celui qui plaiderait mal à propos payerait à la partie adverse tous les dommages et les dépens du procès.

Nota. Voyez la Novelle 112, chap. 2.

ARTICLE 1358.

Le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit.

Jusjurandum et ad pecunias, et ad omnes res locum habet. Etiam de operis jusjurandum deferri potest : nec de injuriâ queri adversarius potest, cùm possit jusjurandum referre....

(*Leg.* 34, *ff. de Jurejurando.*)

Le serment a lieu dans toutes les matières où il s'agit d'argent ou de toute autre chose. On peut même le déférer dans les contestations où l'on réclame les services de quelqu'un. Celui de qui on exige le serment, en ce cas, n'a aucune raison de se plaindre, puisqu'il est le maître de le référer....

ARTICLE 1359.

Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère.

Si fidejussor juravit, si quidem de suâ personâ tantùm juravit, quasi se non esse obligatum, nihil reo proderit : si verò in rem juravit, dabitur exceptio reo quoque.

(*Leg.* 1, § 3, *ff. Quarum rerum actio non datur.*)

Lorsqu'un répondant fait serment en justice, ou ce serment se borne à sa personne, c'est-à-dire qu'il jure qu'il n'est pas obligé, et alors ce serment ne sert point au principal obligé ; ou il jure au fond qu'il n'est rien dû, auquel cas le principal obligé peut exciper de son serment.

ARTICLE 1360.

Il peut être déféré en tout état de cause, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est provoqué.

ARTICLE 1361.

Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

Ait prætor : Eum à quo jus- L'édit du préteur porte : Lors-

jurandum petetur solvere aut jurare cogam. Alterum itaque eligat reus, aut solvat, aut juret. Si non jurat, solvere cogendus erit à prætore.

(*Leg.* 34, § 6, *ff. de Jurejurando.*)

qu'on exigera le serment d'une partie, je la forcerai à le prêter, ou à payer l'objet de la demande. Ainsi le défendeur doit choisir, de prêter le serment ou de payer. S'il ne le prête pas, le préteur le forcera de payer.

Datur autem et alia facultas reo, ut si malit, referat jusjurandum. Et si is qui petet conditione jusjurandi non utetur, judicium ei prætor non dabit : æquissimè enim hoc facit, cùm non deberet displicere conditio jurisjurandi ei qui detulit. Sed nec jusjurandum de calumniâ referenti defertur : quia non est ferendus actor, si conditionis, quam ipse detulit, de calumniâ velit sibi jurari.

(*Leg.* 34, § 7, *ff. de Jureju-*

Le défendeur a encore une autre ressource, c'est de référer, s'il l'aime mieux, le serment au demandeur. Si celui-ci ne veut point accepter la condition qu'on lui offre, le préteur lui refusera l'action. Et cela est très-juste, car celui qui défère le serment à son adversaire ne peut avoir aucune raison de refuser de le prêter. Il ne peut pas même alors exiger que celui qui lui réfère l'affirmation, prête le serment de calomnie, parce qu'il a mauvaise grâce d'exiger le serment que ce n'est pas par calomnie qu'on lui impose une condition qu'il avait imposée lui-même.

ARTICLE 1363.

Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

Quòd si, deferente me, juraveris, et absolutus sis, postèà perjurium fuerit adprobatum, Labeo ait, de dolo actionem in eum dandam : Pomponius autem per jusjurandum transactum videri. Quam sententiam et Marcel-

Si, lorsque je vous ai déféré le serment, et qu'après l'avoir prêté, vous avez été déchargé, je viens à prouver que vous avez fait un faux serment, j'aurai contre vous, a dit Labéon, l'action de la mauvaise foi; mais Pompo-

lus libro octavo Digestorum probat : stari enim religioni debet.

(*Leg.* 21, *ff. de Dolo malo.*)

nius est d'avis que le serment a force de transaction. C'est aussi le sentiment de Marcellus, au livre huit du Digeste. En effet, on doit s'en rapporter au serment.

ARTICLE 1364.

La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se rétracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

Quâcunque autem actione quis conveniatur, si juraverit, proficiet ei jusjurandum; sive in personam, sive in rem, sive in factum, sive pœnali actione, vel quâvis aliâ agatur : sive de interdicto.

(*Leg.* 3, § 1, *ff. de Jurejurando.*)

Le serment prêté par le défendeur sert à le libérer, quelle que soit la nature de l'action intentée contre lui, soit réelle, soit personnelle, soit qu'il s'agisse d'une action expositive du fait, d'une action pénale, ou de toute autre, même de l'action possessoire.

ARTICLE 1365.

Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayant cause, ou contre eux.

Néanmoins le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier.

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions; etc.

Quod reus juravit, etiam fidejussori proficit. A fidejussore exactum jusjurandum, prodesse etiam reo, Cassius et Julianus aiunt : nam quia in locum solutionis succedit, hic quoque eodem loco ha-

L'affirmation faite par le débiteur libère son répondant ou sa caution. Cassius et Julien pensent que le serment prêté par le répondant libère aussi le principal obligé; parce que, comme l'affirma-

bendum est. Si modò ideò interpositum est jusjurandum, ut de ipso contractu : et de re, non de personâ jurantis ageretur.

(*Leg.* 28, § 1, *ff. de Jurejurando.*)

tion tient lieu de paiement, l'obligation est censée éteinte, pourvu cependant que le serment ait pour objet l'obligation même, c'est-à-dire, si la chose est, ou n'est pas due; et non pas la personne de celui qui le prête, par exemple, si la chose est ou n'est pas due par un tel.

In duobus reis stipulandi, ab altero delatum jusjurandum etiam alteri nocebit.

(*Leg. eâd.* 28, *in principio.*)

Lorsque deux créanciers sont solidaires, le serment déféré au débiteur par l'un d'eux, nuit à l'autre.

ARTICLE 1356.

Le juge peut déférer à l'une des parties le serment, ou pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

Deferre autem jusjurandum judicem oportet. Cæterùm si alius detulerit jusjurandum, vel non delato juratum sit : nulla erit religio, nec ullum jusjurandum. Et ità constitutionibus expressum est imperatoris nostri et divi patris ejus.

(*Leg.* 4, § 1, *de In litem jurando.*)

Ce serment doit être déféré par le juge. Il n'est point valable s'il est déféré par un autre, ou s'il est prêté sans être déféré. Cela est décidé par les ordonnances de notre empereur et de son père.

Nota. Le serment déféré d'office, s'appelle en droit *juramentum judiciale;* quelquefois aussi *juramentum suppletorium.* Au reste, voyez la loi 31, *ff. de jurejur.*, et la loi 3, *Cod. de reb. cred.*

ARTICLE 1367.

Le juge ne peut déférer d'office le serment, soit sur la demande, soit sur l'exception qui y est opposée que sous

les deux conditions suivantes : — il faut, 1° que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée; 2° qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuves.

Hors ces deux cas, le juge doit ou adjuger ou rejeter purement et simplement la demande.

Is qui dicit se jurâsse, potest et aliis exceptionibus uti cum exceptione jurisjurandi, vel aliis solis : pluribus enim defensionibus uti permittitur.
(*Leg.* 5, *ff. de Exceptionibus, Præscriptionibus et Præjudiciis.*)

Celui qui oppose pour exception qu'il a déjà fait serment en justice, qu'il ne doit point la somme qu'on lui demande, peut employer d'autres exceptions, ou seules, ou conjointement, avec celle qui est fondée sur le serment qu'il a fait; car il est permis de se servir à la fois de plusieurs moyens de défenses.

NOTA. *Vide legem* 3, au Code, *de Rebus creditis inopiâ probationum.*

ARTICLE 1366.

Le serment déféré d'office par le juge à l'une des parties, ne peut pas être par elle référé à l'autre.

Jusjurandum quod ex conventione extra judicium defertur, referri non potest.
(*Leg.* 17, *in principio, ff. de Jurejurando.*)

Le serment qui est déféré extrajudiciairement, en vertu d'une convention, ne peut pas être référé.

ARTICLE 1369.

Le serment sur la valeur de la chose demandée, ne peut être déféré par le juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur.

Le juge doit même, en ce cas, déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son serment.

In actionibus in rem, et in ad exhibendum, et in bonæ fidei judiciis in litem juratur. (*Leg.* 5, *ff. de In litem jurando.*)

Le serment d'estimation se fait dans les choses réelles, dans les actions en représentation, et dans les jugemens de bonne foi.

Sed judex potest præfinire certam summam, usquè ad quam juretur : licuit enim et à primò nec deferre. (*Leg. eâd.*, § 1.)

Mais le juge peut fixer une somme dans les bornes de laquelle le serment d'estimation se fasse; car il était le maître dans l'origine de ne pas le déférer.

Item etsi juratum fuerit, licet judici vel absolvere, vel minoris condemnare. (*Leg. eâd.*, § 2.)

Après l'affirmation, le juge est encore le maître d'absoudre la partie, ou de la condamner au-dessous du serment d'estimation.

TITRE IV.

Des Engagemens qui se forment sans Convention.

ARTICLE 1370.

Certains engagemens se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns naissent de l'autorité seule de la loi, les autres d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, etc.

Les engagemens qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats, ou des délits, ou quasi-délits; ils font la matière du présent titre.

Ex maleficio nascuntur obligationes : veluti ex furto,

Il naît des obligations du délit : par exemple, du vol,

ex damno, ex rapinâ, ex inuriâ, quæ omnia unius generis sunt : nam hæ re tantùm onsistunt, id est, ipso maleicio : cùm alioquin ex contractu obligationes non tanùm re consistant, sed etiam erbis et consensu.

(*Leg. 4, ff. de Obligat. et Action.*)

du dommage, de la rapine, de l'injure; tous ces délits sont d'une même nature. L'obligation qui en découle vient toujours de la chose, c'est-à-dire du délit même : au lieu que les obligations qui naissent des contrats sont consommées, non-seulement par la tradition de la chose, mais encore par les paroles ou par le consentement.

CHAPITRE PREMIER.

Des Quasi-Contrats.

ARTICLE 1371.

Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires le l'homme, dont il résulte un engagement quelconque nvers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque les deux parties.

Post genera contractuum numerata, dispiciamus etiam e iis obligationibus quæ quiem non propriè nasci ex contractu intelliguntur, sed tamen quia non ex maleficio ubstantiam capiunt, quasi ex ontractu nasci videntur.

(*Institut. lib. III, tit. XXVIII, in principio, de Obligationibus quæ quasi ex contractu nascuntur.*)

Après avoir traité des différentes espèces de contrats, voyons les obligations qui ne naissent pas proprement d'un contrat, qui néanmoins, ne provenant pas d'un délit, semblent naître d'un contrat.

Nota. Les furieux, les imbéciles, les fous et même les impubères ne peuvent être obligés par des quasi-contrats. *Si quidem ex ejusmodi causis inviti et ignorantes obligamur.*

ARTICLE 1372.

Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même ; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

Igitur cùm quis negotia absentis gesserit, ultrò citròque inter eos nascuntur actiones quæ appellantur negotiorum gestorum ; sed domino quidem rei gestæ adversùs eum qui gessit, directa competit actio : negotiorum autem gestori, contraria, quas ex nullo contractu propriè nasci manifestum est : quippè ità nascuntur istæ actiones, si sine mandato quisque alienis negotiis gerendis se obtulerit, ex quâ causâ ii quorum negotia gesta fuerint, etiam ignorantes, obligantur. Idque utilitatis causâ receptum est, ne absentium qui subitâ festinatione coacti, nulli demandatâ negotiorum suorum administratione, perægrè profecti essent, defererentur negotia, quæ sanè nemo curaturus esset, si de eo quod quis impendisset, nullam habiturus esset actionem. Sicut autem

Lorsque quelqu'un fait les affaires d'un absent, il naît réciproquement entre eux des actions appelées *negotiorum gestorum*. Celui dont quelqu'un a fait les affaires, a une action directe contre celui qui les a faites ; et celui qui les a faites a l'action contraire contre lui. Il est évident que ces actions ne naissent d'aucun contrat, à proprement parler, parce qu'elles n'ont lieu que quand quelqu'un s'est ingéré de faire les affaires d'autrui. Ainsi ceux dont on a fait les affaires sans procuration, se trouvent obligés sans le savoir : ce qui a été admis pour cause d'utilité publique, de peur que les affaires des absens qui auraient été forcés de faire précipitamment quelque voyage, sans avoir le temps de charger quelqu'un de veiller à leurs intérêts, ne fussent abandonnées. Certain

is qui utiliter gessit negotia, dominum habet obligatum negotiorum gestorum : ità et contrà, iste quoque tenetur ut administrationis reddat rationem : quo casu ad exactissimam quisque diligentiam compellitur reddere rationem : nec sufficit talem diligentiam adhibere, qualem suis rebus adhibere solet, si modò alius diligentior eo commodiùs administraturus esset negotia.

(*Ibid.*, § 1.)

nement personne n'en prendrait le soin, s'il était assuré de n'avoir aucune action pour répéter l'argent qu'il y aurait employé. Et de même que celui qui a travaillé utilement aux affaires de quelqu'un peut le poursuivre par rapport à l'obligation qui naît de cette gestion, de même aussi est-il obligé de lui rendre compte de ce qu'il a fait ; en quoi il est tenu de faire voir qu'il y a apporté une diligence très-exacte : et il ne suffirait pas qu'il y eût apporté autant de soin qu'il a coutume d'en avoir pour ses propres affaires, en cas qu'un autre plus diligent eût probablement mieux réussi.

Vide legem 21, § 1, *ff. de Negotiis gestis ; et legem* 1, § 3 *et* 4, *ff. de Eo qui pro tutore..., lib.* 27 *Digestorum.*

ARTICLE 1373.

Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

Si, vivo Titio, negotia ejus administrare cœpi, intermittere mortuo eo non debeo.

(*Leg.* 21, § 2, *ff. de Negotiis gestis.*)

Si j'ai commencé à administrer les affaires de Titius pendant sa vie, je ne dois pas les interrompre à sa mort.

ARTICLE 1374.

Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

Interdùm in negotiorum gestorum actione Labeo scribit dolum solummodò versari: nam si affectione coactus *ne bona mea distrahantur*, negotiis te meis obtuleris, æquissimum esse dolum duntaxat te præstare : quæ sententia habet æquitatem.

(*Leg.* 2, § 9, *ff. de Negotiis gestis.*)

Dans l'action à laquelle donne lieu la gestion des affaires, Labéon pense que quelquefois celui qui a géré n'est tenu qu'à raison de sa mauvaise foi ; car, si par amitié pour moi vous vous êtes mêlé de mes affaires *pour vous opposer à la vente qu'on devait faire de mes biens*, il est très-juste que vous ne soyez tenu qu'à raison de votre mauvaise foi : ce sentiment est fondé sur l'équité.

ARTICLE 1375.

Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagemens que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagemens personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

(Obligations semblables à celles résultantes du mandat.)

Pomponius scribit, si negotium à te, quamvis malè gestum, probavero; negotiorum tamen gestorum te mihi non teneri....

(*Leg.* 9, *ff. eod. tit.*)

Pomponius écrit que, si j'ai approuvé ce que vous avez fait pour moi, quoiqu'il fût mal fait, je n'ai point d'action contre vous en vertu de votre gestion...

Sed an ultrò mihi tribuitur actio sumptuum quos feci? Et puto competere : nisi specialiter id actum est, ut neuter

Mais lorsque j'ai fait les affaires d'autrui, aurai-je de mon chef une action pour me faire rendre les dépenses que

adversùs alterum habeat actionem.

(*Leg.* 10, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

j'ai faites? Je le pense ainsi ; à moins qu'on ne soit convenu que les deux parties n'auraient point d'action l'une contre l'autre.

ARTICLE 1376.

Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

Quod indebitum per errorem solvitur, aut ipsum, aut tantumdem repetitur.

(*Leg. 7, ff. de Condictione indebiti.*)

Ce que l'on a payé par erreur, et qui n'était pas dû, est répété tel qu'il a été payé ou en chose équivalente.

Is quoque, qui non debitum accepit ab eo, qui per errorem solvit, re obligatur : idcircoque agenti contra eum propter repetitionem condicitia actio....

(*Institut., lib III, tit. XV*, § 1, *Quibus modis re contrahitur obligatio.*)

Celui qui reçoit ce qui ne lui est pas dû de quelqu'un qui lui en fait le paiement, croyant par erreur y être obligé, s'engage aussi par la tradition de la chose qui lui est faite ; en sorte qu'il peut être valablement poursuivi par l'action appelée *de condictione*, par celui qui la lui a donnée, pour se voir condamner à lui en faire la restitution...

ARTICLE 1377.

Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier a supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

Item is cui quis per errro- Pareillement, celui à qui

rem non debitum solvit, quasi ex contractu debere videtur. Adeò enim non intelligetur propriè ex contractu obligatus esse; ut si certiorem rationem sequamur, magis (ut suprà diximus) ex distractu quàm ex contractu possit dici obligatus esse...

on a payé, par erreur, une chose qui ne lui était pas due est obligé par un quasi-contrat. Il est si vrai qu'il n'est pas obligé, en vertu d'un contrat, que, si nous suivons sa véritable raison, il l'est plutôt comme nous l'avons dit ci-dessus, en conséquence de l'acquit d'une obligation que d'un contrat même...

Ex quibusdam tamen causis repeti non potest quod per errorem non debitum solutum sit; sic namque definierunt veteres, ex quibus causis inficiando lis crescit, ex his causis non debitum solutum repeti non posse, veluti ex lege Aquiliâ, item ex legato.

(*Institut., lib III, tit. XXVIII, § 6 et 7, de Obligationibus quæ quasi ex contractu nascuntur.*)

Il y a toutefois certaines affaires, où l'on ne peut pas répéter ce que l'on a payé par erreur. Les anciens avaient décidé que la répétition n'aurait point lieu dans les affaires ou la dénégation fait double la dette, comme dans la loi Aquilia, et dans les legs...

ARTICLE 1378.

S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits du jour du paiement.

Ei qui indebitum repetit, et fructus et partus restitui debent, deductâ impensâ.

(*Leg. 65, § 5, ff. de Condictione indebiti.*)

Les fruits et le croît des animaux doivent être rendus à celui qui répète une chose qu'il a payée sans la devoir, les dépenses toutefois déduites.

ARTICLE 1379.

Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meu

ble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature, si elle existe, ou en valeur, si elle est périe ou détériorée par sa faute ; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

Si servus peritus vel animal aliud demortuum sit sine dolo malo et culpâ possessoris, pretium non esse præstandum plerique aiunt. Sed est verius, si fortè distracturus erat petitor, si accepisset, moram passo debere præstari : nam si ei restituisset, distraxisset, et pretium esset lucratus.

(*Leg.* 15, § 3, *ff. de Rei vindicatione.*)

On dit que le prix ne doit pas être payé, soit d'un esclave expérimenté, soit d'un animal, mort sans la fraude ou la faute de celui qui l'avait en sa possession. Il est plus vrai de dire que, si le propriétaire l'a demandé, on doit le dédommager de la perte à cause du retard; car, si on le lui avait rendu, et qu'il l'eût vendu, il aurait profité de son prix.

ARTICLE 1381.

Celui auquel la chose est restituée doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

Nam hoc naturâ æquum est neminem cum alterius detrimento fieri locupletiorem.

(*Leg.* 14, *ff. de Condictione indebiti, et Leg.* 206, *ff. de Regulis juris.*)

Car il est juste que personne ne s'enrichisse au détriment d'un autre.

CHAPITRE II.

Des Délits et des Quasi-Délits.

ARTICLE 1382.

Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui

un dommage, obligé celui par la faute duquel il est ar
rivé, à le réparer.

ARTICLE 1383.

Chacun est responsable du dommage qu'il a causé
non-seulement par son fait, mais encore par sa négli-
gence ou par son imprudence.

Cùm sit expositum superiore libro de obligationibus ex contractu et quasi ex contractu, sequitur ut de obligationibus ex maleficio, et quasi ex maleficio dispiciamus. Sed illæ quidem (ut suo loco tradidimus) in quatuor genera dividuntur, hæ verò unius generis sunt: nam omnes ex re nascuntur, id est, ex ipso maleficio, veluti ex furto, rapinâ, damno, injuriâ.

(*Institut., lib. IV, tit. I, in principio, de Obligationibus quæ ex delicto nascuntur.*)

Comme il a été parlé dans le livre précédent des obligations qui naissent des contrats et des quasi-contrats, l'ordre veut que l'on traite ici de celles qui viennent des délits et des quasi-délits. Celles-là, comme nous avons dit en son lieu, se divisent en quatre espèces; mais celles-ci ne sont que d'une espèce; elles proviennent toutes de la chose, c'est-à-dire du délit, comme du larcin, du vol fait par violence, du dommage fait injustement et de l'injure.

Tertio autem capite ait eadem lex Aquilia: « Cæterarum rerum, præter hominem et pecudem occisos, et si quis alteri damnum faxit, quod usserit, fregerit, ruperit injuriâ, quanti ea res erit in diebus triginta proximis, tantum æs domino dare damnus esto. »

(*Leg. 27, § 5, ff. ad Legem Aquil.*)

Le troisième chef de la loi Aquilia porte: « A l'égard des autres choses, exception faite des hommes et des animaux qui auraient été tués, celui qui aura causé quelque dommage en brûlant, rompant, brisant, sera condamné à donner au maître de la chose le prix le plus haut que la chose aura valu dans les trente jours qui auront précédé le délit. »

ARTICLE 1384.

On est responsable, non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfans mineurs habitant avec eux ;

Les maîtres et les commettans, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

Habitator suam, suorumque culpæ præstare debet.
(*Leg.* 6, § 2, *ff. de His qui effuderint vel dejecerint.*)

Celui qui habite une maison, répond non-seulement de sa faute, mais aussi de celle de ses subordonnés.

Culpâ caret, qui scit, sed prohibere non potest.
(*Leg.* 50, *ff. de Regulis juris.*)

N'est pas coupable celui qui a su la faute, mais qui n'a pas pu l'empêcher.

Si filius-familiâs seorsùm à patre habitaverit, et quid ex cænaculo ejus dejectum effusumve fuerit, sive quid positum suspensumve habuerit, cujus casus periculosus est, Juliano placuit, in patrem nullam esse actionem, sed cum ipso filio agendum esse.

Si un fils de famille ne demeure pas avec son père, et qu'on ait jeté de son appartement quelque chose, ou qu'on y ait mis ou suspendu quelque objet qui pourrait tomber et causer quelque dommage aux passans, le jurisconsulte Julien a décidé qu'on

Quod et in filio-familiâs judice observandum est, qui litem suam fecerit.

(*Institut., lib. IV. tit. V, § 2, de Obligationibus quæ quasi ex delicto nascuntur.*)

n'avait aucune action contre son père, mais qu'il fallait se pourvoir contre le fils. Ce qu'on doit observer aussi à l'égard du fils de famille, qui étant juge aurait donné lieu à la prise à partie.

Qui cùm aliter tueri se non possunt, damni culpam dederint, innoxii sunt; vim enim vi defendere, omnes leges, omniaque jura permittunt.

(*Leg. 45, § 4, ff. ad Legem Aquiliam.*)

Ceux qui ont causé du dommage à quelqu'un dans la nécessité où ils ont été de se défendre, et dans l'impossibilité où ils étaient de le faire autrement, ne sont point coupables; car toutes les lois permettent de repousser la violence par la violence.

ARTICLE 1385.

Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

Et cùm etiam in quadrupedibus noxa caput sequitur, adversùs dominum hæc actio datur, non cujus fuerit quadrupes cùm noceret, sed cujus nunc est.

(*Leg. 1, § 12, ff. si Quadrupes pauperiem fecisse dicatur.*)

Il en est à l'égard des animaux comme à l'égard des esclaves, le délit suit son auteur dans toutes les mains où il passe : conséquemment, l'action doit être dirigée, non contre celui qui était le maître de l'animal lorsqu'il a causé le dommage, mais contre son maître actuel.

Planè, si ante litem contestatam decesserit animal, extincta erit actio.

(*Leg. eâd., § 13.*)

Si l'animal est mort avant la demande, l'action est éteinte.

Noxæ autem dedere est, animal tradere vivum.

(*Leg. eâd., § 14.*)

Abandonner l'animal pour servir de réparation, c'est le livrer vivant.

Interdùm autem dominus in hoc non convenietur, ut noxæ dedat, sed etiam in solidum.
(*Leg. eâd.* § 15.)

Il y a des cas où le maître est poursuivi, non pas pour abandonner simplement l'animal qui a causé le dommage, mais pour réparer le tort en entier.

ARTICLE 1386.

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

Qui idoneum parietem sustulit, damni injuriâ domino ejus tenetur.
(*Leg.* 45, § 5, *ff. ad Legem Aquiliam.*)

Celui qui renverse un mur qui était encore en bon état, est obligé envers le maître, par l'action Aquilième.

Lex Aquilia omnibus legibus quæ ante se de damno injuria locutæ sunt derogavit: sive duodecim tabulis, sive alia quæ fuit.
(*Leg.* 1, *ff. eod. tit.*)

La loi Aquilia a dérogé aux lois qui avaient statué antérieurement sur la réparation du tort fait à autrui, c'est-à-dire à la loi des douze tables, et aux lois subséquentes.

Nota. Cette loi, qui est un Plébiscite porté sur la demande du tribun Aquilius, pourvoyait en général à la réparation de tout dommage causé à autrui sans raison légitime. (*Leg.* 49, § 1, *ff. eodem titulo*.....) Cependant il était des dommages pour lesquels on n'accordait qu'une action expositive du fait, action semblable à celle de nos simples demandes en indemnité. In damnis quæ lege Aquiliâ non tenentur, in factum datur actio. (*Leg.* 33, § 1, *hujusce legis.*)

TITRE V.

Du Contrat de Mariage et des Droits respectifs des Époux.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 1387.

La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

Nec ex prætorio, nec ex solemni jure, privatorum, conventione quicquam immutandum est : quamvis obligationum causæ pactione possint immutari, et ipso jure, et per pacti conventi exceptionem; quia actionum modus, vel lege, vel per prætorem introductus, privatorum pactionibus non infirmatur : nisi tunc, cùm inchoatur actio, inter eos convenit.

(*Leg.* 27, *ff. de Diversis regulis juris.*)

On ne peut, par aucune convention particulière, altérer la forme établie par le droit prétorien ou le droit civil, pour la validité des contrats; mais les causes des obligations, c'est-à-dire les choses qui dépendent uniquement de la volonté des parties, peuvent être changées de plein droit par une convention insérée dans l'acte même, ou par un second acte qui déroge au premier, et qui produit une exception; parce que l'on ne peut pas prétendre que la qualité donnée à chaque action, ou par la loi civile, ou par les édits du préteur, soit anéantie par les conventions des parties, à moins qu'elles ne soient insérées dans l'acte même.

ARTICLE 1388.

Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfans, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre *de la Puissance paternelle*, etc., ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

ARTICLE 1389.

Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfans ou descendans, soit par rapport à leurs enfans entre eux; sans préjudice des donations entre-vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

Jus adgnationis, non posse pacto repudiari, non magis, quàm ut quis dicat, nolle suum esse, Juliani sententia est.

(*Leg.* 34, *ff. de Pactis.*)

Julien pense qu'on ne peut point renoncer par une convention au droit de famille, comme on ne pourrait point, par le même moyen, ôter à quelqu'un la qualité d'héritier présomptif.

Illud convenire non potest, ne de moribus agatur, vel plus, vel minus exigatur : ne publica coercitio privatâ pactione tollatur.

(*Leg.* 5, *in principio, ff. de Pactis dotalibus.*)

On ne peut pas faire une convention, par laquelle le mari s'engage à ne point attaquer sa femme pour ses mauvaises mœurs, ou qu'il exigera en ce cas plus ou moins que ne portent les lois.

ARTICLE 1392.

La simple stipulation que la femme se constitue, ou

qu'il lui est constitué des biens en dot, ne suffit pas pour soumettre ces biens au régime dotal, s'il n'y a dans le contrat de mariage une déclaration expresse à cet égard.

La soumission au régime dotal ne résulte pas non plus de la simple déclaration faite par les époux, qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens.

Pacta quæ de reddendâ dote fiunt, inter omnes fieri oportet qui repetere dotem te possunt, et à quibus repeti potest : ne ei qui non interfuit, apud arbitrum cognoscentem pactum non prosit.
(*Leg.* 1, § 1, *ff. eod. tit.*)

Les conventions qui ont pour objet la restitution de la dot, doivent être faites entre toutes les parties qui ont le droit de redemander, ou qui doivent rendre la dot, afin que celui qui n'y aurait point assisté n'en pût tirer aucun avantage auprès de l'arbitre qui connaîtra de la restitution de la dot.

ARTICLE 1394.

Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage, par acte devant notaire.

ARTICLE 1395.

Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

Pacisci post nuptias, etiam si nihil antè convenerit, licet.
(*Leg.* 1, *in principio*, *ff. de Pactis dotalibus.*)

On peut faire des conventions par rapport à la dot, même après le mariage, si on n'en a point fait auparavant de contraires.

Inter eos qui matrimonio coïturi sunt, ante nuptias donatio facta jure consistit, etiam si eodem die nuptiæ fuerint consecutæ.
(*Leg.* 27, *ff. de Donationibus inter virum et uxorem.*)

La donation faite entre des personnes qui doivent s'épouser, faite avant le mariage, est valable, suivant la disposition du droit, quand même le mariage se ferait le jour même de la donation.

Nota. Dotes constante matrimonio non solum augentur, sed etiam fiunt. — Les dots peuvent non-seulement être augmentées, mais même elles peuvent être constituées durant le mariage. (*Lege ultimâ, Cod. de Donationibus ante nuptias.*)

ARTICLE 1396.

Les changemens qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

In ambiguis, pro dotibus respondere melius est.

Quand dans une convention il se trouve des termes équivoques, il faut toujours décider en faveur de la dot.

Non est novum, ut quæ semel utiliter constituta sunt, durent : licèt ille casus exsiterit, à quo initium capere non potuerunt. (*Leg.* 85, *et* § 1, *ff. de Div. reg. jur.*)

Il arrive souvent qu'on ne peut pas se pourvoir contre un acte qui était valide au moment où il a été fait, quoique ensuite les choses viennent dans un état par où l'acte n'aurait pas pu commencer.

ARTICLE 1397.

Tous changemens et contre-lettres, même revêtus des formes prescrites par l'article précédent, seront sans effet à l'égard des tiers, s'ils n'ont été rédigés à la suite de la minute du contrat de mariage, etc.

Cependant, ne peut-on pas dire?

Ex quâ personâ quis lu-

Un héritier doit être garant

crum capit, ejus factum præstare debet.
(*Leg.* 149, *ff. eod. tit.*)

des faits et promesses de celui à qui il succède, puisqu'il en retire le profit.

ARTICLE 1398.

Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible, etc.

Nota. C'est la règle *Qui habilis ad nuptias, habilis est ad pacta omnia.*

CHAPITRE II.

Du Régime en Communauté.

Le Droit romain ne connaissait pas le régime de la communauté de biens entre mari et femme. Celle-ci donnait ordinairement une partie de son bien à son mari et se réservait l'autre partie. Voilà pourquoi le système de la communauté n'était pas admis dans les pays français qui jadis étaient gouvernés par le droit écrit, à moins que la communauté ne fût expressément stipulée par contrat de mariage.

Cette circonstance nous prive nécessairement de toutes applications sur les matières de la communauté, soit légale, soit conventionnelle, soit pour son administration, sa dissolution, son acceptation et sa répudiation. Ainsi nous sommes forcés de passer de suite aux dispositions du régime dotal, consacrées par le Code civil.

CHAPITRE III.

Du Régime dotal.

ARTICLE 1540.

La dot, sous ce régime comme sous celui du chapitre II,

(*de la Communauté*), est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage.

Dotis autem causâ data, accipere debemus ea quæ in dotem dantur.

(*Leg.* 9, § 2, *ff. de Jure dotium.*)

Nous devons entendre, par effets donnés à cause de dot, ceux qui sont donnés en dot.

Si quis uxori eâ conditione donavit, ut quod donavit, in dotem accipiat : defuncto eo donatio convalescit.

(*Leg.* 59, *ff. de Donationibus inter virum et uxorem.*)

Si un mari fait une donation à sa femme sous la condition qu'il sera censé tenir d'elle en dot ce qu'il lui donne, cette donation deviendra valable par la mort du mari.

ARTICLE 1541.

Tout ce que la femme se constitue ou qui lui est donné en contrat de mariage, est dotal, s'il n'y a stipulation contraire.

ARTICLE 1542.

La constitution de dot peut frapper tous les biens présens et à venir de la femme, ou tous ses biens présens seulement, ou une partie de ses biens présens et à venir, ou même un objet individuel.

La constitution, en termes généraux, de tous les biens de la femme, ne comprend pas les biens à venir.

Dotale prædium accipere debemus, tam urbanum quàm rusticum : ad omne enim ædificium lex Julia pertinebit.

On doit entendre par fonds dotal, tant les maisons que les terres : car la loi Julia s'étend à toutes sortes de bâtimens.

Prædii appellatione etiam pars continetur. Proindè sive totum prædium in dotem sit datum, sive pars prædii, alie-

Le terme de fonds doit être entendu aussi, dans la question présente, d'une portion de fonds. Ainsi, soit qu'on ait

nari non poterit; et hoc jure utimur.

(*Leg.* 13, § 1, *ff. de Fundo dotali.*)

donné en dot un fonds entier, ou seulement une portion de fonds, le mari ne pourra point l'aliéner. Tel est notre usage.

Etiamsi dirempto matrimonio, dotale prædium esse intelligitur.

(*Leg.* 12, *ff. eod. tit.*)

Le fonds dotal conserve cette qualité, même après la dissolution du mariage.

Dotis appellatio non refertur ad ea matrimonia quæ consistere non possunt : neque enim dos sine matrimonio esse potest. Ubicumque igitur matrimonii nomen non est, nec dos est.

(*Leg.* 3, *ff. de Jure dotium.*)

Le terme de dot n'a point d'application aux mariages qui sont nuls; car il ne peut point y avoir de dot sans mariage : ainsi toutes les fois que l'union des personnes ne mérite pas le nom de mariage, il n'y a pas de dot.

ARTICLE 1543.

La dot ne peut être constituée, ni même augmentée pendant le mariage.

Voyez les applications sur l'article 1395 *suprà.*

Post nuptias pater non potest deteriorem causam filiæ facere : quia nec reddi ei dos invitâ filiâ potest.

(*Leg.* 28, *ff. de Jure dotium.*)

Le père ne peut point, après le mariage, rendre la condition de sa fille plus défavorable, parce que la dot ne peut même être rendue au père que du consentement de la fille.

Si proprietati nudæ in dotem datæ usufructus accesserit, incrementum videtur dotis, non alia dos : quemadmodùm si quid alluvione accessisset.

(*Leg.* 4, *ff. eod. tit.*)

Si l'usufruit se réunit pendant le mariage à la nue propriété qui avait été donnée en dot, cette réunion formera une augmentation de la dot, mais non pas une nouvelle dot, comme si les fonds dotaux avaient reçu quelques accroissemens par l'alluvion.

ARTICLE 1544.

Si les père et mère constituent conjointement une dot, sans distinguer la part de chacun, elle sera censée constituée par portions égales.

Si la dot est constituée par le père seul pour droits paternels et maternels, la mère, quoique présente au contrat, ne sera point engagée, et la dot demeurera en entier à la charge du père.

Dotem à patre, vel à quovis alio promissam, si vir novandi causâ stipuletur, cœpit viri esse periculum, cùm antè mulieris fuisset.

(*Leg.* 35, *ff. eod. tit.*)

Si le père ou tout autre promet une dot au mari, et que dans l'esprit de dénaturer cette promesse et de la changer en une obligation, le mari stipule comme créancier la somme qui lui a été promise, la dot, qui jusque là avait été aux risques de la femme, commence à être à ses risques.

ARTICLE 1547.

Ceux qui constituent une dot, sont tenus à la garantie des objets constitués.

Promittendo dotem, omnes obligantur, cujuscunque sexûs conditionisque sint.

(*Leg.* 4, *in principio*, *ff. de Jure dotium.*)

La promesse de fournir une dot oblige tous ceux qui la font, de quelque sexe et de quelque condition qu'ils soient.

Sed si nuptiæ secutæ non fuerint, ex stipulatu agi non potest; magis enim res, quàm verba intuenda sunt.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Si cependant le mariage n'a pas eu lieu, ceux qui ont promis la dot ne peuvent point être actionnés, en vertu de leur stipulation : car on doit encore plus s'attacher à l'intention des parties qu'aux termes de la promesse.

ARTICLE 1548.

Les intérêts de la dot courent de plein droit, du jour du mariage, contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

Si mulier debitori suo, qui sub usuris debebat, nuptura, dotem promisisset, quod is sibi deberet, post contractas nuptias secuti temporis usuras non esse dotales : quia illa obligatio tota tolleretur, perindè ac si solutum debitum mulieri, in dotem ab eâ datum esset.

(*Leg. 77, ff. eoa. tit.*)

Si une femme, prête à épouser un homme qui lui devait certaine somme produisant des intérêts, lui a promis en dot, ce qu'il lui devait, les intérêts qui courront après le mariage ne feront point partie de la dot; parce que toute l'obligation se trouve éteinte, comme si la femme eût été payée de sa créance, et qu'elle eût donné en dot ce qu'elle aurait reçu.

ARTICLE 1549.

Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage.

Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts et de recevoir le remboursement des capitaux.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

Dotis fructum ad maritum pertinere debere, æquitas suggerit : cùm enim ipse onera matrimonii subeat, æquum est eum etiam fructus percipere.

(*Leg. 7, in principio, ff. de Jure dotium.*)

L'équité veut que les fruits de la dot appartiennent au mari : car, puisqu'il doit soutenir les charges du mariage, il est juste qu'il perçoive les fruits de la dot.

Si fructus constante matri-
monio percepti sint, dotis non
erunt : si verò ante nuptias
percepti fuerint, in dotem
convertuntur, nisi fortè ali-
quid inter maritum futurum,
et destinatam uxorem conve-
nit : tunc enim quasi donatio-
ne factâ fructus non redduntur.
(*Leg. eâd.*, § 1.)

Les fruits perçus pendant le mariage ne feront point partie de la dot; mais ceux qui l'ont été avant le mariage en feront partie, à moins qu'il y ait eu une convention contraire entre les futurs époux : car alors les fruits perçus avant le mariage seront censés faire l'objet d'une donation et ne devront point être rendus avec la dot.

ARTICLE 1550.

Le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujéti par le contrat de mariage.

Ibi dos esse debet, ubi onera matrimonii sunt.

La dot doit être entre les mains de celui que regardent les charges du mariage.

Post mortem patris statim onera matrimonii filium sequuntur, sicut liberi, sicut uxor.
(*Leg.* 56, § 1 *et* 2, *ff. eod. tit.*)

Après la mort du père, les charges du mariage passent à l'instant au fils, ainsi que les enfans et la femme passent sous sa puissance.

ARTICLE 1551.

Si la dot ou partie de la dot consiste en objets mobiliers mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire et n'est débiteur que du prix donné au mobilier.

Dos æstimata, dos vendita.

Dot estimée, dot vendue.

Æstimatio periculum facit ejus qui suscepit : aut igitur

L'estimation met la dot au péril de celui qui l'a reçue.

ipsam rem debebit incorruptam reddere, aut æstimationem de quâ convenit.

(*Leg.* 1, § 1, *ff. de Æstimatoriâ Actione.*)

Ainsi il devra rendre la chose en entier ou l'estimation dont on est convenu.

Plerumquè interest viri, res non esse æstimatas, id circò, ne periculum rerum ad eum pertineat : maximè si animalia in dotem acceperit, vel vestem quâ mulier utitur ; eveniet enim, si æstimata sint et ea mulier adtrivit, ut nihilominùs maritus æstimationem eorum præstet. Quotiens igitur non æstimatæ res in dotem dantur, et meliores, et deteriores mulieri fiunt.

(*Leg.* 10, *in principio, ff. de Jure dotium.*)

Il est le plus souvent de l'intérêt du mari de ne point recevoir en dot de sa femme des effets dont l'estimation a été faite, afin qu'il n'en coure pas les risques ; surtout s'il reçoit en dot des animaux ou des habits à l'usage de sa femme ; car, dans le cas où ces habits auront été estimés, il arrivera qu'après que les habits auront été usés par la femme, le mari en devra encore l'estimation. Ainsi toutes les fois que les effets ont été donnés en dot par la femme, sans être estimés, elle profite de leur amélioration et souffre de leur détérioration.

Si prædiis inæstimatis aliquid accessit, hoc ad compendium mulieris pertinet : si aliquid decessit, mulieris damnum est.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Si des fonds donnés en dot sans être estimés reçoivent quelques accroissemens, la femme en profite ; s'ils éprouvent quelque diminution, la femme en souffre.

ARTICLE 1552.

L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse.

Quòd si fundus in dotem æstimatus datus sit, ut electio

Si le fonds est donné en dot avec estimation, de manière

esset mulieris : negavit alienari fundum posse. Quòd si arbitrio mariti sit, contrà esse.

(*Leg.* 11, *ff. de Fundo dotali.*)

que la femme se soit réservé le choix de demander le fonds ou l'estimation, Africanus pense que le mari ne peut point aliéner le fonds. Il n'en est pas de même, si c'est le mari qui a le choix de rendre l'un ou l'autre.

ARTICLE 1553.

L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal si la condition de l'emploi n'a été stipulée par le contrat de mariage.

Il en est de même de l'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent.

Res quæ ex dotali pecuniâ comparatæ sunt, dotales esse videntur.

(*Leg.* 54, *ff. de Jure dotium.*)

Les effets achetés avec l'argent de la dot sont dotaux.

Et si convenerit, ne ob impensas necessarias ageretur, pactum non est servandum : quia tales impensæ dotem ipso jure minuunt.

(*Leg.* 5, § 2, *ff. de Pactis dotalibus.*)

Si on convenait que le mari ne pourrait pas former de demande contre sa femme pour les dépenses nécessaires qu'il aurait faites sur le corps de la dot, cette convention ne devrait point être exécutée, parce que ces dépenses diminuent la dot d'autant et de plein droit.

ARTICLE 1554.

Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement ; sauf les exceptions qui suivent.

Accidit aliquandò ut qui dominus rei sit alienare non possit : et contrà qui dominus

Il arrive quelquefois que celui qui est propriétaire d'une chose, ne peut pas l'a-

non sit, alienandæ rei potestatem habeat. Nam dotale prædium maritus invitâ muliere per legem Juliam prohibetur alienare : quamvis ipsius sit, dotis causâ ei datum. Quod nos, legem Juliam corrigentes, in meliorem statum deduximus. Cùm enim lex in solis tantummodò rebus locum habeat, quæ Italicæ fuerant; et in alienationes inhibebat, quæ invitâ muliere fiebant; hypothecas autem earum rerum etiam volente eâ : utrique remedium imposuimus, ut etiam in eas res, quæ in provinciali solo positæ sunt, interdicta sit alienatio vel obligatio, ut neutrum eorum neque consentientibus mulieribus procedat : ne sexûs muliebris fragilitate in perniciem substantiæ earum convertantur.

(*Institut., lib. II, tit. VIII, in principio, Quibus alienare licet vel non.*)

liéner, et qu'au contraire celui qui ne l'est pas a le pouvoir de le faire. Par exemple, il est défendu au mari par la loi Julia d'aliéner le fonds dotal sans le consentement de sa femme, quoiqu'il en soit propriétaire : défense à laquelle nous avons donné plus d'étendue en corrigeant cette loi. Elle ne parlait que des fonds situés en Italie, et ne défendait que des aliénations faites par le mari contre la volonté de la femme, et l'hypothèque même constituée de son consentement : nous avons remédié à l'un et à l'autre, en ce que l'aliénation ou la constitution d'hypothèque des biens, même situés dans les provinces, sont défendues aux maris, même du consentement de leurs femmes, afin que la fragilité de leur sexe ne cause pas la perte de leurs biens.

NOTA. *Vide leg.* 13, *ff. de fundo dotali; leg.* 32, *ff. de jure dotium, et leg. ult. ff. de pactis dotalibus.*

ARTICLE 1555.

La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission du juge, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfans, etc.

ARTICLE 1556.

Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfans communs.

ARTICLE 1557.

L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage.

Sed et per universitatem transit prædium, secundum quod possibile est, ad alterum, veluti ad hæredem mariti, cum suo tamen jure, ut alienari non possit.

(*Leg.* 1, § 1, *ff. de Fundo dotali.*)

Le fonds donné en dot peut même passer à un autre qu'au mari, à titre universel, par exemple, à son héritier, mais toujours sous la même condition de ne pouvoir point être aliéné.

NOTA. La raison de la différence entre la permission de donner et la prohibition de vendre la dot, se trouve dans cet adage : *Facilius femina vendit quàm donat, avarum enim genus mulierum.* — La femme vend plus facilement qu'elle ne donne : le propre du sexe est d'être avare (*Leg.* 21, *Cod. de Donationibus.*)

ARTICLE 1558.

L'immeuble dotal peut encore être aliéné..... pour tirer de prison le mari ou la femme ; pour fournir des alimens à la famille...., pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot.....

Manente matrimonio, non perdituræ uxori ob has causas dos reddi potest, ut sese, suosque alat, ut fundum idoneum emat, ut in exilium, ut in insulam relegato parenti præstet alimonia, aut ut egentem virum, fratrem, sororemve sustineat.

(*Leg.* 73, § 1, *ff. de Jure dotium.*)

Pendant le mariage, la dot peut être rendue à la femme (qui ne doit pas la perdre) pour ces causes-ci : pour nourrir soi et les siens; pour acheter un fonds convenable; pour donner des alimens à son parent envoyé en exil, ou relégué dans une île, ou pour soutenir son mari, son frère ou sa sœur dans le besoin.

ARTICLE 1559.

L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec

consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation en justice, et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal. — Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange sera dotal, etc.

Ità constante matrimonio permutari dotem posse dicimus, si hoc mulieri utile sit : si ex pecuniâ in rem, aut ex re in pecuniam. Idque probatum est.
(*Leg.* 26, *ff. de Jure dotium.*)

Quand on dit qu'on peut, pendant le mariage, échanger les effets donnés en dot, cela s'entend du cas où cet échange est avantageux à la femme; si les effets sont changés en argent, ou l'argent en effets; et cela est reçu dans l'usage.

Quod si fuerit factum, fundus, vel res, dotalis efficitur.
(*Leg.* 27, *ff. eod. tit.*)

Dans ce cas d'échange, le fonds ou les effets échangés deviennent dotaux par subrogation.

ARTICLE 1560.

Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent le fonds dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée : la femme aura le même droit après la séparation de biens, etc.

Totiens autem non potest alienari fundus, quotiens mulieri actio de dote competit, aut omnimodò competitura est.
(*Leg.* 3, § 1, *ff. de Fundo dotali.*)

Le fonds dotal est inaliénable toutes les fois que la femme a ou doit certainement avoir l'action dotale pour se le faire rendre.

ARTICLE 1561.

Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage, sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription a commencé.

Ne pourrait-on dire par exception que,

Quotiens res æstimata in dotem datur, evictâ eâ, virum ex empto contra uxorem agere : et quidquid eo nomine fuerit consecutus, dotis actione soluto matrimonio, ei præstare oportet.

(*Leg.* 16, *ff. de Jure dotium.*)

Lorsqu'une chose a été donnée en dot après que l'estimation en a été faite, si elle vient à être évincée, le mari a contre sa femme action en qualité d'acheteur, et ce qu'il aura reçu d'elle, en vertu de la condamnation, entrera en dot et sera rendu à la femme après la dissolution du mariage.

ARTICLE 1562.

Le mari est tenu, à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier.

Il est responsable de toutes prescriptions acquises et détériorations survenues par sa négligence.

In rebus dotalibus virum præstare oportet, tam dolum, quàm culpam : quia causa sua dotem accipit, sed etiam diligentiam præstabit, quam in suis rebus exhibet.

(*Leg.* 17, *in principio, ff. de Jure dotium.*)

En matière de dot, le mari est responsable de sa mauvaise foi et de sa négligence ; parce que la dot qu'il reçoit est un avantage : il sera même obligé de garantir, par rapport aux choses qu'il a reçues en dot, les mêmes soins que ceux qu'il apporte pour la conservation de ses propres biens.

ARTICLE 1564.

Si la dot consiste en immeubles, ou en meubles non estimés par le contrat de mariage, ou bien mis à prix, avec déclaration que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la femme, — le mari ou ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai, après la dissolution du mariage.

ARTICLE 1565.

Si elle consiste en une somme d'argent,— ou en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire, — la restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution.

Soluto matrimonio, solvi mulieri dos debet. Nec cogitur maritus alii eam ab initio stipulanti promittere : nisi hoc ei nihil nocet; nam si incommodum aliquod maritus suspectum habet, non debere eum cogi alii quàm uxori promittere, dicendum est. Hæc, si sui juris mulier est.

(*Leg.* 2, *in principio*, *ff. de Soluto matrimonio.*)

Lors de la dissolution du mariage, la dot doit être rendue à la femme. Le mari n'est point obligé de s'engager par stipulation à la fournir à un autre; à moins qu'il n'en doive souffrir aucun préjudice; car, si le mari prévoit que celui que sa femme veut déléguer pour la restitution de la dot, peut, par ses chicanes ou autrement, chercher à le molester, il ne pourra point être forcé à rendre la dot à d'autres qu'à sa femme. Ceci a lieu dans le cas où la femme n'est point soumise à la puissance paternelle.

Quòd si in patris potestate est, et dos ab eo profecta sit, ipsius et filiæ dos est. Deniquè pater non aliter quàm ex

Si la femme est soumise à la puissance paternelle, et que la dot ait été constituée par le père, elle appartient au père

voluntate filiæ petere dotem, nec per se, nec per procuratorem potest.

(*Leg. eàd.*, § 1.)

et à la fille. Le père ne peut former la demande en restitution de la dot, ni par lui-même, ni par procureur, sans le consentement de sa fille....

De divisione anni ejus, quo divortium factum est, quæritur ex die matrimonii, an ex die traditi marito fundi maritus sibi computet tempus? Et utiquè in fructibus à viro retinendis, neque dies dotis constitutæ neque nuptiarum observabitur : sed quo primum dotale prædium constitutum est, id est, traditâ possessione.

(*Leg.* 5, *ff. de Soluto matrimonio.*)

Par rapport au partage qui doit se faire de la dot dans l'année où le divorce a eu lieu, on demande si l'année doit commencer à l'anniversaire du jour où le mariage a été célébré, ou du jour où le fonds a été livré au mari? Sur quoi on doit décider que, toutes les fois que les fruits doivent être retenus par le mari, on ne compte ni du jour de la constitution de la dot, ni de celui du mariage, mais du jour où le fonds donné en dot est venu entre les mains du mari, c'est-à-dire de celui où la possession lui en a été livrée.

ARTICLE 1566.

Si les meubles dont la propriété reste à la femme ont dépéri par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.

Et néanmoins, la femme pourra, dans tous les cas, retirer les linges et hardes à son usage actuel, sauf à précompter leur valeur lorsque ces linges et hardes auront été primitivement constitués avec estimation.

Sanè et deteriorem factam reddere poterit.

(*Leg.* 11, *ff. de Jure dotium.*)

Le mari pourra rendre les choses constituées en dot, fussent-elles détériorées.

Res in dotem datæ, quæ pondere, numero, mensurâ constant, mariti periculo sunt; quia in hoc dantur, ut eas maritus ad arbitrium suum distrahat, et quandòque soluto matrimonio, ejusdem generis et qualitatis alias restituat vel ipse, vel hæres ejus. (*Leg.* 42, *ff. de Jure dotium.*)

Si les choses données en dot sont des quantités qui consistent en nombre, poids et mesure, elles sont aux risques du mari; parce qu'on ne les lui donne que pour en disposer à sa volonté, et à la charge de rendre par lui, ou par ses héritiers, en cas de dissolution de mariage, d'autres choses fongibles du même genre et de la même qualité.

ARTICLE 1567.

Si la dot comprend des obligations ou constitutions de rente qui ont péri, ou souffert des retranchemens qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, il n'en sera point tenu, et il en sera quitte en restituant les contrats.

Si à debitore mulieris sub conditione dos promittatur, et posteà, sed antequàm maritus petere posset, debitor solvendo esse desierit, magis periculum ad mulierem pertinere placet : nec enim videri maritum nomen secutum eo tempore, quo exigere non potuerit. Quòd si jam tunc debitor, cùm sub conditione promitteret, solvendo non fuerit, periculum viri esse, quòd sciens tale nomen secutus videretur, quale initio obligationis fuerit. (*Leg.* 41, § 3, *ff. de Jure dotium.*)

Si le débiteur d'une femme s'engage sous condition à fournir sa dot, et qu'ensuite il devienne insolvable avant que le mari ait pu exiger la dot de lui, il est plus juste de décider que cette perte doit regarder la femme; parce que le mari n'est point censé avoir pris pour comptant cette créance avant qu'elle fût exigible. Si le débiteur était déjà insolvable dans le temps où il s'est engagé sous condition à fournir la dot, cette perte regarde le mari, qui s'est contenté, en connaissance de cause, de la créance telle qu'elle était au temps de l'obligation.

ARTICLE 1568.

Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit, et non les fruits échus avant le mariage.

Cùm in fundo mariti habens mulier usumfructum dotis causâ eo marito dedit quamvis ab eâ ususfructus decesserit, maritus tamen non usumfructum habet, sed suo fundo quasi dominus utitur, consecutus per dotem plenam fundi proprietatem, non separatam ab usufructu : nec est, quod non utendo maritus amittat. Divortio autem facto, constituet in eodem fundo usumfructum mulieri.

(*Leg. 78, in principio, ff. de Jure dotium.*)

Si une femme qui avait un droit d'usufruit sur un fonds dont la propriété appartenait à son futur époux, lui a donné ce droit en dot, elle perd par là son droit d'usufruit. Mais cependant ce droit ne passe pas au mari, qui jouit de son fonds, non à titre d'usufruitier, mais à titre de propriétaire ; parce que cette constitution de dot lui a procuré la pleine propriété d'un fonds dont il n'avait que la nue propriété ; en sorte qu'il ne peut point arriver que le mari perde sa jouissance par le non-usage. Le cas de dissolution de mariage arrivant, le mari sera obligé de rétablir sur ce même fonds un usufruit au profit de la femme.

ARTICLE 1569.

Si le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justifiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

Non tantùm dotis nomine maritus in quantum facere possit, condemnatur : sed ex aliis quoque contractibus ab uxore judicio conventus, in quantum facere potest condemnandus est ex divi Pii constitutione. Quòd et in personâ mulieris æquâ lance servari æquitatis suggerit ratio.

(*Leg.* 20, *ff. de Re judicatâ et de Effectu sententiarum.*)

Ce n'est pas seulement en cas de restitution de dot qu'un mari ne peut être condamné que jusqu'à concurrence de ses facultés. La même chose a lieu, d'après une ordonnance de l'empereur Antonin, quand il est actionné par sa femme en vertu de quelque contrat que ce soit. L'équité demande qu'on observe la même égalité quand la femme est actionnée par son mari.

Sicut autem cum marito agitur, ità et cum socero, ut non ultra facultates damnetur. An si cum socero ex promissione dotis agatur, in id quod facere potest, damnandus sit? Quòd et id æquum esse videtur : sed alio jure utimur, ut et Neratius scribit.

(*Leg.* 21, *ff. eod. tit.*)

Ce qu'on a dit du mari doit s'appliquer au beau-père, qui ne peut pas être condamné au-delà de ses facultés. Mais si un gendre actionne son beau-père pour lui faire payer une dot qu'il lui a promise, dira-t-on que le beau-père ne doit être condamné que jusqu'à concurrence de ses facultés? L'équité paraît le demander, mais on juge le contraire, comme l'écrit Nératius.

ARTICLE 1570.

Si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution, etc., etc.

Si inter virum et uxorem convenit, ut extremi anni matrimonii fructus nondùm percepti mulieris lucro fiant, hujus modi pactum valet.

(*Leg.* 31, *ff. de Pactis dotalibus.*)

Si le mari et la femme conviennent ensemble que les fruits de la dernière année du mariage, et qui n'auront pas alors encore été perçus, le seront au profit de la femme, la convention est valable.

Item si messes ejus anni quo divortium factum est, colonum ex formâ locationis sequantur, ante vindemiam soluto matrimonio nihilominùs pecunia messium in computationem cum spe futuræ vindemiæ veniet.

(*Leg. 7, § 3, ff. de Soluto matrimonio.*)

De même, si la récolte de l'année où la dissolution arrive appartient au fermier, en vertu du contrat de location, et que le mariage vienne à se dissoudre avant la récolte ou la vendange, les loyers de l'année entière, eu égard à l'espérance de la prochaine récolte, doivent faire la matière du partage.

Ob donationes, item ob res remotas, ex his fructibus, qui post divortium percepti sunt, compensationes fieri possunt.

(*Leg. eâd., § 5.*)

Le mari peut retenir sur les fruits perçus après la dissolution, par forme de compensation, ce qui lui est dû par la femme relativement aux choses qu'il lui a données, ou à celles qu'elle aurait détournées pendant le mariage.

ARTICLE 1571.

A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année.

L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

Ante matrimonium quoque fructus percepti, dotis fiunt, et cum eâ restituuntur.

Les fruits perçus, avant le mariage, d'un fonds dotal font partie de la dot et doivent être rendus avec elle.

Si dos prælegata fuerit, ante nuptias percepti fructus in causâ legati veniunt.

(*Leg. 38, § 12 et 16, ff. de Usuris et fructibus.*)

Si le mari lègue à la femme la dot qu'il a reçue d'elle, les fruits perçus avant le mariage font partie du legs.

Si ante nuptias fundus traditus est, ex die nuptiarum ad eumdem diem sequentis anni computandus annus est....

(*Leg.* 9, *ff. de Soluto matrimonio.*)

Si le fonds a été remis au mari avant le mariage, il faut compter l'année à partir du jour du mariage jusqu'au pareil jour de l'année suivante.

ARTICLE 1573.

Si le mari était déjà insolvable et n'avait ni art ni profession lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci ne sera tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre celle de son mari, pour s'en faire rembourser.

Mais si le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage, — ou s'il avait un métier ou une profession qui lui tenait lieu de bien, — la perte de la dot tombe uniquement sur la femme.

Item si de dote in judicio mulier agat, placet eatenùs maritum condemnari debere, quatenùs facere possit : id est, quatenùs facultates ejus patiuntur. Itaque, si dotis quantitati concurrant facultates ejus, in solidum damnatur : si minùs, in tantum quantum facere potest.

(*Institut., lib. IV, tit VI,* § 37, *de Actionibus.*)

Si la femme intente l'action de la dot, le mari ne doit être condamné que *quatenùs facere potest*, selon que ses facultés le permettent. C'est pourquoi si ses facultés sont suffisantes pour rapporter le paiement entier de la dot, il doit être condamné à la rendre en entier ; sinon, il ne doit être condamné qu'en ce qu'il peut faire...

Voyez la loi 12, *ff. Soluto matrimonio*, et la loi 20, *ff. de Re judicatâ.*

TITRE VI.

De la Vente.

CHAPITRE PREMIER

De la Nature et de la Forme de la Vente.

ARTICLE 1582.

La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer.

Elle peut être faite par acte authentique, ou sous seing privé.

ARTICLE 1583.

Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur, à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

Emptio et venditio contrahitur, simul atque de pretio convenerit, quamvis nondùm pretium numeratum sit, ac ne arrha quidem data fuerit: nam quod arrhæ nomine datur, argumentum est emptionis et venditionis contractæ. Sed hoc quidem de emptionibus et venditionibus quæ sine scripturâ consistunt, obtinere oportet. Nam nihil à nobis in hujus modi emptionibus et venditionibus innovatum est. In iis autem quæ scripturâ conficiuntur, non aliter perfectam esse venditionem et emptionem constituimus, nisi et instrumenta emptionis et venditionis conscripta, vel subscriptione contrahentium, vel, si per tabellionem fiant, subscriptione tabellionis et aliorum solemniter adhibitorum testium roborata, fuerint.

Le contrat d'achat et de vente est parfait, dès que les parties sont convenues du prix de la chose vendue, quoiqu'il n'ait pas encore été payé, ni même d'arrhes données; car les arrhes qui se donnent ne servent qu'à prouver que le contrat d'achat et de vente est consommé. Ce qui n'a pas néanmoins lieu pour les achats et ventes qui se font par écrit. Dans les autres qui se font à l'ordinaire, nous n'avons rien changé à l'ancien droit: nous avons seulement ordonné qu'à l'égard des ventes qui se feraient par écrit, elles ne se-

trumenta emptionis fuerint conscripta, vel manu propriâ contrahentium, vel ab alio quidem scripta, à contrahentibus autem subscripta. Et si per tabellionem fiunt, nisi et completiones acceperint, et fuerint partibus absoluta. Donec enim aliquid deest ex his; et pœnitentiæ locus est, et potest emptor vel venditor sine pœnâ recedere ab emptione et venditione. Ità tamen impunè eis recedere concedimus, nisi jam arrharum nomine aliquid fuerit datum. Hoc enim subsecuto, sive in scriptis, sive sine scriptis, venditio celebrata est: is, qui recusat adimplere contractum, si quidem est emptor, perdit quod dedit; si verò venditor, duplum restituere compellitur, licèt super arrhis nihil expressum sit. Pretium autem constitui oportet. Nam nulla emptio sine pretio esse potest.

(*Institut., lib. III, tit. XXIV, in principio, de Emptione et venditione.*)

raient point parfaites, à moins qu'elles ne fussent rédigées par écrit de la main des contractans ou de celle d'un autre et qu'elles ne fussent signées du vendeur et de l'acheteur et que, si elles se passent devant notaires, elles ne soient pas parfaites, avant que l'acte ait été revêtu de toutes ses formalités; car, tant qu'il y manque quelque chose, les parties peuvent s'en départir impunément; à moins que sur le seul projet de passer le contrat, il n'y ait eu des arrhes données par l'une des parties, auquel cas, soit que le contrat se doive passer par écrit, ou par l'ordinaire sans écrit, celui qui refuse d'accomplir le projet et de passer le contrat, si c'est l'acheteur, il perd les arrhes qu'il a données, et si c'est le vendeur, il est tenu de rendre à l'acheteur le double des arrhes qu'il a reçues de lui, quoique les parties n'aient rien réglé à cet égard. Mais il faut que le prix de la chose vendue soit convenu entre les parties; car il n'y a point d'achat et de vente, que le prix de la chose ne soit arrêté.

Consensu fiunt obligationes in emptionibus, venditionibus (locationibus, conductionibus, societatibus, mandatis).

(*Intitut., de Obligationibus ex consensu, et leg. 2, ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

Les obligations se forment par le consentement, dans l'achat, la vente (le louage, la société, le mandat).

NOTA. Voyez le paragr. 1 du même tit. *de Emptione et vendi-*
ione, Institut., et la loi 2, § 1, *ff. de Contrahendâ emptione.*

ARTICLE 1584.

La vente peut être faite purement et simplement, ou ous une condition, soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses lternatives.

Dans tous ces cas, son effet est réglé par les principes énéraux des conventions.

Ab emptione, venditione, ocatione, conductione, cæteisque similibus obligationius, quin integris omnibus onsensu eorum qui inter se bligati sint, recedi possit, ubium non est.

(*Leg.* 58, *ff. de Pactis.*)

Il n'est point douteux qu'on ne puisse, du consentement des contractans, les choses étant entières, se départir d'une vente, d'un louage, ou d'autres obligations semblables.

Emptio tàm sub conditione uàm purè contrahi potest. ub conditione veluti, si Stihus, intra certum diem tibi lacuerit, erit tibi emptus aueis tot.

Institut., lib. III, tit. XXIV, § 4, de Emptione et venditione.)

La vente peut se faire, ou purement, ou sous condition; sous condition par exemple, je vous vends Stichus tant d'écus d'or, s'il vous accommode dans un certain temps.

ARTICLE 1585.

Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte, ou à la mesure, la vente n'est oint parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux isques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, compées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou a délivrance ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en as d'inexécution de l'engagement.

ARTICLE 1586.

Si au contraire les marchandises ont été vendues e
bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandis
n'aient pas encore été pesées, comptées ou mesurées.

Res in aversione empta, si non dolo venditoris factum sit, ad periculum emptoris pertinebit : etiam si res adsignata non sit.

(*Leg.* 62, § 2, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Lorsqu'une chose est ve
due en gros ou en bloc, l'a
cheteur en court les risque
même avant que la délivran
de la chose lui ait été faite
pourvu qu'il n'y ait pas d
mauvaise foi de la part de ve
deur.

In his quæ pondere, numero, mensurâve constant (veluti frumento, vino, oleo, argento), modò ea servantur, quæ in cæteris, ut simul atque de pretio convenerit, videatur perfecta venditio : modò ut etiam si de pretio convenerit, non tamen aliter videatur perfecta venditio, quàm si admensa, adpensa, adnumeratave sint. Nam si omne vinum, vel oleum, vel frumentum, vel argentum, quantumcunque esset, uno pretio venierit, idem juris est quod in cæteris rebus...

(*Leg.* 35, § 5, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

A l'égard des choses qui
comptent, se pèsent et
mesurent, comme le blé,
vin, l'huile, l'argenterie,
est vrai de dire que la ven
est parfaite, ainsi que par ra
port à toute autre chose, lor
que les parties sont convenu
du prix; il faut cependant
outre que ces choses aient é
mesurées, pesées ou com
tées : car si on avait vendu
gros tout le vin, toute l'huil
tout le blé, toute l'argente
qui se trouverait, moyenna
un prix déterminé, on obse
verait alors les mêmes règl
que dans les autres matièr
qui peuvent faire l'objet d'u
vente...

ARTICLE 1587.

A l'égard du vin, de l'huile et des autres choses q
l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat,
n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a poi
goûtées et agréées.

Si aversione vinum venit, Si le vin est vendu en gro

custodia tantùm præstanda est : ex hoc apparet, si non ità vinum venit, ut degustaretur, neque acorem, neque mucoremvenditorempræstare debere, sed omne periculum ad emptorem pertinere. Difficile autem est, ut quisquam sic emat, ut ne degustet...

(*Leg.* 4, § 1, *ff. de Periculo et Commodo rei venditæ.*)

le vendeur n'est obligé à autre chose qu'à le garder; d'où il s'ensuit que, si le vin n'a point été vendu sous la condition d'être goûté, le vendeur n'est pas garant de l'aigreur, ou de la moisissure qu'il a contractée, et qu'en ce cas ces pertes sont aux risques de l'acheteur. Il arrive cependant rarement qu'on achète du vin sans le goûter.

ARTICLE 1588.

La vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

Si res ità distracta sit, ut si displicuisset, inempta esset, constat non esse sub conditione distractam, sed resolvi emptionem sub conditione.

(*Leg.* 3, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Si une vente est faite sous la clause que, si la chose ne plaît point, la vente sera nulle, il est certain que la vente n'est pas conditionnelle, mais que cette condition ne tombe que sur la résolution de la vente.

ARTICLE 1589.

La promesse de vente vaut vente, lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix.

Stipulationum quædam certæ sunt, quædam incertæ.

Parmi les stipulations, quelques-unes sont déterminées, et les autres indéterminées.

Certum est quod ex ipsâ pronuntiatione apparet quid, quale, quantumque sit : ut ecce aurei decem, fundus Tusculanus, homo Stichus, tritici Africi optimi modii cen-

C'est une chose déterminée, lorsque la seule énonciation montre ce que c'est, sa nature, sa quantité, comme dix pièces d'or, le fonds de terre de Tusculum, un homme

tum, vini Campani optimi amphoræ centum.
(*Leg. 74, et § 1, ff. de Verborum obligationibus.*)

Stichus, cent mesures du meilleur froment d'Afrique, cent amphores du meilleur vin de Campanie.

Ubi autem non apparet, quid, quale quantumque est in stipulatione, incertam esse stipulationem dicendum est.
(*Leg. 75, in principio, ff. eod. tit.*)

Mais quand il ne paraît pas quelle chose on a stipulé, quelle est sa qualité, sa quantité, il faut dire que cette stipulation est indéterminée.

ARTICLE 1590.

Si la promesse de vente a été faite avec des arrhes, chacun des contractans est maître de s'en départir, — celui qui les a données, en les perdant, et celui qui les a reçues, en restituant le double.

Quòd sæpè arrhæ nomine pro emptione datur, non eo pertinet, quasi sine arrhâ conventio nihil proficiat : sed ut evidentiùs probari possit convenisse de pretio.
(*Leg. 35, ff. de Contrahendâ emptione.*)

Quoiqu'il arrive souvent dans les marchés que l'acheteur donne des arrhes, il ne s'ensuit pas que la convention soit nulle, lorsqu'on n'en a pas donné. Les arrhes servent simplement à prouver avec évidence que l'on est convenu du prix.

Nota. Voyez la disposition du titre XXIV du livre III des Institutes, appliquée sur l'art. 1583 *suprà*.

ARTICLE 1591.

Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

Pretium constitui oportet, nam nulla emptio sine pretio esse potest, et certo.
(*Institut., lib. III, tit. XXIV, de Emptione et venditione.*)

On doit fixer un prix pour la vente, et qui soit déterminé, car il ne peut point y avoir de vente ou d'achat sans prix.

Illud constat imperfectum esse negotium, cùm emere volenti sic venditor dicit : Quanti velis, quanti æquum putaveris, quanti æstimaveris, habebis emptum.

(*Leg.* 35, § 1, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Un marché est imparfait, lorsque le vendeur dit à l'acheteur : Le prix sera celui que vous donnerez, que vous trouverez équitable, enfin celui que vous estimerez devoir être donné.

ARTICLE 1592.

Il peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers : si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente.

Generaliter probandum est, ubicunque in bonæ fidei judiciis confertur in arbitrium domini vel procuratoris ejus conditio, pro boni viri arbitrio hoc habendum esse.

(*Leg.* 22, § 1, *ff. de Div. reg. jur.*)

C'est un principe général que, dans toutes les conventions de bonne foi, où l'on fait dépendre une condition de l'arbitrage d'un tiers, celui auquel on s'en rapporte doit régler les choses avec équité et modération.

CHAPITRE II.

Qui peut acheter ou vendre.

ARTICLE 1594.

Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas peuvent acheter ou vendre.

Si sciens emam ab eo cui bonis interdictum sit, vel cui tempus ad deliberandum de hæreditate ità datum sit, ut ei deminuendi potestas non sit, dominus non ero. Dissimiliter, atque si à debitore

Si j'achète de quelqu'un que je sais être interdit, ou d'un héritier que je sais avoir le temps de délibérer, sous la condition de ne diminuer en rien la succession, je n'acquiers point la propriété de la

sciens creditorem fraudari emero.

(*Leg.* 26, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

chose vendue. Il en serait autrement, si j'achetais d'un débiteur que je saurais aliéner en fraude de ses créanciers.

ARTICLE 1595.

Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux que dans les trois cas suivans :

1° Celui où l'un des deux époux cède des biens à l'autre, séparé judiciairement d'avec lui, en paiement de ses droits ;

2° Celui où la cession que le mari fait à sa femme même non séparée a une cause légitime, telle que le remploi de ses immeubles aliénés, ou de deniers à elle appartenant, si ces immeubles ou deniers ne tombent pas en communauté ;

3° Celui où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot, et lorsqu'il y a exclusion de communauté ;

Sauf, dans ces trois cas, les droits des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect.

Vir uxori, donationis causâ, rem viliori pretio addixerat, et in id pretium creditori suo delegaverat? Respondit (Africanus) venditionem nullius momenti esse : et si creditor pecuniam à muliere peteret, exceptionem utilem fore : quamvis creditor existimaverit mulierem debitricem mariti fuisse...

(*Leg.* 17, *in principio, ff. ad Senatusconsul um Velleianum*)

Un mari, voulant faire donation à sa femme, lui vendit une chose à vil prix, et la délégua à un de ses créanciers pour qu'elle lui donnât en paiement le prix qu'elle devait. Africanus a répondu que la vente était nulle; en sorte que, si le créancier du mari actionnait la femme pour en être payé, elle pourrait lui opposer l'exception du sénatus-consulte, quand même le créancier aurait cru que cette femme était débitrice de son mari...

ARTICLE 1596.

Ne pourront se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées,

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, de ceux des communes ou des établissemens publics confiés à leurs soins;

Les officiers publics, des biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère.

Non licet ex officio quod administrat quis emere quid vel per se, vel per aliam personam: alioquin non tantùm rem amittit, sed et in quadruplum convenitur secundum constitutionem Severi et Antonini: et hoc ad procuratorem quoque Cæsaris pertinet. Sed hoc ità se habet, nisi specialiter quibusdam hoc concessum est.

(*Leg. 46, ff. de Contrahendâ emptione.*)

Un officier public, chargé de l'administration de certaines choses, ne peut rien acheter de ce qui fait l'objet de l'administration, ni par lui-même, ni par autre personne. S'il contrevient à cette disposition, non-seulement il perd la chose qu'il a achetée, mais il est en outre condamné au quadruple, suivant une constitution des empereurs Sévère et Antonin. Cette décision doit s'étendre au procureur chargé de l'administration des affaires du prince; mais elle souffre une exception à l'égard des officiers qui ont obtenu une permission expresse d'acheter des choses qui dépendent de leur administration.

Tutor rem pupilli emere non potest; idemque porrigendum est ad similia, id est,

Le tuteur ne peut point acheter un bien, ou un effet appartenant à son pupille. Cette

ad curatores, procuratores, et qui negotia aliena gerunt.

(*Leg.* 34, § 7, *ff. eod. tit.*)

décision doit être étendue aux cas semblables, c'est-à-dire aux curateurs, procureurs, et à ceux qui gèrent les affaires d'autrui.

Si tutor per interpositam personam rem pupilli emerit, in eâ causâ est, ut emptio nullius momenti sit, quia non bonâ fide videtur rem gessisse.

(*Leg.* 5, § 3, *ff. de Auctoritate et Consensu tutorum et curatorum.*)

Si un tuteur a acheté, par personne interposée, le bien de son pupille, l'achat (la vente) est nul, parce qu'il ne paraît pas avoir agi de bonne foi.

CHAPITRE III.

Des Choses qui peuvent être vendues.

ARTICLE 1598.

Tout ce qui est dans le commerce, peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

Omnium rerum quas quis habere vel possidere, vel persequi potest, venditio rectè fit : quas verò natura, vel gentium jus, vel mores civitatis commercio exuerunt, earum nulla venditio est.

(*Leg.* 34, § 1, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

On peut vendre toutes les choses dont on a la propriété ou la possession, ou sur lesquelles on a un droit de poursuite; mais, lorsque le droit naturel, le droit des gens ou le droit civil, ont mis une chose hors de commerce, la vente qu'on en ferait serait nulle.

Loca sacra vel religiosa, item publica (veluti forum, basilicam) frustrà quis sciens emit. Quæ tamen si pro profanis vel privatis deceptus à

Celui qui sait que des lieux sont sacrés ou religieux, ou publics, et s'en rend acquéreur, les achète inutilement. Toutefois, celui qui les aurait ache-

venditore quis emerit, habebit actionem ex empto, quod non habere ei liceat, ut consequatur, quod suâ interest eum deceptum non esse. Idem juris est, si hominem liberum pro servo emerit.

(*Institut., lib. III, tit. XXIV, § 5, de Emptione et venditione.*)

tés de bonne-foi, croyant qu'ils étaient ou profanes, ou appartenant à des particuliers, et qui en cela aurait été trompé par le vendeur, pourrait intenter l'action d'achat contre lui, en ce qu'il ne lui serait pas permis d'en avoir la jouissance, et ce, pour se faire dédommager du tort que sa mauvaise foi lui cause. Il en faut dire autant du cas où il aurait acheté un homme libre pour un esclave.

ARTICLE 1599.

La vente de la chose d'autrui est nulle : elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui.

Rem alienam distrahere quem posse, nulla dubitatio est : nam emptio est et venditio, sed res emptori auferri potest.

(*Leg. 28, ff. de Contrahendâ emptione.*)

Il n'y a point de doute qu'on peut vendre une chose appartenante à autrui; car il y a en ce cas une véritable vente; mais l'acheteur peut en être évincé.

Qui à quolibet rem emit quam putat ipsius esse, bonâ fide emit. At qui sine tutoris auctoritate à pupillo emit, vel falso tutore auctore, quem scit tutorem non esse, non videtur bonâ fide emere, ut et Sabinus scripsit.

(*Leg. 27, ff. eod. tit.*)

Celui qui achète une chose d'un autre qu'il en croit le propriétaire, est acheteur de bonne foi. Celui qui achète d'un pupille non autorisé de son tuteur, ou assisté d'un faux tuteur, qu'il sait véritablement n'être pas le tuteur, n'est pas acheteur de bonne foi, comme l'a décidé Sabin.

ARTICLE 1600.

. On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

Si hæreditas venierit ejus qui vivit, aut nullus sit, nihil esse acti : quia in rerum naturâ non sit quod venierit.
(*Leg.* 1, *ff. de Hæreditate vel actione venditâ.*)

Si on vend l'hérédité d'une personne vivante, il n'y a point de vente; parce que la chose vendue n'était point dans le commerce.

ARTICLE 1601.

Si au moment de la vente la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation (1).

Et si consensum fuerit in corpus, id tamen, in rerum naturâ ante venditionem esse desierit, nulla emptio est.
(*Leg.* 15, *in principio, ff. de Contrahendâ emptione.*)

Si les parties ont été d'accord sur le corps qui devait être l'objet de la vente, et que cependant ce corps cesse d'exister avant qu'elle soit parfaite, la vente est nulle.

Sin autem venditor quidem sciebat domum esse exustam, emptor autem ignorabat, nullam venditionem stare, si tota domus ante venditionem exusta sit. Si verò quantacunque pars ædificii remaneat, et stare venditionem, et ven-

Mais si le vendeur sait que la maison qu'il vend est brûlée, et que l'acheteur l'ignore, la vente est nulle, si toute la maison était brûlée avant que la vente fût parfaite. S'il reste une portion de la maison, la vente est valable, et le ven-

(1) La ventilation est l'estimation de chaque partie d'un tout.

ditorem emptori quod interest restituere.

(*Leg.* 57, § 1, *ff. eod. tit.*)

deur doit être condamné à indemniser l'acheteur.

Simili quoque modo ex diverso tractari oportet, ubi emptor quidem sciebat, venditor autem ignorabat; et hic enim oportet, et venditionem stare, et omne pretium ab emptore venditori, si non depensum est, solvi : vel si solutum sit, non repeti.

(*Leg. eâd.*, § 2.)

On pourrait demander une décision pour le cas contraire, c'est-à-dire, pour celui où l'acheteur aurait eu connaissance de l'incendie que le vendeur aurait ignoré. On doit décider en ce cas que la vente est valable, que l'acheteur doit payer le prix entier au vendeur s'il ne l'a pas encore fait, et qu'il ne sera point admis à se le faire rendre.

Quòd si uterque sciebat et emptor et venditor domum esse exustam totam, vel ex parte, nihil actum fuisse, dolo inter utramque partem compensando : et judicio, quod ex bonâ fide descendit, dolo ex utrâque parte veniente, stare non concedente.

(*Leg. eâd.* 57, § 3.)

Si le vendeur et l'acheteur savaient tous deux que la maison était brûlée en tout ou en partie, la vente est nulle, et la mauvaise foi se compense entre les deux parties; parce que les obligations dont la bonne foi doit faire le fondement, ne peuvent subsister lorsqu'il y a mauvaise foi des deux contractans.

CHAPITRE IV.

Des Obligations du Vendeur.

ARTICLE 1602.

Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

In obscuris inspici solet,

Les clauses qui sont ambi-

quod verisimilius est, aut quod plerumquè fieri solet.
(*Leg.* 114, *ff. de Reg. jur.*)

guës doivent s'interpréter par ce qui est le plus vraisemblable, ou d'après ce qui arrive le plus communément.

In ambiguis orationibus maximè sententia spectanda est ejus qui eas protulisset.
(*Leg.* 96, *ff. eod. tit.*)

Dans les actes où il se trouve des clauses ambiguës, il faut sur toutes choses examiner l'intention des parties contractantes.

Labeo scribit obscuritatem pacti nocere potiùs debere venditori, qui id dixerit, quàm emptori, quia potuit re integrâ apertiùs dicere.
(*Leg.* 21, *ff. de Contrahendâ emptione*, et *leg.* 39, *ff. de Pactis.*)

Labéon a écrit que l'obscurité du traité devait plutôt nuire au vendeur, qui a fait la convention, qu'à l'acheteur, qui aurait pu s'exprimer plus ouvertement si les conditions lui eussent été entièrement connues.

ARTICLE 1603.

Le vendeur a deux obligations principales, celle de délivrer, et celle de garantir la chose qu'il vend.

ARTICLE 1604.

La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

Alienatio cùm fit, cum suâ causâ dominium ad alium transferimus, quæ esset futura, si apud nos ea res mansisset : idque toto jure civili ità se habet, præterquàm si aliquid nominatim sit constitutum.
(*Leg.* 67, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Lorsqu'une chose est aliénée, elle passe au nouvel acquéreur avec sa cause, c'est-à-dire en l'état où elle aurait été chez celui qui l'a aliénée, si elle était restée entre ses mains. Ce principe est général pour toutes les matières du droit civil, à moins qu'il n'y ait quelque exception expresse.

Prætereà quod pondere, aut numero, aut mensurâ continetur, ibi dari debet, ubi petitur : nisi adjectum fuerit, *centum modios ex illo horreo, aut vini amphoras ex illo dolio.* Si autem per in rem actionem legatum petetur, etiam ibi peti debet, ubi res est. Et si mobilis sit res, ad exhibendum agi cum hærede poterit, ut exhibeat rem : sic enim vindicari à legatario poterit.

(*Leg.* 38, *in medio*, *ff. de Judiciis et ubi quisque agere vel conveniri debeat.*)

Les quantités qui se comptent, se pèsent ou se mesurent, doivent être livrées dans l'endroit où elles sont demandées, à moins qu'on n'ait exprimé spécialement *cent mesures de bled de tel grenier, tant de bouteilles de vin de tel tonneau.* Mais, lorsqu'on intente une action réelle pour obtenir un legs, la demande elle-même doit être formée dans le lieu de la situation du legs. S'il consiste dans une chose mobilière, on aura une action contre l'héritier pour l'obliger à la représenter, afin que le légataire soit ensuite en état de la révendiquer.

ARTICLE 1605.

L'obligation de délivrer les immeubles est remplie de la part du vendeur lorsqu'il a remis les clefs, s'il s'agit d'un bâtiment, ou lorsqu'il a remis les titres de proprieté.

Simul atque claves horrei tradiderit, transfert proprietatem mercium ad emptorem.

(*Leg.* 9, *ff. de Acquirendo rerum dominio.*)

Aussitôt que le vendeur a remis les clefs du grenier à l'acheteur, il lui a transféré la propriété des marchandises y contenues.

ARTICLE 1606.

La délivrance des effets mobiliers s'opère,

Ou par la tradition réelle,

Ou par la remise des clefs des bâtimens qui les contiennent,

Ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou

si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

Clavibus traditis, ità mercium in horreis conditarum possessio tradita videtur, si claves apud horrea traditæ sint : quo facto confestìm emptor dominium, et possessionem adipiscitur, et si non aperuerit horrea : quòd si venditoris merces non fuerunt, usucapio confestim incohabitur.

(*Leg.* 74, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Lorsqu'on donne les clefs d'un grenier où sont renfermées des marchandises, on est censé faire la délivrance de ces marchandises, pourvu que les clefs aient été données sur le lieu : l'acheteur en acquiert aussitôt la propriété et le domaine, sans avoir même ouvert la porte du grenier; et la prescription commence à courir dès ce moment, si les marchandises renfermées dans le grenier n'appartenaient point au vendeur.

ARTICLE 1609.

La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

Nota. Cet article est une imitation du texte qui suit :

Sed si id petatur, quod pondere, numero, mensurâ continetur : si quidem certum corpus legatum est (veluti frumentum ex illo horreo, vel vinum ex apothecâ illâ), ibi præstabitur, ubi relictum est : nisi alia mens fuit testantis. Sin verò non fuit certa species, ibi erit præstandum, ubi petitur.

(*Leg.* 47, § 1, *ff. de Legatis*, 1°.)

Si le légataire demande la délivrance d'un legs qui a pour objet des quantités qui se comptent, se pèsent ou se mesurent; si même on lui a laissé ces quantités ramassées, ou un certain corps, par exemple, le blé renfermé dans tel grenier, le vin contenu dans tel tonneau, alors le legs doit être fourni dans l'endroit où il a été laissé; à moins que l'intention du testateur n'ait été différente.

Mais, si ces quantités ne sont pas réunies dans une même espèce, dans un même corps, elles doivent être fournies dans l'endroit où est formée la demande du legs.

ARTICLE 1610.

Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente, ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

ARTICLE 1611.

Dans tous les cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur du défaut de délivrance au terme convenu.

Si res vendita non tradatur, in id quod interest, agitur : hoc est, rem habere interest emptoris. Hoc autem interdùm pretium egreditur, si pluris interest, quàm res valet, vel empta est.

(*Leg.* 1, *in principio*, , *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

Si le vendeur refuse de faire la délivrance de la chose, l'acheteur a action contre lui pour se faire payer de l'intérêt qu'il avait qu'elle lui fût livrée. Et cet intérêt peut quelquefois en excéder la valeur réelle, si celui qu'a l'acheteur surpasse la valeur ou le prix qu'il a donné de la chose.

Cùm per venditorem steterit quominùs rem tradat, omnis utilitas emptoris in æstimationem venit, quæ modò circa ipsam rem consistit : neque enim, si potuit ex vino, putà, negotiari, et lucrum facere : id æstimandum est,

Lorsque le vendeur refuse de faire la délivrance de la chose, il doit être condamné envers l'acheteur à lui tenir compte de tout ce dont ce refus le prive; pourvu qu'on n'entende ceci que de l'intérêt qu'a l'acheteur relativement à

non magis quàm si triticum emerit, et ob eam rem quod non sit traditum, familia ejus fame laboraverit : nam pretium tritici, non servorum fame necatorum consequitur.
(*Leg.* 21, § 3, *ff. eod. tit.*)

la chose vendue : car on ne fera point attention, par exemple, au gain qu'il aurait pu faire avec le vin qu'il a acheté, s'il en eût fait un commerce. De même que, si un homme achète du blé, et que, par le défaut de délivrance de ce blé, ses esclaves soient morts de faim, il ne pourra redemander que la valeur du blé, et non pas celle des esclaves morts à cette occasion.

ARTICLE 1612.

Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose si l'acheteur n'en paie pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

Qui fundum eâ lege emerat, ut solutâ pecuniâ traderetur ei possessio : duobus hæredibus relictis decessit. Si unus omnem pecuniam solverit, partem familiæ erciscundæ judicio servabit. Nec si partem solvat, ex empto cum venditore aget : quoniàm ità contractum æs alienum dividi non potuit.
(*Leg.* 78, § 2, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Un particulier a acheté un fonds sous la condition qu'il lui serait livré lorsqu'il en aurait payé le prix. Ce particulier est mort, laissant deux héritiers. Si l'un de ces deux héritiers paye le prix en entier, il pourra s'en faire rendre moitié par son cohéritier, lorsqu'il y aura lieu entre eux au partage de la succession. Mais s'il n'offrait de payer que sa part, il n'aurait point d'action contre le vendeur pour se faire livrer la chose; parce qu'on ne peut pas forcer un créancier à recevoir par partie ce qui lui est dû.

ARTICLE 1613.

Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand

même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite ou en état de déconfiture, en sorte que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix ; à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

Quod vendidi, non aliter fit accipientis, quàm si aut pretium nobis solutum sit, aut satis eo nomine factum, vel etiam fidem habuerimus emptori sine ullâ satisfactione.
(*Leg.* 19, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

La propriété de la chose vendue ne passe à l'acheteur qu'autant qu'il en a payé le prix, ou qu'il a satisfait le vendeur de toute autre manière, ou si le vendeur, sans rien exiger de lui, s'en est rapporté à la promesse que lui a faite l'acheteur de le payer.

ARTICLE 1614.

La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Depuis ce jour, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

ARTICLE 1615.

L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

Voyez la 1re disposition sur l'article 1604 (*alienatio cùm fit...*), qui est applicable ici.

Quidquid venditor accessurum dixerit, id integrum ac sanum tradi oportet : veluti si fundo dolia accessura dixisset, non quassa, sed integra dare debet.
(*Leg.* 27, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

Tout ce que le vendeur a déclaré devoir faire l'accessoire de la vente doit être fourni en bon état. Par exemple, s'il s'agit de tonneaux qui font partie de la vente d'un fonds, on doit les fournir sains et entiers, et non brisés ou rompus.

ARTICLE 1616.

Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

ARTICLE 1617.

Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat.

Et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

Si in emptione modus dictus est, et non præstatur, ex empto est actio.

(*Leg. 2, ff. de Actionibus empti et venditi.*)

Si on a déclaré dans la vente la mesure d'un terrain vendu, l'acheteur aura action si on ne lui fournit pas cette mesure.

Qui fundum vendebat, in lege ità dixerat: « Ut emptor in diebus triginta proximis fundum metiretur, et de modo renuntiaret : et si ante eam diem non renuntiâsset, ut venditoris fides soluta esset. » Emptor intra diem mensuræ, quo minorem modum esse credidit, renuntiavit et pecuniam pro eo accepit, posteà eum fundum vindidit : et cùm ipse emptori suo admetiretur, multò minorem modum agri, quàm putaverat invenit. Quærebat, an id quod minoris esset, consequi à suo venditore posset? Respondit (Paulus) in-

Un particulier en vendant son fonds a inséré cette clause dans le contrat : « Que l'acheteur ferait mesurer le fonds dans le mois, et qu'il rapporterait, dans ce délai, l'arpentage du fonds; que s'il ne le rapportait pas dans ce temps, le vendeur retirerait sa parole. » L'acheteur a rapporté dans le délai fixé la mesure du fonds, qui se trouvait avoir moins d'étendue qu'il n'avait pensé, à raison de quoi le vendeur lui a rendu une portion du prix. Peu de temps après cet acheteur a vendu ce même fonds; et, comme il le faisait

teresse, quemadmodùm, lex diceretur. Nam si ità dictum esset, ut emptor diebus triginta proximis fundum metiatur, et domino renuntiet, quantò modus agri minor sit : quo post diem trigesimum renuntiâsset, nihil ei profuturum; sed si ità pactum esset, ut emptor in diebus proximis fundum metiatur et de modo agri renuntiet : et si in diebus triginta renuntiâsset, minorem modum agri esse, quamvis multis post annis, posse eum quo minor is modus agri fuisset, repetere.

(*Leg.* 40, *in principio, ff. de Contrahendâ emptione.*)

mesurer pour le livrer à son acquéreur, il a trouvé qu'il était encore moins grand qu'il n'avait cru. On a demandé s'il pourrait se faire rendre par son vendeur le prix de ce qui se trouvait de moins dans le fonds. Paul a répondu qu'il fallait bien examiner quelle avait été la clause du contrat; car si elle portait que l'acheteur mesurerait le fonds dans le mois et rapporterait dans le même délai l'état de ce qui se trouverait de moins dans le fonds, il ne pourrait plus agir après ce terme; mais que, si la convention était que l'acheteur mesurerait le fonds dans le mois, et ferait dans le même délai son rapport simplement de la mesure du fonds, l'acheteur ayant fait dans le temps marqué son rapport, qui contenait que le fonds était moins considérable que les parties n'avaient pensé, il pourrait, même après plusieurs années, demander contre son vendeur qu'il lui tînt compte de ce qui s'était trouvé de moins dans la mesure.

ARTICLE 1618.

Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix, ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée.

Qui agrum vendebat, dixit fundi jugera decem et octo esse : et quod ejus admensum erit, ad singula jugera certum pretium stipulatus erat. Viginti inventa sunt. Pro viginti debere pecuniam, respondit.

(*Leg. eâd.* 40, § 2.)

Le vendeur a déclaré que le terrain qu'il vendait était de dix-huit arpens, et a stipulé un certain prix pour chaque arpent qui se trouverait en mesurant le fonds. On a trouvé vingt arpens. Le même jurisconsulte a répondu que le paiement devait se faire à raison de vingt arpens.

ARTICLE 1619.

Dans tous les autres cas,

Soit que la vente soit faite d'un corps certain et limité,

Soit qu'elle ait pour objet des fonds distincts et séparés,

Soit qu'elle commence par la mesure ou par la désignation de l'objet vendu suivie de la mesure,

L'expression de cette mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix, en faveur du vendeur, pour l'excédant de mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution du prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

Si Titius fundum in quo nonaginta jugera erant, vendiderit, et in lege emptionis dictum est *in fundo centum esse jugera*, et antequàm modus manifestetur, decem jugera alluvione adcreverint, placet mihi Neratii sententia existimantis, ut, si quidem sciens vendidit, ex empto actio com-

Titius vend un fonds de quatre-vingt-dix arpens, et il marque dans le contrat de vente qu'il en contient cent. Si, avant que le fonds soit mesuré, il augmente de dix arpens par une alluvion, je suis de l'avis de Néra tius, qui pensait que, si le vendeur savait que son fonds n'avait que

petat adversùs eum, quamvìs decem jugera adcreverint : quia dolo fecit, nec dolus purgatur : si verò ignorans vendidit, ex empto actionem non competere.

(*Leg.* 13, § 14, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

quatre-vingt-dix arpens, l'acheteur aura contre lui l'action de la vente, quoique l'alluvion ait depuis ajouté dix arpens; parce qu'il y a eu dans le principe une mauvaise foi de sa part, que n'efface point l'événement qui a suivi; mais s'il a cru que son fonds était de cent arpens, l'acheteur n'aura point contre lui l'action de la vente.

ARTICLE 1620.

Dans le cas où, suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat, ou de fournir le supplément du prix, et ce, avec les intérêts s'il a gardé l'immeuble.

ARTICLE 1621.

Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix, s'il l'a reçu, les frais de ce contrat.

Res bonâ fide vendita, propter minimam causam inempta fieri non debet.

(*Leg.* 54, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Une vente faite de bonne foi ne doit point être cassée sous des prétextes légers.

Littora quæ fundo vendito conjuncta sunt, in modum non computantur : quia nullius sunt, sed jure gentium omnibus vacant : nec viæ publicæ, aut loca religiosa, vel sacra. Itaque, ut proficiant

Les rivages qui bordent le fonds vendu ne sont pas mesurés dans l'arpentage qu'on fait du fonds, parce que ces rivages n'appartiennent à personne, et que, suivant le droit des gens, l'usage en est com-

venditori, caveri solet, ut viæ, item littora et loca publica in modum cedant.

(*Leg.* 51, *ff. eod. tit.*)

mun à tout le monde. Il en est de même des chemins publics, des lieux religieux et sacrés. Ainsi, si le vendeur veut en tirer quelque avantage, on doit convenir expressément que ces terrains seront compris dans la mesure du fonds vendu.

ARTICLE 1624.

La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.*

Cùm autem emptio et venditio contracta sit (quod effici diximus, simul atque de pretio convenerit, cùm sine scripturâ res agitur), periculum rei venditæ statim ad emptorem pertinet, tametsi adhùc ea res emptori trâdita non sit. Itaque si homo mortuus sit, vel aliquâ parte corporis læsus fuerit; aut ædes totæ vel aliquâ ex parte incendio consumptæ fuerint, aut fundus vi fluminis totus vel aliquâ ex parte ablatus sit, sive etiam inundatione aquæ, aut arboribus turbine dejectis, longè minor aut deterior esse cœperit, emptoris damnum est. Cui necesse est, licèt rem non fuerit nactus, pretium solvere. Quidquid enim absque dolo et culpâ venditoris acci-

Dès que la vente est parfaite (ce que nous avons dit arriver aussitôt que les parties sont convenues du prix de la chose, quand la vente est faite sans écrit), la chose vendue, quoique non encore livrée, commence à être aux risques et fortunes de l'acheteur; c'est pourquoi, si un esclave vendu meurt, ou s'il a été blessé, ou si une maison a été brûlée entièrement ou en partie, si par la force des eaux un fonds a été emporté tout entier ou en partie, ou que la valeur en soit diminuée par une inondation, ou par une tempête qui en aurait déraciné les arbres, c'est sur l'acheteur qu'en doit tomber la perte; de sorte qu'il n'est pas moins obligé de payer le prix convenu, quoique la

dit, in eo venditor succurus est.
(*Institut., lib. III, tit. XXIV*, § 3, *de Emptione et venditione.*)

chose ne lui ait pas été livrée ; car le vendeur n'est pas responsable de tout ce qui arrive, lorsqu'il n'y a ni dol ni fraude de sa part.

NOTA. Voyez la loi 31, *ff. de Actionibus empti et venditi.*

ARTICLE 1625.

La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue ; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices redhibitoires.

Sive tota res evincatur, sive pars, habet regressum emptor in venditorem. Sed cùm pars evincatur, si quidem pro indiviso evincatur, regressum habet pro quantitate evictæ partis. Quòd si certus locus sit evictus, non pro indiviso portio fundi, pro bonitate loci erit regressus.
(*Leg.* 1, *ff. de Evictionibus.*)

L'acheteur qui a été évincé de la chose en tout ou en partie, a son recours contre son vendeur. S'il n'en est évincé qu'en partie, ou il est évincé d'une portion indivise dans le fonds, auquel cas il a un recours relativement à la quotité de la portion de laquelle il est évincé ; ou il est évincé d'une portion certaine et déterminée de ce fonds, auquel cas il exercera son recours contre le vendeur, eu égard à la qualité du terrain qui lui a été enlevé.

ARTICLE 1626.

Quoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente.

Venditor, si cùm sciret deberi servitutem celavit, non evadet ex empto actionem.
(*Leg.* 1, § 1, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

Si le vendeur, sachant que le fonds qu'il vendait était soumis à une servitude, l'a célé, il n'échappera pas à l'action résultant de l'achat.

In vendendo fundo quædam, etiam si non condicantur, præstanda sunt : veluti *ne fundus evincatur, aut usus-fructus ejus.* Quædam ità demùm, si dicta sint, veluti viam, iter, actum, aquæductum præstatum iri. Idem et in servitutibus urbanorum prædiorum.
(*Leg.* 66, *in principio, ff. de Contrahendâ emptione.*)

En matière de vente, quoiqu'on n'ait pas exprimé de certaines choses, le vendeur n'est pas moins obligé à les fournir à l'acheteur : il doit, par exemple, lui garantir son indemnité en cas d'éviction de la propriété ou de l'usufruit. Il y a d'autres choses que le vendeur n'est obligé de fournir que lorsqu'il en est expressément convenu : comme la servitude de sentier, de passage, etc., il en est de même des servitudes dues à des maisons.

ARTICLE 1627.

Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit, ou en diminuer l'effet ; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

Pacta conventa, quæ posteà facta detrahunt aliquid emptioni, contineri contractu videntur : quæ verò adjiciunt, credimus hoc non inesse. Quod locum habet in his, quæ adminicula sunt emptionis : *Veluti ne cautio duplæ præstetur* : aut *ut cum fidejussore cautio duplæ præstetur.* Sed quo casu agente emptore non valet pactum,

Lorsqu'après la vente les parties font ensemble des conventions qui tendent à diminuer quelque chose de la vente, ces conventions sont censées faire corps avec le contrat de vente : il n'en serait pas de même si elles tendaient à ajouter quelque chose au contrat. Ceci a lieu à l'égard seulement des clauses acces-

idem vires habebit jure exceptionis, agente venditore. An idem dici possit, aucto posteà vel deminuto pretio, non immeritò quæsitum est : quoniàm emptionis substantia constitit ex pretio. Paulus notat, si omnibus integris manentibus, de augendo, vel deminuendo pretio rursùm convenit, recessum à priore contractu, et nova emptio intercessisse videtur.

(*Leg. 72, ff. de Contrahendâ emptione.*)

soires à la vente ; par exemple, si en faveur de l'acheteur on convient que *la clause du double n'aura pas lieu en cas d'éviction*, ou que *le vendeur donnera un répondant pour l'exécution de cette stipulation.* Mais si l'acheteur ne peut pas faire valoir ces conventions postérieures à la vente en formant une action contre le vendeur, il pourra toujours les opposer au vendeur par forme d'exception, si ce dernier agit contre lui pour l'exécution d'une clause à laquelle la convention postérieure a dérogé. On demande s'il en est de même dans le cas où, par une convention postérieure à la vente, on aurait augmenté ou diminué le prix, qui n'est point un accessoire de la vente, mais qui en fait la substance ? Paul décide que si, toutes choses étant entières, les parties ont augmenté ou diminué le prix, elles sont censées s'être désistées du premier contrat et en avoir fait un nouveau.

ARTICLE 1628.

Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire est nulle.

Ferè aliqui solent hæc verba adjicere : *Dolus malus à vendi-*

Il y a des parties qui ajoutent cette clause : « Le vendeur

tore aberit : qui, etiamsi adjectum non est, abesse debet.
(*Leg.* 68, § 1, *ff. eod. tit.*)

sera garant de sa mauvaise foi » ; mais quand cette clause ne serait pas insérée, la garantie aurait toujours lieu.

Nec videtur abesse, si per eum factum est, aut fiet, quominùs fundum emptor possideat.
(*Leg. eâd.*, § 2.)

Le vendeur est censé de mauvaise foi, lorsqu'il empêche que la possession parvienne à l'acheteur.

ARTICLE 1629.

Dans le cas même de stipulation de non garantie, le vendeur en cas d'éviction est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu lors de la vente le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses périls et risques.

Ibidem ait (Julianus) idem esse dicendum, et si apertè in venditione comprehendatur, *nihil evictionis nomine præstatum iri*, pretium quidem deberi re evictâ, utilitatem non deberi : neque enim bonæ fidei contractus hanc patitur conventionem, ut emptor rem amitteret, et pretium venditor retineret.
(*Leg.* 11, § 18, *ff. de actionibus empti et venditi.*)

Il dit au même endroit (Julien) qu'on doit observer la même chose, dans le cas où on aura inséré dans une vente la clause que le vendeur ne devra aucune garantie en cas d'éviction ; cette clause n'empêchera que le vendeur, en cas d'éviction, ne soit obligé de rendre le prix ; mais son effet sera seulement de le dispenser d'indemniser l'acheteur ; car les contrats de bonne foi ne peuvent point admettre que le vendeur retiendra le prix, pendant que l'acheteur perdra la chose.

ARTICLE 1631.

Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur, ou considérablement dété-

riorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidens de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

Sicut autem sumptum quem fecit, deducit, ità si facere debuit, nec fecit, culpæ hujus reddat rationem, nisi bonæ fidei possessor est : tunc enim quia quasi suam rem neglexit, nulli querelæ subjectus est ante petitam hæreditatem : posteà verò, et ipse prædo est.

(*Leg.* 31, § 3, *ff. de Hæreditatis petitione*.)

Comme le possesseur déduit les dépenses qu'il a faites pour la succession, de même, s'il a négligé d'en faire de nécessaires, il doit en répondre, à moins qu'il ne soit possesseur de bonne foi; parce qu'avant la demande de l'hérédité, il a négligé une chose qu'il croyait être à lui, ce qui fait que personne n'a droit de se plaindre de cette négligence; mais, après la demande, il peut devenir possesseur de mauvaise foi.

ARTICLE 1633.

Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

Evictâ re venditâ, ex empto erit agendum de eo quod accessit : quemadmodùm ea quæ empto fundo nominatim accesserunt, si evicta sint, simplum præstatur.

(*Leg.* 16, *ff. de Evictionibus.*)

En cas d'éviction de la chose vendue, l'acheteur doit intenter à l'égard de ce qui a été depuis ajouté à la chose, l'action que lui donne son contrat de vente. De même, que lorsque les choses qui ont fait expressément l'accessoire d'une vente viennent à être evincées, le vendeur ne rend à leur égard que le simple.

ARTICLE 1634.

Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rem-

bourser à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

On doit excepter le cas suivant :

Si mihi alienam aream vendideris, et in eam ego ædificavero, atque ità eam dominus evincit; nam quia possim petentem dominum, nisi impensam ædificiorum solvat, doli mali exceptione summovere, magis est ut ea res ad periculum venditoris non pertineat... In omnibus tamen his casibus, si sciens quis alienum vendiderit, omni modò teneri debet.

(*Leg.* 45, § 1, *ff. de Actionibus empti et Venditi.*)

Vous m'avez vendu un terrain appartenant à autrui. J'ai bâti dessus; après quoi le vrai maître vient réclamer sa chose. Comme le possesseur peut opposer l'exception de la mauvaise foi au maître qui refuserait de rendre les dépenses de la bâtisse, il vaut mieux décider que le vendeur ne sera pas tenu d'indemniser l'acheteur de ces dépenses... On doit néanmoins décider dans tous les cas que le vendeur sera soumis à l'action de l'achat, s'il a su qu'il vendait une chose appartenant à autrui.

Nota. Voyez les lois 8, 9 et 16, *Cod. de Evictionibus.*

ARTICLE 1635.

Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

Videamus tamen, ne et ad picturarum quoque et marmorum, et cæterarum voluptariarum rerum impensas æquè proficiat nobis doli exceptio : si modò bonæ fidei possessores simus. Nam prædoni probè dicetur, non debuisse in alie-

Examinons cependant si le possesseur de bonne foi ne pourrait pas opposer l'exception de la mauvaise foi au demandeur qui ne voudrait pas lui tenir compte des peintures, des statues et des autres dépenses de pur agrément. On

nam rem supervacuas impensas facere : ut tamen potestas ei fieret tollendorum eorum quæ sine detrimento ipsius rei tolli possunt.
(*Leg.* 39, § 1, *ff. de Hæreditatis petitione.*)

pourrait sans doute reprocher au possesseur de mauvaise foi d'avoir fait des dépenses superflues dans un bien qu'il savait n'être pas à lui; néanmoins on doit lui permettre d'ôter ce qu'il pourra sans détériorer la chose.

ARTICLE 1636.

Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

ARTICLE 1637.

Si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

Sive tota res evincatur, sive pars habet regressum emptor in venditorem. Sed cùm pars evincatur, si quidem pro indiviso evincatur, regressum habet pro quantitate evictæ partis. Quòd si certus locus sit evictus, non pro indiviso portio fundi, pro bonitate loci erit regressus. Quid enim, si quod fuit in agro pretiosissimum, hoc evictum est, aut quod fuit in agro

L'acheteur qui a été évincé de la chose, en tout ou en partie, a son recours contre son vendeur. S'il n'en est évincé qu'en partie, ou il est évincé d'une partie indivise dans le fonds, auquel cas il a un recours relativement à la quotité de la portion de laquelle il est évincé; ou il est évincé d'une portion certaine et déterminée de ce fonds, auquel cas il exercera son recours contre le

vilissimum ? Æstimabitur loci qualitas, et sic erit regressus, (*Leg.* 1, *ff. de Evictionibus.*)

vendeur, eu égard à la qualité du terrain qui lui a été enlevé. En effet il peut se faire qu'en ce cas l'éviction tombe sur la meilleure, ou sur la plus mauvaise partie du fonds. On aura donc égard à la qualité de la portion évincée, et on règlera sur elle le recours que doit avoir l'acheteur.

ARTICLE 1638.

Si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

Quotiès de servitute agitur, victus tantum debet præstare, quanti minoris emisset emptor, si scisset hanc servitutem impositam.
(*Leg.* 61, *ff. de Ædilitio edicto.*)

Lorsqu'une servitude est imposée à un héritage, il doit être fait à l'acheteur diminution d'autant qu'il eût donné moins s'il eût su qu'elle y était imposée.

Si quis in vendendo prædio confinem celaverit, quem emptor si audisset, empturus non esset, teneri venditorem.
(*Leg.* 35, § 8, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Si le vendeur d'un bien rural en a célé les confins (les tenans et aboutissans) qui eussent empêché l'acheteur d'en faire l'acquisition s'il les eût connus, le vendeur est responsable envers lui (et l'acheteur peut demander la résiliation de la vente, à cause de la fraude ou du dol).

Si tibi liberum prædium tradidero, cùm serviens tra-

Si je vous ai fait la délivrance d'un fonds exempt de

dere deberem, etiam condictio incerti competit mihi, ut patiaris eam servitutem quam debuit imponi.

(*Leg.* 8, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

servitude, lorsque celui que je devais vous livrer en était chargé, j'ai contre vous une action indéterminée pour vous forcer à souffrir que la servitude due par le fonds soit imposée de nouveau.

Quòd si servum prædium in traditione fecero, quod liberum tibi tradere debui, tu ex empto habebis actionem remittendæ ejus servitutis gratiâ, quam pati non debeas.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Mais si je vous fais la délivrance d'un fonds chargé d'une servitude, pendant que je m'étais obligé à vous le donner libre de toute servitude, vous avez contre moi l'action de la vente, pour me forcer à vous remettre cette servitude que vous ne deviez pas supporter.

ARTICLE 1640.

La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisans pour faire rejeter la demande.

Hoc jure utimur, ut exceptiones ex personâ emptoris objectæ si obstant, venditor ei non teneatur : si verò ad personam venditoris respicient contrà : certè nec ex empto, nec ex stipulatione duplæ, nec simplæ, actio competit emptori, si exceptio ei ex facto ipsius opposita, obstiterit.

(*Leg.* 27, *ff.*, *de Evictionibus et duplæ stipulatione.*)

Nous tenons pour règle que si la chose est évincée à l'acheteur par son fait, le vendeur n'est obligé en rien envers lui; si c'est par le fait du vendeur, il est obligé envers l'acheteur. Assurément, si l'acheteur n'a pu se faire rendre la chose, parce que le possesseur lui a opposé une exception à laquelle son propre fait a donné lieu, l'acheteur ne pourra avoir à cet

égard contre le vendeur, ni l'action du contrat de vente, ni l'action de la stipulation de garantie au double, ni au simple.

ARTICLE 1641.

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

Proindè, si quid tale fuerit vitii, sive morbi, quod usum ministeriumque hominis impediat, id dabit redhibitioni locum : dummodò meminerimus, non utiquè quodlibet quàm levissimum efficere ut morbosus vitiosusve habeatur. Proindè levis febricula, aut vetus quartana, quæ tamen jam sperni potest, vel vulnusculum modicum nullum habet in se delictum, quasi pronunciatum non sit : contemni enim hæc potuerunt.

(*Leg.* 1, § 8, *ff. de Ædilitio edicto.*)

Ainsi, si le défaut, ou la maladie est tel qu'il empêche qu'on puisse tirer aucun usage et aucun service de l'esclave, il y aura lieu à la redhibition. Mais il faut toujours observer qu'un esclave ne doit pas être censé vicieux ou malade pour des causes très-légères; donc une fièvre peu considérable, ou une fièvre quarte ancienne, et qui est près d'être guérie, peut être regardée comme de nulle considération. Il en est de même d'une blessure légère : le vendeur ne se rend coupable d'aucun délit, s'il ne la déclare pas; car les maladies légères peuvent être négligées.

Qui pecus morbosum, aut tignum vitiosum vendidit, si quidem ignorans fecit, id tamen ex empto actione præstaturum quanti minoris essem empturus, si id ità esse scîssem. Si verò sciens reticuit, et

Si on m'a vendu un troupeau malade, ou une poutre vicieuse, et que le vendeur n'en ait pas connu les défauts, j'aurai contre lui l'action en répétition de la somme que j'aurais donnée de moins si

emptorem decepit, omnia detrimenta quæ ex emptione emptor traxerit, præstaturum ei....

(*Leg.* 13, *in principio*, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

javais connu moi-même ces défauts. Si le vendeur les connaissait, qu'il les ait tus, et qu'il ait ainsi trompé l'acheteur, il sera tenu envers celui-ci de tous les dommages que lui aura causés la chose achetée.

Vide in art. 1646, *infrà*. — Vide legem 45 ad finem, ff. de Contrahendâ emptione.

ARTICLE 1642.

Le vendeur n'est pas tenu des vices apparens et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

Si intelligatur vitium, morbusque mancipii, ut plerumquè signis quibusdam solent demonstrari vitia, potest dici edictum cessare. Hoc enim tantùm intuendum est, ne emptor decipiatur.

(*Leg.* 1, § 6, *ff. de Ædilitio edicto.*)

Si l'acheteur a pu connaître le défaut ou la maladie de l'esclave qui lui a été vendu, parce que le vendeur les lui aura montrés par signes, comme c'est assez ordinairement l'usage, on peut dire que la disposition de l'édit cesse; parce qu'on doit avoir attention simplement à ce que l'acheteur ne soit pas trompé.

ARTICLE 1643.

Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

Animalium quoque venditor cavere debet, ea sana præstari : et qui jumenta vendidit, solet ità promittere, esse, bibere ut oportet.

(*Leg.* 11, § 4, *de Action. empt....*)

Celui qui vend des animaux doit garantir leur santé; et celui qui vend des chevaux a coutume de déclarer qu'ils mangent et boivent bien.

ARTICLE 1644.

Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

Redhibitionem quoque contineri empti judicio, et Labeo et Sabinus putant, et nos probamus.

(*Leg.* 11, § 3, *ff. de Act. empt.*)

La clause de restitution du prix, en cas de vice dans la chose vendue, est toujours censée renfermée dans le contrat de vente, suivant l'avis de Labéon et de Sabin, que j'adopte.

ARTICLE 1645.

Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

ARTICLE 1646.

Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

Julianus, libro quinto decimo, inter eum qui sciens quid, aut ignorans vendidit, differentiam facit in condemnatione ex empto : ait enim, qui pecus morbosum, aut tignum vitiosum vendidit, si quidem ignorans fecit id tantùm ex empto actione præstaturum, quanti minoris esset emplurus, si id ità esse

Julien, au livre quinze, fait une différence par rapport à la condamnation qui doit intervenir contre le vendeur, entre celui qui a vendu une chose dont il connaissait les défauts, et celui qui l'a vendue sans les connaître ; car il dit, à l'égard de celui qui a vendu un troupeau malsain, ou une poutre défectueuse,

scissem. Si verò sciens reticuit et emptorem decepit, omnia detrimenta quæ ex eâ emptione emptor traxerit, præstaturum ei. Sive igitur ædes vitio tigni corruerunt, ædium æstimationem : sive pecora contagione morbosi pecoris perierunt, quod interfuit idonei venisse, erit præstandum.

(*Leg.* 13, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

si le vendeur n'a pas eu connaissance de ces défauts, il n'est soumis à l'action de la vente envers l'acheteur qu'à l'effet de l'indemniser de ce qu'il aurait donné de moins pour le prix de ces choses, s'il en eût connu les défauts. Si au contraire le vendeur a caché les défauts à l'acheteur, il l'a trompé; ce qui fait qu'il doit l'indemniser de toutes les pertes qu'il a faites à l'occasion de cette vente. Ainsi, en ce second cas, si l'acheteur a employé cette poutre vicieuse dans un bâtiment qui a croulé, on estimera le bâtiment. Si les bêtes appartenantes à l'acheteur ont gagné quelque maladie par contagion et par leur mélange avec les bêtes malsaines qui ont été vendues, l'acheteur doit être indemnisé de l'intérêt qu'il avait à conserver ses bestiaux en bon état.

ARTICLE 1647.

Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix, et aux autres dédommagemens expliqués dans les deux articles précédens.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

Paulus respondit futuros casus evictionis post contrac-

Paul a répondu que les cas fortuits d'éviction, qui n'arri-

tam emptionem ad vendito-rem non pertinere.

(*Leg.* 11, *in medio*, *ff. de Evictionibus...*)

vent qu'après la vente consommée, ne regardent point le vendeur.

Si mancipium, quod redhiberi oportet, mortuum erit, hoc quæretur, numquid culpâ emptoris, vel familiæ ejus, vel procuratoris, homo demortuus sit : nam si culpâ ejus decessit, pro vivo habendus est : et præstantur ea omnia, quæ præstarentur si viveret.

(*Leg.* 31, § 11 *ff. de Ædilitio edicto.*)

Si l'esclave qui devait faire le sujet de la redhibition est mort, il s'agit de savoir si c'est par la faute de l'acheteur, de sa famille ou de son procureur : car, en ce cas, il doit être regardé vis-à-vis de l'acheteur comme vivant; en conséquence, celui-ci sera obligé d'acquitter au vendeur tout ce qu'il lui devrait si l'esclave vivait.

ARTICLE 1648.

L'action résultant des vices redhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref délai, suivant la nature des vices redhibitoires, et l'usage du lieu où la vente a été faite.

Si quid ità factum non erit, de ornamentis restituendis, jumentisve ornamentorum nomine redhibendis, in diebus sexaginta : morbi autem vitiive causâ inemptis faciendis, in sex mensibus, vel quo minoris, cùm venirent, fuerint in anno judicium dabimus.

(*Leg.* 38, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

En cas de contravention, nous donnerons action contre le vendeur dans le cours de deux mois, à l'effet de le forcer à prendre les harnois, ou à reprendre les chevaux. En cas de maladie ou de défaut, nous donnerons action contre le vendeur dans les six mois pour le forcer à résoudre la vente, ou dans l'année, pour lui faire rendre la somme dont les chevaux étaient inférieurs au prix de la vente.

Non nocebit emptori, si sex mensum exceptione redhi-

L'acheteur qui aura été débouté de l'action redhibitoire,

bitoriâ exclusus, velit intra annum æstimatoria agere.

(*Leg.* 48, § 2, *ff. de Ædil. edict.*)

parce qu'il l'aura intentée après les six mois, n'en sera pas moins admis à intenter dans l'année l'action à l'effet de faire estimer l'esclave.

CHAPITRE V.

Des Obligations de l'Acheteur.

ARTICLE 1650.

La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

Quod vendidi, non aliter fit accipientis, quàm si aut pretium nobis solutum sit, aut satis eo nomine factum, vel etiam fidem habuerimus emptori, sine ullâ satisfactione.

(*Leg.* 19, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

Ce que j'ai vendu ne devient la propriété de l'acheteur que lorsqu'il m'en a payé le prix, ou qu'on m'a donné satisfaction en son nom, ou que, sans aucune satisfaction pécuniaire, je m'en suis rapporté à sa foi et y ai eu confiance (j'ai suivi sa foi).

Vide Institut., § 41, *ff. de Rerum divisione.*

Ex vendito actio venditori competit ad ea consequenda quæ ei ab emptore præstari oportet.

L'action de la vente appartient au vendeur; elle a pour but de faire condamner l'acheteur à donner au vendeur tout ce qu'il doit lui acquitter.

Veniunt autem in hoc judicio infrà scripta : inprimis pretium, quanti res venit : item usuræ pretii post diem traditionis; nam cùm re emptor fruatur, æquissimum est eum usuras pretii pendere.

(*Leg.* 13, § 19 et 20, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

Telles sont les choses qui entrent dans cette action : 1° le prix dont on est convenu; 2° les intérêts du prix du jour de la délivrance de la chose : car, comme l'acheteur commence de ce temps à percevoir les fruits de la chose vendue, il est bien juste qu'il paye les intérêts du prix.

(Les intérêts du prix sont la représentation des fruits de la chose vendue.)

ARTICLE 1651.

S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

In omnibus obligationibus in quibus dies non ponitur, præsenti die debetur.
(*Leg.* 14, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Dans toutes les obligations où l'on n'a point fixé de temps pour le paiement, la chose est due sur-le-champ.

ARTICLE 1652.

L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivans :

S'il a été ainsi convenu lors de la vente ;

Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus ;

Si l'acheteur a été sommé de payer. Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

Evictis agris si in initio convenit, ut venditor pretium restitueret, usuræ quoque post evictionem præstabantur, quamvis emptor, post dominii litem incohatam, fructus adversario restituit : nam incommodum medii temporis emptoris damnum est.
(*Leg.* 18, *in principio, ff. de Usuris et Fructibus.*)

Si le vendeur et l'acheteur sont convenus dans l'origine qu'en cas d'éviction d'un fonds vendu le vendeur rendrait le prix à l'acheteur, le vendeur devra, outre le prix, les intérêts de la somme depuis l'éviction, quoique l'acheteur ait été obligé de rendre au demandeur tous les fruits qu'il a perçus depuis la contestation sur la propriété; parce que la perte que souffre l'acheteur depuis la vente jusqu'à l'éviction est à ses risques.

Post traditam possessionem defuncto venditore, cui successor incertus fuit, medii quoque temporis usuræ pretii, quod in causâ depositi non fuit, præstabantur.)

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Si le vendeur est mort après avoir fait la délivrance de la chose, et qu'il y ait quelque doute sur celui qui doit lui succéder, les intérêts du temps intermédiaire seront dus si l'argent n'est pas resté entre les mains de l'acheteur à titre de dépôt.

ARTICLE 1654.

Si l'acheteur ne paye pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente.

Prætereà, ex vendito agendo, consequetur etiam sumptus, qui facti sunt in re distractâ : ut putà si quid in ædificia distracta erogatum est : scribit enim Labeo, et Trebatius, esse ex vendito hoc nomine actionem.

(*Leg.* 13, § 22, *ff. de Actionibus empti et venditi.*)

Le vendeur se fera rendre encore, par cette action, les frais qu'il aura faits à l'occasion de la chose vendue : par exemple, s'il a fait quelques dépenses pour les réparations de la maison qu'il a vendue. Trébatius et Labéon écrivent que l'action de la vente a lieu à cet égard.

ARTICLE 1655.

La résolution de la vente d'immeubles est prononcée de suite, si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix.

Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long suivant les circonstances.

Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution sera prononcée.

Nota. Le défaut de paiement du prix de la vente ne suffisait pas pour la faire résilier chez les Romains. Voyez la loi 14,

Cod. de Rescindendâ venditione, dont voici les termes : « Non ex eo quòd emptor non satis conventioni fecit, contractus constituitur irritus. — Le contrat ne devient pas nul parce que l'acheteur n'a pas satisfait à la convention (au paiement).

Adeò ut et illud Servius rectissimè existimaverit, si quandò dies quâ pecunia daretur, sententia arbitri comprehensa non esset, modicum spatium datum videri. Hoc idem dicendum, et cùm quid eâ lege venierit, ut nisi ad diem pretium solutum fuerit, inempta res fiat.

(*Leg.* 23, *in fine*, *ff. de Obligationibus et Actionibus.*)

Servius pense avec beaucoup de raison que, si l'arbitre n'a pas fixé le jour où la somme devait être payée, il n'est censé avoir accordé au débiteur qu'un très-court intervalle. Il faudra dire de même dans le cas où une chose aura été vendue sous la condition que la vente serait nulle faute de paiement du prix à un jour marqué.

ARTICLE 1656.

S'il a été stipulé lors de la vente d'immeubles que faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation ; mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.

Post diem commissoriæ legi præstitutum, si venditor pretium petat, legi commissoriæ renunciatum videtur, nec variare, et ad hanc redire potest.

(*Leg.* 7, *ff. de Lege commissoriâ.*)

Si le vendeur demande son prix après le terme fixé par la clause qui le détermine, il est censé avoir renoncé au bénéfice de la clause, et il ne lui est pas permis de varier, et de demander l'exécution de cette clause.

Nam legem commissoriam quæ in venditionibus adjicitur,

Car la clause résolutoire de la vente, en cas de non paie-

si volet, venditor exercebit : non etiam invitus.

(*Leg.* 3, *ff. de Lege commissoriâ.*)

ment du prix, insérée dans le contrat, n'aura son effet qu'autant que le vendeur le jugera à propos : il ne pourra pas être forcé à la mettre à exécution.

ARTICLE 1657.

En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement.

Si fundus commissoriâ lege venierit, magis est, ut sub conditione resolvi emptio, quàm sub conditione contrahi videatur.

(*Leg.* 1, *ff. eod. tit.*)

Lorsqu'un fonds est vendu sous la clause résolutoire en cas de défaut de paiement du prix, la vente est résolue plutôt qu'elle n'est contractée sous condition.

CHAPITRE VI.

De la Nullité et de la Résolution de la Vente.

ARTICLE 1658.

Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre, et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat, et par la vilité du prix (ou la lésion).

ARTICLE 1659.

La faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue,

moyennant la restitution du prix principal, et le remboursement dont il est parlé à l'article 1673.

In diem addictio ità fit : « ille fundus centum esto tibi emptus, nisi si quis intra kalendas januarias proximas meliorem conditionem fecerit, quo res à domino abeat.»

(*Leg.* 1, *ff. de In diem addictione.*)

La clause dont il s'agit ici est conçue en ces termes : « Je vous vends tel fonds pour telle somme, si, d'ici aux kalendes de janvier prochain, je ne trouve point de condition plus avantageuse pour m'en défaire.»

NOTA. C'est dans le titre *de In diem addictione*, et le tit. I, *de Lege commissoriâ* (II et III du livre XVIII du Digeste), que nous allons puiser des applications simplement *comparatives*, sur les textes relatifs au réméré ; car nous ne voyons, ni dans les Institutes ni dans le Digeste, de dispositions positives en matière de *rachat* proprement dit.

ARTICLE 1660.

La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années.

Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

Post diem lege commissoriâ comprehensum, venditor partem reliquæ pecuniæ accepit. Respondit (Scævola) si post statutum diem reliquæ pecuniæ, venditor legem dictam non exercuisset et partem reliqui debiti accepisset, videri recessum à commissoriâ.

(*Leg.* 6, § 2, *ff. de Lege commissoriâ.*)

Un vendeur a reçu le restant du prix qui lui était dû après l'échéance du terme fixé par la clause. Scévola a répondu qu'il était censé avoir renoncé au bénéfice de la clause, s'il n'en avait point poursuivi l'exécution après l'échéance du terme, et s'il avait reçu après ce temps ce qui lui était dû.

ARTICLE 1662.

Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de ré-

méré dans le temps prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

Necesse autem habebit venditor, meliore conditione allatâ, priorem emptorem certiorem facere ut, si quid alius adjicit, ipse quoque adjicere possit.

(*Leg.* 8, *ff. de In diem addictione.*)

Si on offre au vendeur une condition plus avantageuse, il doit en avertir le premier acheteur afin qu'il puisse surenchérir sur le nouvel acquéreur s'il le juge à propos.

ARTICLE 1664.

Le vendeur à pacte de rachat peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même la faculté de réméré n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

Si prædio in diem addicto, ante diem venditor mortuus sit, sive post diem hæres ei existat, sive omninò non existat, priori prædium emptum est : quia melior conditio allata quæ domino placeat, intelligi non potest, cùm is qui vendat, non existat. Quòd si intra diem adjectionis hæres existat, melior conditio et adferri potest.

(*Leg.* 15, *ff. eod. tit.*)

Si celui qui a vendu un bien avec la clause résolutoire de la vente dans un temps fixé en cas d'offres plus avantageuses, vient à mourir avant l'échéance du terme, la chose est acquise irrévocablement à l'acheteur, si la succession du défunt a été acceptée après l'échéance du terme, ou ne l'a point été du tout; parce qu'il n'est plus possible qu'il se présente des acquéreurs dont le vendeur puisse être content, puisque ce vendeur est mort. Si l'héritier accepte avant l'échéance du terme, il pourra recevoir les offres plus avantageuses qui lui seront faites.

ARTICLE 1665.

L'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de

son vendeur ; il peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue.

ARTICLE 1666.

Il peut opposer le bénéfice de la discussion, aux créanciers de son vendeur.

Quotiens fundus in diem addicitur, utrum pura emptio est, sed sub conditione resolvitur; an verò conditionalis sit magis emptio, quæstionis est? et mihi videtur verius, interesse quid actum sit : nam si quidem hoc actum est, ut meliore allatâ conditione discedatur, erit pura emptio, quæ sub conditione resolvitur. Sin autem hoc actum est, ut perficiatur emptio nisi melior conditio afferatur, erit emptio conditionalis.

(*Leg.* 2, *ff. de In diem addictione.*)

Lorsqu'un fonds est vendu sous telle clause, on peut demander si la vente est pure, ou si elle peut être résolue sous cette condition, ou si elle est dès son origine contractée sous condition? Je pense que la solution de cette question dépend de la connaissance de l'intention des parties : car, si leur intention a été de déclarer que la vente serait nulle dans le cas d'offres plus avantageuses, la vente est pure et l'événement de la condition en opère la résolution. Mais si leur intention a été que la vente ne fût parfaite qu'au cas que le vendeur ne trouvât point de meilleure condition, la vente est conditionnelle.

Ubi igitur secundum quod distinximus, pura venditio est, Julianus scribit, hunc cui res in diem addicta est, et usucapere posse, et fructus, et accessiones lucrari, et periculum ad eum pertinere, si res interierit.

(*Leg. eâd.*, § 2.)

Ainsi, dans le cas où la vente est pure suivant la distinction ci-dessus rapportée, celui à qui la chose a été vendue sous la clause dont nous parlons, peut commencer à la prescrire; il gagne les fruits et les accessoires de la chose; et si la chose vient à périr, elle est à ses risques, dit Julien.

ARTICLE 1667.

Si l'acquéreur à pacte de réméré d'une partie indivise d'un héritage s'est rendu adjudicataire de la totalité sur une licitation provoquée contre lui, il peut obliger le vendeur à retirer le tout lorsque celui-ci veut user du pacte.

Quinimò etiam ex vendito posse conveniri emptorem, ut recipiat totum. Solum illud spectandum erit, num fortè fraus aliqua venditoris intervenit. Sed et si distractâ parte, cesserit victus licitatione venditor, æquè pretium ut restituat, ex empto tenebitur. Hæc eadem et in mandato, cæterisque hujus generis judiciis servantur.

(*Leg.* 7, § 13, *ad finem*, *ff. Communi dividundo.*)

Il y a plus, le vendeur peut forcer l'acheteur par l'action de la vente à prendre le tout. Il faudra seulement observer s'il y a de la mauvaise foi de la part du vendeur. Mais si celui qui a vendu sa portion a été obligé dans l'adjudication de la céder à son consort, l'acheteur n'en aura pas moins contre lui l'action de la vente pour se faire rendre par lui le prix de la portion vendue. Il en est de même à l'égard de l'action du mandat et des autres actions de cette espèce.

ARTICLE 1668.

Si plusieurs ont vendu conjointement et par un seul contrat un héritage commun entre eux, chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il y avait.

ARTICLE 1669.

Il en est de même, si celui qui a vendu un seul héritage a laissé plusieurs héritiers.

Chacun de ces cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

Item quod Sabinus ait, si tribus vendentibus, duo posteriori addixerint, unus non admiserit adjectionem, hujus partem priori, duorum posteriori, emptam, ità demùm verum est, si variis pretiis partes suas distraxerunt.

(*Leg.* 11, § 1, *ff. de In diem addictione.*)

De même, quand Sabin écrit que, si de trois vendeurs deux veulent adjuger la chose au nouvel acquéreur, tandis que le troisième ne veut point l'admettre, la portion de celui-ci appartient au premier acheteur et les portions des deux autres au second, son sentiment ne peut être adopté que dans le cas où les portions de ces trois vendeurs ont été aliénées, chacune moyennant un prix particulier.

Etsi dispares partes vendentium fuerint.

(*Leg.* 12, *ff. eod. tit.*)

Quand bien même les portions de chaque vendeur seraient inégales.

ARTICLE 1670.

Mais, dans le cas des deux articles précédens, l'acquéreur peut exiger que tous les covendeurs ou tous les cohéritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier; et, s'ils ne se concilient pas, il sera renvoyé de la demande.

ARTICLE 1671.

Si la vente d'un héritage appartenant à plusieurs n'a pas été faite conjointement de tout l'héritage ensemble, et que chacun n'ait vendu que la part qu'il y avait, ils peuvent exercer séparément l'action en réméré sur la portion qui leur appartenait, etc.

(Nota. Voyez les applications sur les deux précédens articles.)

Quòd si uno pretio vendiderint, dicendum est totam priori

Mais si ces trois portions ont été vendues ensemble

emptam manere : quemadmodùm si quis mihi totum fundum ad diem addixisset, posteà vero pretio adjecto dimidium alii addixerit. Celsus quoque libro octavo Digestorum refert, Mucium, Brutum, Labeonem, quod Sabinum existimare. Ipse quoque Celsus idem probat : et adjicit, mirari se à nemine animadversum, quòd si prior emptor ità contraxit, ut nisi totum fundum emptum nollet habere, non habere eum eam partem emptam, quam unus ex sociis posteriori emptori addicere noluit.

(*Leg.* 13, *ff. de In diem addictione*)

moyennant un seul prix, toute la chose doit appartenir au premier acheteur. Il en serait de même dans le cas où un particulier m'ayant vendu une chose en entier sous la clause résolutoire de la vente, recevrait ensuite un nouvel acquéreur pour la moitié de la même chose dont on lui offre le véritable prix. Celse rapporte, au livre huit du Digeste, que le sentiment de Sabin est adopté par Mucius, par Brutus et par Labéon. Celse l'approuve aussi lui-même; et il ajoute qu'il est étonné que personne n'ait remarqué que, quand le premier acheteur a contracté de manière à vouloir absolument avoir le bien en entier, on ne peut pas le forcer à prendre la portion qu'un des vendeurs ne veut point laisser aller au nouvel acquéreur qui fait une offre plus avantageuse.

ARTICLE 1673.

Le vendeur qui use du pacte de rachat, doit rembourser non-seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires, et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations, etc.

Imperator Severus rescripsit : « Sicut fructus in diem addictæ domûs, cùm melior con-

L'empereur Sévère a donné un rescrit conçu en ces termes : « De même que l'acheteur à

ditio fuerit allata, venditori restitui necesse est, ità rursùs quæ prior emptor medio tempore necessario probaveritero-gata, de reditu retineri : vel si non sufficiat, solvi æquum est. » Et credo sensisse principem de empti venditi actione.

(*Leg.* 16, *ff. eod. tit.*)

qui une maison a été vendue avec la clause résolutoire en cas d'offres plus avantageuses, est obligé, lors de l'événement de la condition, de rendre au vendeur les fruits perçus dans le temps intermédiaire; de même aussi il aura le droit de retenir sur les revenus, ou en cas qu'ils ne soient pas suffisans, de se faire payer par le vendeur, des dépenses nécessaires qu'il prouvera avoir faites. » Je pense que le prince a entendu parler de l'action de la vente.

Nota. Cependant, on disait : Ubi periculum ibi et lucrum. — Où est le danger, là doit être le profit.

ARTICLE 1674.

Si le vendeur a été lésé de plus de sept douzièmes dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente, quand même il aurait expressément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision, et qu'il aurait déclaré donner la plus value.

Si quis donationis causâ minoris vendat, venditio valet : totiens enim dicimus in totum venditionem non valere, quotiens universa venditio donationis causâ facta est : quotiens verò viliore pretio res donationis causâ distrahitur, dubium non est venditionem valere. Hoc inter cæteros : inter virum verò et uxorem donatio-

Une vente est valable lorsque le vendeur vend sa chose à vil prix dans l'intention de faire une donation à l'acheteur : car une vente n'est absolument nulle que lorsqu'elle est faite tout entière pour équivaloir à une donation; mais il est incontestable qu'elle est valable, quand la chose est vendue au-dessous de sa va-

nis causâ venditio facta pretio viliore, nullius momenti est. (*Leg.* 38, *ff. de Contrahendâ emptione.*)

leur, parce que le vendeur veut gratifier l'acheteur. Cela est vrai d'une vente faite entre particuliers; mais, s'il s'agissait d'une vente faite à vil prix entre mari et femme, dans l'intention de la part d'un des conjoints d'avantager l'autre, la vente serait nulle.

ARTICLE 1675.

Pour savoir s'il y a lésion de plus de sept douzièmes, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

NOTA. Voyez la loi 11 et la loi 8 *in fine, Cod. de Rescindendâ venditione;* car il n'y a que peu de dispositions dans le Digeste qui puissent s'appliquer aux matières de la lésion. Les Institutes n'en disent absolument rien.

ARTICLE 1677.

La preuve de la lésion ne pourra être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion.

Si quam rem à te emi, eamdem rursùs à te pluris minorisve emero, discessimus à priore emptione; potest enim, dùm res integra est, conventione nostrâ, infecta fieri emptio: atque ità consistit posterior emptio, quasi nulla præcesserit. Sed non poterimus eâdem ratione uti post pretium solutum emptione repetitâ; cùm post pretium

Si après avoir acheté de vous une chose, je l'achète de nouveau, à un plus haut ou à un plus bas prix, nous sommes censés nous être désistés de la première vente; car, tant que les choses sont encore entières, les deux contractans peuvent d'un commun consentement regarder la vente comme non avenue; moyennant quoi la seconde vente a son effet

solutum infectam emptionem facere non possumus.

(*Leg.* 2, *ff. de Rescindendâ venditione et quando licet ab emptione discedere.*)

comme si elle n'avait été précédée d'aucune autre. Mais on ne pourra pas dire la même chose lorsque la vente aura été renouvelée après le paiement du prix; parce que, lorsque le prix a été payé, les contractans ne peuvent point faire que la vente n'ait pas été consommée.

NOTA. Ce texte n'est donné ici que comme une comparaison d'une lésion particulière, reconnue par les parties elles-mêmes.

ARTICLE 1681.

Dans le cas où l'action en rescision est admise, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il en a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément du juste prix, sous la déduction du dixième du prix total, etc.

Cùm emptor venditori, vel emptori venditor acceptum faciat, voluntas utriusque ostenditur, id agentis, ut à negotio discedatur, et perindè habeatur, ac si convenisset inter eos, ut neuter ab altero quicquam peteret. Sed ut evidentiùs appareat, acceptilatio in hâc causâ non suâ naturâ, sed potestate conventionis valet.

Leg. 5, *ff. de Rescind. vend.*)

Lorsque l'acheteur fait remise au vendeur de la délivrance de la chose, ou si le vendeur libère l'acheteur du paiement, il paraît que l'intention des deux parties est de se désister mutuellement de la vente; en sorte que cette remise a le même effet qu'une convention par laquelle les parties seraient convenues de ne se rien demander réciproquement. Mais ce n'est pas par sa nature que la remise faite en ce cas a l'effet dont nous parlons, elle emprunte ce pouvoir de la convention présumée des parties.

ARTICLE 1682.

Si l'acquéreur préfère garder la chose en fournissant le supplément réglé par l'article précédent, il doit l'intérêt du supplément du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et recevoir le prix, il rend les fruits du jour de la demande.

L'intérêt du prix qu'il a payé lui est aussi compté du jour de la même demande, ou du jour du paiement, s'il n'a touché aucuns fruits.

Nota. Voyez la loi 2 au Code, *de Rescindendâ venditione*, qui ne paraît pas assujétir l'acheteur à ajouter les intérêts au supplément du prix. *Vel si emptor elegerit, quod deest justo pretio recipias;* ou, Si, d'après le choix de l'acheteur, vous recevez ce qui manque au juste prix, dit cette loi, sans ajouter *cum usuris*, avec les intérêts.

ARTICLE 1683.

La rescision pour lésion n'a pas lieu en faveur de l'acheteur.

(Néanmoins)

Si convenit ut res quæ venit, si intra certum tempus displicuisset, redderetur, ex empto actio est, ut Sabinus putat, aut proxima empti in factum datur.

(*Leg.* 6, *ff. de Rescind. vend.*)

Si les parties sont convenues que la chose serait rendue dans un certain temps, dans le cas où elle ne conviendrait pas, l'acheteur a, suivant Sabin, action contre le vendeur, pour le forcer à l'exécution de cette convention, ou du moins une action expositive du fait, qui a à peu près les mêmes effets que l'action qui vient de la vente.

ARTICLE 1684.

Elle n'a pas lieu en toutes ventes qui, d'après la loi, ne peuvent être faites que d'autorité de justice.

Qui auctore judice comparavit, bonæ fidei possessor est. (*Leg.* 137, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Celui qui acquiert par autorité de justice est possesseur de bonne foi.

ARTICLE 1685.

Les règles expliquées dans la section précédente pour les cas où plusieurs ont vendu conjointement ou séparément, et pour celui où le vendeur ou l'acheteur a laissé plusieurs héritiers, sont pareillement observées pour l'exercice de l'action en rescision.

Nam quod Aristo dixit, posse ità pacisci, ut unus maneat obligatus, non est verum : quia pro unâ parte contrahentium abiri pacto ab emptione non possit. (*Leg.* 1, *in medio, ff. de Rescindendâ venditione...*)

Car il n'est pas vrai, ainsi que le pensait Ariston, que l'on puisse faire une convention de manière qu'un des contractans reste obligé; parce qu'une des parties ne peut pas se désister seule de la vente.

CHAPITRE VII.

De la Licitation (1).

ARTICLE 1686.

Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte ;

---

(1) La licitation est la vente faite aux enchères. *Licitatio* se traduit par le mot *enchère*.

Ou si, dans un partage fait de gré à gré de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageans ne puisse ou ne veuille prendre,

La vente s'en fait aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

Quòd si de unâ re, veluti de fundo : si quidem iste fundus commodè regionibus divisionem recipiat, partes ejus singulis adjudicare debet; et si unius pars prægravare videbitur, is invicem certâ pecuniâ alteri, condemnandus est. Quòd si commodè dividi non possit; veluti, si homo fortè, aut mulus erit, de quo actum sit: tunc totus uni adjudicandus est, et is invicem alteri certâ pecuniâ condemnandus est.

(*Instit., lib. IV, tit. XVII,* § 5, *de Officio judicis.*)

S'il s'agit d'une seule chose particulière, comme d'un fonds, le juge en doit adjuger à chacun sa part et portion, au cas que ce fonds puisse être commodément divisé en plusieurs parties. Et si la part de l'un vaut mieux que celle de l'autre, le juge l'obligera de récompenser l'autre en argent. Supposé que la chose ne puisse se diviser commodément, comme si c'est un esclave ou un mulet, le juge doit l'adjuger à un seul, et le condamner à récompenser l'autre en argent.

ARTICLE 1687.

Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les étrangers soient appelés à la licitation : ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur.

Etsi non omnes qui rem communem habent, sed certi ex his dividere desiderant, hoc judicium inter eos accipi potest.

(*Leg.* 8, *in principio, ff. Communi dividundo.*)

Cette action a lieu quoiqu'il n'y ait qu'un certain nombre de cointéressés qui désirent que la chose soit partagée.

Quod autem istis judiciis alicui adjudicatum fuerit, id

Dans ces sortes de jugemens, ce qui est adjugé à

statim ejus fit, cui adjudicatum est.

(*Inst., lib. IV, tit. XVII, § 7, de Officio judicis.*)

quelqu'un lui appartient dès l'instant qu'il lui est adjugé.

CHAPITRE VIII.

Du Transport des Créances et autres Droits incorporels.

ARTICLE 1689.

Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

ARTICLE 1690.

Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur.

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport, faite par le débiteur dans un acte authentique.

Nomina eorum qui sub conditione, vel in diem debent, et emere et vendere solemus : ea enim res est, quæ emi et venire potest.

(*Leg. 17, ff. de Hæreditate vel actione venditâ.*)

On est dans l'usage de vendre et d'acheter des créances qui ne sont exigibles que dans un certain terme, ou sous une certaine condition ; parce que ces créances sont des choses dans le commerce.

Emptori nominis etiam pignoris persecutio præstari debet : ejus quoque quod posteà venditor accepit : nam benefi-

Le vendeur d'une créance doit transporter à l'acheteur l'action hypothécaire du gage qui lui a été donné par son dé-

cium venditoris prodest emptori.

(*Leg.* 6, *ff. eod. tit.*)

biteur, même lorsque ce gage lui a été donné par son débiteur, fût-ce après la vente; parce que tous les avantages du créancier doivent passer à l'acheteur.

ARTICLE 1692.

La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilége et hypothèque.

Venditor actionis quam adversùs principalem reum habet, omne jus quod ex eâ causâ ei competit, tam adversùs ipsum reum, quàm adversùs intercessores hujus debiti cedere debet, nisi aliud actum est.

(*Leg.* 23, *in principio, ff. eod tit.*)

Celui qui vend une créance qu'il a contre son débiteur, doit céder à l'acheteur toutes les actions que sa créance lui donne, tant contre le principal obligé que contre tous ceux qui se sont obligés pour assurer le paiement de la dette; à moins qu'il n'y ait une convention expresse au contraire.

ARTICLE 1693.

Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

ARTICLE 1694.

Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance.

Si nomen sit distractum, Celsus, libro nono Digestorum, scribit, locupletem esse debi-

Lorsque l'on vend une créance, Celse écrit, au livre neuf du Digeste, que le ven-

torem non debere præstare : debitorem autem esse præstare, nisi aliud convenit.

(*Leg.* 4, *ff. de Hæreditate vel actione venditâ.*)

deur n'est point obligé de garantir que le débiteur est solvable, mais seulement qu'il est véritablement débiteur, à moins qu'il n'y ait à cet égard une convention expresse des parties.

Qui nomen, quale fuit, vendidit duntaxat, ut fit, non ut exigi etiam aliquid possit, et dolum præstare cogitur.

(*Leg.* 74, § 3, *ff. de Evictionibus.*)

Celui qui a vendu une créance telle qu'elle était, est obligé de répondre de son existence, quand même l'acquéreur ne devrait point en obtenir quelque chose, et il répondrait de son dol, s'il eût induit l'acquéreur en erreur sur l'existence.

Et quidem sine exceptione quoque, nisi in contrarium actum sit. Sed si certæ summæ debitor dictus sit, in eam summam tenetur venditor : si incertæ, et nihil debeat quanti intersit emptoris.

(*Leg.* 5, *ff. de Hæreditate vel actione venditâ.*)

Le vendeur d'une créance doit garantir que l'obligé est véritablement débiteur, et qu'il n'a le droit d'opposer aucune exception contre le paiement de la dette. Si la vente est faite d'une créance d'une somme déterminée, le vendeur est tenu de la garantir pour cette somme. Si elle est d'une somme indéterminée et qu'il ne soit rien dû, il doit garantir l'acheteur de la somme qu'il lui a payée.

ARTICLE 1696.

Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

Si hæreditas venierit, venditor res hæreditarias tradere debet. Quanta autem hæreditas est, nihil interest.

(*Leg.* 14, § 1, *ff. de Hæred. vel. act. vend.*)

Si on a vendu une hérédité, on doit livrer à l'acquéreur les biens héréditaires. Il n'importe pas quelle en est la quotité.

Nisi de substantiâ ejus affirmaverit.
(*Leg.* 15, *ff. eod tit.*)

A moins qu'on n'ait affirmé qu'elle consistait en tant de biens.

ARTICLE 1697.

S'il avait déjà profité des fruits de quelques fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

Quòd si sit hæreditas, et si non ità convenit, *ut quidquid juris haberet venditor, emptor haberet*, tunc hæredem se esse, præstare debet. Illo verò adjecto, liberatur venditor, si ad eum hæreditas non pertineat.
(*Leg.* 13, *ff. eod. tit.*)

Si la succession existe, et qu'on ne soit pas convenu qu'on vendait tous les droits qu'on pouvait avoir dans cette succession, on est obligé de garantir qu'on est véritablement héritier. Si on a ajouté cette convention, le vendeur est exempt de cette garantie, s'il se trouve que la succession ne lui appartienne pas.

Non tantùm autem quod ad venditorem hæreditatis pervenit, sed et quod ad hæredem ejus ex hæreditate pervenit, emptori restituendum est : et non solùm quod jam pervenit, sed et quod quandoquè pervenerit, restituendum est.

L'acheteur des droits successifs a action pour se faire rendre non-seulement tout ce qui est parvenu à l'héritier de la succession vendue, mais encore tout ce qui en est parvenu ou doit parvenir à l'héritier de l'héritier.

Sed et si quid dolo malo eorum factum est, quominùs ad eos perveniat, et hoc emptori præstandum est. Fecisse autem dolo malo, quominùs perveniat, videtur, sive alienavit aliquid, vel etiam accepto quem liberavit, vel id

L'acheteur des droits successifs se fera encore délivrer tout ce qui sera parvenu à l'héritier ou à ses ayant-cause par leur mauvaise foi. Ces personnes sont censées de mauvaise foi à cet égard, quand elles ont aliéné quelques effets

egit dolo malo ne de hæreditate adquireretur, vel ne possessionem adipisceretur, quam posset adipisci. Sed et si non dolo malo, sed latâ culpâ admiserit aliquid, utique tenebitur. Deperdita autem et deminuta sine dolo malo venditoris non præstabuntur.

(*Leg.* 2, § 4 et 5, *ff. eod. tit.*)

de la succession, qu'elles ont libéré un débiteur, qu'elles ont laissé échapper par mauvaise foi l'occasion d'acquérir ce qui dépendait de la succession, ou de recouvrer la possession de quelques effets qu'elles pouvaient se faire rendre. Elles sont aussi obligées à raison de leur faute grossière, aussi-bien qu'à raison de leur mauvaise foi. Mais ce qui aura été perdu ou diminué sans mauvaise foi de la part du vendeur, ne devra pas être rendu à l'acheteur.

ARTICLE 1698.

L'acquéreur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

Sive ipse venditor dederit aliquid pro hæreditate, sive procurator ejus, sive alius quis pro eo dùm negotium ejus gerit, locus erit ex vendito actioni : dummodò aliquid absit venditori hæreditatis. Cæterum si nihil absit venditori, consequens erit dicere non competere ei actionem.

(*Leg.* 2, § 11, *ff. eod. tit.*)

L'héritier vendeur de ses droits successifs aura droit de répéter contre l'acheteur ce qui aura été donné à cause de la succession, ou par lui-même, ou par son fondé de procuration, ou par un particulier qui aura payé pour lui dans l'intention de gérer ses affaires; pourvu que l'héritier vendeur ait donné ou doive donner à cette occasion quelque chose du sien; car s'il n'a rien donné, ou ne doit rien donner du sien, il est conséquent de dire qu'il ne pourra rien répéter contre l'acheteur.

Sed et si quid venditor nondùm præstiterit, sed quoquo nomine obligatus sit propter hæreditatem, nihilominùs agere potest cum emptore.
(*Leg. eâd.* 2, § 20.)

Si l'héritier vendeur n'a pas encore payé quelque chose à l'occasion de la succession, mais qu'il se soit obligé à le faire de quelque manière que ce soit, il sera également admis à s'en faire tenir compte par l'acheteur.

ARTICLE 1699.

Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux, peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession, avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

ARTICLE 1700.

La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

Nota. Le premier de ces articles nous reproduit deux lois célèbres, celles *Per diversas* et *ab Anastio*, qui ne sont pas dans le Digeste, mais bien au *Cod. Mandati*, *lib. IV*, *tit. XXXV*, *leg.* 22 *et* 23; voyez-les.

Dumoulin dit que ces lois furent portées *Contra eos qui præ avaritiâ, vel alios vexandi libidine vili redimunt actiones litigiosas vel dubias; ideò statuunt ut reus vel prætensus debitor litem et vexationem redimere possit eodem pretio quod insidiator ille numeravit oblato.* — Ces lois furent portées contre ceux qui, par avarice ou par la vile passion de vexer les autres, achètent des actions litigieuses et douteuses; et elles veulent que le défendeur ou le débiteur qui est poursuivi puisse racheter le procès et la vexation pour le même prix pour lequel l'a acquis le cessionnaire de procès et de droits litigieux. (*Contra usur.*, *quæst.* 62, n° 413, *in fine.*)

TITRE VII.

De l'Échange.

ARTICLE 1702.

L'ÉCHANGE est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

Si quidem pecuniam dem, ut rem accipiam, emptio et venditio est. Sin autem rem do ut rem accipiam, quia non placet, permutationem rerum emptionem esse, dubium non est.

(*Leg.* 5, § 1, *ff. de Præscriptis verbis.*)

Si je donne de l'argent pour recevoir une chose, il y a achat et vente. Si je donne une chose pour recevoir une autre chose, parce que la mienne ne me plaît pas, il n'y a pas de doute qu'il y a échange.

Sicut aliud est vendere, aliud emere; alius emptor, alius venditor : ità pretium aliud, aliud merx. At in permutatione discerni non potest, uter emptor, vel uter venditor sit. Multùmque differunt præstationes : emptor enim, nisi nummos accipientis fecerit, tenetur ex vendito : venditori sufficit ob evictionem se obligare, possessionem tradere, et purgari dolo malo : itaque si evicta res non sit, nihil debet. In permutatione verò, si utrumque pretium est, utriusque rem fieri oportet; si merx neutrius. Sed cùm debeat et res et pretium esse,

Dans la vente, il y a de la différence entre vendre et acheter; les personnes du vendeur et de l'acheteur sont distinctes. La chose vendue n'est point confondue avec le prix. Il n'en est pas de même dans l'échange, où le vendeur n'est pas distingué de l'acheteur. Les obligations des parties sont aussi différentes dans l'échange, que celles du vendeur et de l'acheteur. Celui-ci est soumis à l'action de la vente quand il ne transfère pas au vendeur la propriété de l'argent qu'il lui paye. Quant au vendeur, il suffit qu'il s'oblige à la garantie en cas d'é-

non potest inveniri quid eorum merx, et quid pretium sit : nec ratio patitur ut una, eademque res et veneat, et pretium sit emptionis.

(*Leg.* 1, *ff. de Rerum permutatione.*)

viction, qu'il livre la chose, et soit exempt de mauvaise foi : en sorte que s'il n'y a pas d'éviction, il ne doit plus rien à l'acheteur. Dans l'échange, si la chose de chaque partie est regardée comme le prix de l'autre, chacune doit en transférer la propriété. Si on la regarde comme une marchandise vendue, aucune des parties n'est obligée d'en transférer la propriété. Mais, comme il doit y avoir une chose et une autre qui en soit le prix, on ne peut point savoir laquelle des deux est la chose vendue, et laquelle est le prix; et il n'est pas naturel de penser qu'un effet soit en même temps et la chose et le prix de la vente.

ARTICLE 1703.

L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

Item emptio ac venditio nudâ consentientium voluntate contrahitur : permutatio autem ex re traditâ initium obligationi præbet. Alioquin, si res nondùm tradita sit, nudo consensu constitui obligationem dicemus : quod in his duntaxat receptum est, quæ nomen suum habent, ut in emptione, venditione, conductione, mandato.

(*Leg.* 1, § 2, *ff. de Rerum permutatione.*)

De plus, la vente se contracte par le seul consentement des parties. Il n'en est pas de même de l'échange : c'est la délivrance qui est faite par l'une des parties qui donne lieu à l'obligation de l'autre. Autrement, il faudrait dire qu'une obligation civile pourrait se contracter par la seule volonté des parties : ce qui n'est vrai que des conventions qui ont un nom fixé, comme la vente, le louage, le mandat.

ARTICLE 1704.

Si l'un des copermutans a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

Ideòque Pedius ait, alienam rem dantem, nullam contrahere permutationem.
(*Leg. eâd.* 1, § 3.)

C'est ce qui fait dire à Pédius que, si une partie donne une chose qui ne lui appartienne pas, il n'y a pas d'échange.

ARTICLE 1705.

Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose.

Igitur ex alterâ parte traditione factâ, si alter rem nolit tradere, non in hoc agemus, ut interest nostrâ, illam rem accepisse, de quâ convenit : sed ut res contrà nobis reddatur, condictioni locus est, quasi re non secutâ.
(*Leg. eâd.*, § 4.)

Ainsi, en matière d'échange, si une partie donne sa chose et que l'autre refuse de donner la sienne, la première n'a point d'action pour faire condamner l'autre envers elle à l'indemniser de l'intérêt qu'elle a d'avoir la chose ; elle a seulement une action personnelle pour se faire rendre sa chose, comme l'ayant donnée pour une cause qui n'a point eu son effet.

ARTICLE 1707.

Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

Aristo ait, quoniàm permu-

Ariston pense que l'échange

tatio vicina esset emptioni, sanum quoque, furtis noxisque solutum, et non esse fugitivum servum, præstandum, qui ex causâ daretur.

(*Leg.* 2, *ff. eod. tit.*)

approche de la vente, en ce que, dans l'un et l'autre, on doit garantir que l'esclave que l'on donne est sain, qu'il n'est pas dans le cas d'être poursuivi par personne relativement à des vols qu'il aurait faits ou à des dommages qu'il pourrait avoir causés, et qu'enfin il ne s'est point soustrait à la puissance de son véritable maître en fuyant de chez lui.

TITRE VIII.

Du Contrat de Louage.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 1708.

Il y a deux sortes de contrats de louage : celui des choses et celui d'ouvrage.

ARTICLE 1709.

Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

ARTICLE 1710.

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entr'elles.

Locatio est conductio, cùm naturalis sit, et omnium gentium : non verbis, sed consensu contrahitur, sicut emptio et venditio.

(*Leg.* 1, *ff. Locati conducti.*)

Le contrat de louage est conforme au droit naturel; il est usité chez toutes les nations : ce qui fait qu'il ne demande point de solennité dans les termes, et qu'il se consomme par le seul consentement, comme la vente.

Locatio et conductio proxima est emptioni et venditioni, iisdemque juris regulis consistit. Nam ut emptio et venditio ità contrahitur, si de pretio convenerit; sic et locatio et conductio ità contrahi intelligitur, si merces constituta sit : et competit locatori quidem locati actio, conductori verò conducti.

(*Institut., lib. III, tit. XXV, in principio, de Locatione et Conductione.*)

Le louage approche fort de la vente, et est susceptible des mêmes règles; car, ainsi que la vente est parfaite dès que les parties sont convenues de la chose vendue et du prix, de même le louage est censé parfait, sitôt que les parties sont convenues du loyer pour l'usage de la chose louée. Et ce contrat produit deux actions : l'une appelée *actio locati*, qui appartient au bailleur ou locateur, et l'autre appelée *actio conducti*, qui est donnée au preneur ou locataire.

Quotiens autem faciendum aliquid datur, locatio est.

(*Leg.* 22, § 1, *ff. Locati conducti.*)

Quand on donne quelque ouvrage à faire, c'est un louage.

ARTICLE 1711.

Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières, etc.

Les *devis*, *marché*, ou *prix fait*, pour l'entreprise d'un ouvrage, moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

Item quæritur, si cum aurifice Titius convenerit ut is ex auro suo certi ponderis certæque formæ annulos ei faceret, et acciperet (verbi gratiâ) decem aureos; utrùm emptio et venditio, an locatio et conductio contrahi videatur. Cassius ait, materiæ quidem emptionem et venditionem contrahi : operæ autem locationem et conductionem. Sed placuit tantùm emptionem et venditionem contrahi. Quod si suum aurum Titius dederit, mercede pro operâ constitutâ, dubium non est quin locatio et conductio sit.

(*Institut., lib. III, tit. XXV*, § 4, *de Locatione et Conductione.*)

On doute encore si Titius, étant convenu avec un orfèvre que cet orfèvre lui ferait des bagues d'un tel poids et d'une telle façon, de l'or que l'orfèvre fournirait pour la somme de dix écus, cette convention est une vente ou un louage. Cassius dit qu'à l'égard de la matière, c'est une vente; mais que c'est un louage à l'égard du travail. Cependant il a été réglé que ce n'est qu'une vente pour l'un et l'autre. Si Titius fournissait l'or, convenant d'une certaine récompense pour le travail, il n'y aurait aucune difficulté que ce ne fût un louage.

Voyez la loi 2, § 1, *ff. Locati conducti.*

CHAPITRE II.

Du Louage des Choses.

ARTICLE 1713.

On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

Locare servitutem nemo potest.

(*Leg. 44, ff. Locati conducti.*)

On ne peut point donner à loyer une servitude réelle.

Rei suæ conductio nulla est.

(*Leg. 15, ff. eod tit.*)

On ne peut louer à soi-même sa propre chose.

ARTICLE 1714.

On peut louer ou par écrit ou verbalement.

Hujusmodi contractus neque verba, neque scripturam utiquè desiderant, sed modò consensu convalescunt.

(*Leg.* 14, *in medio*, *ff. Locati conducti*, et *Leg.* 24, *Cod. eod. tit.*)

De pareils contrats n'ont besoin que du consentement pour être valables; ils n'ont pas besoin d'être constatés par écrit.

ARTICLE 1715.

Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

(Par comparaison)

Si tibi habitationem locavero, mox pensionem remittam, ex locato et conducto agendum erit.

(*Leg.* 5, *ff. Locati conducti.*)

Si je vous ai loué un logement, et que, par la suite, je vous fasse remise du loyer, les actions auront lieu d'après les règles du louage.

ARTICLE 1716.

Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

Et ideò, prætextu minoris pensionis, locatione factâ, si nullus dolus adversarii probari possit, rescindi locatio non potest.

(*Leg.* 23, *ff. eod. tit.*)

En conséquence, on ne peut pas demander qu'une location soit résolue, sous prétexte qu'on a loué à trop bon marché, s'il n'y a point de mauvaise foi de la partie adverse.

ARTICLE 1717.

Le preneur a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie.

Cette clause est toujours de rigueur.

Si colonus locaverit fundum, res posterioris conductoris domino non obligantur : sed fructus in causâ pignoris manent, quemadmodùm esset, si primus colonus eos percepisset.

(*Leg.* 24, § 1, *ff. eod. tit.*)

Si le fermier sous-loue sa ferme à un autre, les biens du sous-fermier ne sont point obligés au propriétaire; mais les fruits lui tiennent toujours lieu de gages, comme s'ils avaient été perçus par le fermier principal.

Nota. Voyez la loi 6, *Cod. Locat.*, Nemo prohibetur rem quam conduxit fruendam, alii locare, si nihil aliud convenit. — Personne n'est empêché de louer à un autre ce qu'il tient à location, s'il n'y en a une clause contraire.

ARTICLE 1719.

Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière,

1° De délivrer au preneur la chose louée ;

2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;

3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

ARTICLE 1720.

Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce, etc.

Competit autem ex his cau-

Voici à peu près les cas où

sis ferè, ut putà si re quam conduxit frui ei non liceat : fortè quia possessio ei aut totius agri, aut partis non præstatur, aut villa non reficitur, vel stabulum, vel ubi greges ejus stare oporteat : vel si quid in lege conductionis convenit, si hoc non præstatur, ex conducto agetur.

(*Leg.* 15, § 1, *ff. Locati conducti.*)

le locataire a droit d'intenter cette action : par exemple, s'il ne peut pas jouir de la chose qu'il a louée, parce qu'on ne le met pas en possession du fonds en entier, ou en partie, ou parce qu'on ne fait pas les réparations urgentes à la maison, à la ferme, ou aux étables où il renferme ses troupeaux; ou si on ne lui fournit pas ce dont on est convenu avec lui lors de la location.

Planè si fortè dominus frui non patiatur, vel cùm ipse locâsset, vel cùm alius alienum, vel quasi procurator, vel quasi suum, quod interest præstabitur. Et ità Proculus in procuratore respondit.

(*Leg. eâd.* 15, § 8.)

Mais si le propriétaire empêche la jouissance du locataire, soit qu'il ait loué lui-même, soit que la chose d'autrui ait été louée par un tiers, soit que le locateur ait loué comme fondé de pouvoir ne l'étant pas, ou comme propriétaire pendant qu'il ne l'était pas, le propriétaire sera en ce cas obligé à indemniser le locataire des intérêts qu'il peut avoir. C'est ce qu'a décidé Proculus à l'égard d'un mandataire.

ARTICLE 1721.

Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

Si quis dolia vitiosa ignarus locaverit, deindè vinum efflu-

Si on donne à loyer des tonneaux défectueux qu'on ne

xerit, tenebitur in id quod interest : nec ignorantia ejus erit excusata. Et ità Cassius scripsit. Aliter atque si saltum pascuum locâsti, in quo herba mala nascebatur : hîc enim si pecora vel demortua sunt, vel etiam deteriora facta, quod interest præstabitur, si scisti : si ignorâsti, pensionem non petes. Et ità Servio, Labeoni, Sabino placuit.

(*Leg.* 19, § 1, *ff. eod. tit.*)

savait pas tels, et que le vin que le locataire y a mis ait coulé, on sera condamné envers lui aux intérêts, sans que l'ignorance dans laquelle on était puisse servir d'excuse. C'est le sentiment de Cassius. Il n'en serait pas de même si on avait donné à loyer des pâturages où il croît des herbes malsaines, car, dans le cas où les animaux en seraient morts ou auraient perdu de leur prix, on distinguera si le propriétaire a su ou ignoré que le terrain en fût infecté. Dans le premier cas, il sera condamné aux intérêts ; dans le second, on lui refusera simplement l'action pour demander le loyer du terrain. C'est le sentiment de Servius, de Labéon et de Sabin.

ARTICLE 1722.

Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail. — Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

Habitatores non, si paulò minùs commodè aliquâ parte cænaculi uterentur, statìm deductionem ex mercede facere oportet : eâ enim conditione habitatorem esse, ut si quid transversarium incidisset, quam-

On ne peut pas toujours demander une remise d'une partie du loyer parce qu'on aura souffert quelque petite incommodité dans une partie du logement qu'on occupe. En effet le locataire est dans le cas de

obrem dominum aliquid demoliri oporteret, aliquam partem parvulam incommodi sustineret : non ità tamen, ut eam partem cænaculi dominus aperuisset, in quâ magnam partem usus habitator haberet. (*Leg.* 27, *ff. Locati conducti.*)

devoir souffrir quelque incommodité, s'il arrive quelque accident qui oblige le propriétaire à démolir quelque chose pour le réparer; mais il ne pourra cependant pas découvrir la partie du logement dont le locataire fait le plus d'usage.

Iterùm interrogatus est, si quis timoris causâ emigrâsset, debere mercedem, nec ne? Respondit : si causa fuisset, cur periculum timeret, quamvis periculum verè non fuisset, tamen non debere mercedem : sed si causa timoris justa non fuisset, nihilominùs debere. (*Leg. eâd.* 27, § 1.)

On a demandé si un locataire que la peur aurait fait déloger devrait payer les loyers ou non? On répond que, s'il a eu de justes raisons de crainte, encore bien qu'il n'y eût réellement aucun danger, il ne doit point payer de loyers; mais que, si les craintes n'étaient pas fondées, il doit les payer.

ARTICLE 1723.

Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

ARTICLE 1724.

Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes, et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

Et hæc distinctio convenit illi quæ à Servio introducta, et ab omnibus ferè probata est, ut si aversione insulam locatam dominus reficiendo, ne eâ conductor frui possit, effecerit, animadvertatur, necessariò nec ne id opus demolitus est. Quid enim interest, utrum locator insulæ propter vetustatem cogatur eam reficere, an locator fundi cogatur ferre injuriam ejus quem prohibere non possit? intelligendum est autem nos hâc distinctione uti de eo qui et suum prædium fruendum locaverit, et bonâ fide negotium contraxerit, non de eo qui alienum prædium per fraudem locaverit, nec resistere domino possit, quominùs is colonum frui prohibeat.
(*Leg.* 35, *ff. Locati conducti.*)

Cette distinction revient à celle qui a été imaginée par Servius, et approuvée par tous les jurisconsultes : dans le cas où un propriétaire aura loué toute sa maison, et que, venant à la réparer, il empêche le locataire d'en jouir, il faudra examiner si c'est par nécessité, ou sans nécessité que ce propriétaire aura jeté sa maison à bas. En effet, il n'y a point de différence entre celui qui a loué une maison qu'il est obligé de démolir à cause de sa vétusté, et celui qui a loué un fonds, et qui est obligé de souffrir la violence faite à son fermier par un tiers, auquel il ne peut résister. Cette distinction ne peut s'appliquer qu'à l'égard de celui qui a loué de bonne foi un fonds qui lui appartenait, et non de celui qui a loué frauduleusement un fonds qu'il savait ne lui point appartenir et qui se trouve hors d'état de résister au véritable propriétaire qui empêche la jouissance de son fermier.

ARTICLE 1725.

Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée ; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

Sed de damno ab alio dato,

Cependant, suivant le senti-

agi cum eo non posse, Julianus ait : quâ enim custodiâ consequi potuit, ne damnum injuria ab alio dari possit? Sed Marcellus interdùm esse posse ait : sive custodire potuit, ne damnum daretur, sive ipse custos damnum dedit. Quæ sententia Marcelli probanda est.
(*Leg.* 41, *ff. Locati conducti.*)

ment de Julien, on ne peut point l'actionner, relativement au dommage causé à la chose par un tiers ; car, malgré tout le soin qu'on apporte à garder une chose, on ne peut pas empêcher qu'un tiers y apporte quelque dommage. Mais Marcellus remarque qu'on peut cependant quelquefois actionner celui à qui on a confié une chose en garde, relativement au dommage qui y a été causé, par exemple, s'il pouvait la garder de manière qu'on n'y fît aucun dommage, ou s'il l'a lui-même causé. Ce sentiment de Marcellus doit être approuvé.

ARTICLE 1726.

Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

ARTICLE 1727.

Si ceux qui ont commis des voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

Si quis domum bonâ fide emptam, vel fundum locaverit mihi, isque sit evictus sine dolo malo culpâque ejus, Pomponius ait, nihilominùs eum teneri ex conducto ei qui conduxit, ut ei præstetur frui quod conduxit, licere. Planè si dominus non patiatur, et locator paratus sit aliam habitationem non minùs commodam præstare, æquissimum esse ait, absolvi locatorem.

(*Leg.* 9, *in principio, ff. Locati conducti.*)

Si quelqu'un loue une maison ou un fonds dont il était possesseur de bonne foi à titre d'achat, et que la maison ou le fonds soit évincé sans mauvaise foi et sans faute de sa part, Pomponius pense qu'il n'est pas moins obligé envers son locataire à le faire jouir pendant le temps de son bail. Si le propriétaire ne veut pas laisser occuper sa maison par ce locataire, l'équité demande que le propriétaire soit absous vis-à-vis du locataire, en lui offrant une autre maison également commode.

ARTICLE 1728.

Le preneur est tenu de deux obligations principales,

1° D'user de la chose louée en bon père de famille, et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention;

2° De payer le prix du bail aux termes convenus.

Conductor (autem) omnia secundum legem conductionis facere debet, et si quid in lege prætermissum fuerit, id ex bono et æquo præstare. Qui pro usu aut vestimentorum, aut argenti, aut jumenti, mercedem aut dedit, aut promisit, ab eo custodia talis desideratur qualem diligentissimus pater-familiâs suis rebus adhibet. Quam si præstiterit, et aliquo casu forluito eam

Le preneur à louage doit exécuter toutes les clauses du bail, et il est responsable, suivant l'équité, de tout ce qui aurait été omis dans le contrat. Celui qui prend à louage des habits, de la vaisselle d'argent, ou des chevaux, doit les conserver avec autant de soin qu'un père de famille très-diligent a coutume de conserver ce qui lui appartient. Si nonobstant une telle diligence de

rem amiserit, de restituendâ eâ non tenebitur.

(*Inst., lib. III, tit. XXV, § 6, de Locatione et Conductione.*)

la part de celui qui a pris à louage ces sortes de choses, elles viennent à périr par quelque accident, il n'en est pas tenu.

NOTA. Voyez la loi 25, § 3, *ff. Locati conducti*, qui s'applique parfaitement ici. Elle est rapportée sur l'art. 1754 *infrà*.

ARTICLE 1729.

Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

In conducto fundo, si conductor sua opera aliquid necessariò, vel utiliter auxerit, vel ædificaverit, vel instituerit cùm id non convenisset, ad recipienda ea quæ impendit, ex conducto cum domino fundi experiri potest.

(*Leg. 55, § 1, ff. Locati conducti.*)

Si le fermier fait par lui-même quelques augmentations nécessaires ou utiles dans le fonds qu'il a reçu à loyer, s'il y fait des bâtimens ou des plantations, sans qu'il y ait eu à cet égard des conventions particulières, il a l'action contraire du loyer contre le propriétaire pour se faire rendre les dépenses qu'il a faites.

ARTICLE 1732.

Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

Item prospicere debet conductor, ne in aliquo vel jus rei, vel corpus deterius faciat, vel fieri patiatur.

(*Leg. 11, § 2, ff. Locati conducti.*)

Le locataire doit encore avoir soin de ne détériorer en rien la chose, et de ne point donner d'atteinte aux droits qui y sont attachés; il ne doit pas non plus souffrir que d'autres y préjudicient.

ARTICLE 1733.

Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve,
Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction,
Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

ARTICLE 1734.

S'il y a plusieurs locataires, tous sont solidairement responsables de l'incendie;
A moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu;
Ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus.

Si hoc in locatione convenit, ignem ne habeto et habuit, tenebitur, etiam si fortuitus casus admisit incendium, quia non debuit ignem habere. Aliud est enim ignem innocentem habere : permittit enim habere, sed innoxium ignem.

(*Leg.* 11, § 1, *ff. Locati conducti.*)

Si on est convenu lors de la location, que le locataire ne pourrait point avoir de feu, celui-ci sera garant de l'incendie qui sera arrivé, même par cas fortuit, parce qu'il n'a pas dû avoir de feu. La clause qui défend d'avoir un feu qui puisse nuire, est bien différente, car elle permet d'avoir du feu, pourvu qu'il ne soit pas dans le cas de nuire.

Inter conductorem et locatorem convenerat, ne in villâ urbanâ fænum componeretur. Composuit; deindè servus igne illato se occidit. Ait Labeo, teneri conductorem ex locato : quia ipse causam præbuit,

On était convenu dans la location que le locataire ne ferait point d'amas de foin dans une maison. Malgré cette convention, il y en a fait un. Ensuite son esclave y a mis le feu et s'est tué. Labéon pense

inferendo contrà conductionem.

(*Leg.* 11, § 4, *ff. Locati conducti.*)

que le locataire n'en sera pas moins obligé à cet égard envers le locateur, parce qu'il a occasioné lui-même l'incendie, en faisant un amas de foin contre la convention.

ARTICLE 1735.

Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

Videamus an et servorum culpam, et quoscunque induxerit, præstare conductor debeat? Et quatenùs præstat, utrum ut servos noxæ det, an verò suo nomine teneatur: et adversùs eos quos induxerit, utrùm præstabit tantum actiones, an quasi ob propriam culpam tenebitur? Mihi ità placet, ut culpam etiam eorum quos induxit præstet suo nomine, etsi nihil convenit: si tamen culpam in inducendis admittit, quod tales habuerit, vel suos, vel hospites.

(*Leg.* 11, *in principio*, *ff. Locati conducti.*)

Le locataire est-il responsable des fautes de ses esclaves et de ceux à qui il a sous-loué? A l'égard des fautes de ses esclaves, à quoi est-il obligé? Peut-il les abandonner pour tenir lieu de réparation, ou bien est-il condamné en son propre nom? A l'égard de la faute de ceux à qui il a sous-loué, suffit-il qu'il transporte ses actions au propriétaire, ou est-il condamné lui-même, comme si la faute lui était personnelle? On décide que le locataire est garant de ceux à qui il a sous-loué, quand même il n'y aurait point à cet égard de convention, pourvu cependant qu'il y ait eu de sa faute à placer dans la maison des esclaves, ou des hôtes si négligens.

ARTICLE 1738.

Si, à l'expiration des baux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites sans écrit.

ARTICLE 1739.

Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite réconduction.

ARTICLE 1740.

Dans le cas des deux articles précédens, la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

Qui impleto tempore conductionis, remansit in conductione, non solùm reconduxisse videbitur, sed etiam pignora videntur durare obligata. Sed hoc ità verum est, si non alius pro eo in priore conductione res obligaverat : hujus enim novus consensus erit necessarius. Eadem causa erit, etsi reipublicæ prædia locata fuerint. Quod autem diximus taciturnitate utriusque partis colonum reconduxisse videri, ità accipiendum est; ut in ipso anno quo tacuerunt, videantur eamdem locationem renovâsse, non etiam in sequentibus annis; et si lustrum fortè ab initio fuerat conductioni præstitutum. Sed et si secundo quoque anno post finitum lustrum nihil fuerit contrarium actum, eamdem videri locationem in illo anno permansisse : hoc enim ipso quo tacuerunt, consensisse videntur : et hoc deinceps in uno quoque anno observan-

Lorsqu'après l'expiration de son bail, le locataire reste dans les lieux qu'il occupait, non-seulement il y a tacite réconduction, mais même les gages donnés pour la sûreté du bail qui est expiré continuent d'être obligés. Cela n'est cependant vrai qu'autant que les gages auront été donnés par le locataire lui-même, et non par un tiers; car, dans ce dernier cas, il faudrait un nouveau consentement de la part du tiers. Il en sera de même, dans le cas où des terres appartenant à la république auront été données à location. Quand on dit que le silence des deux parties forme une tacite réconduction, on doit l'entendre dans ce sens que la location n'est renouvelée que pour l'année qui suit l'expiration du bail, si les parties gardent le silence pour cette année et non pour les années suivantes, quand même le bail aurait été originaire-

dum est. In urbanis autem prædiis alio jure utimur : ut prout quisque habitaverit, ità et obligetur : nisi in scriptis certum tempus conductione comprehensum est.

(*Leg.* 13, § 14, *ff. Locati conducti.*)

ment de cinq ans. Si dans la seconde année de l'expiration du bail, les parties gardent encore le silence, la location sera également censée renouvelée pour cette année; parce que leur silence fait présumer un consentement de leur part. Il faut observer la même chose pour chaque année suivante. A l'égard des maisons, il y a un usage contraire : c'est que le locataire est obligé pour tout le temps qu'il a occupé, à moins qu'il n'y ait un bail écrit, qui fixe un certain temps de la location.

ARTICLE 1741.

Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée, et par le défaut respectif du bailleur et du preneur, de remplir leurs engagemens.

Si quis, cùm in annum habitationem conduxisset, pensionem totius anni dederit : deindè insula post sex menses ruerit, vel incendio consumpta sit, pensionem residui temporis, rectissimè Mela scripsit ex conducto actione repetiturum, non quasi indebitum conducturum : non enim per errorem dedit plus, sed ut sibi in causam conductionis proficeret. Aliter, atque si quis cùm decem conduxisset, quindecim solverit : hic enim, si per errorem solvit, dùm putat se quindecim conduxisse,

Quelqu'un a loué une maison pour un an, et a payé d'avance le loyer d'une année; la maison est tombée en ruines ou a été consumée par le feu au bout de six mois. Méla écrit avec beaucoup de raison qu'il aura l'action du loyer pour se faire rendre le prix du temps qui restait à achever, et qu'il ne doit pas en ce cas se servir de l'action par laquelle on redemande une chose qu'on a payée indûment; car ce n'est pas par erreur qu'il a donné plus qu'il ne devait, mais pour s'acquitter de ce

actionem ex conducto non habebit, sed solam condictionem. Nam inter eum qui per errorem solvit, et eum qui pensionem integram proroga-vit, multum interest.

(*Leg.* 19, § 6, *ff. Locati conducti.*)

qu'il devait payer pour sa location. Il n'en serait pas de même de celui qui, ayant pris une chose à loyer pour dix écus, en aurait payé quinze; car, s'il avait payé cette somme par erreur, croyant avoir loué pour quinze écus, il n'aurait point à cet égard l'action du loyer, mais il pourrait redemander ce qu'il a payé indûment. En effet il y a bien de la différence entre celui qui paye par erreur ce qu'il ne doit pas, et celui qui paye d'avance le loyer entier de la chose qu'il a louée.

ARTICLE 1742.

Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

Ex conducto actionem etiam ad hæredem transire palàm est.

(*Leg.* 19, § 8, *ff. eod. tit.*)

Tout le monde sait que l'action relative à la location passe à l'héritier.

Mortuo conductore intra tempora conductionis, hæres ejus eodem jure in conductione succedit.

(*Instit., lib. III, tit. XXV,* § 6, *de Locatione et Conductione.*)

Le preneur venant à décéder avant la fin du bail, son héritier entre dans ses droits par rapport à ce contrat.

Nota. Voyez la loi 10, *Cod. de Locato et conducto*, qui décide la même chose pour le bailleur.

ARTICLE 1743.

Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut

expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

ARTICLE 1744.

S'il a été convenu lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou le locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

ARTICLE 1745.

S'il s'agit d'une maison, appartement ou boutique, le bailleur paye, à titre de dommages et intérêts, au locataire évincé, une somme égale au prix du loyer, pendant le temps qui, suivant l'usage des lieux, est accordé entre le congé et la sortie.

ARTICLE 1746.

S'il s'agit de biens ruraux, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir.

Qui fundum fruendum, vel habitationem alicui locavit, si aliquâ ex causâ fundum vel ædes vendat, curare debet, ut apud emptorem quoque eâdem pactione et colono frui, et inquilino habitare liceat : alioquin prohibitus is aget cum eo ex conducto.

(*Leg.* 25, § 1, *ff. Locati conducti.*)

Celui qui a loué un fonds ou une maison, qu'il se détermine par la suite à vendre, doit prendre ses mesures avec l'acquéreur, afin qu'il laisse jouir le fermier ou le locataire aux conditions de son bail ; autrement celui-ci aura contre lui l'action résultant de la location, si l'on empêche sa jouissance.

Insulam uno pretio totam locâsti, et eam vendidisti; ità ut emptori mercedes inquilinorum accederent. Quamvis eam conductor majore pretio locaret, tamen id emptori accedit, quod tibi conductor debeat.

(*Leg.* 58, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

Vous avez loué en entier une maison à un seul locataire; vous l'avez depuis vendue sous la condition que les loyers dus par les locataires passeraient à l'acquéreur. Quoique le principal locataire ait sous-loué les différens logemens de cette maison pour un prix plus considérable, il n'y a que ce qui est dû par le principal locataire, suivant le prix porté dans son bail, qui passe à l'acquéreur.

Ad exemplum venditionis potest usufructuarius, conductorem expellere.

(*Leg.* 59, § 1, *in fine*, *ff. de Usufructu et quemadmodùm quis utatur fruatur.*)

A l'exemple de l'acheteur, l'usufruitier peut expulser le fermier.

Nota. Voyez la loi 9, *Cod. de Locato et conducto*, dont voici les termes : Emptorem quidem fundi necesse non est stare colono cui prior dominus locavit, nisi eâ lege emit. — Il n'est pas nécessaire que l'acheteur d'un fonds maintienne le fermier dans la location que lui a donnée le précédent propriétaire, à moins qu'il n'ait acheté à cette condition. — La loi 32 *ff. eod. tit.* décide la même chose.

ARTICLE 1747.

L'indemnité se réglera par experts, s'il s'agit de manufactures, usines, ou autres établissemens qui exigent de grandes avances.

Quemadmodùm in emendo et vendendo, naturaliter concessum est, quod pluris sit, minoris emere : quod minoris sit, pluris vendere, et ità invi-

Comme il est reçu dans la vente qu'on peut vendre quelque chose de plus, ou l'acheter quelque chose de moins, et que, par conséquent, les

cem se circumscribere, ità in locationibus quoque et conductionibus juris est.

(*Leg.* 22, § 3, *ff. Locati conducti.*)

parties peuvent débattre ainsi leur intérêt, on observe la même chose en matière de location.

ARTICLE 1749.

Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

(Par comparaison)

Si colono tuo usumfructum fundi legaveris, usumfructum vindicabit : et cum hærede tuo aget ex conducto, et consequetur ut neque mercedes præstet, et impensas quas in culturam fecerat recipiat.

(*Leg.* 34, § 1, *ff. de Usufructu et quemadmodùm quis utatur fruatur.*

Si le testateur lègue l'usufruit à son fermier, celui-ci a une action pour revendiquer l'usufruit contre tout possesseur; il a d'ailleurs une action contre l'héritier en conséquence de son bail, par laquelle il obtiendra de n'être plus tenu des loyers, et de se faire rendre les dépenses qu'il a faites pour la culture.

ARTICLE 1752.

Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisans, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

Item, quia conventiones etiam tacitæ valent, placet in urbanis habitationibus locandis invecta illata pignori esse locatori, etiamsi nihil nominatim convenerit.

(*Leg.* 4, *ff. de Pactis.*)

De même, par la raison que les conventions tacites sont valables, on a décidé que les effets qui garnissent les maisons louées serviraient de gages au propriétaire, quoiqu'on n'en fût pas convenu expressément.

ARTICLE 1753.

Le sous-locataire n'est tenu, envers le propriétaire, que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location dont il peut être débiteur au moment de la saisie, et sans qu'il puisse opposer des paiemens faits par anticipation, etc., etc.

NOTA. Voyez l'application sur l'art. 1717 et la note.

ARTICLE 1754.

Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et entre autres les réparations à faire, aux âtres, contrecœurs, chambranles et tablettes de cheminées, etc.

Conductor omnia secundum legem conductionis facere debet; et ante omnia colonus curare debet, ut opera rustica suo quoque tempore faciat, ne intempestiva cultura deteriorem fundum faceret. Præterea villarum curam agere debet, ut eas incorruptas habeat.

(*Leg.* 25, § 3, *ff. Locati conducti.*)

Le locataire doit faire tout ce qui est porté dans la convention : le fermier doit surtout avoir soin de faire tous les travaux rustiques dans leur temps, afin de ne pas détériorer le fonds par une culture hors de saison. Il doit, en outre, avoir soin d'entretenir les fermes, de manière que les choses qui s'y trouvent soient toujours en bon état.

Sed si, vicino ædificante, obscurentur lumina cœnaculi, teneri locatorem inquilino. Certè, quin liceat colono vel inquilino relinquere conductionem, nulla dubitatio est. De mercedibus quoque, si cum eo agatur, reputationis ratio habenda est. Eadem intelligimus si ostia fenestrasve

Mais si un voisin vient à bâtir de manière à ôter le jour à une chambre, le propriétaire est obligé d'indemniser le locataire. Il n'y a pas de doute qu'en ce cas le fermier ou le locataire ne puisse abandonner la ferme ou la maison, et que, si on l'actionne pour payer son loyer, on devra

nimiùm corruptas locator non restituat.

(*Leg. eâd.* 25, § 2.)

l'admettre à demander la compensation. Il en faut dire de même dans le cas où le propriétaire refusera de remettre en bon état des portes ou des fenêtres qui seront absolument rompues ou brisées.

ARTICLE 1755.

Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires quand elles ne sont occasionées que par vétusté ou force majeure.

Vis major, quam Græci Θεου βιαν, (Théou bian) id est, vim divinam appellant, non debet conductori damnosa esse, si plus quàm tolerabile est, læsi fuerint fructus : alioquin modicum damnum æquo animo ferre debet colonus, cui immodicum lucrum non auferetur. Apparet autem de eo nos colono dicere, qui ad pecuniam numeratam conduxit : alioquin partiarius colonus, quasi societatis jure, et damnum et lucrum cum domino fundi partitur.

(*Leg.* 25, § 6, *ff. Locati conducti.*)

Le locataire ne doit point être responsable des pertes qui arrivent par une force majeure, que les Grecs appellent Θεου βιαν, c'est-à-dire force de Dieu, si les fruits ont été frappés d'une manière extraordinaire. Si le dommage est peu considérable, le fermier doit le supporter avec d'autant plus de raison qu'on n'exige rien de lui quand il fait un profit immense. On voit que nous parlons du fermier qui paye sa ferme en argent : car un fermier partiaire qui donne au propriétaire pour loyer une portion des fruits, est dans le cas d'un associé : il partage le gain et la perte avec le propriétaire.

ARTICLE 1759.

Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance après l'expiration du bail par écrit, sans opposition de la part du bailleur, il sera censé les occu-

per aux mêmes conditions, pour le terme fixé par l'usage des lieux, etc.

NOTA. Voyez l'application faite à l'article 1740 *suprà*.

Qui ad certum tempus conducit, finito quoque tempore colonus est : intelligitur enim dominus cùm patitur colonum in fundo esse, ex integro locare. Et hujusmodi contractus neque verba, neque scripturam utiquè desiderant, sed nudo consensu convalescunt. Et ideò si interim dominus furere cœperit, vel decesserit, fieri non posse Marcellus ait, ut locatio redintegretur; et est hoc verum.

(*Leg.* 14, *ff. Locati conducti.*)

Celui qui a affermé une maison (ou un fonds) pour un certain temps, reste fermier même après l'expiration du temps : car dès là que le maître souffre que le fermier reste dans sa ferme, il est censé lui louer de nouveau le fonds en entier. Le contrat de louage ne demande d'ailleurs ni la solennité des paroles, ni la formalité de l'écriture, le seul consentement des parties en forme la validité. De là, si le propriétaire tombe en démence, ou vient à mourir pendant le bail, on ne peut pas dire, suivant Marcellus, que la location se renouvelle d'elle-même après l'expiration du bail; et cela est vrai.

ARTICLE 1760.

En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

Qui contra legem conductionis fundum ante tempus sine justâ ac probabili causâ deseruerit, ad solvendas totius temporis pensiones ex conducto conveniri potest, quatenùs locatori, in id quod

Le fermier qui, contre la convention, abandonne la terre avant la fin du bail sans aucune cause juste et raisonnable, doit être condamné à payer les loyers pour tout le temps du bail, et à indemni-

ejus interest, indemnitas servetur.

(*Leg.* 55, § 2, *ff. Locati conducti.*

ser en outre le propriétaire de l'intérêt qu'il peut avoir que sa terre ne soit point abandonnée.

ARTICLE 1761.

Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a eu convention contraire.

Nota. Cette disposition abroge la loi *Ædes*, si usitée dans l'ancien droit. Elle autorisait trois causes de résolution du bail, avant son expiration : Si propriis usibus dominus necessariam esse probaverit, aut corrigere domum maluerit, aut si conductrix malè versetur in re locatâ. — Le propriétaire, dit cette loi, ne peut vous renvoyer de la maison que vous avez louée, et dont vous lui avez toujours payé exactement les loyers, à moins qu'il ne prouve qu'elle lui est nécessaire, qu'il veut l'habiter lui-même, ou en changer la distribution, ou que vous n'ayez fait un mauvais usage de la maison qu'il vous avait louée.

ARTICLE 1762.

S'il a été convenu, dans le contrat de louage, que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques déterminées par l'usage des lieux.

Locatio precariive rogatio ità facta, quoad is qui eam locâsset, dedissetve, vellet, morte ejus qui locavit, tollitur.

(*Leg.* 4, *ff. Locati conducti.*)

Si on tient une chose à titre de précaire ou de loyer, sous cette clause, *à la volonté de celui qui a donné la chose*, la location et le précaire finissent par la mort de celui de qui on tient la chose.

ARTICLE 1763.

Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits

avec le bailleur, ne peut ni sous-louer, ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail.

Voyez les applications sur l'art. 1717 *suprà*, et ajoutez :

Si in lege locationis comprehensum sit, ut arbitratu domini opus adprobetur, perindè habetur, ac si viri boni arbitrium comprehensum fuisset.

(*Leg.* 24, *ff. Locati conducti.*)

Si, en donnant un ouvrage à faire, on a inséré dans la location une clause par laquelle il a été dit qu'on s'en rapporterait au maître pour approuver l'ouvrage, cette clause n'a d'autre effet que si on était convenu de s'en rapporter en général à un arbitre intègre.

ARTICLE 1764.

En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le preneur est condamné aux dommages-intérêts résultant de l'inexécution du bail.

Si domus vel fundus in quinquennium pensionibus locatus sit, potest dominus, si deseruerit habitationem, vel fundi culturam colonus, vel inquilinus, cum eis statim agere.

(*Leg. eâd.* 24, § 2.)

Si une maison ou un fonds a été loué pour cinq ans, le propriétaire peut intenter l'action du loyer sur-le-champ contre le locataire ou le fermier, si celui-ci abandonne la culture de la terre, ou si celui-là déloge de la maison.

Nota. Voyez le § 2 de la loi 55, *ff. Locati conducti*, appliqué sur l'art. 1760 *suprà*.

ARTICLE 1765.

Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier que dans les cas et suivant les règles exprimées au titre *de la Vente*.

Si decem tibi locem fundum, tu autem existimes quinque te conducere, nihil agitur. Sed et si ego minoris me locare sensero, tu pluris te conducere, utiquè non pluris erit conductio, quàm quanti ego putavi.

(*Leg.* 52, *ff. Locati conducti.*)

Si je vous afferme un fonds moyennant une somme de dix, et que vous n'entendiez le prendre que pour la somme de cinq, il n'y a rien de fait. Si le propriétaire a entendu louer moins et le locataire louer plus, ce dernier ne sera obligé que suivant l'idée du propriétaire.

ARTICLE 1766.

Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, etc., ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail, et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail, etc.

Cùm domini horreorum, insularumque desiderant diù non apparentibus, nec ejus temporis pensiones exsolventibus conductoribus, aperire, et ea quæ ibi sunt describere, à publicis personis, quorum interest, audiendi sunt. Tempus autem in hujusmodi re biennii debet observari.

(*Leg.* 56, *ff. Locati conducti.*)

Si ceux qui ont loué des granges ou des maisons, ne voyant pas paraître depuis long-temps les locataires, et n'étant point payés de leurs loyers, demandent à faire ouvrir les portes, et à faire faire, par des personnes publiques, la description des effets qui se trouvent dans les lieux, on doit leur accorder cette permission. Le temps d'absence des locataires doit être de deux ans avant que l'ouverture des portes ait lieu.

Voyez la loi 25, *ff. eod. tit.*, rapportée sur l'article 1754 ci-dessus.

ARTICLE 1767.

Tout preneur d'un bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

Inter conductorem et locatorem convenerat, *ne in villâ urbanâ fœnum componeretur*. Composuit : deindè servus igne illato se occidit. Ait Labeo, teneri conductorem ex locato; quia ipse causam præbuit, inferendo contra conductionem.

(*Leg.* 11, § 4, *ff. Locati conducti.*)

On était convenu, dans la location, que le locataire ne ferait point d'amas de foin dans une maison; malgré cette convention, il y en a fait un. Ensuite son esclave y a mis le feu et s'est tué. Labéon pense que le locataire ne sera pas moins obligé à cet égard envers le locateur; parce qu'il a occasioné lui-même l'incendie en faisant un amas de foin contre la convention.

ARTICLE 1768.

Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur le fonds, etc.

Prospicere debet conductor ne aliquo vel jus rei, vel corpus deterius faciat, vel fieri patiatur.

(*Leg.* 11, § 2, *ff. Locati conducti.*)

Le locataire ou fermier doit veiller à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte au droit de la propriété, ou à la propriété elle-même (par exemple, par établissement de servitude, usurpation, etc.).

ARTICLE 1769.

Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes.

S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance;

Et cependant le juge peut provisoirement dispenser le

preneur de payer une partie du prix en raison de la perte soufferte.

Si vis tempestatis calamitosæ contigeret, an locator conductori aliquid præstare debeat, videamus ? Servius omnem vim, cui resisti non potest, dominum colono præstare debere ait, ut putà fluminum, graculorum, sturnorum, et si quid simile acciderit, aut si incursus hostium fiat. Si qua tamen vitia ex ipsâ re oriantur, hæc damno coloni esse : veluti si vinum coacuerit : si raucis aut herbis segetes corruptæ sint.

(*Leg.* 15, § 2, *ff. Locati conducti.*)

Examinons si le maître est obligé à quelque chose envers le locataire ou le fermier dans le cas d'une mauvaise année. Servius pense que le propriétaire doit indemniser son fermier de tous les malheurs causés par une force majeure à laquelle il est impossible de résister, par exemple, par le débordement des fleuves, par l'irruption des oiseaux ou des ennemis, ou par quelque autre accident semblable. S'il y a quelque défectuosité qui vienne de la chose louée elle-même, le fermier doit en courir les risques; par exemple, si le vin s'aigrit, si la récolte a été gâtée par les insectes et les mauvaises herbes.

ARTICLE 1770.

Si le bail n'est que d'une année et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

ARTICLE 1771.

Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature ; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur

ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de la récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

ARTICLE 1772.

Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

ARTICLE 1773.

Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend point des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits et imprévus.

Papinianus libro quarto responsorum ait : « Si uno anno remissionem quis colono dederit ob sterilitatem, deindè sequentibus annis contigit ubertas, nihil obesse domino remissionem, sed integram pensionem etiam ejus anni quo remisit, exigendam. » Hoc idem et in vectigalis damno respondit.

(*Leg.* 15, § 4, *ff. Locati conducti.*)

Papinien, au livre quatre des réponses, donne cette décision : « Si un propriétaire a fait remise des fermages d'une année à cause de la stérilité, et que les années suivantes soient abondantes, la remise faite par le propriétaire ne doit pas lui nuire, et il peut demander les loyers même de l'année pour laquelle il a fait remise. » On doit en dire autant de la remise de la redevance faite au locataire qui tient un fonds de la réplique à bail emphytéotique.

Cùm quidam de fructuum

L'empereur Antonin a don-

exiguitate quæreretur, non esse rationem ejus habendam, rescripto divi Antonini continetur. Item alio rescripto ità continetur : « Novam rem desideras, ut propter vetustatem vinearum remissio tibi detur.»

(*Leg. eâd.* 15, § 5.)

né un rescrit, par lequel il décide qu'on ne doit pas écouter quelqu'un qui se plaint du peu de fruits qu'il a recueillis. Il y a encore un autre rescrit conçu en ces termes ; « Vous avez mauvaise grâce de demander qu'on vous fasse une remise sous prétexte de la vieillesse de vos plants de vignes. »

Ubicunque tamen remissionis ratio habetur ex causis suprà relatis, non id quod suâ interest conductor consequitur, sed mercedis exonerationem prorata. Suprà deniquè damnum seminis ad colonum pertinere declaratur.

(*Leg. eâd.*, § 7.)

Dans tous les cas rapportés ci-dessus, où nous avons vu qu'il y avait lieu à la remise, le fermier ne peut pas se faire payer des intérêts qu'il peut avoir ; il est simplement déchargé du loyer à proportion du temps. En sorte que le fermier doit souffrir la perte, même au-delà de ses frais de labour et de semence.

Julianus libro quinto decimo Digestorum dicit : si quis fundum locaverit, ut etiam si quid vi majore accidisset, hoc ei præstaretur, pacto standum esse.

(*Leg.* 9, § 2, *ff. eod. tit.*)

Julien écrit, au livre quinze du Digeste, que si quelqu'un reçoit un fonds à loyer et se charge des pertes qui peuvent arriver par une force majeure, la convention est valable et doit être exécutée.

ARTICLE 1774.

Le bail sans écrit d'un fonds rural est censé fait pour le temps qui est nécessaire afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé. Ainsi le bail à ferme d'un pré, etc.

ARTICLE 1776.

Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur

reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail, dont l'effet est réglé par l'art. 1774.

Voyez la loi 13, § 14, *ff. Locati conducti*, appliquée aux articles 1738 et 1739, et la loi 14 *ff. eod. tit.*, appliquée à l'article 1759 *suprà*.

ARTICLE 1777.

Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture les logemens convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante; et, réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logemens convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages et pour les récoltes restant à faire.

Item utiliter ex conducto agit is cui secundum conventionem non præstantur, quæ convenerant : sive prohibeatur frui à domino, vel ab extraneo quem dominus prohibere potest.

(*Leg.* 24, § 4, *in fine*, *ff. Locati conducti.*)

Le locataire peut encore intenter utilement l'action du loyer, quand on ne lui fournit pas les choses qu'on lui avait promises, soit que sa jouissance soit empêchée par le propriétaire, ou qu'un tiers y mette un obstacle que le propriétaire pouvait lever.

ARTICLE 1778.

Le fermier sortant doit aussi laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation.

Si inquilinus ostium, vel quædam alia ædificio adjecerit, quæ actio locum habeat? Et est verius, quod Labeo scripsit, competere ex con-

Quelle action a un locataire qui a ajouté des portes à la maison, ou qui y a fait faire quelques ouvrages? On doit suivre sur cela le sentiment de

ducto actionem, ut ei tollere liceat : sic tamen, ut damni infecti caveat, ne in aliquo dùm aufert, deteriorem causam ædium faciat, sed ut pristinam faciem ædibus reddat.

(*Leg.* 19, § 4, *ff. eod. tit.*)

Labéon, qui pense que le locataire a l'action *ex conducto* pour obtenir d'enlever ce qu'il a ajouté, cependant en donnant caution de réparer le dommage qu'il pourra causer par cet enlèvement; parce qu'il ne doit pas détériorer la maison en ôtant ce qu'il y a mis, mais bien la rétablir en son ancien état.

In conducto fundo, si conductor sua opera aliquid necessariò, vel utiliter auxerit, vel ædificaverit, vel instituerit, cùm id non convenisset, ad recipienda ea quæ impendit, ex conducto cum domino fundi experiri potest.

(*Leg.* 55, § 1, *ff. Locati conducti.*)

Si un fermier a fait par lui-même quelques augmentations nécessaires ou utiles dans un fonds qu'il a reçu à loyer, s'il y a fait des bâtimens ou des plantations, sans qu'il y ait eu à cet égard de convention particulière, il a l'action contraire du loyer contre le propriétaire pour se faire rendre les dépenses qu'il a faites.

CHAPITRE III.

Du Louage d'Ouvrage et d'Industrie.

ARTICLE 1779.

Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie :

1°. Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ;

2°. Celui des voituriers tant par terre que par eau....;

3°. Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

ARTICLE 1782.

Les voituriers par terre et par eau sont assujétis, pour

la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au titre *du Dépôt et du Séquestre*.

Ait prætor : « Nautæ, caupones, stabularii, quod cujusque salvum fore receperint, nisi restituant, in eos judicium dabo. »

(*Leg.* 1, *in principio*, *ff. Nautæ, Caupones, Stabularii, ut recepta restituant.*)

L'édit du préteur porte : « Les maîtres des vaisseaux, les hôteliers et ceux qui louent des écuries, rendront ce qu'ils auront reçu et promis de garder en bon état, autrement je donnerai action contre eux. »

Qui sunt igitur qui teneantur, videndum est : ait prætor, nautæ. Nautam accipere debemus eum qui navem exercet : quamvis nautæ appellantur omnes qui navis navigandæ causâ in nave sint, sed de exercitore solùmmodò prætor sentit.

(*Leg. eâd.*, 1, § 2.)

Examinons quelles sont les personnes que cet édit regarde : le préteur emploie ici le terme général de marins. Par marin on doit entendre celui qui fait valoir un vaisseau ; quoique pris dans un sens plus étendu, ce nom s'applique à tous ceux qui sont dans le vaisseau pour la navigation ; mais le préteur ne parle ici que des maîtres de vaisseaux.

Caupones autem, et stabularios æquè eos accipiemus, qui cauponam, vel stabulum exercent, institoresve eorum. Cæterùm, si qui opera mediastini fungitur, non continetur, ut putâ atriarii et focarii et his similes.

(*Leg. eâd.*, § 5.)

On appelle hôteliers et loueurs d'écurie aussi-bien les maîtres que les garçons qu'ils mettent à leur place. Au reste, si on s'est adressé à quelqu'un des derniers valets, comme à un portier, à un cuisinier ou autres semblables, le maître de l'hôtellerie ne sera point responsable.

ARTICLE 1783.

Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur

a été remis sur le port ou dans l'entrepôt, pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

ARTICLE 1784.

Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues ou avariées par cas fortuit ou force majeure.

Recepit autem salvum fore, utrùm si in navem res missæ ei adsignatæ sunt; an, etsi non sint adsignatæ, hoc tamen ipso quòd in navem missæ sunt, receptæ videntur? Et puto, omnium eum recipere custodiam quæ in navem illatæ sunt: et factum non solùm nautarum præstare debere, sed et vectorum; sicut et caupo viatorum.

(*Leg. eâd.* 1, § 8, *et Leg.* 2, *ff. eod. tit.*)

Que signifient ces paroles de l'édit : qu'il aurait reçu et promis de garder? Faut-il que la garde des effets lui ait été confiée spécialement (au maître)? Ou en est-il chargé par là même que ces effets ont été mis dans son vaisseau? Je pense qu'il est responsable de tout ce qui a été mis dans son vaisseau, et qu'il doit répondre non-seulement de ses pilotes et matelots, mais aussi de ceux qu'il reçoit dans son vaisseau; comme l'hôtelier répond des effets des voyageurs qui logent chez lui.

Et ità de facto vectorum etiam Pomponius libro trigesimo quarto scribit. Idem ait, etiam si nondùm sint res in navem receptæ, sed in littore perierint, quas semel recepit, periculum ad eum pertinere...

(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

C'est ainsi que s'explique Pomponius, au livre trente-quatre, sur le fait de ceux qui sont dans le vaisseau. Il ajoute que, quand même les effets ne seraient pas encore reçus dans le vaisseau, s'ils venaient à être perdus sur le rivage après que le maître s'en serait chargé, il courrait les risques de la perte....

Nisi si quid damno fatali contigerit. Indè Labeo scribit :

A moins que le tort n'ait été causé par un accident im-

si quid naufragio aut per vim piratarum perierit, non esse iniquum, exceptionem ei dari. Idem erit dicendum, et si in stabulo, aut in cauponâ vis major contigerit.

(*Leg.* 3, § 1, *ad finem*, *ff. eod. tit.*)

prévu. Ce qui fait dire à Labéon que, si quelque effet est perdu dans un naufrage, ou enlevé par des pirates, le chef du vaisseau a besoin d'une exception qu'il est juste de lui accorder. On en doit dire autant lorsqu'on éprouve quelque perte dans une hôtellerie par une force majeure.

ARTICLE 1785.

Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

Et sunt quidam in navibus qui custodiæ gratiâ navibus præponuntur, ut ναυφυλακε (naufulaké), id est, navium custodes et diætarii. Si quis igitur ex his receperit, puto in exercitorem dandam actionem : quia is qui eos hujus modi officio præponit, committi eis permittit, quanquàm ipse navicularius vel magister id faciat, quod Χειριμβολον (Cheirimbolon), id est, manûs immissionem appelant. Sed etsi hoc non exstet, tamen de recepto navicularius tenebitur.

(*Leg.* 1, § 3, *ff. Nautæ, Caupones, Stabularii....*)

Il y a des gens dans les vaisseaux qui sont spécialement préposés à la garde des marchandises, qu'on appelle gardes des vaisseaux et pourvoyeurs. Si une de ces personnes s'est chargée de garder quelque effet, je pense que le chef du vaisseau doit en répondre, parce qu'en les mettant dans ces places, il est censé permettre qu'on le leur confie; quoique ce soit le chef du vaisseau ou le maître préposé qui donne le signal de la manœuvre. Le chef du vaisseau sera même responsable du dépôt, quand la chose déposée n'existerait pas.

ARTICLE 1786.

Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages

publics, les maîtres de barques et navires, sont en outre assujétis à des réglemens particuliers, qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

Si nauta nautæ, stabularius stabularii, caupo cauponis res receperit, æquè tenebitur.
(*Leg.* 4, § 1, *ff. Nautæ, Caupones, Stabularii....*)

Les maîtres des vaisseaux, les loueurs d'écuries et les hôteliers sont également tenus, lorsque les effets leur ont été confiés par d'autres personnes de leur profession.

Hæc autem rei persecutionem continet, ut Pomponius ait : et ideò et in hæredem, et perpetuò dabitur.
(*Leg.* 3, § 4, *ff. eod. tit.*)

L'action dont il s'agit ici a pour but de faire rendre la chose; c'est pourquoi, suivant Pomponius, elle est perpétuelle, et peut être intentée contre l'héritier.

Sed et ipsi nautæ furti actio competit, cujus sit periculo : nisi si ipse subripiat, et posteà ab eo subripiatur, aut alio subripiente, ipse nauta solvendo non sit.
(*Leg.* 4, *in principio, ff. eod. tit.*)

Mais, si la chose ainsi confiée a été volée, le pilote qui en court les risques peut intenter l'action de vol, à moins qu'il ne l'eût volée le premier, et qu'ensuite elle eût été volée par un autre, ou que la chose ayant été volée par un autre, le pilote ne soit pas solvable.

ARTICLE 1787.

Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

ARTICLE 1788.

Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

Item quæritur, si cum au-

On doute encore si, Titius

rifice Titius convenerit ut is ex auro suo certi ponderis certæque formæ annulos ei faceret, et acciperet (verbi gratiâ) decem aureos; utrùm emptio et venditio, an locatio et conductio contrahi videatur. Cassius ait, materiæ quidem emptionem et venditionem contrahi, operæ autem locationem et conductionem. Sed placuit tantùm emptionem et venditionem contrahi. Quòd si suum aurum Titius dederit, mercede pro operâ constitutâ, dubium non est, quin locatio et conductio sit.

(*Institut., lib. III, tit. XXV, § 4, de Locatione et Conductione.*)

étant convenu avec un orfévre, que cet orfévre lui ferait des bagues d'un tel poids et d'une telle façon, de l'or que l'orfévre fournirait pour la somme de dix écus, cette convention est une vente ou un louage. Cassius dit qu'à l'égard de la matière c'est une vente, mais qu'à l'égard du travail, c'est un louage. Cependant il a été réglé que ce n'est qu'une vente pour l'un et l'autre. Si Titius fournissait l'or, convenant d'une certaine récompense pour le travail, il n'y aurait aucune difficulté que ce ne fût un louage.

Nota. Voyez la loi 2, § 1, *ff. Locati conducti*, semblable à ce texte des Institutes.

ARTICLE 1789.

Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

Qui pro usu aut vestimentorum, aut argenti, aut jumenti, mercedem aut dedit, aut promisit, ab eo custodia talis desideratur qualem diligentissimus pater-familiâs suis rebus adhibet. Quam si præstiterit, et aliquo casu fortuito eam rem amiserit, de restituendâ eâ non tenebitur.

(*Ibid.*, § 3.)

Celui qui prend à louage des habits, de la vaisselle d'argent ou des chevaux, doit les conserver avec autant de soin qu'un père de famille très-diligent a coutume de conserver ce qui lui appartient. Si, nonobstant une telle diligence de la part de celui qui a pris à louage ces sortes de choses, elles viennent à périr par quelque accident, il n'en est pas tenu.

ARTICLE 1790.

Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

Contractus quidam dolum malum duntaxat recipiunt : quidam et dolum et culpam. Dolum tantùm, depositum, et precarium : dolum et culpam, mandatum, commodatum, venditum, pignori acceptum, locatum, item dotis datio, tutelæ, negotia gesta (in his quidem et diligentiam). (*Leg.* 23, *ff. de Reg. jur.*)

Il est des contrats où l'on n'est responsable que de la fraude, et d'autres où l'on est responsable de la fraude et de la négligence. Les premiers sont le dépôt et le précaire; les seconds sont le mandat, le prêt à usage, la vente, le gage, le louage, la délivrance d'une dot, la tutelle, l'administration des affaires d'autrui (mais ces deux derniers exigent de plus grands soins).

ARTICLE 1791.

S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties; elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paye l'ouvrier à proportion de l'ouvrage fait.

Opus quod aversione locatum est, donec adprobetur, conductoris periculo est. Quòd verò ità conductum sit, *ut in pedes*, *mensurasve præstetur*, eatenùs conductoris periculo est, quatenùs admensum non sit : et in utrâque causâ noci-

Lorsqu'on a donné un ouvrage à faire jusqu'à sa perfection et qu'il soit approuvé comme bon, c'est celui qui s'en est chargé qui est tenu des risques. Mais si on l'a donné à faire *par pieds ou par mesures*, celui qui s'en est

turum locatori, si per eum steterit, quominùs opus adprobetur vel admetiatur. Si tamen vi majore opus priùs interciderit, quàm adprobaretur, locatoris periculo est, nisi si aliud actum sit. Non enim ampliùs præstari locatori oporteat, quàm quod suâ curâ atque operâ consecutus esset.

(*Leg.* 36, *ff. Locati conducti.*)

chargé est tenu des risques, tant que l'ouvrage n'est pas mesuré. Dans l'un et l'autre cas, celui qui a donné l'ouvrage courra les risques, si c'est par sa faute qu'il n'a pas été approuvé ou mesuré. Cependant, si, avant d'être approuvé, l'ouvrage vient à périr par une force majeure, c'est celui qui l'a donné à faire qui en doit souffrir, à moins qu'il n'y ait une convention spéciale au contraire. Car celui qui s'est chargé de l'ouvrage ne doit pas répondre des événemens que le propriétaire lui-même n'aurait pu empêcher, malgré ses soins.

ARTICLE 1792.

Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architecte et entrepreneur en sont responsables pendant dix ans.

Si rivum quem faciendum conduxeras, et feceras, antequàm eum probares, labes corrumpit, tuum periculum est. Paulus, imò si soli vitio id accidit, locatoris erit periculum; si operis vitio accidit, tuum erit detrimentum.

(*Leg.* 62, *ff. Locati conducti.*)

Si vous vous êtes chargé de faire un canal, et que vous l'ayez fait, mais qu'avant que l'ouvrage fût approuvé du maître il ait été détruit, vous devez en courir les risques. Paul remarque que, si cette destruction a été causée par le vice du sol, c'est celui qui a donné l'ouvrage qui doit en souffrir; mais que, si elle a été causée par le vice de l'ouvrage, c'est l'ouvrier qui doit en courir les risques.

ARTICLE 1793.

Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation du prix, ni sous le prétexte d'augmentation de la main d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changemens ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changemens ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

Lege dictâ, domus facienda locata erat, ità ut probatio aut improbatio locatoris aut hæredis ejus esset. Redemptor ex voluntate locatoris quædam in opere permutaverat. Respondi, opus quidem ex lege dictâ non videri factum; sed quoniàm ex voluntate locatoris permutatum esset, redemptorem absolvi debere. (*Leg.* 60, § 3, *ff. Locati conducti.*)

On a donné une maison à bâtir d'une certaine manière, sous la condition expresse que le propriétaire ou son héritier serait le maître de l'approuver ou de la refuser. Celui qui s'est chargé de ce bâtiment y a fait quelques changemens par la volonté du maître. J'ai répondu qu'on pourrait dire que l'ouvrage n'était pas fait dans la forme dont on était convenu originairement; mais que, comme les changemens avaient été faits du consentement et par la volonté du maître, l'ouvrier ne devait pas être condamné.

ARTICLE 1794.

Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise.

Mandavi tibi ut excuteres quanti villam ædificare velles : renuntiâsti mihi ducentorum expensam excutere. Certâ mercede opus tibi locavi. Posteà comperi non posse minoris trecentorum eam villam constare. Data autem tibi erant centum, ex quibus cùm partem impendisses, vetui te opus facere. Dixi, si opus facere perseveraveris, ex locato tecum agere, ut pecuniæ mihi reliquum restituas.

(*Leg. eâd.* 60, § 4.)

J'ai chargé un architecte d'examiner combien il me demanderait pour me bâtir une maison : il m'a répondu que la dépense serait de deux cents. Je lui ai donné l'ouvrage, moyennant un honoraire dont je suis convenu avec lui. Depuis, j'ai reconnu que la maison ne pourrait point être bâtie à moins de trois cents. J'avais déjà donné cent à l'architecte, dont il avait dépensé moitié : les choses étant dans cet état, je lui ai défendu de continuer l'ouvrage. J'ai répondu que, si cet architecte continuait l'ouvrage, je devais avoir contre lui l'action directe du louage pour le faire condamner à me rendre l'argent qui lui restait entre les mains lorsque je lui ai fait défense de continuer.

ARTICLE 1795.

Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur.

ARTICLE 1796.

Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

Nota. On a donné pour raison du premier de ces articles,

que *resoluto jure dantis resolvitur quoque jus accipientis.* — Mais il en est autrement d'un bail de maison ou de biens ruraux.

Mortuo conductore intra tempora conductionis, hæres ejus eodem jure in conductione succedit.

(*Instit., lib. III, tit. XXV,* § 6, *de Locatione et Conductione.*)

Le preneur venant à décéder avant la fin du louage, son héritier entre dans ses droits par rapport à ce contrat.

Et ego ex conducto rectè agam, vel in hoc, ut me liberes.

(*Leg.* 10, *ff. Locati conducti.*)

Quant au locataire (survivant), il a en ce cas action contre le propriétaire pour se procurer sa libération.

ARTICLE 1797.

L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

Periculum præstat, si quâ ipsius, eorumque quorum operâ uteretur, culpâ accidit.

(*Leg.* 25, § 7, *ff. Locati conducti.*)

Il répond de la perte, si elle est arrivée par sa faute ou par celle des personnes dont il a employé le travail.

Quòd si sine definitione personæ mulionem à me conduxisti, et ego eum tibi dedissem, cujus negligentiâ jumentum perierit, illam quoque culpam me tibi præstaturum ait, quòd eum elegissem, qui ejusmodi damno te adficeret.

(*Leg.* 60, § 7, *in fine, ff. eod. tit.*)

Si vous demandez à loyer un muletier, sans désigner personne, et que je vous aie donné un esclave par la négligence duquel votre bête de somme ait péri, je décide que je dois vous répondre de la faute que j'aurai commise, en choisissant un homme qui vous a causé ce dommage.

ARTICLE 1799.

Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ou-

vriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section : ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Locavi opus faciendum, ità ut pro opere redemptori certam mercedem in dies singulas darem. Opus vitiosum factum est : an ex locato agere possim? Respondit : Si ità opus locâsti, ut bonitas ejus tibi à conductore adprobaretur; tametsi convenit, ut in singulas operas certa pecunia daretur : præstari tamen tibi à conductore debet, si id opus vitiosum factum est. Non enim quidquam interest, utrùm uno pretio opus, an in singulas operas collocatur, si modò universitas consummationis ad conductorem pertinuit. Poterit itaque ex locato cum eo agi, qui vitiosum opus fecerit : nisi si ideò in operas singulas merces constituta erit, ut arbitrio domini opus efficeretur : tum enim nihil conductor præstare domino de bonitate operis videtur.

(*Leg.* 51, § 1, *ff. Locati conducti.*)

J'ai donné un ouvrage à faire sous la condition de payer à l'ouvrier pour cet ouvrage une certaine somme par jour. L'ouvrage étant mal fait, ai-je contre lui, à cet égard, l'action directe du loyer? On a répondu : Si vous avez donné cet ouvrage à faire, sous la condition que l'ouvrier serait tenu de vous justifier de sa bonté, malgré la convention de le payer par jour, l'ouvrier n'en est pas moins obligé envers vous, si son ouvrage est vicieux. Qu'importe en effet que le salaire se donne en un seul paiement, ou pour chaque portion de l'ouvrage, si l'ouvrier s'est obligé à le faire en entier. On aura donc contre lui l'action directe du loyer, si son ouvrage est défectueux; à moins que ces paiemens ne se fassent ainsi pour chaque portion de l'ouvrage, afin que chacune soit au goût du maître, et approuvée par lui séparément : car alors l'ouvrier n'est pas censé s'être obligé à justifier de la bonté de l'ouvrage entier.

CHAPITRE IV.

Du Bail à Cheptel.

ARTICLES 1800 à 1831.

Les dispositions de ces articles n'ont point d'analogues dans le Digeste ni dans les Institutes. C'est dans les Coutumes de Nivernais, de Berri, dans les commentaires de Coquille et de la Thomasière, que l'on a puisé les trente-un articles dont ce chapitre est composé. M. de Malville, l'un des rédacteurs du Code civil, nous l'assure lui-même; et l'on ne peut en douter, en remarquant dans ces coutumes les mêmes espèces de cheptel, les mêmes divisions et une grande partie des règles contenues ici. Nous ne pouvons donc faire que peu d'applications du droit romain aux textes de ce chapitre.

ARTICLE 1804.

Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît, et qu'il supportera aussi la moitié de la perte.

Nota. Voici un article de l'ancienne Coutume de Bergerac, qui peut s'appliquer ici : Si contingat aliqua de dictis animalibus seu omnia mori, et hoc sit sine culpâ nutritoris, dictus nutritor non tenetur de morte animalium; sed duntaxat restituet domino medietatem sui cabal, si autem moriantur ob culpam nutritoris aut ejus familiæ, nutritor domino restituere tenebitur cabal. — S'il arrive que quelques-uns des animaux ou tous meurent sans la faute du nourrisseur, ce nourrisseur n'est pas tenu de leur mort, mais seulement de restituer sa moitié du cheptel. S'ils étaient morts par sa faute, il serait tenu de la restitution de la totalité.

ARTICLE 1805.

L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur : elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

Il y a ici dérogation à la règle *Æstimatio facit venditionem ;* mais voyez l'art. 1822 *infrà.*

ARTICLE 1810.

Si le cheptel périt en entier sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur, etc.

Nota. C'est la règle *Res perit domino.* Néanmoins, ne pourrait-on pas dire : Officium suum nemini debet esse damnosum. — Le service ne doit pas nuire à celui qui le rend.

ARTICLE 1811.

On ne peut stipuler,

Que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute,

Ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit,

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

Jure naturæ æquum est, neminem cum alterius detrimento et injuriâ fieri locupletiorem. (*Leg.* 206, *ff. de Regulis juris.*)

Suivant l'équité naturelle, nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, par une injustice.

Plerumquè fit, ut etiam ea quæ nobis abire possint, proindè in eo statu sint, atque si non essent ejus conditionis, ut abire possint.

(*Leg.* 206, *ff. eod. tit.*)

Il arrive souvent que les choses qui nous appartiennent de manière à pouvoir, par quelque événement, cesser d'être à nous, sont néanmoins considérées comme nous appartenant irrévocablement.

ARTICLE 1812.

Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

Nota. Nemo ex sociis, plus parte suâ potest alienare. — Aucun des associés ne peut aliéner au-delà de sa part.

ARTICLE 1815.

S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

ARTICLE 1816.

Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

Nota. Romani rustici, dit Ragueau, pecudes exigere dicebant, cùm è stabulis ducebant : eductis pecudibus solvitur societas quæ de pecore pascendo in commune contracta est. — Les villageois Romains disaient qu'ils mettaient dehors leurs troupeaux lorsqu'ils les faisaient sortir des étables. Cette manière faisait rompre la société contractée pour la nourriture des bestiaux en commun.

ARTICLE 1822.

L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en

transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

Cùm fundus locetur, et æstimatum instrumentum colonus accipiat, Proculus ait id agi, ut instrumentum emptum habeat colonus; sicuti fieret cùm quid æstimatum in dotem daretur.

(*Leg. 3, ff. Locati conducti.*)

Si on donne un fonds à loyer à un fermier, et qu'on lui laisse les ustensiles propres à l'exploitation après les avoir estimés, Proculus pense que l'intention des parties paraît avoir été que ces ustensiles restassent au fermier à titre d'achat, comme il arrive lorsqu'on donne en dot des effets après en avoir fait l'estimation.

Nota. Les bestiaux qui sont dans une métairie sont-ils bien *instrumentum fundi?* la maxime *Æstimatio facit venditionem* souffre ici une juste exception, parce que l'estimation ne se fait pas *venditionis causâ*, mais seulement *intertrimenti causâ*, afin de pouvoir constater à l'expiration du bail le profit, ou la détérioration, ou la perte des bestiaux.

ARTICLE 1825.

La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

Nota. Æquum est ut qui sentit lucrum, sentiat et damnum. — Il est juste que celui qui a le profit supporte la perte.

ARTICLE 1826.

A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer; et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

La raison de ce dernier paragraphe paraît être : Quæ ex naturâ suâ augmentum et detrimentum recipiunt. — Les bestiaux reçoivent de la nature le croît et le dépérissement.

TITRE IX.

Du Contrat de Société.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 1832.

La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

ARTICLE 1833.

Toute société doit avoir un objet licite, et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

Societatem coire solemus aut totorum bonorum, quam Græci specialiter KOINΩNIAN appellant; aut unius alicujus negotiationis, veluti mancipiorum vendendorum, emendorumque, aut olei, aut vini, aut frumenti emendi vendendique.

(*Instit., lib. III, tit. XXVI, in principio, de Societate.*)

La société se compose ordinairement ou de tous les biens des associés, que les Grecs appellent Κοινωνιαν, ou de quelque commerce particulier, comme est celui d'acheter et de vendre des esclaves, de l'huile, du vin, ou du blé.

Societatem coire et re, et verbis, et per nuntium posse nos, dubium non est.

(*Leg.* 4, *in principio*, *ff. pro Socio.*)

Il est constant qu'une société peut être contractée, ou par tradition des choses qui doivent être communes, ou par paroles, ou même entre absens par le ministère d'un messager.

Societas autem coiri potest, et valet etiam inter eos qui non sunt æquis facultatibus, cùm plerumquè pauperior operâ suppleat, quantum ei per comparationem patrimonii deest.

(*Leg.* 5, § 1, *ff. pro Socio.*)

La société peut se contracter valablement même entre des personnes dont la fortune est inégale, parce que souvent un associé supplée au défaut de sa fortune par son industrie, qui peut compenser ce qui manque à son patrimoine pour égaler celui de l'autre associé.

ARTICLE 1834.

Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit, lorsque leur objet est d'une valeur de plus de cent cinquante francs.

La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis cet acte, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

Societas, si dolo malo, aut fraudandi causâ coita sit, ipso jure nullius momenti est : quia fides bona contraria est fraudi et dolo.

(*Leg.* 3, § 3, *ff. pro Socio.*)

Une société contractée par dol, ou dans l'intention de frauder, ou contractée de mauvaise foi, est nulle de plein droit; parce que la bonne foi, qui doit faire l'âme de la société, est contraire à la fraude et au dol.

CHAPITRE II.

Des Diverses Espèces de Sociétés.

ARTICLE 1835.

Les sociétés sont universelles ou particulières.

ARTICLE 1836.

On distingue deux sortes de sociétés universelles : la société de tous biens présens, et la société universelle de gains.

Societates contrahuntur sive universorum bonorum, sive negotiationis alicujus, sive vectigalis, sive etiam rei unius. (*Leg.* 5, *in principio*, *ff. pro Socio.*)

On contracte une société, ou généralement pour rendre communs tous les biens des associés, ou spécialement pour une affaire particulière, ou pour la levée des impôts publics, ou même pour ne faire entrer qu'une chose particulière en communauté.

Societas coiri potest, vel in perpetuum, id est, dùm vivunt, vel ad tempus, vel ex tempore, vel sub conditione. (*Leg.* 1, *in principio*, *ff. pro Socio.*)

La société peut être contractée ou pour toujours, c'est-à-dire pendant la vie des associés, ou pour ne durer qu'un certain temps, ou ne commencer que dans un certain temps, ou sous de certaines conditions.

ARTICLE 1837.

La société de tous biens présens est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi comprendre toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourraient leur avenir par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance; toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens, est prohibée, sauf entre époux, et conformément à ce qui est réglé à leur égrad.

In societate omnium bonorum, omnes res quæ coeuntium sunt, continuò communicantur.
(*Leg.* 1, § 1, *ff. pro Socio.*)

Dans la société générale de tous les biens, tout ce qui appartient aux associés devient à l'instant commun entre eux;

Quia, licèt specialiter traditio non interveniat, tacita tamen creditur intervenire.
(*Leg.* 2, *ff. eod. tit.*)

Parce qu'on présume qu'il se fait en ce cas une tradition réciproque, quoique réellement elle ne se fasse pas.

Nec adjecit Sabinus, hæreditatem, vel legatum, vel donationes mortis causâ, sive non mortis causâ : fortassis hæc ideò, quia non sine causâ obveniunt, sed ob meritum aliquod accedunt.
(*Leg.* 9, *ff. eod. tit.*)

Sabin n'a point ajouté que cette société aurait pour objet les successions, les legs, les donations à cause de mort ou entre-vifs, peut-être parce que ces libéralités ont toujours une cause, et ont été méritées par celui à qui elles sont faites;

Et quia plerumquè vel à parente, vel à liberto, quasi debitum nobis hæreditas obvenit.
(*Leg.* 10, *ff. eod. tit.*)

Et parce que souvent la succession peut être regardée comme une dette dont le défunt à dû s'acquitter, comme dans les cas où la succession des parens est déférée aux enfans, et celle des affranchis au patron.

Et ità de hæreditate, legato, donatione, Quintus Mucius scribit.
(*Leg.* 11, *ff. eod. tit.*)

Quintus Mucius s'exprime de la même manière au sujet des successions et des legs.

Nota. Cependant, sur la question de savoir si les successions entraient en société générale, voyez la loi 3, § 1 et 2, *ff. pro Socio*.

ARTICLE 1838.

La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société : les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat y sont aussi compris; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance seulement.

Sed et si adjiciatur, *ut et quæstus et lucri socii sint*, verum est, non ad aliud lucrum, quàm quod ex quæstu venit, hanc quoque adjectionem pertinere.

(*Leg.* 13, *ff. pro Socio.*)

Si la société porte qu'on mettra en commun les gains et les profits, ces termes ne doivent s'entendre que des gains qu'on fera à l'occasion de ses travaux.

Quæstus enim intelligitur, qui ex operâ cujusque descendit.

(*Leg.* 8, *ff. eod. tit.*)

Par les biens que gagne chaque associé, on entend ici les gains qui proviennent des travaux et de l'industrie.

ARTICLE 1839.

La simple convention de société universelle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

Coiri societatem et simpliciter licet : et si non fuerit distinctum, videtur coita esse universorum, quæ ex quæstu veniunt : hoc est, si quod lucrum ex emptione, venditione locatione, conductione descendit.

(*Leg.* 7, *ff. pro Socio.*)

On peut contracter une société purement et simplement, et alors, si on n'a fait aucune réserve, la société est générale : elle a pour objet tous les biens que gagnent les associés, en conséquence d'un achat, d'une vente ou d'un louage.

ARTICLE 1840.

Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est pas défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes.

Donationis causâ societas rectè non contrahitur.
(*Leg.* 5, § 2, *ff. pro Socio.*)

On ne peut point contracter valablement une société dans l'intention de faire une donation à celui avec qui on la contracte.

Sed nec æs alienum, nisi quod ex quæstu pendebit, veniet in rationem societatis.
(*Leg.* 12, *ff. eod. tit.*)

Ce qui pourra être dû à un associé n'entrera point dans la communauté, à moins que cette créance ne provienne du gain que l'associé se sera procuré par ses travaux.

ARTICLE 1841.

La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

Voyez les applications faites aux art. 1833 et 1839 *suprà*.

ARTICLE 1842.

Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

Si qui societatem ad emendum coierint, deindè res, alterius dolo vel culpâ, empta non

Si des personnes se sont associées pour acheter une chose, et qu'elle n'ait point été ache-

sit, pro socio esse actionem constat.

(*Leg.* 52, § 11, *pro Socio.*)

tée par la mauvaise foi ou par la faute de l'un des associés, il est certain qu'il y a lieu à l'action de la société.

Item si in communem rivum reficiendum impensa facta sit, pro socio esse actionem ad recuperandum sumptum Cassius scripsit.

(*Leg. eâd.*, § 12.)

Cassius a écrit que l'action de la société aurait lieu dans le cas où un des associés aurait fait de la dépense pour réparer un canal qui était commun.

Si plures sint inter eosdem societates coitæ, ad omnes societates sufficere hoc unum judicium constat.

(*Leg. eâd.*, § 14.)

S'il y a plusieurs sociétés particulières contractées entre les mêmes personnes, toutes les contestations élevées à l'occasion de ces différentes sociétés pourront être terminées par un seul et même jugement.

CHAPITRE III.

Des Engagemens des Associés entre eux et à l'égard des Tiers.

ARTICLE 1843.

La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

Ut sit pro socio actio, societatem intercedere oportet.

(*Leg.* 31, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

L'action de la société ne peut avoir lieu qu'autant qu'il y a un contrat de société.

ARTICLE 1844.

S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1869; ou, s'il s'agit

d'une affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

Nulla societatis in æternum coitio est.
(*Leg.* 70, *ff. pro Socio.*)

On ne peut point contracter de société à toujours ou indissoluble.

Item, si alicujus rei societas sit, et finis negotio impositus, finitur societas. Quòd si, integris omnibus manentibus, alter decesserit, deindè tunc sequatur res de quâ societatem coierunt, tunc eâdem distinctione utemur, quâ in mandato; ut si quidem ignota fuerit mors alterius, valeat societas : si nota, non valeat.
(*Leg.* 65, § 10, *ff. eod. tit.*)

La société qui a été contractée pour une affaire particulière se dissout aussi lorsque cette affaire est terminée. Si un des associés meurt, les choses étant encore entières, et que l'exécution de la chose qui faisait l'objet de la société n'arrive qu'après sa mort, on observera la même distinction qui a lieu en matière de mandat, c'est-à-dire que la société aura continué si l'associé a ignoré la mort de son associé : autrement, elle aura été résolue par la mort.

Nemo potest societatem hæredi suo sic parere, ut ipse hæres socius sit. In hæredem autem socii proponitur actio, ut bonam fidem præstet.
(*Leg.* 35, *ff. eod tit.*)

Personne ne peut contracter une société pour la faire passer à son héritier, de manière que l'héritier soit admis après lui dans la société. Mais l'action de la société peut être intentée contre l'héritier d'un associé, pour l'obliger à achever de bonne foi ce qui a été commencé par le défunt.

ARTICLE 1845.

Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis d'y apporter, etc.

Verum est quod Sabino videtur, etiam si non univer-

Sabin pense avec raison que ceux qui se sont associés,

sorum bonorum socii sunt, sed unius rei, attamen in id quod facere possunt, quodve dolo malo fecerint, quominùs possint, condemnari oportere. Hoc enim summam rationem habet : cùm societas jus quodammodò fraternitatis in se habeat.

(*Leg.* 63, *in principio*, *ff. pro Socio.*)

ou dans tous leurs biens, ou dans une chose particulière, peuvent être condamnés l'un envers l'autre à s'indemniser autant que leurs facultés le permettent, ou même autant qu'ils le pourraient faire, si ce n'était pas par leur mauvaise foi qu'ils se trouvassent hors d'état de payer. Ce sentiment est très-raisonnable; car la société forme entre les associés une espèce de fraternité.

ARTICLE 1846.

L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier ;

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Socium qui in eo quod ex societate lucri faceret, reddendo moram adhibuit, cùm eâ pecuniâ ipse usus sit, usuras quoque eum præstare debere Labeo ait, sed non quasi usuras, sed quòd socii intersit moram eum non adhibuisse.

(*Leg.* 60, *in principio*, *ff. pro Socio.*)

Labéon pense que l'associé qui a été en demeure de rapporter à la société les gains qu'il avait faits, et qui en a employé l'argent à son profit particulier, en doit les intérêts, non pas à la vérité comme des intérêts de l'argent, mais comme une juste indemnité du tort que ses associés ont souffert par la demeure où il a été de leur remettre cet argent.

ARTICLE 1847.

Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

Voyez l'application sur l'art. 1838.

Sed nec æs alienum, nisi quod ex quæstu pendebit, veniet in rationem societatis.
(*Leg.* 12, *ff pro Socio.*)

Ce qui pourra être dû à un associé n'entrera point dans la société, à moins que cette créance ne provienne du gain que l'associé se sera procuré par ses travaux.

Et imperator Severus Flavio Felici in hæc verba rescripsit: Etiam si maximè argentariæ societas inita est, quod quisque tamen socius non ex argentariâ causâ quæsiit, id ad communionem non pertinere explorati juris est.
(*Leg.* 52, § 5, *eod. tit.*)

L'empereur Sévère a répondu à ce sujet à Flavius Felix, en ces termes: «Comme la société a été contractée pour la banque, ce que chaque associé a acquis d'ailleurs que de la banque ne fait certainement point partie de la société.»

ARTICLE 1848.

Lorsqu'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût, par sa quittance, dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière: mais s'il a exprimé que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

Venit autem in hoc judicium pro socio bona fides.

Cette action de la société embrasse tout ce que la bonne foi peut exiger des contractans.

Utrùm ergo tantùm dolum, an etiam culpam præstare socium oporteat, quæritur? Et Celsus, libro septimo Digestorum, ità scripsit : socios inter se dolum et culpam præstare oportet.

(*Leg.* 52, § 1 *et* 2, *ff. eod. tit.*)

En conséquence, l'associé ne doit-il tenir compte que de sa mauvaise foi, ou bien est-il encore responsable de sa négligence? Celse s'exprime ainsi, au livre sept du Digeste : Les associés doivent se tenir compte entre eux de leur mauvaise foi et de leur négligence.

ARTICLE 1849.

Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance *pour sa part*.

Socius socio etiam culpæ nomine tenetur, id est, desidiæ, atque negligentiæ. Culpa autem non ad exactissimam diligentiam dirigenda est : sufficit enim talem diligentiam communibus rebus adhibere, qualem suis rebus adhibere solet; quia qui parùm diligentem sibi socium adquirit, de se queri debet.

(*Leg.* 72, *ff. pro Socio.*)

L'associé doit tenir compte à son coassocié même de ses fautes, c'est-à-dire de sa négligence. Mais on ne doit pas entendre ici par faute, le défaut d'une diligence très-scrupuleuse : car il suffit qu'un associé ait pour les affaires communes la même exactitude qu'il a pour les siennes ; parce que celui qui prend un associé peu vigilant ne doit s'en prendre qu'à lui-même.

ARTICLE 1850.

Chaque associé est tenu, envers la société, des dommages

qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

Non ob eam rem minùs ad periculum socii pertinet, quod negligentiâ ejus periisset, quod in plerisque aliis industriâ ejus societas aucta fuisset, et hoc ex appellatione imperator Antoninus pronunciavit.
(*Leg.* 25, *ff. eod. tit.*)

Un associé n'en est pas moins obligé de tenir compte de la perte que ses associés ont soufferte à l'occasion de sa négligence, quoiqu'en plusieurs autres objets ses bons soins et sa diligence aient procuré du profit à la société. L'empereur Antonin l'a ainsi jugé dans une cause portée devant lui par appel.

Et ideò, si socius quædam negligenter in societate egisset, in plerisque autem societatem auxisset, non compensatur compendium cum negligentiâ : ut Marcellus libro sexto Digestorum scripsit.
(*Leg.* 26, *ff. eod. tit.*)

De là, si un associé s'est rendu coupable de négligence à quelques égards, et que dans le reste il ait procuré du profit à la société, le gain ne sera point compensé avec la perte arrivée par sa négligence. C'est le sentiment de Marcellus, au livre six du Digeste.

Nota. Voyez le paragraphe 9 du livre III, tit. XXVI des Institutes, *de Societate.*

ARTICLE 1852.

Un associé a action contre la société, non-seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

Si quid unus ex sociis necessariò de suo impendit in communi negotio, judicio

Si un associé fait quelque dépense nécessaire dans une affaire commune, il aura l'ac-

societatis servabit et usuras, si fortè mutuatus sub usuris dedit. Sed et si suam pecuniam dedit, non sine causâ dicetur quòd usuras quoque percipere debeat, quas posset habere, si alii mutuum dedisset.

(*Leg.* 67, § 2, *ff. pro Socio.*)

tion de la société pour se faire tenir compte même des intérêts de la somme qu'il a dépensée, s'il a emprunté cette somme à intérêts. S'il a même fourni à cette occasion ses propres deniers, on peut dire qu'il aura le droit d'en demander les intérêts, comme s'il eût prêté cette somme à tout autre.

ARTICLE 1853.

Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Et quidem si nihil de partibus lucri et damni nominatim convenerit, æquales scilicet partes et in lucro et in damno spectantur. Quòd si expressæ fuerint partes, hæ servari debent. Nec enim unquàm dubium fuit quin valeat conventio, si duo inter se pacti sunt, ut ad unum quidem duæ partes et lucri et damni pertineant, ad alium tertia.

(*Institut., lib. III, tit. XXVI*, § 1, *de Societate.*)

Et si les associés ne sont point convenus expressément des parties du gain et de la perte, il s'en doit faire un partage égal entre eux. S'ils ont réglé ce qu'il en doit revenir à chacun, leur accord doit être gardé; et on n'a jamais révoqué en doute que la convention que l'un des deux associés aura les deux tiers du gain et de la perte, et que l'autre n'en aura qu'un tiers, ne soit bonne et valable.

Nota. Voyez la loi 29 *ff. pro Socio*, qui offre les mêmes dispositions; mais elle ajoute, à l'égard de l'inégalité des parts des associés :

Placet valere : si modò aliquid plùs contulit societati vel pecuniæ, vel operæ, vel cujuscunque alterius rei causâ.

(*Dictâ lege* 29, *in principio.*)

Il est décidé qu'une telle convention vaut, si un associé a fourni à la société plus de fonds, ou s'il est plus intelligent, ou s'il se rencontre quelque autre raison semblable.

ARTICLE 1854.

Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le réglement des parts, ce réglement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du réglement, ou si ce réglement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

Si coita sit societas *ex his partibus quas Titius arbitratus fuerit*, si Titius antequàm arbitraretur decesserit, nihil agitur; nam id ipsum actum est, ne aliter societas sit, quàm ut Titius arbitratus sit.

(*Leg.* 75, *ff. pro Socio.*)

Si l'on contracte une société sous la condition que les parts des associés seront réglées par un tiers, et que ce tiers vienne à mourir avant de les avoir réglées, la société est nulle; parce que l'intention des parties était qu'il n'y eût de société que suivant l'avis de ce tiers.

Quæris, utrum ratum id jure societatis sit, an nihilominùs ex æquis partibus socii simus ?... In propositâ autem quæstione arbitrium viri boni existimo sequendum esse : eò magis quòd judicium pro socio bonæ fidei est.

Vous demandez si on doit s'en tenir à ce qui a été décidé par cet ami, ou si, après sa décision, on peut dire encore que nous sommes associés par égales portions ?... Quant à moi, je pense que, dans l'espèce proposée, on doit s'en rapporter à un homme prudent et éclairé, avec d'autant plus de raison que le contrat de société est un contrat de bonne foi.

Undè si Nervæ arbitrium ità pravum est, ut manifesta iniquitas ejus appareat, corrigi potest per judicium bonæ fidei.

(*Leg.* 78 et 79, *ff. eod. tit.*)

Ainsi si la décision de Nerva est si déraisonnable que l'injustice soit évidente, elle pourra être corrigée par un juge de bonne foi.

ARTICLE 1855.

La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

Ità coiri societatem posse, ut nullius partem damni alter sentiat, lucrum verò commune sit, Cassius putat. Quod ità demùm valebit (ut et Sabinus scribit), si tanti sit opera, quanti damnum est : plerumquè enim tanta est industria socii, ut plus societati conferat, quàm pecunia.

(*Leg.* 29, § 1, *ff. pro Socio.*)

Cassius pense qu'on peut contracter une société sous la condition que l'un des associés ne prendra part dans aucune perte, et que néanmoins le profit sera commun. Mais cette convention ne vaudra, suivant Sabin, que dans le cas où l'associé sera obligé d'apporter des soins qui équivaudront aux risques; car il y a des personnes dont l'industrie est si précieuse qu'elle est plus utile à la société que les fonds mêmes qui composent la mise.

Aristo refert Cassium respondisse..... nos consentimus talem societatem nullam esse, ut alter lucrum sentiret alter verò nullum lucrum, sed damnum sentiret : iniquissimum enim genus societatis est, ex quâ quis damnum, non etiam lucrum spectet.

(*Leg. eâd.* 29, § 2.)

Ariston rapporte le sentiment de Cassius... Je suis aussi d'avis qu'une société est nulle, lorsqu'on convient qu'un des associés tirera tout le profit sans supporter la perte pour sa part : car une société qui fait supporter la perte en entier, sans procurer aucun avantage, est très-injuste.

Nota. Voyez le paragr. 2 du tit. XXVI du livre III des Institutes, *de Societate*, qui établit les mêmes principes que les deux dispositions qu'on vient de lire.

ARTICLE 1859.

A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes :

1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable, même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement ; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

Sabinus in re communi neminem dominorum jure facere quicquam, invito altero, posse. Undè manifestum est, prohibendi jus esse : in re enim pari potiorem causam esse prohibentis constat.

(*Leg.* 28, *in principio*, *ff. Communi dividundo.*)

Sabin pense qu'un des propriétaires ne peut rien faire sur une chose commune malgré l'autre : d'où on voit qu'un associé n'a que le droit d'empêchement sur l'autre ; car, toutes choses égales d'ailleurs, la préférence est due à celui qui empêche quelque innovation.

§ 2 de l'article précédent 1859.

2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit.

Si communis pecunia penes aliquem sociorum sit, et alicujus sociorum quid absit, cum eo solo agendum, penes quem ea pecunia sit : quâ de-

Si l'argent des associés est entre les mains d'un seul, et que la mise d'un des associés se trouve diminuée de quelque chose, on n'aura à cet

ductâ, de reliquo quod cuique debeatur, omnes agere possunt.

(*Leg.* 65, § 14, *ff. pro Socio.*)

égard action que contre l'associé entre les mains duquel l'argent a été remis; et, après avoir déduit ce qu'il conviendra payer à cet associé, tous formeront réciproquement la demande de ce qui peut leur être dû.

§ 3 DU MÊME ARTICLE 1859.

3° Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

Voyez le paragraphe 2 de la loi 67, *ff. pro Socio*, appliqué à l'art. 1852.

ARTICLE 1860.

L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

Nemo ex sociis plus parte suâ potest alienare, etsi totorum bonorum socii sint..

(*Leg.* 68, *in principio, ff. pro Socio.*)

Aucun associé, même de ceux qui ont contracté une société générale de tous leurs biens, ne peut aliéner une portion plus considérable que celle qu'il a dans la société.

ARTICLE 1861.

Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société: il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

Qui admittitur socius, ei tantùm socius est qui admisit.

Lorsqu'on fait entrer quelqu'un dans une société, il

Et rectè : cùm enim societas consensu contrahatur, socius mihi esse non potest, quem ego socium esse nolui. Quid ergò, si socius meus eum admisit? Et soli socius est.

(*Leg.* 19, *ff. eod. tit.*)

n'est associé que de celui qui l'a admis; et cela est juste; car, puisque la société exige le consentement des parties, on ne peut pas me donner un associé que je ne veux point avoir. Que faut-il donc décider si mon associé fait entrer quelqu'un dans notre société? Ce nouvel associé ne sera en société qu'avec celui qui l'aura admis.

Nam socii mei socius, meus socius non est.

(*Leg.* 20, *ibid.*)

Car l'associé de mon associé n'est pas mon associé.

Et quidquid fuerit de societate nostrâ consecutus, cum illo qui eum adsumpsit, communicabit : nos ei cum eo non communicabimus : sed factum ejus præstabitur societati : id est, aget socius, et societati præstabit quod fuerit consecutus.

(*Leg.* 21, *ibid.*)

Tout le gain que ce nouvel associé touchera de notre société, il le partagera avec celui qui l'a admis, et les autres associés ne partageront point avec lui le gain qu'ils feront; mais on répondra à la société des faits de ce nouvel associé, c'est-à-dire que celui qui l'a admis aura action contre lui à cet égard, et reportera à la société ce qu'il aura touché de lui en cette occasion.

ARTICLE 1862.

Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne seront pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

Jure societatis per socium ære alieno socius non obligatur : nisi in communem

Un associé n'est point obligé par les dettes que contracte son associé en vertu de la so-

arcam pecuniæ veræ sint. (*Leg.* 82, *ff. pro Socio.*)

ciété qui est entre eux, à moins que l'argent ne soit entré dans les coffres communs.

ARTICLE 1864.

La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société.

Quod servus domino emit, si quidem voluntate ejus emit, potest quod jussu agi : sin verò non ex voluntate, si quidem dominus ratum habuerit, vel alioquin rem necessariam, vel utilem domino emit, de in rem verso actio erit. Si verò nihil eorum est, de peculio erit actio.

(*Leg.* 5, § 2, *ff. de In rem verso.*)

Si l'esclave a acheté quelque chose pour son maître, il l'a fait ou de la volonté, ou sans la volonté de ce dernier. Dans le premier cas, on a contre le maître l'action à laquelle son ordre donne lieu; et dans le second, s'il ratifie, ou si l'acquisition lui est nécessaire, ou simplement utile, il y a lieu à l'action fondée sur l'emploi fait pour lui. A défaut de toutes ces conditions, on ne peut intenter que l'action sur le pécule.

CHAPITRE IV.

Des différentes Manières dont finit la Société.

ARTICLE 1865.

La société finit, 1° par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée; — 2° par l'extinction de la chose ou la consommation de la négociation ; — 3° par la mort naturelle de quelqu'un des associés ; — 4° par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux ; — 5° par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société.

Societas solvitur ex personis, ex rebus, ex voluntate, ex actione. Ideòque sive homines, sive res, sive voluntas, sive actio interierit, distrahi videtur societas. Intereunt autem homines quidem maximâ, aut mediâ capitis deminutione, aut morte. Res verò, cùm aut nullæ relinquantur, aut conditionem mutaverint. Neque enim ejus rei quæ jam nulla sit, quisquam socius est : neque ejus quæ consecrata publicatave sit.—Voluntate distrahitur societas, renuntiatione.

(*Leg.* 63, § 10, *ff. pro Socio.*)

La société finit, ou par les personnes qui la composent, ou par les choses qui en font l'objet, ou lorsque la volonté des associés cesse, ou que l'action en société ne peut plus avoir lieu. Dans tous ces cas, la société se dissout. Les associés cessent d'exister par la mort naturelle, ou la mort civile encourue par la perte des droits civils ou de la liberté. Les choses qui composent la société sont censées périr, lorsqu'elles n'existent plus absolument, ou lorsqu'elles ont changé de nature. En effet, on ne peut point se dire associé d'une chose qui n'existe plus, ou qui a été ôtée du commerce, parce qu'elle a été consacrée à la divinité, ou qu'elle a été confisquée. — La société se dissout par la volonté des associés, en cas de renonciation.

Item bonis à creditoribus venditis unius socii, distrahi societatem Labeo ait.

(*Leg.* 65, § 1, *ff. eod. tit.*)

Labéon pense que la société est aussi résolue lorsque les biens d'un des associés sont vendus par ses créanciers.

Publicatione quoque distrahi societatem, manifestum est : scilicet si universa bona socii publicentur; nam cùm in ejus locum alius succedat, pro mortuo habetur.

(*Institut., lib. III, tit. XXVI, § 7, de Societate.*)

Il est encore évident que la société finit par la confiscation des biens, c'est-à-dire quand tous les biens d'un des associés sont confisqués, parce qu'il est réputé mort, puisqu'un autre lui succède.

Nota. Voyez les paragraphes 4, 5, 6 et 8 du même titre, *de Societate*, des Institutes.

ARTICLE 1866.

La prorogation d'une société à temps limité ne peut être prouvée que par un écrit revêtu des mêmes formes que le contrat de société.

In totum omnia quæ animi destinatione agenda sunt, non nisi verâ et certâ scientiâ perfici possunt.

(*Leg.* 76, *ff. de Regulis juris.*)

Tous les actes qui exigent le consentement exprès des parties contractantes deviennent nuls lorsqu'on donne des preuves de ce défaut de consentement.

ARTICLE 1867.

Lorsqu'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés. — La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, etc.

Si qui societatem ad emendum coierint, deindè res alterius dolo vel culpâ empta non sit, pro socio esse actionem constat. Planè si conditio sit adjecta, *si intra illum diem veniret*, et dies sine culpâ socii præterierit, cessabit actio pro socio.

(*Leg.* 52, § 11, *ff. pro Socio.*)

Si des personnes se sont associées pour acheter une chose, et qu'elle n'ait point été achetée par la mauvaise foi ou par la faute d'un des associés, il est certain qu'il y a lieu à l'action de la société. Mais si la société est contractée sous cette condition, *si la chose se vend dans tel terme*, et que le terme soit passé sans aucune faute de la part de l'associé, l'action de la société cesse d'avoir lieu.

Cùm tres equos haberes, et ego unum, societatem coivimus, ut accepto equo meo, quadrigam venderes, et ex pretio quartam mihi redderes.

Vous aviez trois chevaux et moi un; nous nous sommes associés pour que vous prissiez mon cheval, et que vous vendissiez ainsi un attelage de

Si igitur ante venditionem equus meus mortuus sit, non putare se Celsus ait societatem manere, nec ex pretio equorum tuorum partem deberi : non enim habendæ quadrigæ, sed vendendæ coitam societatem. Cæterùm si id actum dicatur, ut quadriga fieret, eaque communicaretur, tuque in eâ tres partes haberes, ego quartam, non dubiè adhùc socii sumus.

(*Leg.* 58, *ad principium*, *ff. pro Socio.*)

quatre chevaux, et que vous me donnassiez le quart du prix. Celse pense que, si mon cheval meurt avant la vente, la société n'a plus lieu, et qu'il ne m'est dû aucune part sur le prix que vous aurez retiré de vos trois chevaux; car la société a été contractée à l'effet de vendre, et non d'avoir un attelage de quatre chevaux. Mais si l'intention était de faire cet attelage et de l'avoir en commun, de manière que l'un eût les trois quarts dans la société, et l'autre le quatrième quart, la société subsisterait encore après la mort du cheval.

ARTICLE 1868.

S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement avec les associés survivans, ces dispositions seront suivies : au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

Morte unius socii societas dissolvitur, et si consensu omnium coita sit, plures verò supersint : nisi in coeundâ societate aliter convenerit, nec hæres socii succedit. Sed quod ex re communi posteà quæsitum est. Item dolus, et culpa

La société se dissout par la mort d'un seul, quoiqu'elle ait été contractée du consentement de tous, et qu'il reste encore plusieurs associés. A moins qu'il n'y ait eu dans le contrat une convention expresse au contraire, l'héri-

in eo quod ex antè gesto pendet, tam ab hærede quàm hæredi præstandum est.

(*Leg.* 65, § 9, *ff. pro Socio.*)

tier de l'associé défunt ne lui succède pas dans la société. Mais cet héritier a action contre les associés, et ceux-ci ont action contre lui relativement à ce qui est provenu de la chose commune depuis la mort de l'associé, et à la mauvaise foi, ou à la négligence qui a eu lieu dans la gestion antérieure à la mort.

Nota. Voyez la loi 35, *ff. eod. tit.*, appliquée *suprà*, article 1844, et la loi 59, *eod. tit.*, qui répète les mêmes dispositions que le texte que nous venons de rapporter.

ARTICLE 1869.

La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi et non faite à contre-temps.

ARTICLE 1870.

La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

Si absenti renuntiata societas sit, quoad is scierit, quod is adquisivit, qui renuntiavit, in commune redigi : detrimentum autem solius ejus esse, qui renuntiaverit : sed

Si on renonce à une société en l'absence de l'associé, jusqu'à ce que l'absent ait eu connaissance de cette renonciation, les acquisitions faites par celui qui a renoncé res-

quod absens adquisivit ad solum eum pertinere, detrimentum ab eo factum commune esse.

(*Leg.* 17, § 1, *ff. pro Socio.*)

tent dans la société, et il souffre seul les pertes qu'il fait; au contraire, les acquisitions faites par l'absent n'appartiennent qu'à lui seul, et les pertes qu'il peut faire sont supportées en commun.

Labeo autem posteriorum libris scripsit, si renuntiaverit societati unus ex sociis eo tempore quo interfuit socii non dirimi societatem, committere eum in pro socio actione : nam si emimus mancipia inità societate, deindè renuntiesmihi eo tempore quo vendere mancipia non expedit, hoc casu, quia deteriorem causam meam facis, teneri te pro socio judico.

(*Leg.* 65, § 5, *ff. eod. tit.*)

Mais Labéon écrit au livre des postérieurs, que, si un associé renonce à la société dans un temps où son coassocié a intérêt que la société subsiste, il sera soumis à l'action de la société. Par exemple, si nous nous sommes associés pour acheter des esclaves, et que vous ayez renoncé à la société dans un temps qui n'est point favorable pour la vente des esclaves, comme votre renonciation doit me causer du tort, j'aurai contre vous l'action de la société.

ARTICLE 1871.

La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagemens, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges.

Item qui societatem in tempus coit, eam ante tempus renuntiando, socium à se, non se à socio liberat. Itàque si quid compendii posteà factum

Lorsqu'on a contracté une société pour un temps, l'associé qui renonce avant le temps reste obligé envers son associé, et celui-ci est libéré

erit, ejus partem non fert ; at si dispendium, æquè præstabit portionem ; nisi renuntiatio ex necessitate quâdam facta sit. Quòd si tempus finitum est, liberum est recedere : quìa sine dolo malo id fiat.

(*Leg.* 65, § 6, *ff. eod. tit.*)

vis-à-vis de lui. Cet associé n'a plus de part dans le gain qui aura été fait depuis sa renonciation, et souffre néanmoins sa part dans la perte ; à moins que sa renonciation n'ait été faite par quelque raison de nécessité. Mais, lorsque le temps fixé est arrivé, chaque associé a la liberté de se retirer, parce qu'il n'y a pas alors de mauvaise foi de sa part.

NOTA. *Vide legem* 14, *ibid.*

ARTICLE 1872.

Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

Qui igitur paciscitur, ne dividat, nisi aliqua justa ratio intercedat, nec vendere poterit, nec aliâ ratione efficiet ut dividatur. Et sanè potest dici venditionem quidem non impediri, sed exceptionem adversùs emptorem locum habere, si antè dividat, quàm divideret is qui vendidit.

(*Leg.* 16, § 1, *ff. eod. tit.*)

Ainsi, lorsqu'il y a convention expresse de ne point demander le partage d'une chose commune, un des contractans ne pourra, sans une juste raison, mettre l'autre dans la nécessité de partager la chose, en la vendant ou autrement. On peut dire qu'en ce cas la vente n'est pas absolument défendue ; mais il y aurait une exception contre l'acheteur qui voudrait partager la chose avant le temps où son vendeur était en droit de le faire.

TITRE X.

Du Prêt (1).

ARTICLE 1874.

Il y a deux sortes de prêt : celui des choses dont on peut user sans les détruire, et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait.

La première espèce s'appelle *prêt à usage*, ou *commodat*;

La deuxième espèce s'appelle *prêt de consommation*, ou simplement *prêt*.

Mutui datio consistit in his rebus quæ pondere, numero, mensurâ consistunt : quoniàm eorum datione possumus in creditum ire : quia in genere suo functionem recipiunt per solutionem, quam specie : nam in cæteris rebus ideò in creditum ire non possumus, quia aliud pro alio invito creditori solvi non potest.

(*Leg.* 2, § 1, *ff. de Rebus creditis, si certum petetur, et de Condictione.*)

On ne doit prêter que les choses qui peuvent se compter, se peser, se mesurer; parce qu'en transférant le domaine de ces choses nous pouvons contracter un prêt; puisqu'il est possible de les remplacer par une autre du même genre, et que le paiement peut s'en faire en rendant une chose de même espèce, au lieu de celle qui a été prêtée. Car ce qui fait que les autres choses ne peuvent point devenir la matière du prêt, c'est qu'on ne peut pas donner en paiement à son créancier, malgré lui, une chose différente de celle qu'on lui doit.

---

(1) Le prêt est une convention par laquelle on livre une chose à une personne pour s'en servir suivant son besoin, et sans payer aucun prix.

CHAPITRE PREMIER.

Du Prêt à usage, ou Commodat.

ARTICLE 1875.

Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

ARTICLE 1876.

Ce prêt est essentiellement gratuit.

Deposui apud te decem; posteà permisi tibi uti, Nerva, Proculus, etiam antequàm moveantur, condicere, quasi mutua, tibi hæc posse aiunt : et est verum, ut et Marcello videtur : animo enim cœpit possidere : ergò transit periculum ad eum qui mutuum rogavit, et poterit ei condici.

(*Leg.* 9, § 9, *ff. de Rebus creditis....*)

Si j'ai déposé entre vos mains une somme, et qu'ensuite je vous aie permis d'en faire usage, Nerva et Proculus pensent que j'ai contre vous l'action du prêt pour vous demander cette somme comme si je vous l'avais prêtée, quand même vous ne l'auriez pas dérangée de la place où vous l'aviez mise à titre de dépôt, et cela est vrai. Marcellus approuve aussi ce sentiment; car la somme est à l'instant aux risques de celui qui a demandé qu'elle lui fût prêtée, et on aura contre lui l'action du prêt.

Quòd si ab initio, cùm deponerem, uti tibi, si voles, permisero, creditam non esse antequàm mota sit : quoniàm debitum iri non est certum.

(*Leg.* 10, *ff. de Reb. cred.*)

Mais, si, au moment où je vous dépose cette somme, je vous permets de vous en servir, elle ne sera point censée prêtée avant que celui qui l'a, n'ait commencé d'en faire usage, parce qu'il n'est pas sûr qu'il s'en servira.

Precarium est simile commodato..... Quod genus liberalitatis ex jure gentium descendit.

Le prêt à usage a de la ressemblance avec le précaire... C'est une sorte de libéralité qui descend du droit des gens.

Precarium est, quod precibus petenti utendum conceditur tamdiù, quamdiù is qui concessit, patitur.
(*Leg.* 1, *ff. de Precario.*)

On appelle précaire ce qui est accordé à quelqu'un à sa prière pour en jouir autant de temps que celui qui l'a accordé le trouvera bon.

Gratuitum debet esse commodatum.
(*Institut.*, § 2, *Quibus modis re contrahitur obligatio.*)

Le prêt doit être gratuit.

ARTICLE 1877.

Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

Rei commodatæ et possessionem et proprietatem retinemus.
(*Leg.* 8, *ff. Commodati vel contrà.*)

Nous retenons la possession et la propriété de la chose prêtée.

Nam et qui commodat rem, sic commodat, ut non faciat rem accipientis, sed ut ei uti re commodatâ permittat.
(*Leg.* 3, *ff. de Precario.*)

Celui qui prête à usage n'a pas l'intention de transférer la propriété de la chose prêtée, mais seulement d'en accorder l'usage.

ARTICLE 1879.

Les engagemens qui se forment par le commodat passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

Precarii rogatio et ad hære-

Le précaire passe à l'héritier

dem ejus qui concessit, transit : ad hæredem autem ejus qui precario rogavit, non transit : quippè ipsi duntaxat, non etiam hæredi concessa possessio est.
(*Leg.* 12, § 1, *ff. de Precario.*)

de celui qui a accordé la chose ; mais il ne passe pas à l'héritier de celui qui l'a reçue, parce qu'on n'a entendu accorder la possession qu'à lui et non à son héritier.

ARTICLE 1880.

L'emprunteur est tenu de veiller, en bon père de famille, à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention ; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Si reddita quidem sit res commodata, sed deterior reddita : non videbitur reddita quæ deterior facta redditur : nisi quod interest, præstètur : propriè enim dicitur res non reddita, quæ deterior redditur.

Si la chose prêtée est rendue en mauvais état, elle ne sera pas censée rendue ; à moins qu'on n'ait indemnisé le maître de la chose : car c'est avec raison qu'on dit qu'une chose n'est pas rendue, quand elle l'est dans un état de détérioration.

In hâc actione, sicut in cæteris bonæ fidei judiciis, similiter in litem jurabitur : et rei judicandæ tempus, quanti res sit, observatur : quamvis in stricti, litis contestatæ tempus spectetur.
(*Leg.* 3, § 1 *et* 2, *ff. Commodati vel contrà.*)

Dans cette action comme dans toutes les autres qui sont de bonne foi, on admettra l'affirmation à l'effet de fixer la valeur de la chose ; et, pour déterminer cette valeur, on se rapportera au temps du jugement ; quoique dans les actions de droit étroit, on se rapporte en ce cas au temps de la contestation en cause.

ARTICLE 1881.

Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou

pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

Sed interdùm et mortis damnum ad eum qui commodatum rogavit, pertinet : nam si tibi equum commodavero ut ad villam adduceres, tu ad bellum duxeris, commodati teneberis.

(*Leg.* 5, § 7, *ff. Commodati vel contrà.*)

Il y a des cas où la perte de la chose prêtée, arrivant même par mort, est aux risques de celui à qui elle a été prêtée; car, si je vous ai prêté un cheval pour aller à votre maison de campagne et que vous ayez mené ce cheval à la guerre, j'aurai contre vous l'action du prêt.

Quinimò et qui aliâs re commodatâ utitur, non solùm commodati, verùm furti quoque tenetur : ut Julianus libro undecimo Digestorum scripsit.

(*Leg. eâd.*, § 8.)

Il y a plus : celui qui emploie la chose prêtée à un usage différent de celui dont on est convenu, est soumis non-seulement à l'action du prêt, mais encore à l'action pénale du vol, comme l'écrit Julien, au livre onze du Digeste.

ARTICLE 1882.

Si la chose prêtée périt par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

Quod verò senectute contigit, vel morbo, vel vi latronum ereptum est, aut quid simile accidit, dicendum est nihil eorum esse imputandum ei qui commodatum recepit, nisi aliqua culpa interveniat. Proindè et si incendio, vel ruinâ aliquid contigit, vel aliquod damnum fatale, non tenebitur : nisi fortè cùm posset res

Mais les détériorations arrivées à la chose prêtée par vieillesse ou maladie, ou la perte survenue parce que la chose a été enlevée avec violence par des voleurs, ne doivent point être imputées à celui à qui la chose a été prêtée; à moins qu'il n'y ait de sa faute. Ainsi, si la chose est détériorée ou même consumée par

commodatas salvas facere, suas prætulit.

(*Leg.* 5, § 4, *ff. Commodati vel contrà.*)

un incendie, une ruine, ou quelque événement fatal, celui à qui elle est prêtée ne sera point tenu de ces événemens; si ce n'est qu'ayant pu conserver les choses prêtées, il n'ait préféré de sauver les siennes.

ARTICLE 1883.

Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive, même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

Et si fortè res æstimata data sit, omne periculum præstandum ab eo qui æstimationem se præstaturum recepit.

(*Leg.* 5, § 3, *ff. Commodati vel contrà.*)

Si la chose prêtée a été donnée avec estimation, toutes les pertes, de quelque manière qu'elles arrivent, sont aux risques de celui qui a promis de rendre la valeur de la chose.

ARTICLE 1884.

Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de sa détérioration.

Non potest commodari id quod usu consumitur, nisi fortè ad pompam, vel ostentationem quis accipiat.

(*Leg.* 3, § 6, *ff, eod. tit.*)

On ne peut point prêter les choses qu'un premier usage détruit, à moins que celui qui les emprunte ne s'en serve pour la pompe ou l'ostentation.

ARTICLE 1885.

L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

Quod autem contrario ju- Ce que peut obtenir par

dicio consequi quisque potest, id etiam recto judicio quocum eo agitur, potest salvum habere jure pensationis....
(*Leg.* 18, § 4, *ff. eod. tit.*)

l'action contraire celui à qui la chose est prêtée, il peut aussi se le faire donner dans le cas où on intentera contre lui l'action directe du prêt en demandant la compensation.

ARTICLE 1886.

Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

Possunt justæ causæ intervenire, ex quibus cum eo qui commodâsset, agi deberet, veluti de impensis in valetudinem servi factis, quæve post fugam requirendi, reducendique ejus causâ factæ essent: nam cibariorum impensæ, naturali scilicet ratione, ad eum pertinent, qui utendum accepisset. Sed et id quod de impensis valetudinis aut fugæ diximus, ad majores impensas pertinere debet: modica enim impendia verius est ut, sicuti cibariorum, ad eumdem pertineant.
(*Leg.* 18, § 2, *ff. Commodati vel contrà.*)

On peut avoir de justes raisons pour intenter l'action contraire du prêt contre celui qui a prêté, par exemple, pour lui demander les dépenses qu'on a faites dans la maladie d'un esclave, ou pour le chercher et le ramener après qu'il a eu pris la fuite : car il est naturel que les dépenses de la nourriture soient aux frais de celui à qui l'esclave a été prêté. Ce que nous disons même des dépenses à l'occasion de la maladie ou de la fuite d'un esclave, doit s'entendre des grandes dépenses; autrement les menus frais doivent concerner celui à qui l'esclave est prêté, aussi-bien que les dépenses de nourriture.

ARTICLE 1887.

Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

Sed esse verius ait, et dolum, et culpam, et diligentiam, et custodiam in totum

Mais il pense que chaque personne doit répondre en entier de la mauvaise foi, de

me præstare debere : quarè duo quodammodò rei habebuntur ; et si alter conventus præstiterit, liberabit alterum : et ambobus competit furti actio.

(*Leg.* 5, § 15, *in fine*, *ff. eod. tit.*)

la faute, du défaut de soin, ou de garde, dont il est résulté quelque tort au préjudice du maître de la voiture ; en sorte que ces deux personnes seront comme deux débiteurs solidaires. Si l'une d'elles actionnée à cet égard paye la condamnation, l'autre sera libérée ; si la chose prêtée leur est volée, elles auront l'une et l'autre l'action pénale du vol.

ARTICLE 1888.

Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

ARTICLE 1889.

Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

Sicut autem voluntatis, et officii magis quàm necessitatis est commodare, ità modum commodati, finemque prescribere, ejus est qui beneficium tribuit. Cùm autem id fecit (id est, postquàm commodavit), tunc finem præscribere, et retroagere, atque intempestivè usum commodatæ rei auferre, non officium tantùm impedit, sed et suscepta obligatio inter dandum accipiendumque.

(*Leg.* 17, § 3, *ff. Commodati vel contrà.*)

Comme le prêt est un acte de la volonté, et plutôt un service qu'un acte de nécessité, c'est à celui qui oblige l'autre à prescrire la manière dont on pourra se servir de la chose prêtée, et à fixer les bornes de cet usage. Mais, lorsque le prêt est consommé, il ne peut plus prescrire de nouvelles bornes, ni revenir sur ses pas, pour priver à contre-temps de l'usage de la chose celui à qui il l'a prêtée.

ARTICLE 1890.

Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire, et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

Ad eos qui servandum aliquid conducunt, aut utendum accipiunt, damnum injuriâ ab alio datum non pertinere, procul dubio est. Quâ enim curâ aut diligentiâ consequi possumus ne aliquis damnum nobis injuriâ det?
(*Leg.* 19, *ff. eod. tit.*)

Il est certain que ceux qui louent une chose pour la garder, ou qui l'empruntent pour s'en servir, ne sont pas responsables du dommage causé à la chose par un tiers sans aucune raison. En effet, on a beau avoir soin d'une chose, on ne peut pas empêcher que quelqu'un ne nous cause du dommage sans fondement.

ARTICLE 1891.

Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

Item qui sciens vasa vitiosa commodavit, si ibi infusum vinum vel oleum corruptum effusumve est, condemnandus eo nomine est.
(*Leg.* 18, § 3, *ff. Commodati vel contrà.*)

De même si quelqu'un prête sciemment des vaisseaux vicieux, il doit être condamné, si le vin ou l'huile qu'on y a mis a coulé ou s'est gâté.

CHAPITRE II.

Du Prêt de Consommation, ou simple Prêt.

ARTICLE 1892.

Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

ARTICLE 1893.

Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée : et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

Item is, cui res aliqua utenda datur, id est, commodatur, re obligatur, et tenetur commodati actione. Sed is ab eo, qui mutuum accepit, longè distat, namque non ità res datur, ut ejus fiat : et ob id de eâ re ipsâ restituendâ tenetur. Et is quidem qui mutuum accepit; si quolibet fortuito casu amiserit, quod accepit, veluti, incendio, ruinâ, naufragio, aut latronum hostiumve incursu, nihilominùs obligatus remanet.

(*Institut., lib. III, tit. XV, § 2, Quibus modis re contrahitur obligatio.*)

Pareillement celui auquel on donne quelque chose pour en avoir l'usage, s'oblige par la tradition qui lui en est faite à la restituer, par l'action du commodat. Mais il diffère de celui qui a reçu quelque chose à titre de prêt; parce que la chose ne lui est pas donnée pour en avoir la propriété, et c'est pour cela qu'il est tenu de rendre la chose en espèce : au lieu que celui qui a reçu une chose à titre de prêt n'est pas moins obligé envers celui qui la lui a prêtée, quoiqu'il l'ait perdue par quelque cas fortuit, comme par incendie, par ruine, par naufrage ou par violence des voleurs ou des ennemis.

Appellata est autem mutui datio ab eo, quòd de meo tuum fit : et ideò si non fiat tuum, non nascitur obligatio. (*Leg.* 2, § 2, *ff. de Rebus creditis.*)

Le prêt *mutui datio* ou de consommation, tire son étymologie de ce que la chose prêtée de mienne devient vôtre. Ainsi, si le domaine ou la propriété n'est pas transféré à celui qui emprunte, l'obligation du prêt n'est pas contractée.

ARTICLE 1894.

On ne peut pas donner à titre de prêt de consommation des choses qui, quoique de même espèce, diffèrent dans les individus, comme les animaux : alors c'est un prêt à usage.

ARTICLE 1895.

L'obligation qui résulte d'un prêt en argent n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

Creditum ergò à mutuo differt, quàm genus à specie : nam creditum consistit extra eas res quæ pondere, numero, mensurâ, continentur : sicut, si eamdem rem recepturi sumus, creditum est. Item mutuum non potest esse, nisi proficiscatur pecunia : creditum autem interdùm, etiam si nihil proficiscatur, veluti si post nuptias dos promittatur. (*Leg.* 2, § 3, *ff. de Rebus creditis.*)

Ainsi une créance diffère de l'obligation du prêt, comme le genre diffère de l'espèce ; car une créance a pour objet une chose certaine qui ne consiste pas en nombre, poids et mesure : par exemple, si on prête une chose pour recevoir ensuite la même chose, c'est une créance. Le prêt n'est point contracté avant que celui au profit de qui l'obligation est acquise n'ait fait la numération des deniers ; au lieu

qu'une créance a lieu même sans numération des deniers, comme il arrive au mari à qui quelqu'un promet une dot après le mariage.

Si tibi dedero decem sic, ut novem debeas : Proculus ait, et rectè, non ampliùs te ipso jure debere, quàm novem. Sed si dedero, ut undecim debeas, putat Proculus, ampliùs quàm decem condici non posse.

(*Leg.* 11, § 1, *ff. de Rebus creditis.*)

Si je vous ai donné dix mille, en vous faisant promettre de m'en rendre neuf, vous ne devez de plein droit que neuf mille; mais si je vous les ai donnés en vous faisant promettre de m'en rendre onze, je n'aurai action que pour m'en faire rendre dix. C'est l'avis de Proculus.

Periculum nominum ad eum, cujus culpâ deterius factum probari potest, pertinet.

(*Leg.* 35, *ff. de Rebus creditis.*)

Si des obligations perdent de leur valeur, cette perte concerne ceux qui pourront être convaincus de l'avoir causée.

Re contrahitur obligatio, veluti mutui datione. Mutui autem datio in iis rebus consistit, quæ pondere, numero, mensurâve constant, veluti, vino, oleo, frumento, pecuniâ numeratâ, ære, argento, auro, quas res aut numerando, aut metiendo, aut adpendendo in hoc damus, ut accipientium fiant. Et quoniàm nobis non eædem res sed aliæ ejusdem naturæ et qualitatis redduntur, indè etiam mutuum appellatum est : quia ità à me tibi datur, ut ex meo tuum fiat ; et ex eo contractu nasci-

L'obligation se contracte par la tradition de la chose, comme quand on donne à quelqu'un à titre de prêt. Or le prêt se contracte seulement des choses qui se pèsent, qui se comptent, et qui se mesurent, comme sont le vin, l'huile, le blé, l'argent monnayé, le cuivre, l'argent en masse, l'or, toutes choses que nous donnons par nombre, par mesure et par poids, à dessein d'en transporter la propriété en la personne de ceux qui les reçoivent : et d'autant qu'on ne nous rend pas les mêmes choses en es-

tur actio, quæ vocatur certi condictio.

(*Institut., lib. III, tit. XV, in principio, Quibus modis re contrahitur obligatio.*)

pèces, mais d'autres de même nature et de même qualité. De là vient qu'on donne à ce contrat le nom de *mutuum*, par la raison que ce que je vous prête cesse d'être à moi pour devenir à vous, et de ce contrat il descend une action qui est appelée *certi condictio* (restitution de chose certaine).

ARTICLE 1896.

La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a été fait en lingots.

ARTICLE 1897.

Si ce sont des lingots ou des deniers qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

Si quis certum stipulatus fuerit, ex stipulatu actionem non habet : sed illâ condictitiâ actione id persequi debet, per quam certum petitur.

(*Leg.* 24, *ff. de Rebus creditis.*)

Lorsque l'on s'est fait promettre quelque chose de certain par une stipulation, on n'a point pour l'exiger l'action qui naît de la stipulation, mais l'action personnelle dont nous parlons, qui est établie pour exiger une dette dont l'objet est certain.

Rogâsti me, ut tibi pecuniam crederem : ego cùm non haberem, lancem tibi dedi, vel massam auri, ut eam venderes, et nummis uterēris. Si vendideris, puto mutuam pecuniam factam.

(*Leg.* 11, *in principio, ff. eod. tit.*)

Vous m'avez prié de vous prêter une somme; ne l'ayant pas, je vous ai donné de l'argenterie ou quelque matière d'or, pour la vendre et en faire servir le prix à votre usage. Dès que vous aurez vendu cette matière, le prêt sera contracté.

ARTICLE 1898.

Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1891 pour le prêt à usage.

Voyez l'application faite audit article 1891.

ARTICLE 1899.

Le prêteur ne peut redemander les choses prêtées, avant le terme convenu.

Certi condictio competit ex omni causâ, ex omni obligatione, ex quâ certum petitur: sive ex certo contractu petatur, sive ex incerto : licet enim nobis ex omni contractu certum condicere, dummodò præsens sit obligatio. Cæterùm si in diem sit, vel sub conditione obligatio, ante diem vel conditionem non potero agere.
(*Leg.* 9, *in principio*, *ff. de Rebus creditis.*)

L'action personnelle, par laquelle on demande la restitution d'une chose certaine, a lieu en vertu de tout titre, de toute obligation par laquelle on a droit d'exiger une chose certaine, soit que le contrat soit certain, soit qu'il ne le soit pas : car on peut exiger une chose certaine en vertu de toutes sortes de contrats, pourvu que l'obligation soit actuelle ou présente. Mais si elle est faite pour un certain jour, ou sous certaine condition, on ne peut exiger la dette avant le jour marqué ou la condition prescrite.

ARTICLE 1900.

S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

In omnibus obligationibus, in quibus dies non ponitur, præsenti die debetur.
(*Leg.* 14, *ff. de Regulis juris.*)

Dans toutes les obligations où l'on n'a point fixé de terme pour le paiement, la chose est due sur-le-champ.

Intempestivè usum commodatæ rei auferre, non officium tantùm impedit, sed et suscepta obligatio inter dandum accipiendumque.

(*Leg.* 17, § 3, *in medio*, *ff. Commodati vel contrà.*)

Non-seulement le service ou le bienfait, mais même l'obligation qui se contracte entre celui qui donne et celui qui reçoit, empêche d'ôter à contre-temps l'usage de la chose prêtée.

ARTICLE 1901.

S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

Omnia quæ inseri stipulationibus possunt, eadem possunt etiam numerationi pecuniæ : et ideò et conditiones.

(*Leg.* 7, *ff. de Rebus creditis.*)

Le prêt d'argent est susceptible de toutes les clauses qu'on peut insérer dans les stipulations ; par conséquent on peut y imposer des conditions.

Ambigua autem intentio ità accipienda est, ut res salva actori sit.

(*Leg.* 172, § 1, *ff. de Regulis juris.*)

Lorsqu'une demande est conçue en termes ambigus, il faut l'interprêter en faveur du demandeur, si l'on n'oppose rien qui puisse la détruire.

ARTICLE 1902.

L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

ARTICLE 1903.

S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

Voyez la première application à l'article 1880 *suprà*, qui s'applique au 1902e ci-dessus.

Vinum quod mutuum datum erat, per judicem petitum est. Quæsitum est, cujus temporis æstimatio fieret : utrùm cùm datum esset, an cùm litem contestatus fuisset, an cùm res judicaretur? Sabinus respondit, si dictum esset, quo tempore redderetur, quanti tunc fuisset (si non quanti tunc) cùm petitum esset. Interrogavi, cujus loci pretium sequi oporteat? Respondit, si convenisset, ut certo loco redderetur, quanti eo loco esset : si dictum non esset, quanti ubi esset petitum.

(*Leg.* 22, *ff. de Rebus creditis.*)

On demandait en justice du vin qu'on avait prêté. Il a été question de savoir à quel temps on se rapporterait pour en faire l'estimation, si c'était à celui où le vin avait été donné, à celui de la contestation, ou à celui du jugement. Sabin a répondu que, si on avait fixé le temps où le vin devait être rendu, il fallait se rapporter à ce temps pour en faire l'estimation, sinon qu'on se rapporterait au temps de la demande. J'ai demandé suivant quel terroir (ou lieu) on ferait cette estimation. Il a répondu : « Si le vin doit être rendu, suivant la convention, à un certain lieu, c'est d'après la valeur du vin dans ce lieu qu'on doit faire l'estimation de celui qui a été prêté; s'il n'y a pas de convention à cet égard, on doit suivre la valeur du vin dans le lieu où la demande est formée. »

ARTICLE 1904.

Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

Mora fieri intelligitur, non ex re, sed ex personâ, id est, si interpellatus, opportuno loco non solverit, quod apud judicem examinabitur.

(*Leg.* 32, *in principio, ff. de Usuris et Fructibus....*)

Le retard arrive non par la chose, mais par la personne; c'est-à-dire si la personne actionnée ou interpelée n'a pas payé en temps convenable. C'est ce que doit examiner le juge.

CHAPITRE III.

Du Prêt à Intérêt.

ARTICLE 1905.

Il est permis de stipuler des intérêts pour simple prêt, soit d'argent, soit de denrées ou autres choses mobilières.

ARTICLE 1906.

L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital.

ARTICLE 1907.

L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt légal est fixé par la loi (1). L'intérêt conventionnel peut excéder celui de la loi toutes les fois que la loi ne le prohibe pas.

Le taux de l'intérêt conventionnel peut être fixé par écrit.

Pecuniæ fenebris, intra diem certum debito non soluto, dupli stipulatum, in altero tanto supra modum legitimæ usuræ respondi non tenere : quarè pro modo cujuscunque temporis, superfluo detracto, stipulatio vires habebit.

(*Leg.* 9, *in principio*, *ff. de Usuris et Fructibus et Causis....*)

Une somme ayant été prêtée à intérêt, le créancier a stipulé de son débiteur que, s'il ne le payait pas dans le terme fixé, il paierait le double. J'ai répondu que cette stipulation ne pouvait valoir en ce qui excéderait le taux légitime des intérêts, lorsqu'ils seraient parvenus à égaler le principal. Ainsi cette stipulation n'aura lieu

---

(1) La loi du 3 septembre 1807 a fixé le taux de l'intérêt légal et celui de l'intérêt conventionnel en matière civile et en matière commerciale.

qu'à proportion du temps que la somme aura été due, déduction faite de ce qui aura été ajouté aux intérêts légitimes.

Usurarum stipulatio, quamvis debitor non conveniatur, committitur : nec inutilis legitimæ usuræ stipulatio videtur sub eâ conditione concepta, *si minores ad diem solutæ non fuerint :* non enim pœna, sed fenus uberius justâ ratione sortis promittitur. Si tamen post mortem creditoris nemo fuit cui pecunia solveretur, ejus temporis inculpatam esse moram constitit. Ideò, si majores usuræ prioribus petantur, exceptio doli non inutiliter opponetur.

(*Leg. eâd.* 9, § 1, *ff. de Usuris et Fructibus....*)

La stipulation des intérêts a son effet quand bien même le débiteur n'aurait point été actionné. La stipulation des grands intérêts permis par la loi n'est pas inutile, lorsqu'on les stipule dans le cas où des intérêts moins forts dont on est convenu, ne seront pas payés : car le débiteur ne se soumet pas en ce cas à une peine, mais il promet un intérêt plus fort par une juste raison. Si cependant le créancier était mort sans qu'il parût personne à qui le débiteur pût payer valablement, il est certain que, pendant le temps qu'il ne peut payer, le débiteur n'est pas en faute. En sorte que, si on demandait des intérêts plus forts que ceux dont on est convenu, le débiteur pourrait opposer efficacement l'exception tirée de la mauvaise foi.

Usuras illicitas sorti mixtas, ipsas tantùm non deberi constat : cæterùm sortem non vitiare.

(*Leg.* 20, *ff. eod. tit.*)

Si des intérêts illégitimes se trouvent mêlés avec le capital, ces intérêts ne sont pas dus, mais le capital n'en souffre aucun préjudice.

Nota. Voyez dans la loi 3 au Code, la règle *Usuræ indebitæ non repetuntur*, qui forme notre article 1906 *suprà*.

ARTICLE 1908.

La quittance du capital donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

Qui semisses usuras promisit, per multos annos minores præstitit : hæres creditoris semisses petit : cùm per debitorem non steterit, quominùs minores solvat. Quæro an exceptio doli vel pacti obstet ? Respondi, si ex solvendis ex more usuris per tanta tempora mora per debitorem non fuit, posse secundum ea quæ proponerentur, obstare exceptionem.

(*Leg.* 13, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

Un débiteur qui avait promis les intérêts à six pour cent, a payé à son créancier, pendant plusieurs années, des intérêts moins forts. L'héritier du créancier demandait les intérêts à six pour cent, quoique le débiteur ne fût point en demeure de payer les intérêts moins forts que de coutume. Je demande si ce débiteur peut opposer l'exception de la mauvaise foi au créancier, ou une exception fondée sur la convention présumée entre lui et son créancier ? J'ai répondu que, si le débiteur a été si long-temps à payer des intérêts moins forts sans être jamais en demeure, il pourrait suivant l'exposé opposer utilement cette exception.

TITRE XI.

Du Dépôt et du Séquestre.

CHAPITRE PREMIER.

Du Dépôt en général et de ses diverses Espèces.

ARTICLE 1915.

Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit

la chose d'autrui, à la charge de la garder et restituer en nature.

ARTICLE 1916.

Il y a deux espèces de dépôt : le dépôt proprement dit, et le séquestre.

Depositum est, quod custodiendum alicui datum est. Dictum ex eo, quòd ponitur : præpositio enim, *de*, auget *depositum*, ut ostendat, totum fidei ejus commissum, quod ad custodiam rei pertinet.

(*Leg.* 1, *in principio*, *ff. Depositi vel contrà.*)

Le dépôt est ce dont on confie la garde à quelqu'un. Il tire son étymologie du mot *posé* : car la préposition *de* ajoute à la signification du mot, et fait voir que tout ce qui concerne la garde de la chose est confié à la foi du dépositaire.

CHAPITRE II.

Du Dépôt proprement dit.

ARTICLE 1917.

Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit.

Si vestimenta servanda balneatori data perierunt : si quidem nullam mercedem servandorum vestimentorum accepit, depositi eum teneri, et dolum duntaxat præstare debere puto : quòd si accepit, ex conducto.

(*Leg.* 1, § 8, *ff. Depositi vel contrà.*)

Lorsque des habits donnés en garde à un maître de bains ont été perdus, s'il n'a reçu aucun salaire pour les garder, il en est dépositaire, et ne doit tenir compte que de sa mauvaise foi ; mais, s'il a reçu un salaire, il y a lieu contre lui à l'action contraire du louage.

ARTICLE 1918.

Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

ARTICLE 1919.

Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose qu'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

ARTICLE 1920.

Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

Prætor ait : quod neque tumultûs, neque incendii, neque ruinæ, neque naufragii causâ depositum sit, in simplum : ex earum autem rerum, quæ suprà comprehensæ sunt, in ipsum, in duplum : in hæredem ejus, quod dolo malo ejus factum esse dicetur, qui mortuus sit, in simplum : quod ipsius, in duplum judicium dabo.

(*Leg.* 1, § 1, *ff. Depositi vel contrà.*)

L'édit du préteur est conçu en ces termes : Quand un dépôt sera fait hors des cas de tumulte, d'incendie, de ruine et de naufrage, je donnerai contre le dépositaire une action au simple; mais, lorsqu'il sera fait dans les cas ci-dessus exprimés, je donnerai une action au double, et contre l'héritier du dépositaire une action au simple, en vertu de laquelle il sera condamné à réparer le tort que le déposant souffre par la mauvaise foi du défunt; et, s'il y a mauvaise foi de la part de l'héritier lui-même, je donnerai à cet égard contre lui une action au double.

Meritò has causas deponendi separavit prætor, quæ continent fortuitam causam depositionis ex necessitate descendentem, non ex voluntate proficiscentem.

(*Leg. eâd* 1, § 2.)

C'est avec raison que le préteur a distingué les différentes causes qui peuvent donner lieu au dépôt, celles qui viennent de la nécessité dans des circonstances imprévues, et celles qui viennent de la volonté du déposant.

ARTICLE 1921.

Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

Hæc autem separatio causarum justam rationem habet: quippè cùm quis fidem elegit, nec depositum redditur, contentus esse debet simplo...
(*Leg. eâd.*, § 4.)

Cette distinction entre les différentes causes qui donnent lieu au dépôt, est très-raisonnable : car, lorsque quelqu'un a choisi un dépositaire à la probité duquel il s'en est rapporté, et qu'on refuse de lui rendre sa chose, il doit se contenter d'avoir une action simplement pour se la faire rendre.

ARTICLE 1922.

Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

Hanc actionem bonæ fidei esse, dubitari non oportet.

Non solùm si servus meus, sed et si is qui bonâ fide mihi serviat, rem deposuerit, æquissimum erit, dari mihi actionem, si rem ad me pertinentem deposuit.
(*Leg. eâd.*, §§ 23 *et* 27.)

Il est hors de doute que l'action du dépôt est une action de bonne foi.

Il paraît juste que j'aie l'action du dépôt, lorsque ma chose a été déposée soit par mon esclave, soit par celui que je possédais comme tel de bonne foi.

ARTICLE 1923.

Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

ARTICLE 1924.

Lorsque le dépôt, étant au-dessus de cent-cinquante francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

In depositi quoque actione in litem juratur.

(*Leg. eâd.* 1, § 26, *ff. Depositi vel contrà.*)

Dans l'action du dépôt, on s'en rapporte à l'affirmation du demandeur pour fixer la valeur de la chose qui fait l'objet de la demande.

ARTICLE 1925.

Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

An in pupillum, apud quem sine tutoris auctoritate depositum est, depositi actio detur, quæritur? Sed probari oportet, si apud doli mali jam capacem deposueris, agi posse, si dolum commisit: nam et in quantum locupletior factus est, datur actio in eum, et si dolus non intervenit.

(*Leg. eâd.* 1, § 15.)

L'action du dépôt peut-elle être intentée contre un pupille, à qui on a déposé une chose sans l'autorisation de son tuteur? On doit décider qu'on pourra intenter contre lui une action en conséquence de sa mauvaise foi, s'il est déjà d'un âge à se rendre coupable de ce crime; car, s'il n'y a pas de mauvaise foi de sa part, on n'a action contre lui qu'autant que ce dépôt l'aura enrichi.

ARTICLE 1926.

Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

Qui cum alio contrahit, vel est, vel debet esse non ignarus conditionis ejus ; hæredi autem hoc imputari non potest, cùm non spontè cum legatariis contrahit.

(*Leg.* 19, *ff. de Regulis juris.*)

Celui qui contracte, sait ou doit savoir quelle est la qualité de la personne avec laquelle il contracte ; autrement il n'est pas excusable; mais, dans ce cas, on ne peut imputer cette faute à un héritier, d'autant plus qu'il agit malgré lui, et qu'il ne fait qu'exécuter la volonté de celui auquel il succède.

In negotiis contrahendis alia causa habita est furiosorum, alia eorum qui fari possunt, quamvis actum rei non intelligerent. Nam furiosus nullum negotium contrahere potest; pupillus omnia tutore auctore agere potest.

(*Leg.* 5, *ff. de Regulis juris.*)

Dans les obligations, il y a une grande différence entre un insensé et un pupille au-dessus de l'enfance, quoiqu'il y en ait peu par rapport à l'intelligence qui y est requise. La différence vient de ce qu'un insensé ne peut contracter aucune obligation, ni par soi, ni par autrui, et qu'un pupille peut en contracter de toutes sortes, étant autorisé de son tuteur.

ARTICLE 1927.

Le dépositaire doit apporter dans la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

Nec enim, salvâ fide, minorem iis (rebus ad se depositis) quàm suis rebus diligentiam præstabit.

(*Leg.* 32, *in fine*, *ff. Depositi vel contrà.*)

Il ne doit point apporter à la garde du dépôt une attention moindre que celle qu'il apporte à ses propres biens.

ARTICLE 1928.

La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur, 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

Prætereà et is, apud quem res aliqua deponitur, re obligatur, teneturque actione depositi, quia et ipse de eâ re quam accepit, restituendâ tenetur. Sed is ex eo solo tenetur, si quid dolo commiserit, culpæ autem nomine, id est desidiæ, ac negligentiæ, non tenetur. Itaque securus est, qui parùm diligenter custoditam rem furto amiserit : quia qui negligenti amico rem custodiendam tradit, non ei, sed suæ facilitati id imputare debet.

(*Institut., lib. III, tit. XV,* § 1, *Quibus modis re contrahitur obligatio.*)

Celui à qui on donne une chose à garder, s'oblige aussi par la tradition qui lui en est faite, et peut être poursuivi par l'action qui naît de ce contrat; parce qu'il est tenu de restituer en espèce la chose qui lui a été mise en dépôt. Mais il n'est responsable que de la perte qui en arrive par son dol, car pour celle qui arrive par sa faute et par sa négligence, il n'en est point tenu; en sorte qu'il ne peut être valablement poursuivi si la chose a été volée faute d'en avoir eu assez de soin. Celui qui donne quelque chose à garder à un ami peu soigneux, doit plutôt en imputer la perte à sa trop grande facilité qu'à la négligence de son ami.

Sæpè evenit, ut res depo-

Il arrive souvent qu'une

sita, vel nummi, periculo sint ejus apud quem deponuntur, ut putà si hoc nominatim convenit. Sed et si se quis deposito obtulit, Julianus scribit, periculo se depositi illigâsse : ità tamen ut non solùm dolum, sed etiam culpam, et custodiam præstet : non tamen casus fortuitos.

(*Leg.* 1, § 35, *ff. Depositi vel contrà.*)

chose ou une somme déposée est aux risques du dépositaire, par exemple, si les parties en sont expressément convenues. Mais si celui qui s'est présenté de lui-même pour être dépositaire s'est obligé à courir les risques du dépôt, en sorte qu'il doive tenir compte non-seulement de sa mauvaise foi, mais même de sa faute et de sa négligence à garder la chose, Julien écrit qu'il n'est cependant pas responsable des cas fortuits.

ARTICLE 1929.

Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidens de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

NOTA. Voyez le § 1, tit. XV, lib. III, des Institutes, appliqué au précédent article. Voyez aussi la loi 5 *ff. de Obligat. et action.*, qui répète les mêmes dispositions, mais elle ajoute :

Magnam tamen negligentiam placuit in doli crimine cadere.

Il est cependant décidé qu'une forte négligence le mettrait dans le cas d'être inculpé de mauvaise foi.

ARTICLE 1930.

Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

Si pecunia apud te ab initio hâc lege deposita sit, ut si voluisses utereris, priusquàm utaris depositi teneberis.

(*Leg.* 1, § 34, *ff. Depositi vel contrà.*)

Si on a déposé une somme d'argent entre vos mains, en vous permettant de vous en servir si vous le jugiez à propos, tant que vous ne vous en serez pas servi, vous ne

serez soumis qu'à l'action du dépôt. Lorsque vous aurez commencé à vous en servir, ce sera un véritable prêt.

ARTICLE 1932.

Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

Is apud quem res aliqua deponitur, re obligatur, tenetur-que actione depositi : quia et ipse de eâ re quam accepit, restituendâ tenetur.

(*Institut.*, § 3, *Quibus modis re contrahitur obligatio*, *et Leg.* 1, § 3, *ff. de Obligationibus et actionibus.*)

Celui à qui on a fait un dépôt est obligé par la chose, et tenu de l'action de dépôt; il doit rendre la chose même qu'il a reçue.

Idem juris esse in deposito : nam si quis pecuniam numeratam ità deposuisset, *ut neque clusam*, *neque obsignatam traderet*, *sed adnumeraret*, nihil aliud eum debere apud quem deposita esset, nisi tantumdem pecuniæ solveret.

(*Leg.* 31, *in medio*, *ff. Locati conducti.*)

Il en est de même dans le dépôt ; car, si on dépose entre les mains de quelqu'un une somme d'argent sans l'enfermer, et sans la cacheter, mais simplement après l'avoir comptée, le dépositaire n'est obligé qu'à rendre une pareille somme.

Si sacculum, vel argentum signatum deposuero, et is, penes quem depositum fuit, me invito contrectaverit, et

Si j'ai déposé de l'argent dans un sac, ou cacheté, et que le dépositaire s'en soit servi sans mon consentement;

depositi et furti actio mihi in eum competit.
(*Leg.* 29, *in principio*, *ff. Depositi vel contrà.*)

j'ai contre lui l'action du dépôt et même celle du vol.

ARTICLE 1933.

Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

Quia nulla utilitas ejus versatur apud quem deponitur, meritò dolus præstatur solus.
(*Leg.* 5, § 2, *ff. Commodati vel contrà.*)

Le dépositaire n'ayant aucun profit au dépôt, il ne peut être tenu que de son dol.

ARTICLE 1934.

Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

Si res deposita deterior reddatur, quasi non reddita, agi depositi potest : cùm enim deterior redditur, potest dici dolo malo redditam non esse.
(*Leg.* 1, § 16, *ff. Depositi vel contrà.*)

On peut intenter l'action du dépôt lorsque le dépositaire rend la chose en mauvais état, comme s'il ne l'avait pas rendue; car, lorsqu'on rend une chose en mauvais état, on peut dire que c'est qu'on a la mauvaise foi de ne pas vouloir la rendre telle qu'on la reçue.

Sive autem cum ipso apud quem deposita est, actum fuerit, sive cum hærede ejus, et suâ naturâ res ante rem judicatam interciderit, veluti si homo mortuus fuerit, Sabi-

Soit que l'action soit intentée contre le dépositaire lui-même, soit qu'elle soit formée contre son héritier, si la chose vient à périr naturellement, comme s'il s'agit d'un

nus et Cassius, absolvi debere eum cum quo actum est, dixerunt : quia æquum esset, naturalem interitum ad actorem pertinere : utiquè cùm interitura esset ea res, etsi restituta esset actori.

(*Leg.* 14, § 1, *ff. eod. tit.*)

esclave qui soit mort, Sabin et Cassius sont d'avis que le défendeur doit être absous; parce qu'il est juste que la perte naturelle de la chose soit aux risques du demandeur; puisqu'elle serait périe entre ses mains, si elle lui avait été rendue.

ARTICLE 1935.

L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

Quia autem dolus duntaxat in hanc actionem venit, quæsitum est, si hæres rem apud testatorem depositam vel commodatam distraxerit, ignarus depositam vel commodatam, an teneatur? Et quia dolo non fecit, non tenebitur de re. An tamen vel de pretio teneatur, quod ad eum pervenit? Et verius est, teneri eum : hoc enim ipso dolo facit, quod id, quod ad se pervenit, non reddit.

(*Leg.* 1, § 47, *ff. Depositi vel contrà.*)

Comme on n'est responsable en matière de dépôt que de la mauvaise foi, on a demandé si l'héritier qui aurait vendu une chose déposée ou prêtée au défunt, ignorant qu'il ne la possédait qu'à titre de dépôt ou de prêt, serait soumis envers le déposant à l'action du dépôt? Il ne peut point y avoir lieu à cette action contre lui pour lui faire rendre la chose déposée, puisqu'il en a perdu la possession sans mauvaise foi de sa part. Serait-il au moins tenu de rendre le prix, ou ce qu'il en aura touché? Il y serait obligé; parce qu'il y aurait mauvaise foi de sa part à ne vouloir pas rendre ce qu'il a touché à l'occasion de la chose déposée.

ARTICLE 1936.

Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été

perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

Et ideò et fructus in hanc actionem venire et omnem causam, et partum dicendum est : ne nuda res veniat.

(*Leg.* 1, § 24, *ff. Depositi vel contrà.*)

Conséquemment, le jugement porté en cette matière doit comprendre la restitution des fruits, et de tout ce qui dépend de la chose déposée, comme les enfans nés d'une esclave déposée.

ARTICLE 1937.

Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

Si quis inficiatus sit non adversùs dominum, sed quòd eum qui rem depositam petebat, verum procuratorem non putaret, aut ejus qui deposuisset, hæredem, nihil dolo malo fecit. Posteà autem si cognoverit, cum eo agi poterit : quoniàm nunc incipit dolo malo facere, si reddere eam non vult.

(*Leg.* 13, *in principio, ff. Depositi vel contrà.*)

Si un dépositaire refuse de rendre le dépôt, non vis-à-vis du véritable maître, mais vis-à-vis d'un demandeur qu'il ne croyait pas être véritablement le procureur ou l'héritier du déposant, il ne se rend pas coupable de mauvaise foi; mais dès que le demandeur lui aura prouvé sa qualité, il commencera à être de mauvaise foi, s'il refuse de lui rendre le dépôt.

NOTA. *Vide art.* 1939 *infrà.*

ARTICLE 1938.

Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à

celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. — Si celui auquel la dénonciation a été faite néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu.

Exempli loco, latro spolia quæ mihi abstulit, posuit apud Seium inscium de malitiâ deponentis: utrùm latroni, an mihi restituere Seius debeat? Si per se dantem accipientemque intuemur, hæc est bona fides, ut commissam rem recipiat is qui dedit; si totius rei æquitatem, quæ ex omnibus personis, quæ negotio isto continguntur, impletur, mihi reddenda sunt, quæ facto scelestissimo, adempta sunt; et probo hanc esse justitiam, quæ suum cuique ità tribuit, ut non distrahatur ab ullius personæ justiore repetitione. Quòd si ego ad petenda ea non veniam, nihilominùs ei restituenda sunt, qui deposuit quamvis malè quæsita deposuit.

(*Leg.* 31, § 1, *ff. Depositi vel contrà.*)

Par exemple, un voleur a déposé des habits qu'il m'a volés, entre les mains de Séius, qui n'a aucune connaissance du crime du déposant: doit-il rendre ces habits au voleur ou à moi? Si nous ne considérons que les personnes qui ont contracté, la bonne foi exige que le dépositaire rende la chose à celui qui la lui a confiée; mais, si l'on considère dans cette espèce l'équité dans toutes ses parties, c'est-à-dire relativement à toutes les personnes que cette affaire concerne, la chose doit m'être rendue à moi, parce que j'en ai été privé par une action criminelle. Mon avis est que la véritable justice consiste à rendre à chacun ce qui lui est dû, pourvu qu'en donnant la chose à l'un, on ne la fasse point perdre à un autre qui a de plus justes raisons de la demander. Si je ne me présente pas pour redemander ma chose, elle doit être rendue à celui qui en a fait le dépôt, quoiqu'il l'ait mal acquise.

ARTICLE 1939.

En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun d'eux pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

Si plures hæredes exstiterint ei qui deposuerit, dicitur si major pars adierit, restituendam rem præsentibus. Majorem autem partem non ex numero utique personarum, sed ex magnitudine portionum hæreditariarum intelligendam, cautela idonea reddenda.

(*Leg.* 14, *in principio*, *ff. Depositi vel contrà.*)

Si le déposant laisse plusieurs héritiers, le dépositaire peut rendre le dépôt à ceux qui se présentent, lorsqu'ils composent la majeure partie des héritiers. On entend ici par la majeure partie des héritiers, non le plus grand nombre de personnes, mais ceux qui ont le plus grand nombre de portions dans la succession. Ces héritiers doivent donner caution au dépositaire de le défendre contre les autres, dans le cas où ils intenteraient action contre lui.

ARTICLE 1940.

Si la personne qui a fait le dépôt a changé d'état; par exemple, si la femme, libre au moment où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction....., le dépôt ne peut être rendu qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

ARTICLE 1941.

Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari, ou par

un administrateur, dans l'une de ces qualités, il ne peut être restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

Non solùm si servus meus, sed et si is qui bonâ fide mihi serviat, rem deposuerit, æquissimum erit, dari mihi actionem, si rem ad me pertinentem deposuit.

Il paraît juste que j'aie l'action du dépôt, lorsque ma chose a été déposée, soit par mon esclave, soit par celui que je possédais de bonne foi comme tel.

Simili modo, et si usumfructum in servo habeam, si id quod deposuit, ex eo peculio fuit, quod ad me pertinebat, vel res mea fuit, eâdem actione agere potero.

J'aurai de même cette action dans le cas où un esclave sur lequel j'ai l'usufruit aura déposé une chose qui m'appartient, ou qui fait partie du pécule qui m'appartient sur cet esclave.

Item si servus hæreditarius deposuerit, hæredi posteà adeunti competit actio.

(*Leg.* 1, § 27, 28 *et* 29, *ff. Depositi vel contrà.*)

Enfin, si le dépôt est fait par l'esclave d'une succession vacante, l'action du dépôt est acquise à l'héritier qui l'accepte dans la suite.

Si apud filium familiâs res deposita sit, et emancipatus rem teneat, pater nec intrà annum de peculio debet conveniri, sed ipse filius.

(*Leg.* 21, *ff. eod. tit.*)

Si la chose est déposée entre les mains d'un fils de famille, et qu'il l'ait encore après qu'il aura été émancipé, le fils doit être actionné lui-même, et l'on n'aura point à cet égard, contre le père, l'action sur le pécule dans l'année de l'émancipation.

ARTICLE 1942.

Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y apporter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

ARTICLE 1943.

Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

Depositum eo loco restitui debet, in quo sine dolo malo ejus est, apud quem depositum est. Ubi verò depositum est, nihil interest. Eadem dicenda sunt communiter et in omnibus bonæ fidei judiciis. Sed dicendum est, si velit actor suis impensis, suoque periculo præferri rem Romam, ut audiendus sit : quoniàm et in ad exhibendum actione id servatur.

(*Leg.* 12, § 1, *ff. Depositi vel contrà.*)

Le dépôt doit être rendu dans l'endroit où il se trouve, sans mauvaise foi de la part du dépositaire. On ne fait point attention à l'endroit où le dépôt a été fait. Il faut communément dire la même chose dans tous les jugemens de bonne foi. Mais si le demandeur voulait que la chose fût transportée à Rome, *à ses frais et à ses risques*, il pourrait l'obtenir : car cela se pratique ainsi dans l'action en représentation d'une chose.

Actione depositi conventus, servo constituto, cibariorum nomine, apud eumdem judicem utiliter experitur.

(*Leg.* 23, *ff. eod. tit.*)

Le dépositaire, actionné pour rendre la chose, pourra former sa demande devant le même juge, à l'effet de se faire rendre les dépenses qu'il a faites pour la nourriture de l'esclave qu'on lui a déposé.

ARTICLE 1944.

Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution ; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

Si deposuero apud te, *ut post mortem tuam reddas*; et tecum et cum hærede tuo

Si je vous ai déposé une chose, *pour rester entre vos mains jusqu'à votre mort*, je

possum depositi agere : possum enim mutare voluntatem, et ante mortem tuam depositum repetere.

(*Leg.* 1, § 45, *ff. Depositi vel contrà.*)

suis toujours le maître de vous la demander, à vous et à votre héritier; parce que je puis changer de volonté, et vous redemander le dépôt avant votre mort.

Proindè et si sic deposuero, ut post mortem meam meum reddatur, potero et ego, et hæres meus agere depositi ; ego mutatâ voluntate.

(*Leg. eâd.*, § 46.)

Ainsi, si je vous ai déposé une chose pour être rendue après ma mort, l'action de dépôt peut être intentée contre vous par moi et par mon héritier; par moi, en supposant que je change de volonté.

ARTICLE 1945.

Le dépositaire infidèle n'est point admis au bénéfice de cession.

Quotiens foro cedunt nummularii, solet primo loco ratio haberi depositariorum, hoc est, eorum qui depositas pecunias habuerunt, non quas fenore apud nummularios, vel cum nummulariis, vel per ipsos exercebant. Et ante privilegia igitur, si bona venierint, depositariorum ratio habetur : dummodò eorum qui vel posteà usuras acceperunt, ratio non habeatur : quasi renuntiaverint deposito.

(*Leg.* 7, § 2, *ff. Depositi vel contrà.*)

Lorsqu'un banquier fait cession, on a égard en premier lieu à ceux qui ont déposé leur argent entre ses mains à titre de simple dépôt, c'est-à-dire qui n'ont point placé leur argent chez lui, ou avec lui à intérêt, et qui ne le lui ont pas donné pour le faire valoir. Ainsi, si les biens de ce banquier viennent à être vendus, on paiera les dépositaires sur le prix, avant même les créanciers privilégiés. Mais cette préférence ne sera point accordée à ceux qui auront reçu des intérêts de leur argent; ils seront censés avoir renoncé à leur dépôt (et avoir fait un placement d'argent ou un prêt).

ARTICLE 1646.

Toutes les obligations du dépositaire cessent s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

Qui rem suam deponi apud se patitur vel utendam rogat, nec depositi, nec commodati actione tenetur : sicuti qui rem suam conducit, aut precario rogat, nec precario tenetur, nec ex locato.
(*Leg.* 15, *ff. eod. tit.*)

Si on reçoit sa propre chose à titre de dépôt, ou de prêt, on n'est soumis ni à l'action du dépôt ni à celle du prêt. Il en est de même de celui qui reçoit à titre de loyer ou de précaire une chose dont il a la propriété.

ARTICLE 1947.

La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes quel e dépôt peut lui avoir occasionées.

Planè sumptûs causâ, qui necessariò factus est, semper præcedit : nam, deducto eo, bonorum calculus subduci solet.
(*Leg.* 8, *in fine, ff. Depositi vel contrà.*)

Il faut d'abord rembourser la dépense qui a été nécessaire, car le calcul des biens ne se fait, que la dépense déduite.

ARTICLE 1948.

Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

Ei apud quem depositum esse dicetur, contrarium judicium depositi datur ; in quo judicio meritò in litem non

Le dépositaire a contre le déposant l'action contraire du dépôt, pour se faire indemniser par lui des dépenses

juratur; non enim de fide ruptâ agitur, sed de indemnitate ejus qui depositum suscepit.
(*Leg.* 5, *in principio*, *ff. Depositi vel contrà.*)

qu'il a faites à l'occasion de la chose déposée; mais il ne peut pas être reçu arbitrairement à affirmer en justice le montant de ces dépenses; parce que, dans cette action contraire, il ne s'agit pas de la réparation du tort qu'on souffre par la mauvaise foi de son adversaire, mais seulement de se procurer son indemnité.

NOTA. *Vide legem* 23, *suprà*, *articulo* 1943.

ARTICLE 1949.

Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou un autre événement imprévu.

Eum tamen deponere tumultûs, incendii, vel cæterarum causarum gratiâ intelligendum est, qui nullam aliam causam deponendi habet, quàm imminens ex causis suprà scriptis periculum.
(*Leg.* 1, § 3, *ff. eod. tit.*)

Le dépôt est censé fait dans les cas de tumulte, d'incendie, et d'autres événemens, quand le déposant n'a eu d'autres raisons, en faisant le dépôt, que la crainte d'un péril imminent occasioné par les causes ci-dessus énoncées.

ARTICLE 1951.

Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

NOTA. Voyez la première application sur l'art. 1920 *suprà*.

Cùm verò exstante necessitate deponat, crescit perfidiæ crimen, et publica utilitas coercenda est, vindicandæ reipublicæ causâ : est enim inu-

Mais lorsque le dépôt a été fait dans un cas de nécessité, l'infidélité du dépositaire devient plus criminelle, et le bien public demande qu'on en

tile in causis hujusmodi fidem frangere.

(*Leg.* 1, § 4, *in fine*, *ff. Depositi vel contrà.*)

tire vengeance : car il est dangereux qu'en pareil cas la mauvaise foi reste impunie.

ARTICLE 1952.

Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux : le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

ARTICLE 1953.

Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

Ait prætor : « Nautæ, caupones, stabularii, quodcujusque salvum fore receperint, nisi restituant, in eos judicium dabo. »

(*Leg.* 1, *in principio*, *ff. Nautæ, Caupones, Stabularii....*)

L'édit du préteur porte : « Les maîtres des vaisseaux, les hôteliers et ceux qui louent des écuries, rendront ce qu'ils auront reçu et promis de garder en bon état, autrement je donnerai action contre eux. »

Caupones autem et stabularios æquè eos accipiemus, qui cauponam, vel stabulum excercent, institoresve eorum. Cæterùm, si qui opera mediastini fungitur, non continetur, ut putà atriarii, et focarii et his similes.

(*Leg. eâd.* 1, § 5.)

On appelle hôteliers et loueurs d'écuries aussi-bien les maîtres que les garçons qu'ils mettent à leur place. Au reste, si on s'est adressé à quelqu'un des derniers valets, comme à un portier, à un cuisinier, ou autres semblables, le maître de l'hôtellerie ne sera point obligé.

Licèt gratis navigaveris, vel in cauponâ gratis diverte-

Quoiqu'on ait été reçu gratuitement dans une hôtellerie

ris, non tamen in factum actiones tibi denegabuntur, si damnum injuriâ passus es.

(*Leg.* 6, *in principio*, *ff. eod. tit.*)

ou dans un vaisseau, on n'en a pas moins une action provenant du fait, si on y a souffert quelque tort.

ARTICLE 1954.

Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée, ou autre force majeure.

Sed non aliàs præstat, quàm si in ipsâ nave damnum datum sit : cæterùm si extra navem, licèt à nautis, non præstabit. Item si prædixerit, ut unusquisque vectorum res suas servet, neque damnum se præstaturum, et consenserint vectores prædictioni; non convenitur.

(*Leg.* 7, *ff. eod. tit.*)

Mais il n'en est responsable qu'autant que le dommage est arrivé dans le vaisseau. S'il est arrivé ailleurs, quoique par le fait de ses matelots, il n'en est plus tenu. De même, s'il a averti que chaque personne du vaisseau gardât ses effets, qu'il n'en répondrait pas, et que tout le monde y ait consenti, il ne peut plus être actionné.

CHAPITRE III.

Du Séquestre.

ARTICLE 1955.

Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

ARTICLE 1956.

Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Sequester dicitur, apud

On appelle séquestre celui

quem plures eamdem rem, de quâ controversia est, deposuerunt : dictus ab eo, quòd occurrenti, aut quasi sequenti eos qui contendunt committitur.

(*Leg.* 110, *ff. de Verborum significatione.*)

entre les mains de qui une chose litigieuse a été remise, soit par ordre de justice, soit par convention des parties, jusqu'à ce qu'il soit réglé et jugé à qui elle appartiendra. Il est ainsi appelé de ce que la chose est remise à celui qui se présente ou qui suit les contendans.

Propriè autem in sequestre est depositum, quod à pluribus in solidum certâ conditione custodiendum, reddendumque traditur.

(*Leg.* 6, *ff. Depositi vel contrà.*)

Le dépôt fait chez un séquestre est celui par lequel plusieurs personnes déposent solidairement une chose à quelqu'un pour la garder et la rendre sous certaines conditions.

ARTICLE 1960.

Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé, avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

Si velit sequester officium deponere, quid ei faciendum sit? Et ait Pomponius adire eum prætorem oportere, et ex ejus auctoritate, denuntiatione factâ his qui eum elegerunt, ei rem restituendam, qui præsens fuerit : sed hoc non semper verum puto; nam plerumquè non est permittendum, officium quod semel suscepit, *contra legem depositionis* deponere, nisi justissimâ causâ interveniente : et cùm permittitur, rarò ei res restituenda est, qui venit :

Si un séquestre veut se défaire de cette qualité, Pomponius dit qu'il doit se présenter devant le préteur, et faire signifier sous son autorité à ceux qui lui ont confié un dépôt, de le venir prendre, et de le remettre à celui d'entre eux qui se présentera. Cependant cela n'est pas toujours vrai, et il y a peu de cas où on doive permettre à un séquestre de renoncer ainsi à une fonction dont il s'est chargé. Il ne doit être autorisé à le faire que pour de très-justes

sed oportet eam, arbitratu judicis, apud ædem aliquam deponi.

(*Leg.* 5, § 2, *ff. Depositi vel contrà.*)

raisons; et dans ce cas, il arrive rarement que la chose soit donnée à celui des dépositaires qui se présente : mais le juge doit ordonner qu'elle sera remise dans quelque dépôt public.

ARTICLE 1962.

L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproques. Le gardien doit apporter, pour la conservation des effets saisis, les soins d'un bon père de famille. — Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites en cas de main levée de la saisie, etc.

In sequestrem depositi actio competit. Si tamen cum sequestre convenit ut, certo loco, rem depositam exhiberet, nec ibi exhibeat, teneri eum palàm est. Quod si de pluribus locis convenit, in arbitrio ejus est, quo loci exhibeat; sed si nihil convenit, denuntiandum est ei, ut apud prætorem exhibeat.

(*Leg.* 5, § 1, *ff. Depositi vel contrà.*)

L'action du dépôt peut être intentée contre un séquestre. Si cependant on est convenu avec lui qu'il représentera le dépôt dans un lieu déterminé, et qu'il ne le fasse pas, il est clair que le déposant a action contre lui. Si on est convenu de plusieurs endroits, c'est au séquestre à choisir celui où il veut rendre le dépôt. Mais, s'il n'y a aucune convention à cet égard, on doit lui faire signifier de rendre la chose devant le préteur.

ARTICLE 1963.

Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

Dans l'un et dans l'autre cas, celui auquel la chose a

été confiée est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

Cum sequestre rectè agetur depositi sequestrariâ actione : quàm et in hæredem ejus reddi oportet.

(*Leg.* 12, § 2, *ff. eod. tit.*)

On peut actionner un séquestre pour se faire rendre un dépôt, en intentant contre lui l'action à laquelle le séquestre d'une chose donne lieu. Cette action est aussi accordée contre l'héritier du séquestre.

TITRE XII.

Des Contrats aléatoires.

CHAPITRE PREMIER.

Du Jeu et du Pari.

ARTICLE 1965.

La loi n'accorde aucune action pour une dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

Senatusconsultum vetuit in pecuniam ludere, præterquàm si quis certet hastâ, vel pilo jaciendo, vel currendo, saliendo, luctando, pugnando, quod virtutis causâ fiat.

(*Leg.* 2, § 1, *ff. de Aleatoribus.*)

Il y a un sénatusconsulte qui défend de jouer de l'argent à d'autres jeux qu'à lancer le javelot, à la course, au saut, à la lutte et aux combats du ceste ; parce que ces jeux sont des exercices utiles pour renforcer le corps.

ARTICLE 1966.

Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature, qui tiennent à

l'adresse ou à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive.

Voyez l'application faite sur le précédent article.

Si servus, vel filius-fâmilias victus fuerit, patri vel domino competit repetitio. Item si servus acceperit pecuniam, dabitur in dominum de peculio actio, non noxalis : quia ex negotio gesto agitur. Sed non ampliùs cogendus est præstare, quàm in quod ex eâ re in peculio sit.
(*Leg.* 4, § 1, *ff. de Aleat.*)

Si un esclave ou un fils de famille a perdu de l'argent au jeu, le maître ou le père a le droit de le redemander. De même, si un esclave a reçu de l'argent qu'il a gagné à des jeux de hasard, on a contre le maître une action relativement au pécule de l'esclave, mais non pas l'action noxale, parce qu'il s'agit alors d'une affaire que l'esclave a faite au profit de son maître; mais le maître en ce cas ne peut être forcé à rendre que l'argent du jeu qui est parvenu dans le pécule.

ARTICLE 1967.

Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie.

Ce texte est contraire à la loi 1re, au Code *de Aleatoribus*, dont voici les termes : *Modò ditiores non ultra unum numisma ad singulos congressus aut vices..... Cæteri minori pecuniâ.* Pourvu qu'ils ne puissent gagner plus d'une pièce de monnaie par chaque partie.

TITRE XIII.

Du Mandat.

CHAPITRE PREMIER.

De la Nature et de la Forme du Mandat.

ARTICLE 1984.

Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

Mandatum contrahitur quinque modis : sive suâ tantùm gratiâ aliquis tibi mandet, sive suâ et tuâ, sive alienâ tantùm, sive suâ et alienâ, sive tuâ et alienâ. At si tuâ tantùm gratiâ tibi mandatum sit, supervacuum est mandatum, et ob id nulla ex eo obligatio, nec mandati inter vos actio nascitur.

(*Institut., lib. III, tit. XXVII, in principio, de Mandato, et Leg. 2, in principio, ff. Mandati vel contrà.*)

On fait un mandat de cinq manières : ou pour son utilité seulement; ou pour son utilité et celle du mandataire; ou pour l'utilité d'un tiers seulement, ou pour son utilité et celle d'un tiers; ou pour celle d'un tiers et aussi celle du mandataire. Mais si quelqu'un vous donne un mandat pour votre utilité seulement, ce mandat est inutile, et il n'en provient ni obligation, ni action entre les parties.

Obligatio mandati, consensu contrahuntium consistit.

(*Leg. 1, in principio, ff. Mandati vel contrà*).

L'obligation du mandat se contracte par le seul consentement des parties.

ARTICLE 1985.

Le mandat peut être donné ou par acte public, ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général, etc.*

Voyez la loi 1re, *ff. Mandati*, citée au précédent article, et ajoutez :

Ideò per nuntium quoque, vel per epistolam mandatum suscipi potest.

C'est ce qui fait qu'on peut se charger d'un mandat par une lettre ou par le ministère d'un messager.

Item sive rogo, sive volo, sive mando, sive alio quocunque verbo scripserit, mandati actio est.

(*Leg.* 1, § 1 *et* 2, *ff. Mandati vel contrà.*)

Cette obligation, en quelques termes qu'elle soit conçue, produit son action : je vous prie, je vous ordonne, je vous charge.

ARTICLE 1986.

Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

Mandatum, nisi gratuitum nullum est : nam originem ex officio, atque amicitiâ trahit : contrarium ergò est officio, merces : interveniente enim pecuniâ, res ad locationem et conductionem potiùs respicit.

(*Leg.* 1, § 4, *ff. eod. tit.*)

Tout mandat doit être gratuit, car il doit son origine à l'amitié. C'est un service qu'on rend à un ami, et l'idée d'un service d'ami n'est pas compatible avec celle d'un salaire; si les parties en sont convenues, la convention approche davantage du louage.

Mandantis tantùm gratiæ intervenit mandatum : veluti, si quis tibi mandet, ut negotia ejus gereres, vel ut fundum ei

Le mandat se contracte uniquement pour l'utilité du mandant, quand, par exemple, quelqu'un vous charge du soin

emeres, vel ut pro eo sponderes.
(*Institut.*, *lib.* ***III***, *tit.* ***XXVII***, § 1, *de* ***M****andato.*)

de ses affaires, ou d'acheter un fonds pour lui, ou de lui servir de caution.

Voyez la loi 2, § 1, *ff. Mandati vel Contrà*, qui répète ces dispositions.

ARTICLE 1987.

Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

Procurator vel omnium rerum vel unius rei esse potest.
(*Leg.* 1, § 1, *ff. de Procuratoribus et Defensoribus.*)

On peut être procureur (mandataire) ou pour toutes les affaires du mandant, ou pour une seule.

Item et ad litem futuram; et in diem, et sub conditione et usquè ad diem dari potest,
(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

On peut constituer un procureur pour suivre un procès qui n'est pas encore intenté. On peut le nommer pour n'entrer en exercice que dans un certain temps sous condition, et à temps,

Et in perpetuum.
(*Leg.* 4, *ibid.*)

Et même pour toujours.

Tuâ gratiâ et mandantis: veluti, si mandet tibi, ut pecuniam sub usuris crederes ei, qui in rem ipsius mutaretur: aut si volente te agere cum eo ex fidejussoriâ causâ, mandet tibi ut cum reo agas periculo mandantis: vel ut ipsius periculo stipuleris, ab eo quem tibi deleget in eo quod tibi debuerat.
(*Institut.*, *lib.* ***III***, *tit.* ***XXVII***, § 2, *de* ***M****andato.*)

Il se contracte (le mandat) en faveur du mandant et du mandataire : par exemple, si quelqu'un vous mande de prêter de l'argent à intérêt à son commissionnaire, qui le doit employer aux affaires du mandant; ou lorsque vous voulez poursuivre la caution de votre débiteur, et que ce fidéjusseur vous donne procuration de poursuivre à ses risques, périls, et fortunes, celui pour

lequel il a répondu; ou si votre débiteur vous autorise à stipuler ce qu'il vous doit à ses risques et fortunes, de celui qu'il vous délégue.

Alienâ autem tantùm causâ intervenit mandatum, veluti si tibi aliquis mandet ut Titii negotia gereres, vel ut Titii fundum emeres, vel ut pro Titio sponderes.

(*Ibid.*, § 3.)

Le mandat se fait pour l'utilité seulement d'une tierce personne, comme quand quelqu'un vous donne procuration d'avoir soin des affaires de Titius, ou de lui acheter un fonds, ou de lui servir de caution.

Suâ et alienâ, veluti si de communibus suis et Titii negotiis gerendis tibi mandet, vel ut sibi et Titio fundum emeres, vel ut pro eo et Titio sponderes.

(*Ibid.*, § 4.)

Le mandat se fait pour l'utilité du mandant et d'une tierce personne, quand quelqu'un, par exemple, vous donne procuration d'avoir soin de ses affaires et de celles de Titius, oud'acheter un fonds pour lui et pour Titius, ou de répondre pour l'un et pour l'autre.

Tuâ et alienâ, veluti si tibi mandet ut Titio sub usuris crederes; quia, si sine usuris pecuniam crederes, alienâ tantùm gratiâ intercedit mandatum.

(*Ibid.*, § 5.)

Le mandat se fait pour votre avantage et celui d'un autre, lorsque, par exemple, le mandant vous donne procuration de prêter à Titius de l'argent à intérêt; car, si c'était pour prêter sans intérêt, le mandat serait seulement fait à l'avantage d'autrui.

Voyez les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi 2, *ff. Mandati vel Contrà*, qui répètent ces différentes dispositions.

ARTICLE 1988.

Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelqu'autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

Procurator totorum bonorum, cui res administrandæ mandatæ sunt, res domini neque mobiles, vel immobiles, neque servos sine speciali domini mandatu alienare potest : nisi fructus, aut alias res, quæ facilè corrumpi possunt.

(*Leg.* 63, *ff. de Procuratoribus et Defensoribus.*)

Le procureur chargé de l'administration de tous les biens d'un autre, ne peut aliéner sans procuration spéciale les biens meubles ou immeubles, ni même les esclaves du constituant. Il n'en est pas de même à l'égard des fruits, ou des autres choses qui peuvent aisément se corrompre.

ARTICLE 1989.

Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

Diligenter igitur fines mandati custodiendi sunt : nam qui excessit, aliud quid facere videtur.

(*Leg.* 5, *ff. Mandati vel contrà.*)

De là il faut conclure que le mandataire doit se tenir scrupuleusement dans les bornes du mandat : s'il les excède, il est censé faire une autre affaire que celle dont on l'a chargé.

Ignorantis domini conditio deterior per procuratorem fieri non debet.

(*Leg.* 49, *ff. de Procuratoribus et Defensoribus.*)

Le procureur ne peut pas rendre la condition du constituant plus défavorable, sans l'en instruire.

Quâcunque ratione procurator tuus à me liberatus est, id tibi prodesse debet.

(*Leg.* 50, *ibid.*)

Mais de quelque façon que votre procureur ait obtenu la libération d'une dette, elle doit vous profiter.

Voyez le paragraphe 8, tit. *de Mandato* des Institutes, conforme à la loi 5, *ff. Mandati*, ci-dessus appliquée.

ARTICLE 1990.

Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires ; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, etc.

Si filius-familiâs non jussu patris fidejusserit, cessat mandati actio, si nihil sit in peculio. Quod si jussu, vel ex peculio solutum est, multò magis habet pater mandati.

(*Leg.* 12, § 4, *ff. Mandati vel contrà.*)

Si un fils de famille a répondu pour quelqu'un sans l'ordre de son père, et qu'il ne se trouve rien dans son pécule, le mandat ne produit point d'action. Mais s'il a payé par l'ordre de son père, ou des deniers de son pécule, le père a dans ce cas, avec plus de raison que dans tout autre, l'action du mandat contre le débiteur.

Si filio-familiâs mandavi *ut pro me solveret*, patrem, sive ipse solverit, sive filius ex peculio, mandati acturum, Neratius ait : quod habet rationem : nihil enim meâ interest, quis solvat.

(*Leg. eâd.*, § 5.)

Si j'ai chargé un fils de famille de payer pour moi, Nératius pense que le père aura l'action du mandat contre le débiteur, soit qu'il ait payé lui-même, soit que le fils ait payé de son pécule. Ce sentiment est fondé, puisque le débiteur est libéré, par quelque personne qu'ait été fait le paiement.

Nota. Voyez le paragraphe 5, *Instit. Qui et ex quib. caus. manum.*, qui permet de nommer les femmes et les mineurs pour procureurs.

CHAPITRE II.

Des Obligations du Mandataire

ARTICLE 1991.

Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

Et si susceptum non implevit, tenetur.

(*Leg* 5, § 1, *ff. Mandati vel contrà.*)

Le mandataire est soumis à l'action du mandat, s'il n'a pas exécuté la commission dont il s'est chargé.

Sed et de lite, quam suscepit exsequendam, mandati eum teneri constat.

(*Leg.* 8, § 2, *ff. Mandati vel contrà.*)

Le procureur qui ne poursuit pas un procès qu'il s'est chargé de suivre, est soumis à l'action du mandat envers celui qui l'en a chargé.

Mandati actio tunc competit, cùm cœpit interesse ejus qui mandavit : cæterùm si nihil interest, cessat mandati actio : et eatenùs competit, quatenùs interest : ut putà, mandavi tibi ut fundum emeres. Si intererat meâ emi, teneberis; cæterùm si eumdem hunc fundum ego ipse emi, vel alius mihi, neque interest aliquid, cessat mandati actio. Mandavi ut negotia gereres : si nihil deperierit, quamvis nemo gesserit, nulla actio est, aut si alius idoneè gesserit, cessat mandati actio. Et in

L'action du mandat commence à avoir lieu du moment que le mandant commence à avoir intérêt : elle n'a lieu qu'autant que le mandant a intérêt; s'il n'en a point, l'action cesse : par exemple, je vous ai chargé de m'acheter une terre; si j'avais intérêt d'en faire l'acquisition, vous seriez soumis envers moi à l'action du mandat; mais si je l'ai achetée moi-même, ou un autre pour moi, n'ayant plus d'intérêt, l'action cesse. Je vous ai chargé de faire mes affaires : si, quoique personne ne s'en

similibus hoc idem erit probandum.

(*Leg.* 8, § 6, *ff. Mandati vel contrà.*)

soit mêlé, elles n'ont pas périclité, ou si un autre s'en est mêlé, et les a bien faites, l'action du mandat n'a plus lieu. Il faut dire la même chose dans tous les cas semblables.

ARTICLE 1992.

Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

Prætereà in causâ mandati etiam illud vertitur, ut interìm nec melior causa mandantis fieri possit, interdùm melior: deterior verò nunquàm.

(*Leg.* 3, *in principio*, *ff. Mandati vel contrà.*)

En matière de mandat, il y a des cas où il est permis au mandataire de passer les bornes de son mandat, pour rendre la condition du mandant meilleure; d'autres où cela ne lui est pas permis; mais il n'y a aucun cas où il puisse rendre la condition du mandant plus défavorable.

Dolo autem facere videtur, qui id quod potest restituere, non restituit.

(*Leg.* 8, § 9, *ff. eod. tit.*)

Il y a mauvaise foi toutes les fois qu'on est en état de rendre une chose et qu'on refuse de le faire.

De tuo etiam facto cavere debes.

(*Leg.* 9, *ibid.*)

Vous devez ainsi me garantir de vos faits.

Sed et si per collusium procuratoris absolutus sit adversarius, mandati eum teneri: sed si solvendo non sit, tunc de dolo

Si le procureur, par connivence avec l'adversaire, le laisse absoudre, il en tiendra compte à celui qui l'a chargé,

actionem adversùs eum qui per collusionem absolutus sit, dandam ait.

(*Leg.* 8, § 1, *ff. Mandati vel contrà.*)

par l'action du mandat; et, si le procureur en pareil cas n'était pas solvable, on pourrait intenter l'action de la mauvaise foi contre la partie qui se serait ainsi procuré un jugement favorable, par sa collusion avec le procureur de son adversaire.

ARTICLE 1993.

Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

Procurator, ut in cæteris quoque negotiis gerendis, ità et in litibus ex bonâ fide rationem reddere debet. Itaque quod ex lite consecutus erit, sive principaliter ipsius rei nomine, sive extrinsecùs ob eam rem, debet mandati judicio restituere : usquè adeò, ut et si per errorem, aut injuriam judicis non debitum consecutus fuerit, id quoque reddere debeat.

(*Leg.* 46, § 4, *ff. de Procuratoribus et Defensoribus.*)

Un procureur doit rendre compte de bonne foi de la conduite qu'il a tenue dans un procès, de la même manière qu'il rend compte des affaires qu'il a gérées. Ainsi il doit restituer, en vertu de l'action du mandat, tout ce qu'il a touché, soit pour le procès lui-même, soit à son occasion, au point que, si par erreur, ou par le mal jugé du juge, il a reçu ce qui n'était point dû, il est obligé à le rendre.

Si cui fuerit mandatum, ut negotia administraret, hâc actione erit conveniendus : nec rectè negotiorum gestorum cum eo agetur : nec enim ideò est obligatus, quòd negotia gessit, verùm id circò quòd mandatum susceperit : deni-

Si on a chargé quelqu'un d'administrer des affaires, on doit intenter contre lui l'action du mandat ; on ne pourrait pas même intenter régulièrement envers lui l'action qui a lieu dans le cas où on s'est immiscé dans les affaires d'au-

què tenetur, et si non gessisset.

(*Leg.* 6, § 1, *ff. Mandati vel contrà.*)

trui ; car ce n'est pas en conséquence de ce qu'il a géré les affaires du mandant qu'il est obligé, c'est parce qu'il s'est chargé du mandat : enfin, il serait soumis à cette action, quand même il n'aurait point géré du tout.

Nota. Voyez les lois 119, *ff. de Legatis, lib.* 1° et 23, *ff. de Negotiis gestis.*

ARTICLE 1994.

Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion : 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

Si quis mandaverit alicui gerenda negotia ejus qui ipse sibi mandaverat, habebit mandati actionem, quia et ipse tenetur : tenetur autem, quia agere potest : Quanquàm enim vulgò dicatur, procuratorem ante litem contestatam facere procuratorem non posse, tamen mandati actio est : ad agendum enim duntaxat hoc facere non potest.

(*Leg.* 8, § 3, *ff. Mandati vel contrà.*)

Si quelqu'un charge un autre de gérer des affaires, de la gestion desquelles il était lui-même chargé, il aura l'action du mandat contre celui qu'il a chargé ; par la raison qu'il est lui-même soumis à cette action vis-à-vis celui qui l'a fondé de sa procuration, parce qu'il est toujours en état de former lui-même les demandes ; car, quoiqu'on dise qu'un procureur ne peut pas substituer un autre procureur en sa place, avant la contestation en cause, cependant, dans l'espèce proposée, le mandat est valable, parce que le principe qui vient d'être

rapporté ne doit s'entendre que des procureurs chargés de poursuivre une demande en justice.

NOTA. *Vide Legem* 21, § 1 et 2, *ff. de Negotiis gestis.*

ARTICLE 1995.

Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entr'eux qu'autant qu'elle est exprimée.

Qui duos procuratores omnium rerum suarum relinquit, nisi nominatim præcepit, ut alter ab altero pecuniam petat; non videtur mandatum utrilibet eorum dedisse.

(*Leg.* 47, *ff. de Procuratoribus et Defensoribus.*)

Celui qui a constitué deux procureurs pour gérer toutes ses affaires, n'est point censé avoir chargé l'un ou l'autre de se demander réciproquement ce qu'ils doivent, à moins qu'il n'en ait chargé un d'eux nommément.

Itaque si hoc specialiter mandatum est, tunc, excipiente eo, cum quo agitur, si non mihi mandatum sit, ut à debitoribus peterem; actorem ità debere replicare, aut si mihi mandatum est, ut à te peterem.

(*Leg.* 48, *ff. eod. tit.*)

Ainsi, si l'un des deux en est chargé nommément, et qu'agissant contre l'autre, celui-ci veuille exciper de ce qu'il est chargé d'exiger tout ce qui est dû au constituant, il lui répliquera qu'il est chargé nommément d'exiger de lui.

NOTA. Voyez la Novelle 99, cap. I, conforme à notre article 1995. Cette novelle a réformé la loi 60, § 2, *ff. Mandati...*, qui offrait des dispositions contraires et dont voici le texte :

Duobus quis mandavit negotiorum administrationem : quæsitum est, an unusquisque mandati judicio in solidum teneatur ? Respondi unumquemque pro solido conveniri

On a demandé si quelqu'un qui a chargé deux personnes de l'administration de ses affaires pouvait les actionner chacune solidairement ? J'ai répondu que les deux man-

debere dummodò ab utroque non ampliùs debito exigatur. (*Dictâ Lege* 60, § 2, *ff. Mandati vel contrà.*)

dataires pouvaient être actionnés chacun solidairement, pourvu cependant qu'on n'exigeât pas des deux plus qu'il n'était dû au mandant.

ARTICLE 1996.

Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi; et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

Si procurator meus pecuniam meam habeat, ex morâ utiquè usuras mihi pendet. Sed et si pecuniam meam fenori dedit, usurasque consecutus est, consequenter dicemus, debere eum præstare, quantumcumque emolumentum sensit, sive ei mandavi, sive non : quia bonæ fidei hoc congruit, ne de alieno lucrum sentiat. Quòd si non exercuit pecuniam, sed ad usus suos convertit, in usuras convenietur, quæ legitimo modo in regionibus frequentatur. Deniquè Papinianus ait, etiam si usuras exegerit procurator, et in usus suos convertit, usuras eum præstare debere. (*Leg.* 10, § 3, *ff. Mandati vel contrà.*)

Le fondé de procuration doit les intérêts de l'argent qu'il a entre les mains, du jour qu'il est en demeure de le restituer. S'il a fait valoir cet argent, on décidera qu'il doit rendre le gain qu'il a fait à cette occasion, quelque considérable qu'il soit, soit qu'il ait été chargé de faire valoir cet argent ou non; parce que la bonne foi exige qu'on ne s'enrichisse pas du bien d'autrui. S'il n'a pas fait valoir l'argent, mais qu'il l'ait employé à son usage, il en devra l'intérêt suivant le taux des lieux. Enfin, Papinien décide que le fondé de procuration doit les intérêts des intérêts, dans le cas où il aura touché des intérêts de la somme qu'il a entre les mains, et s'il les a employés à son usage.

CHAPITRE III.

Des Obligations du Mandant

ARTICLE 1998.

Le mandant est tenu d'exécuter les engagemens contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

Si mandâssem tibi, ut fundum emeres, posteà scripsissem, ne emeres, tu antequàm scias me voluisse, emisses, mandati tibi obligatus ero: ne damno adficiatur is qui suscipit mandatum.

(*Leg.* 15, *ff. Mandati vel contrà.*)

Si après vous avoir chargé de m'acheter un bien, je vous écris de n'en rien faire, et que vous l'ayez acheté avant d'avoir connaissance de mon changement de volonté, vous aurez contre moi l'action du mandat; parce qu'on ne doit pas souffrir de préjudice pour s'être chargé d'un mandat.

Si passus sim aliquem pro me fidejubere, vel aliàs intervernire, mandati teneor. Et nisi pro invito quis interces-serit, aut donandi animo, aut negotium gerens, erit mandati actio.

(*Leg.* 6, § 2, *ff. eod. tit.*)

Si j'ai souffert que quelqu'un répondît ou s'obligeât pour moi, de quelque manière que ce fût, il a contre moi l'action du mandat. Cette action a toujours lieu en pareil cas, à moins qu'on ne se soit obligé pour un autre malgré lui, ou dans l'intention de lui faire une donation ou de gérer ses affaires.

Si quis ratum habuerit quod gestum est, obstringitur mandati actione.

(*Leg.* 60, *in fine, ff. de Regulis juris.*)

Celui qui, sans avoir donné de consentement, ratifie ce qu'un autre a fait en son nom, n'est pas moins engagé que s'il lui avait donné par procuration pouvoir de le faire.

ARTICLE 1999.

Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

Impendia mandati exsequendi gratiâ facta, si bonâ fide facta sunt, restitui omnimodò debent : nec ad rem pertinet, quod is qui mandâsset, potuisset, si ipse negotium gereret, minùs impendere.

(*Leg.* 27, § 4, *ff. Mandati vel contrà.*)

Les dépenses faites de bonne foi pour exécuter le mandat, doivent être rendues en entier, et on n'examinera pas si le mandant aurait moins dépensé dans le cas où il aurait fait ses affaires lui-même.

Sumptus bonâ fide necessariò factos, etsi negotio finem adhibere procurator non potuit, judicio mandati restitui necesse est.

(*Leg.* 55, § 4, *ff. eod. tit.*)

Le fondé de procuration pourra intenter l'action du mandat pour se faire rendre les dépenses nécessaires qu'il aura faites de bonne foi, quoiqu'il n'ait pu terminer l'affaire dont il était chargé.

ARTICLE 2000.

Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées, à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

Non omnia quæ impensurus non fuit, mandator imputabit, veluti quòd spoliatus sit à latronibus, aut navem fregerit.

(*Leg.* 26, § 6, *ff. eod. tit.*)

Le mandataire ne pourra pas se faire tenir compte des dépenses inattendues, par

tronibus, aut naufragio res amiserit, vel languore suo, suorumque adprehensus, quædam erogaverit : nam hæc magis casibus, quàm mandato imputari oportet.

(*Leg.* 26, § 6, *ff. eod. tit.*)

exemple, s'il a souffert du tort à l'occasion de ce qu'il a été pillé par des voleurs, ou parce qu'il aura perdu quelque chose dans un naufrage, ou parce qu'étant retenu par une maladie qui lui est survenue, ou aux siens, il aura été obligé de faire plus de dépenses : car ces pertes doivent être attribuées au malheur plutôt qu'au mandat.

Nota. Il faut cependant comparer ici la loi 59, *in fine*, *ff. de Furtis*, dont voici les termes :

Nam si impensas necessarias in rem commodatam fecerat, interfuit ejus potiùs per retentionem eas servare, quàm ultrò commodati agere.

Car s'il a fait des dépenses nécessaires pour la chose prêtée, il a intérêt de la garder plutôt par rétention que d'intenter simplement l'action de commodat.

ARTICLE 2001.

L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

In bonæ fidei contractibus ex morâ usuræ debentur.

(*Leg.* 32, § 2, *ff. de Usuris et Fructibus.*)

Dans les contrats de bonne foi, la demeure du débiteur le soumet à l'obligation des intérêts.

Usuræ vicem fructuum obtinent : et meritò non debent à fructibus separari : et ità in legatis, et fideicommissis, et in tutelæ actione, et in cæteris judiciis bonæ fidei servatur. Hoc idem igitur in cæteris obventionibus dicemus.

(*Leg.* 34, *ff. eod. tit.*)

Les intérêts de l'argent tiennent la place des fruits, et ne doivent pas en être séparés. On en use ainsi en matière de legs, de fidéicommis, de tutelle, et dans toutes les actions de bonne foi. On doit donc dire la même chose à l'égard des autres espèces de produits qu'on peut retirer d'une chose.

Si quid mandaveris et in id sumptuus fecero, non tantùm in id quod impendi, verùm usuras quoque consequar.

(*Leg.* 12, § 9, *ff. Mandati vel contrà.*)

Si vous m'avez chargé d'un mandat, et que pour l'accomplir j'aie fait quelque dépense, je pourrai répéter, non-seulement ce que j'ai dépensé, mais encore les intérêts.

ARTICLE 2002.

Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

Si unus ex servi dominis jussit contrahi cum eo, is solus tenebitur. Sed si duo jusserunt, cum quovis in solidum agi potest : quia similes sunt duobus mandantibus.

(*Leg.* 5, § 1 *ff. Quod jussu.*)

Si, de plusieurs propriétaires du même esclave, un seul ordonne de contracter avec lui, il sera seul soumis à l'action. Mais, si l'ordre est donné par les deux copropriétaires, l'action peut être intentée solidairement contre chacun, parce qu'on les regarde comme ayant tous deux fondé l'esclave de leur procuration.

CHAPITRE IV.

Des différentes Manières dont le Mandat finit.

ARTICLE 2003.

Le mandat finit par la révocation du mandataire, — par la renonciation de celui-ci au mandat, — par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

ARTICLE 2004.

Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon

lui semble et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute.

Rectè quoque mandatum contractum, si dùm adhuc integra res sit, revocatum fuerit, evanescit.

(*Institut., lib.* ***III***, *tit.* ***XXVII***, § 9, *de Mandato.*)

Une procuration valablement faite demeure éteinte, dès qu'elle est révoquée, les choses étant entières.

Item si adhùc integro mandato, mors alterutrius interveniat, id est, vel ejus qui mandaverit, vel illius qui mandatum susceperit, solvitur mandatum. Sed utilitatis causâ receptum est, si eo mortuo qui tibi mandaverat, tu ignorans eum decessisse, executus fueris mandatum : posse te agere mandati actione : alioqui justa et probabilis ignorantia tibi damnum adferret.

(*Institut., lib.* ***III***, *tit.* ***XXVII***, § 10, *de Mandato.*)

Le mandat prend fin aussi par la mort du mandant ou par celle du mandataire, si l'une ou l'autre arrive les choses étant encore dans leur entier. Cependant on a admis, par une raison d'équité, que, si vous avez exécuté une commission après la mort de celui qui vous l'aurait donnée, et dont vous n'aviez point eu de connaissance, vous seriez en droit d'agir par l'action de mandat ; autrement l'ignorance dans laquelle vous auriez été de ce fait, quoique bien fondée, vous porterait préjudice.

Nota. Voyez les lois 12, § 6, et 22, § 11 et 26, *ff. Mandati vel contrà*, qui répètent les mêmes principes. Voyez aussi la loi 58, *ff. eodem titulo.*

Mandatum non suscipere cuilibet liberum est : susceptum autem consummandum est, aut quàm primùm renuntiandum, ut per semetipsum

Il est libre à chacun d'accepter une procuration ou de la refuser ; mais, dès qu'on l'a une fois acceptée, il faut s'en acquitter ou y renoncer au

aut per alium eamdem rem mandator exequatur.

(*Institut., lib. III, tit. XXVII, § 11, de Mandato.*)

plus tôt, afin que celui qui a donné la procuration puisse ou l'exécuter par lui-même, ou la faire exécuter par quelque autre.

ARTICLE 2005.

La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

Si quis mandaverit ut Titio solvam, deindè vetuerit eum accipere : si ignorans prohibitum eum accipere, solvam, liberabor : sed si sciero non liberabor.

(*Leg. 12, § 2, ff. de Solutionibus et Liberationibus.*)

Si quelqu'un m'a donné le mandat de payer à Titius, et qu'ensuite il lui ait défendu de recevoir; si, ne sachant pas cette prohibition, je lui paye, je serai libéré; mais si je la connais, je ne serai pas libéré.

Sed et si non verò procuratori solvam, ratum autem habeat dominus quod solutum est, liberatio contingit : rati enim habitio mandato comparatur.

(*Leg. eâd. 12, § 4.*)

Mais quand même je payerais à quelqu'un qui n'aurait pas des pouvoirs suffisans, si le maître ratifie le paiement, il opère la libération : car la ratification équipolle au mandat.

ARTICLE 2006.

La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

Julianus ait, eum qui dedit diversis temporibus procuratores duos, posteriorem dando, priorem prohibuisse videri.

(*Leg. 31, § 2, ff. de Procuratoribus et Defensoribus.*)

Julien a dit que celui qui a nommé successivement deux procureurs, par la nomination du second a révoqué le premier, ou l'a empêché d'exécuter le mandat.

ARTICLE 2007.

Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

Renuntiari autem ità potest, ut integrum jus mandatori reservetur, vel per se, vel per alium eamdem rem commodè explicandi : aut si redundet in eum captio, qui suscepit mandatum. Et quidem si is cui mandatum est, ut aliquid mercaretur, mercatus non sit, neque renuntiaverit, se non empturum, idque suâ, non alterius culpâ fecerit : mandati actione teneri eum convenit. Hoc ampliùs tenebitur (sicuti Mela quoque scripsit), si eo tempore per fraudem renuntiaverit, cùm jam rectè emere non posset.

(*Leg.* 22, § 11, *ff. Mandati vel contrà.*

Mais on ne peut renoncer à un mandat qu'en rétablissant le mandant dans la faculté entière de terminer aisément son affaire, ou par lui-même ou par un autre : on le peut aussi dans le cas où on aurait été trompé en acceptant le mandat. Si celui qu'on a chargé d'acheter une chose ne l'a point achetée sans déclarer qu'il ne l'achèterait pas, et qu'il ait omis de faire cette acquisition, par sa faute et non par celle d'un autre, il doit être soumis à l'action du mandat. Il y a plus : il sera soumis à cette action (comme l'a écrit Méla), s'il renonce frauduleusement au mandat, dans un temps où la chose ne peut plus être achetée facilement.

ARTICLE 2008.

Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

ARTICLE 2009.

Dans le cas ci-dessus, les engagemens du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

Voyez le § 10, tit. XXVII, liv. III des Institutes, appliqué aux art. 2003 et 2004 *suprà*.

Inter causas omittendi mandati etiam mors mandatoris est : nam mandatum solvitur morte. Si tamen per ignorantiam impletum est, competere actionem utilitatis causâ dicitur. Julianus quoque scripsit, mandatoris morte solvi mandatum, sed obligationem aliquandò durare.

(*Leg.* 26, *in principio*, *ff. Mandati vel contrà.*)

La mort du mandant peut aussi être mise au rang des justes causes d'abandonner un mandat : car le mandat finit par la mort. Si cependant le mandat avait été rempli parce que la mort n'aurait pas été connue, l'action du mandat aurait lieu pour cause d'utilité. C'est ce qui fait dire à Julien que le mandat finit par la mort du mandant, mais que l'obligation s'étend quelquefois au-delà.

Si quis debitori suo mandaverit, ut Titio solveret, et debitor, mortuo eo, cùm id ignoraret, solverit, liberari eum oportet.

(*Leg. eâd.*, § 1.)

Si un créancier charge son débiteur de payer pour lui à Titius, et que ce débiteur paye après la mort de son créancier, dont il n'a point eu connaissance, on doit décider qu'il est libéré.

ARTICLE 2010.

En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

(De même)

Si valetudinis adversariæ, S'il survient au mandataire

vel capitalium inimicitiarum, (*Leg.* 23, *ff. Mandati vel contrà.*)

des raisons de santé, ou d'inimitiés capitales, entre lui et le mandant,

Seu ob inanes rei actiones, (*Leg.* 24, *ff. eod. tit.*)

Ou si le débiteur devient insolvable, en sorte que l'action qu'on peut avoir contre lui soit sans effet,

Seu ob aliam justam causam, excusationes alleget, audiendus est. (*Leg.* 25, *ff. eod. tit.*)

Ou s'il a quelques autres justes raisons de s'excuser, il doit être admis à les proposer.

TITRE XIV.

Du Cautionnement.

CHAPITRE PREMIER.

De la Nature et de l'Étendue du Cautionnement.

ARTICLE 2011.

Celui qui se rend caution d'une obligation se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

ARTICLE 2012.

Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.

Pro eo qui promittit solent alii obligari, qui fidejussores appellantur : quos homines accipere solent, dùm curant, ut diligentiùs sibi cautum sit.

(*Institut., lib. III, tit. XXI, in principio, de Fidejussoribus.*)

Il arrive souvent que d'autres s'obligent pour celui qui promet, et on les appelle *fidéjusseurs* (ou cautions), que les créanciers ont la précaution d'exiger pour plus grande sûreté.

In omnibus autem obligationibus adsumi possunt, id est, sive re, sive verbis, sive litteris, sive consensu contractæ fuerint. Ac nec illud quidem interest, utrùm civilis, an naturalis sit obligatio, cui adjicitur fidejussor : adeò quidem ut pro servo quoque obligetur, sive extraneus sit, qui fidejussorem à servo accipiat, sive ipse dominus in id quod sibi naturaliter debetur.

(*Ibid.*, § 1.)

On peut prendre des fidéjusseurs ou cautions dans toutes sortes d'obligations, soit qu'elles aient été contractées par la tradition de la chose, par les paroles, par l'écriture, ou par le seul consentement des parties. Il n'importe que l'obligation en laquelle intervient un fidéjusseur, soit civile ou naturelle : ce qui est si vrai, qu'on peut s'obliger en répondant pour un esclave, soit que ce soit un étranger qui exige cette caution pour ce que lui doit l'esclave d'autrui, soit que ce soit le maître de l'esclave qui l'exige, pour ce qu'il lui doit naturellement.

ARTICLE 2013.

Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul : il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

Fidejussores ità obligari non possunt, ut plus debeant quàm debet is pro quo obligantur; nam eorum obligatio accessio est principalis obligationis : nec plus in accessione potest esse, quàm in principali re. At ex diverso, ut minùs debeant, obligari possunt. Itaque, si reus decem aureos promiserit, fidejussor in quinque rectè obligatur : contrà verò obligari non potest. Item, si ille purè promiserit, fidejussor sub conditione promittere potest : contrà verò non potest. Non solùm autem in quantitate, sed etiam in tempore minùs aut plus intelligitur. Plus est enim statim aliquid dare, minus est post tempus dare.

(*Institut., lib. III, tit. XXI, § 5, de Fidejussoribus.*)

Les fidéjusseurs (ou cautions) ne peuvent point s'obliger, en sorte qu'ils doivent plus que celui qu'ils cautionnent; parce que leur obligation n'est qu'accessoire à la principale, et qu'il ne peut y avoir plus dans l'accessoire que dans le principal; mais, au contraire, ils peuvent s'obliger de manière qu'ils soient moins chargés. Par exemple, si le débiteur a promis dix écus, le fidéjusseur peut ne s'obliger que pour cinq; mais il ne peut pas s'obliger pour dix, si le débiteur n'est obligé que pour cinq. Si le débiteur a promis purement, le fidéjusseur peut ne s'obliger que sous condition, et non pas au contraire. Le plus ou le moins ne consiste pas seulement dans la quantité, mais aussi dans le temps; en effet, donner une chose sur-le-champ, est plus que la donner dans un certain temps.

ARTICLE 2014.

On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

Fidejubere pro alio potest quis, etiamsi promissor ignoret.

(*Leg. 30, ff. de Fidejussoribus et Mandatoribus.*)

On peut se rendre caution pour quelqu'un, même à son insu.

Pro fidejussore fidejussorem accipi nequaquàm dubium est. (*Leg.* 8, § *ultim.*, *ff. eod. titulo.*)

Il n'y a pas de doute que l'on peut accepter une caution de la caution.

Marcellus scribit : Si quis pro pupillo sine tutoris auctoritate obligato prodigove, vel furioso fidejusserit, magis esse ut ei non subveniatur : quoniàm his mandati actio non competit. (*Leg.* 25, *ff. de Fidejussor. et Mandator.*)

Marcellus écrit : « Si quelqu'un a répondu pour un pupille obligé sans l'autorisation de son tuteur, pour un prodigue ou pour un furieux, il est plus vrai qu'on ne doit pas venir à leur secours, parce qu'ils n'ont pas l'action de mandat. »

ARTICLE 2015.

Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

In stipulationibus fidejussorum sciendum est hoc generaliter accipi, ut quodcumque scriptum sit quasi actum, videatur etiam actum. Ideòque constat, si quis scripserit se fidejussisse, videri omnia solemniter acta. (*Institut.*, *lib.* ***III***, *tit.* ***XXI***, § 8, *de Fidejussoribus.*)

Il faut savoir que tout ce qui est écrit dans les obligations des fidéjusseurs (ou cautions), est réputé avoir été fait de la manière qu'il est rapporté; c'est pourquoi, si quelqu'un a écrit qu'il a cautionné, l'acte est censé avoir été fait avec toutes les formalités requises.

ARTICLE 2016.

Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

Pro Aurelio Romulo, conductore vectigalis, centum an-

Pétronius-Thallus et d'autres avaient répondu pour Aurélius

nua Petronius Thallus et alii fidejusserant. Bona Romuli fiscus ut obligata sibi occupaverat : et conveniebat fidejussores tam in sortem, quàm in usuras, qui deprecabuntur. Lectâ subscriptione fidejussionis, quoniàm in sola centum annua se obligaverant, non in omnem conductionem, decrevit fidejussores in usuras non teneri : sed quidquid ex bonis fuisset redactum, priùs in usuras cedere, reliquum in sortem : et ità in id quod defuisset fidejussores conveniendos, exemplo pignorum à creditore distractorum.

(*Leg.* 68, § 1, *ff. de Fidejussoribus.*)

Romulus, fermier des impôts, à raison de cent par an. Le fisc s'était emparé des biens de Romulus, comme lui étant obligés, et il demandait aux fidéjusseurs (ou cautions) le principal et aussi les intérêts ; ces fidéjusseurs ne consentaient pas à payer les intérêts. On a lu la promesse écrite des fidéjusseurs ; et, attendu qu'ils s'étaient obligés seulement pour cent ans, et non pour toute la cause du bail, il a été décidé que les fidéjusseurs n'étaient pas tenus des intérêts ; mais que tout ce qu'on retirerait des biens du fermier serait imputé d'abord sur les intérêts et ensuite sur le principal ; et qu'ainsi les fidéjusseurs seraient tenus du déficit, à l'exemple des gages vendus par le créancier.

ARTICLE 2017.

Les engagemens des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligée.

Fidejussor non tantùm ipse obligatur, sed etiam hæredem relinquit obligatum.
(*Institut., lib. III, tit. XXI,* § 2, *de Fidejussoribus.*)

Non-seulement le fidéjusseur s'oblige, il oblige encore son héritier.

Nota. Voyez la loi 14, *ff. de Fidejussoribus et Mandatoribus.*

ARTICLE 2018.

Le débiteur obligé à fournir une caution doit en pré-

senter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le ressort de la cour royale où elle doit être donnée.

Fidejussor in judicio sistendi causâ locuples videtur dari, non tantùm ex facultatibus, sed etiam ex conveniendi facilitate.

(*Leg.* 2, *ff. Qui satisdare cogantur, vel jurato promittant.....*)

Le répondant qu'on donne pour assurer qu'on se présentera en justice est regardé comme riche, non pas seulement à raison de ses facultés, mais aussi à raison de la facilité qu'on a de l'actionner.

Qui pro rei qualitate evidentissimè locupletem, vel si dubitetur, adprobatum fidejussorem judicio sistendi causâ non acceperit; injuriarum actio adversùs eum esse potest: quia sanè non qualibet injuria est, duci in jus eum, qui satis idoneum fidejussorem det. Sed et ipse fidejussor, qui non sit acceptus, tanquàm de injuriâ sibi factâ queri poterit.

(*Leg.* 5, § 1, *ff. eod. tit.*)

Si quelqu'un refuse un répondant qui est suffisamment riche, relativement à la qualité de l'affaire, ou qui, en cas de doute, a été approuvé, il peut être actionné en réparation d'injure : car c'est une injure grave que de traduire en justice celui qui donne un répondant valable. Le répondant lui-même qui a été refusé peut rendre plainte en injure.

ARTICLE 2019.

La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'eu égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, etc.

Sciendum est, possessores immobilium rerum satisdare non compelli.

(*Leg.* 15, *ff. eod. tit.*)

On doit savoir que ceux qui possèdent des immeubles, ne sont point forcés à donner des répondans.

Nota. Il faut dire aussi : Plus cautionis est in re quàm in

personâ. — Il y a plus de sûreté dans le bien que dans la personne.

ARTICLE 2020.

Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

Si semel fuerit satisdatum, quæsitum est, an etiam rursùs cavendum sit, si fortè dicatur, egenos fidejussores esse datos? Et magis est, ut caveri non debeat.

(*Leg.* 3, § 3, *ff. Ut in possessionem legatorum vel fideicommissorum servandorum causa esse liceat.*)

La caution étant une fois donnée, on demande si on peut en certains cas en demander une seconde; par exemple, si le légataire expose que les répondans qu'on lui a donnés sont pauvres? Il est plus probable qu'on ne doit pas donner une seconde fois caution.

(Néanmoins)

Quotiens vitiosè cautum vel satisdâtum est, non videtur cautum.

(*Leg.* 6, *ff. qui Satisdare cogantur.*)

Quand on a donné une caution insuffisante, ou un répondant qui n'est pas bon, on n'est pas censé avoir donné de caution.

Voyez la seconde disposition appliquée à l'art. 2018 *suprà.*

CHAPITRE II.

De l'Effet du Cautionnement.

ARTICLE 2021.

La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement dis-

cuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

On voit dans la Novelle 4, chap. 2, une application positive pour cet article, car c'est cette Novelle qui a introduit le bénéfice de discussion.

Voyez-la avec les lois 5 et 19 au Code, *de Fidejussoribus*.

ARTICLE 2025.

Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.

ARTICLE 2026.

Néanmoins, chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis la division.

Si plures sint fidejussores, quotquot erunt numero, singuli in solidum tenentur. Itaque liberum est creditori, à quo velit, solidum petere. Sed ex epistolâ divi Adriani compellitur creditor à singulis, qui modò solvendo sunt litis contestatæ tempore, partes pete-

Si plusieurs fidejusseurs (ou cautions) interviennent pour une même obligation, ils sont tous solidairement obligés chacun pour le tout; ainsi le créancier peut agir contre celui d'entre eux qu'il voudra, pour être payé de toute la dette. Cependant, par le rescrit de

re. Ideòque si quis ex fidejussoribus eo tempore solvendo non sit, hoc cæteros onerat.
(*Institut., lib. III, tit. XXI, § 4, de Fidejussoribus.*)

l'empereur Adrien, le créancier est tenu de poursuivre chacun des fidéjusseurs pour leur part et portion seulement, pourvu qu'ils soient tous solvables au temps de la contestation en cause. C'est pourquoi, si un des fidéjusseurs ne l'est pas en ce temps-là, son insolvabilité retombe sur les autres.

ARTICLE 2027.

Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

Sed si ab uno fidejussore creditor totum consecutus fuerit, hujus solius detrimentum erit, si is pro quo fidejussit, solvendo non sit : et sibi imputare debet, cùm potuerit juvari ex epistolâ divi Adriani, et desiderare ut pro parte in se detur actio.
(*Eod. § 4, in fine, de Fidejussoribus.*)

Mais si le créancier a reçu toute la dette d'un des fidéjusseurs, l'insolvabilité du débiteur regarde seulement ce fidéjusseur, qui doit s'imputer de ne s'être pas servi du rescrit de l'empereur Adrien, comme il le pouvait, pour obliger le créancier de diviser son action entre tous les fidéjusseurs, de manière qu'il ne fût tenu que pour sa part et portion.

ARTICLE 2028.

La caution qui a payé a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais ; néanmoins la caution n'a de recours que

pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Si quid autem fidejussor pro reo solverit, ejus recuperandi causâ habet cum eo mandati judicium.

(*Institut., lib. III, tit. XXI, § 6, de Fidejussoribus.*)

Le fidéjusseur qui a payé la dette de celui pour lequel il avait répondu a, pour s'en faire rembourser, l'action de mandat contre lui.

Si passus sim aliquem pro me fidejubere, vel aliàs intervenire, mandati teneor; et nisi pro invito quis intercesserit, aut donandi animo, aut negotium, gerens, erit mandati actio.

(*Leg. 6, § 2, ff. Mandati vel contrà.*)

Si j'ai souffert que quelqu'un répondît ou s'obligeât pour moi de quelque manière que ce soit, il a contre moi l'action du mandat. Cette action a toujours lieu en pareil cas, à moins qu'on ne se soit obligé pour un autre malgré lui, ou dans l'intention de lui faire une donation ou de gérer ses affaires.

ARTICLE 2029.

La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

Cùm is qui et reum et fidejussores habens, ab uno ex fidejussoribus acceptâ pecuniâ, præstat actiones, poterit quidem dici nullas jam esse, cùm suum perceperit, et perceptione omnes liberati sunt: sed non ità est. Non enim in solutum accipit. Sed quodammodò nomen debitoris vendidit et ideò habet actiones, quia

Lorsque celui qui ayant et un principal obligé et des fidéjusseurs, et ayant reçu son argent de l'un des fidéjusseurs, lui aura passé ses actions, on pourra à la vérité dire que déjà elles n'existent plus, puisqu'il a reçu ce qui lui est dû, et que par ce paiement tous sont libérés; mais cela n'est pas ainsi; car il ne reçoit pas pour cause

tenetur ad id ipsum, ut præstet actiones.

(*Leg.* 36, *ff. de Fidejussoribus et mandatoribus.*)

de paiement. Mais il a en quelque sorte vendu l'obligation du débiteur; et c'est précisément pour cela qu'il a action, parce qu'il est tenu de la passer à ceux qui la payent.

ARTICLE 2030.

Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

Inter eos fidejussores actio dividenda est, qui solidum, et partes viriles fide suâ esse jusserunt. Diversum erit, verbis ità conceptis : Solidum aut partem virilem fide tuâ esse jubes? Tunc enim ab initio non nisi viriles partes singulos debere conveniet.

(*Leg.* 51, *in principio, ff. de Fidejussoribus et Mandatoribus.*)

Il faut partager ses poursuites entre les fidéjusseurs (ou cautions) qui ont promis la solidarité, et leurs parts viriles. Il en serait autrement si les termes étaient ainsi conçus : Vous promettez la solidarité ou votre part virile? Car alors il est convenu que chacun ne doit dès le principe que sa part virile.

ARTICLE 2031.

La caution qui a payé une première fois n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte, sauf son action en répétition contre le créancier.

Si fidejussor conventus, cùm ignoraret non fuisse debitori numeratam pecuniam, solverit ex causâ fidejussionis, an mandati judicio persequi possit id quod solverit, quæritur? Et si quidem sciens prætermiserit exceptionem vel doli, vel non numeratæ pecuniæ, videtur dolo versari : dissoluta enim negligentia propè dolum est. Ubi verò ignoravit, nihil est quod ei imputetur. Pari ratione, et si aliqua exceptio debitori competebat, pacti fortè conventi, vel cujus alterius rei, et ignarus hanc exceptionem non exercebit : dici oportet, ei mandati actionem competere : potuit enim, atque debuit reus promittendi certiorare fidejussorem suum, ne fortè ignarus solvat indebitum.

(*Leg.* 29, *ff. Mandati vel contrà.*)

Le répondant a été actionné par le créancier; il ignorait que la somme pour laquelle le débiteur paraissait obligé ne lui avait pas réellement été comptée, il a payé comme répondant. On demande s'il pourra se faire rendre, en intentant contre le débiteur l'action du mandat, ce qu'il a payé au créancier? S'il a eu connaissance de la mauvaise foi du créancier, ou de la non numération des deniers, et qu'il ait omis d'opposer ces moyens, il sera réputé lui-même de mauvaise foi, car une négligence aussi grossière approche de la fraude; s'il n'en a point eu connaissance, on n'a rien à lui reprocher. Par la même raison, si le principal débiteur avait quelque autre exception à proposer contre le créancier, soit par une convention, soit autrement, et que le répondant n'ait point opposé cette exception, faute d'en avoir eu connaissance, il aura contre le débiteur l'action du mandat; car le principal débiteur a pu et dû avertir le répondant, afin qu'il ne payât pas par ignorance une chose qui n'était point due.

ARTICLE 2032.

La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui indemnisée,

1°. Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;

2°. Lorsque le débiteur a fait faillite ou est en déconfiture;

3°. Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;

4°. Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;

5°. Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

Non absimilis illa, quæ frequentissimè agitari solet, fidejussor an, et prius quàm solvat, agere possit, ut liberetur? Nec tamen semper expectandum est ut solvat, aut judicio accepto condemnetur, si diù in solutione reus cessavit, aut certè bona sua dissipavit: præsertim si domi pecuniam fidejussor non habebit, quâ numeratâ creditori, mandati actione conveniat.
(*Leg.* 38, § 1, *ff. Mandati vel contrà.*)

On peut rapporter ici une question semblable qui se présente fort souvent. Celui qui a répondu peut-il former sa demande pour être libéré avant d'avoir payé? Il ne faut pas toujours attendre que le répondant ait payé, ou qu'ayant été actionné, il ait été condamné: car, si le débiteur a laissé écouler un long espace de temps sans payer, ou s'il dissipe ses biens, le répondant pourra former sa demande en libération, surtout s'il n'a point l'argent tout prêt pour payer, et revenir ensuite contre le débiteur par l'action du mandat.

ARTICLE 2033.

Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion; mais ce recours n'a lieu que lors-

que la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.

Voyez nos applications aux art. 2025, 2026 et 2029 *suprà;* ensuite comparez celle qui suit :

Ut fidejussor adversùs confidejussorem suum agat, danda actio non est. Ideòque si ex duobus fidejussoribus ejusdem quantitatis cùm alter electus à creditore totum exsolvet, nec ei cessæ sint actiones : alter nec à creditore, nec à confidejussore convenietur.

(*Leg.* 39, *ff. de Fidejussoribus et mandatoribus.*)

Il n'y a pas d'action pour qu'un fidéjusseur poursuive son cofidéjusseur. C'est pourquoi si de deux fidéjusseurs d'une même quantité, l'un, choisi par le créancier, a payé le tout, et que les actions ne lui aient pas été cédées, l'autre fidéjusseur ne pourra être poursuivi ni par le créancier ni par son cofidéjusseur.

CHAPITRE III.

De l'Extinction du Cautionnement.

ARTICLE 2034.

L'obligation qui résulte du cautionnement s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

La loi 4, *cod. de Fide jussoribus* portait.

Novatione legitimè perfectâ debiti in alium translati, prioris contractûs fidejussores vel mandatores liberatos esse non ambigitur : si modò in sequenti se non obligaverunt.

Il n'y a pas de doute que, par la novation opérée par la translation d'une dette ancienne en une nouvelle, les cautions du premier contrat ne soient libérées, si elles ne se sont point obligées postérieurement.

ARTICLE 2035.

La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur

principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

Si fidejussor fuerit principalis et fidejussor fidejussoris, non poterit desiderare fidejussor, ut inter se et eum fidejussorem pro quo fidejussit, dividatur obligatio : ille enim loco rei est : nec potest reus desiderare, ut inter se et fidejussorem dividatur obligatio. Proindè si ex duobus fidejussoribus alter fidejussorem dederit, adversùs eum quidem non dividitur obligatio, pro quo intervenit : adversùs confidejussorem magis est, ut dividatur.

(*Leg.* 27, § 4, *ff. de Fidejussoribus et mandatoribus.*)

S'il y a un fidéjusseur principal et un fidéjusseur de fidéjusseur, le fidéjusseur principal ne pourra pas demander que l'obligation se partage entre lui et le fidéjusseur qui a répondu pour lui. Car ce premier fidéjusseur tient lieu du débiteur principal, et un débiteur principal ne peut exiger que l'action se partage entre lui et son fidéjusseur. C'est pourquoi, si de deux fidéjusseurs l'un a donné un fidéjusseur, l'obligation ne se divise pas à l'égard de celui qui est intervenu pour lui; mais cela se fait plus justement à l'égard de son cofidéjusseur.

ARTICLE 2036.

La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette;

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

Ex personâ rei, et quidem invito reo, exceptio et cætera rei commoda fidejussori cæterisque accessionibus competere potest.

(*Leg.* 32, *ff. de Fidejussoribus et mandatoribus.*)

L'exception tirée de la personne du débiteur, et même malgré ce débiteur, et tous les autres avantages de la chose, peuvent servir au fidéjusseur et aux autres obligés accessoires.

Si testamento liberatum debitorem hæres omittat, fide-

Si un héritier, sans s'adresser à un débiteur qui est libéré

jussorem autem ejus conveniat, proderit exceptio doli mali fidejussori propter improbitatem hæredis quæ prodesse reo debuerat, si conveniretur.

(*Leg.* 49, *ff. eod. tit.*)

par testament, actionne son fidéjusseur, l'exception de dol servira au fidéjusseur à cause de la fraude de l'héritier, laquelle exception eût profité au débiteur principal si l'on se fût adressé à lui.

ARTICLE 2038.

L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

Si reus postquàm pactus sit à se non peti pecuniam (ideòque cœpit id pactum fidejussori quoque prodesse) pactus sit, ut à se peti liceat; an utilitas prioris pacti sublata sit fidejussori, quæsitum est? Sed verius est semel adquisitam fidejussori pacti exceptionem, ulteriùs ei invito extorqueri non posse.

(*Leg.* 62, *ff. de Pactis.*)

Si un débiteur, après s'être fait remettre sa dette (on sait que cette convention est utile au répondant ou à la caution), convient ensuite qu'elle sera exigible, on a demandé si cette seconde convention privait le répondant de l'avantage qui lui était acquis par la première? Mais il est plus probable que l'exception, une fois acquise au répondant, ne peut pas lui être enlevée malgré lui.

ARTICLE 2039.

La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

De même,

Cùm facto suo reus principalis obligationem perpetuat, etiam fidejussoris durat obligatio: veluti si moram fecit

Lorsque par son fait le débiteur principal perpétue l'obligation, celle du fidéjusseur est perpétuée: par exemple,

in Sticho solvendo, et is decessit.

(*Leg.* 58, § 1, *ff. de Fidejussoribus et Mandatoribus.*)

s'il est mis en demeure de payer Stichus, et que celui-ci soit mort.

Ubicunque reus ità liberatur à creditore, ut naturâ debitum maneat, teneri fidejussorem respondit Paulus.

(*Leg.* 60, *ff. eod. tit.*)

Paul a répondu que toutes les fois que le débiteur est libéré envers son créancier, de sorte cependant qu'il reste une obligation naturelle, le fidéjusseur reste obligé.

CHAPITRE IV.

De la Caution légale et de la Caution judiciaire.

ARTICLE 2040.

Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019.

Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit en outre être susceptible de contrainte par corps.

Voyez auxdits articles 2018 et 2019, les applications de la loi 2, *ff. Qui satisdare cogantur*, et de la loi 5, *ff. eod.*, mais ajoutons que,

Qui mulierem adhibet ad satisdandum, non videtur cavere : sed nec miles, nec minor viginti-quinque annis probandi sunt : nisi hæ personæ in rem suam fidejubeant ut pro suo procuratore. Quipam etiam, si à marito fundus

Celui qui donne pour répondant une femme, n'est point censé donner caution suffisante; on rejette aussi un soldat, un mineur de vingt-cinq ans, à moins que ces personnes ne répondent pour elles-mêmes; par exemple,

dotalis petatur, in rem suam fidejussuram mulierem.

(*Leg.* 9, § 1, *ff. Qui satisdare cogantur.*)

pour leur fondé de procuration. Quelques-uns pensent que, si un fonds dotal est revendiqué sur le mari, la femme en se donnant caution pour son mari, répond pour elle-même.

ARTICLE 2041.

Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

Si fidejussor creditori denuntiaverit, ut debitorem ad solvendam pecuniam compelleret, vel pignus distraheret, isque cessaverit : an possit eum fidejussor doli mali exceptione summovere ? Respondit (Scævola) non posse.

(*Leg.* 62, *ff. de Fidejussoribus et Mandatoribus.*)

Si le fidéjusseur a sommé le créancier de forcer le débiteur de le payer, ou de vendre les gages, et que celui-ci n'ait pas fait de poursuites, le fidéjusseur peut-il lui opposer l'exception de dol ? Scévola a répondu qu'il ne le pouvait pas.

Sed si sub impossibili conditione stipulatus sim, fidejussor adhiberi non potest.

(*Leg.* 29, *ff. eod. tit.*)

Mais si j'ai stipulé sous une condition impossible, on ne peut exiger de moi un répondant.

TITRE XV.

Des Transactions.

ARTICLE 2044.

La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Ce contrat doit être rédigé par écrit.

Qui transigit, quasi de re dubiâ et lite incertâ, neque finitâ transigit : qui verò paciscitur donationis causâ rem certam et indubitatam liberalitate remittit.

(*Leg.* 1, *ff. de Transactionibus.*)

La transaction diffère du pacte, en ce que celui qui transige s'accommode sur une chose douteuse, incertaine et qui n'est point décidée : au lieu que celui qui fait un pacte remet, par esprit de libéralité, une chose qui lui est clairement due.

Transactum accipere quis potest, non solùm si Aquiliana stipulatio fuerit subjecta, sed et si pactum conventum fuerit factum.

(*Leg.* 2, *ff. eod. tit.*)

Pour qu'il y ait une transaction, il n'est pas nécessaire qu'on ait interposé la stipulation Aquilienne, il suffit qu'il y ait une simple convention.

ARTICLE 2045.

Pour transiger il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467, au titre de la *Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*, etc.

Vult igitur oratio, apud prætorem de istis quæri : in primis de causâ transactionis; deindè modo ; tertio de personâ transigentium.

(*Leg.* 8, § 8, *ff. de Transactionibus.*)

L'intention du sénatusconsulte est qu'on examine devant le préteur ces trois choses : 1° La cause de la transaction ; 2° sa nature ; 3° la qualité des personnes qui transigent.

Sed et personarum contemplatio habenda est : hoc est, cujus vitæ sint hi quibus alimenta relicta sunt, utrùm frugi vitæ hi sint, qui aliàs sufficere sibi possint, an sequioris, qui de alimentis pendeant. In personâ ejus, à

Il faut encore faire attention à la qualité des personnes, c'est-à-dire, examiner la conduite de ceux à qui les alimens sont laissés; s'ils sont économes, et s'ils peuvent tirer leur subsistance d'ailleurs; ou des dissipateurs, dont la vie dé-

quo alimenta relicta sunt hæc erunt specienda : in quibus sunt facultatibus, cujus propositi, cujus opinionis : tunc enim apparebit, numquid circumvenire velit eum, cum quo transigit.

(*Leg. eâd.* 8, § 11.)

pende des alimens qui leur sont laissés. A l'égard de celui qui est chargé de fournir les alimens, il faudra examiner quelles sont ses facultés, son dessein, sa façon de penser; car on pourra voir par là s'il ne cherche point à tromper celui avec qui il transige.

ARTICLE 2046.

On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

Si quis actionem quæ ex maleficiis oritur, velit exequi, si quidem pecuniariter agere velit, ad jus ordinarium remittendus erit, nec cogendus erit in crimen subscribere.

(*Leg.* 3, *ff. de Privatis delictis.*)

Si quelqu'un veut exercer une action qui naisse d'un délit, en cas qu'il veuille agir pour son intérêt pécuniaire, il doit prendre la voie ordinaire; et il ne sera pas forcé de s'inscrire comme accusateur.

Item si qui furti, vi bonorum raptorum, injuriarum, de dolo malo suo nomine damnatus, *captusve erit, similimodo infames sunt.*

(*Leg.* 4, § 4, *ff. de His qui notantur infamiâ.*)

Celui qui est condamné sur une accusation de vol, de rapine, d'injures, de mauvaise foi, *ou qui s'est accommodé en pareil cas avec son adversaire, est noté d'infamie.*

ARTICLE 2047.

On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

Pacto convento Aquiliana quidem stipulatio subjici solet :

On a coutume d'insérer à la fin des conventions une

sed consultius est, huic pœnalem quoque stipulationem subjungere : quia rescisso fortè pacto, pœna ex stipulatu peti potest.

(*Leg.* 15, *ff. de Transactionibus.*)

stipulation Aquilienne ; mais il est plus prudent d'y joindre une stipulation pénale ; parce que, si la convention vient à être détruite, on peut toujours demander la peine par l'action qui naît de la stipulation.

NOTA. Voyez la loi 16, *ff. eod. tit.*

ARTICLE 2049.

Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

Transactio, quæcumque sit, de his tantum de quibus inter convenientes placuit, interposita creditur.

(*Leg.* 9, § 1, *ff. de Transactionibus.*)

Toute transaction est restreinte aux choses que les contractans ont eues en vue.

ARTICLE 2050.

Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

Qui cum tutoribus suis de solâ portione administratæ tutelæ suæ, egerat, et transegerat : adversùs eosdem tutores ex personâ fratris sui, cui hæres exstiterat, agens, præscriptione factæ transactionis non summovetur.

(*Leg.* 9, *ff. de Transact.*)

(Deux frères étant sortis de tutelle,) l'un d'eux avait actionné ses tuteurs pour leur faire rendre compte de la partie de l'administration qui le concernait, et il avait transigé avec eux ; devenu héritier de son frère, il agit contre les mêmes tuteurs du chef de son

frère : ils ne peuvent point lui opposer l'exception tirée de la transaction qu'il a faite avec eux.

ARTICLE 2051.

La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux.

Imperatores Antoninus, et Verus ità rescripserunt : Privatis pactionibus non dubium est, non lædi jus cæterorum : quare transactione, quæ inter hæredem, et matrem defuncti facta est, neque testamentum rescissum videri posse, neque manumissis, vel legatariis actiones suæ ademptæ. Quare quidquid ex testamento petunt, scriptum hæredem convenire debent; qui in transactione hæreditatis, aut cavit sibi pro oneribus hæreditatis, aut si non cavit, non debet negligentiam suam ad alienam injuriam referre.

(*Leg. 3, ff. eod. tit.*)

Les empereurs Antonin et Vérus ont dit dans un rescrit : « Les conventions des particuliers ne peuvent pas nuire au droit d'un tiers. Ainsi la convention faite entre l'héritier et la mère du défunt n'a point annulé le testament ; les esclaves, les affranchis, les légataires n'ont point perdu leurs actions; ils doivent donc diriger contre l'héritier institué toutes les actions qu'ils ont en vertu du testament. L'héritier, en transigeant sur l'héritage, aura eu soin de se faire donner caution, que les charges héréditaires seront acquittées; s'il ne l'a pas fait, sa négligence ne doit pas porter préjudice à un tiers. »

Nota. Au reste notre article 2051 est une suite de la règle *Aliis non nocet quod inter alios actum est.* — Ce qui a été fait entre plusieurs personnes ne peut pas nuire à d'autres.

ARTICLE 2052.

Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

NOTA. On reconnaît ici les termes de la loi 20, *Cod., de Transact.*, et de la loi 23, *Cod. eod. tit.*

Quod ait senatus : Quæ judicata, transacta, finitave sunt, rata maneant : ità intelligendum est, ut judicata accipere debeamus, ab eo, cui judicandi jus fuit; transacta scilicet bonâ fide ut valeat transactio : finita, vel consensu, vel longo silentio sopita.

(*Leg.* 1, § 12, *ff. ad Senatusconsultum Tertylianum et Orphitianum.*)

Le sénat ajoute : Ce qui aura été terminé par un jugement, une transaction, ou autrement, restera dans sa validité. Ces mots doivent s'entendre d'un jugement porté par un juge compétent, d'une transaction faite de bonne foi et qui soit valable, d'une affaire terminée par le consentement des parties, ou assoupie par un long silence.

ARTICLE 2053.

Néanmoins une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne, ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

Qui per fallaciam cohæredis, ignorans universa quæ in vero erant, instrumentum transactionis sine Aquilianâ stipulatione interposuit, non tàm pasciscitur, quàm decipitur.

(*Leg.* 9, § 2, *ff. de Transactionibus.*)

Celui qui, par la ruse de son cohéritier, ignorant les véritables forces de la succession, transige avec lui sans interposer la stipulation Aquilienne, est regardé comme ayant été trompé, et non pas comme ayant contracté.

Si quis, cùm aliter eum convenisset obligari, aliter per machinationem obligatus est, erit quidem subtilitati juris obstrictus, sed doli exceptione uti potest : quia enim per dolum obligatus est, competit ei

Si quelqu'un étant convenu de s'obliger d'une manière, a été, par fraude, obligé d'une autre, il sera, il est vrai, lié par la subtilité du droit; mais il pourra opposer l'exception de dol; parce que celui qui

exceptio. Idem est et si nullus dolus intercessit stipulantis, sed ipsa res in se dolum habet: cùm enim quis petat ex eâ stipulatione, hoc ipse dolo facit quod petit.

(*Leg.* 36, *ff. de Verb. oblig.*)

est obligé par dol a une exception. La même chose arrive s'il n'y a aucun dol de la part du stipulant, mais si la chose elle-même contient une fraude; car celui qui intente une action en vertu de cette stipulation commet un dol en intentant l'action.

ARTICLE 2054.

Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

Ei qui nondùm certus, ad se querelam contra patris testamentum pertinere, de aliis causis cum adversariis pacto transegit; tantùm in his interpositum pactum nocebit, de quibus inter eos actum esse probatur.

(*Leg.* 9, §3, *ff. de Transact.*)

Si un fils, ignorant le droit qu'il a d'intenter contre le testament de son père la plainte en inofficiosité, transige avec ses adversaires sur d'autres objets, sa transaction ne lui nuira que relativement aux objets que les contractans ont eus en vue.

De his controversiis quæ ex testamento proficiscuntur, neque transigi, neque exquiri veritas aliter potest, quàm inspectis, cognitisque verbis testamenti.

(*Leg.* 6, *ff. eod. tit.*)

On ne peut transiger valablement sur les différends qui s'élèvent à l'occasion d'un testament, ni s'instruire de la vérité, qu'après avoir pris connaissance des termes du testament.

ARTICLE 2056.

La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

Et post rem judicatam transactio valet, si vel appellatio intercesserit, vel appellare potueris.

(*Leg. 7, in principio, ff. de Transact.*)

La transaction interposée sur une affaire litigieuse, même après le jugement, est valable, s'il y a un appel, ou qu'il puisse y en avoir un.

Post rem judicatam, etiam si provocatio non est interposita, tamen si negetur judicatum esse, vel ignorari potest, an judicatum sit, quia adhùc lis subesse possit, transactio fieri potest.

(*Leg.* 11, *ff. eod. tit.*)

On peut transiger après le jugement, lors même qu'il n'y a pas lieu à l'appel, si toutefois on nie que le jugement ait été porté, ou qu'on puisse ignorer qu'il l'ait été, parce que, dans ces cas, il peut encore y avoir un procès.

ARTICLE 2057.

Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties.

Mais la transaction serait nulle si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

His tantùm transactio obest, quamvis major annis viginti quinque eam interposuit, de quibus actum probatur; nam ea, quorum actiones competere ei posteà compertum est, iniquum est perimi pacto,

La transaction, faite même par un majeur de vingt-cinq ans, ne nuit que relativement aux objets sur lesquels on a transigé; car, si on en découvre de nouveaux, pour lesquels on a une action à intenter, il

id de quo cogitatum non docetur.

(*Leg.* 9, § 3, *in fine*, *ff. eod. tit.*)

serait injuste de croire que la transaction ait éteint des droits auxquels on n'a pas pensé.

Nota. On voit que ce texte est bien différent de notre article 2057. La loi 29, *Cod. de Transact.*, dit aussi que la transaction n'est point rescindée *propter instrumenta de novo reperta*, à cause des titres nouvellement découverts.

TITRE XVI.

De la Contrainte par corps en Matière civile.

ARTICLE 2059.

La contrainte par corps a lieu, en matière civile, pour le stellionnat. Il y a stellionnat, lorsqu'on vend ou qu'on hypothèque un immeuble dont on sait n'être pas propriétaire ;

Lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués, ou que l'on déclare des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés.

Qui res suas jam obligaverint, et alii secundo obligant creditori, ut effugiant periculum, quod solent pati, qui sæpiùs easdem res obligant, prædicere solent, alii nulli rem obligatam esse, quàm fortè Lucio Titio, ut in id quod excedit priorem obligationem, res sit obligata : ut sit pignori, hypothecæve id quod pluris est, aut in solidum, cùm

Ceux qui ont déjà obligé leurs biens et qui contractent une hypothèque vis-à-vis d'un second créancier, pour ne pas courir les risques de la condamnation qui est ordinairement portée contre ceux qui hypothèquent plusieurs fois la même chose, ont coutume de déclarer d'avance que la chose qu'ils hypothèquent n'est obligée à personne, excepté, par

primo debito liberata res fuerit.

(*Leg.* 15, § 2, *ff de Pign. et hyp.*)

exemple, à Lucius-Titius, et qu'ils ne l'obligent au second créancier que pour ce qui excède la somme qu'ils doivent au premier, auquel cas l'hypothèque ou le gage n'est contracté que sur ce dont la chose engagée excède la somme due au premier créancier, ou sur toute la chose lorsqu'elle sera dégagée de la première dette.

ARTICLE 2060.

La contrainte par corps a lieu pareillement, 1° Pour dépôt nécessaire, etc., etc.

Nota. On ne trouve rien dans les Institutes ni dans les cinquante livres du Digeste, qui soit *positivement* applicable aux dispositions de ce titre. On voit dans la loi des douze tables que les créanciers pouvaient, après plusieurs formalités, mettre à mort leurs débiteurs. La 9e loi de la troisième table dit : « *Ast si plures erunt rei, tertiis nundinis partes secanto; si plùs minùsve secuerunt, sine fraude esto; si volent, ultra Tiberim peregrè venundato.* »

Cependant Didius et Héraldus, en interprétant cette disposition, disent qu'il ne faut l'appliquer qu'aux biens du débiteur et non au corps : ce qui s'accorde mieux avec l'humanité et même avec la législation romaine, qui permettait de réduire le débiteur en servitude. Au reste, cette faculté, déjà très-dure, fut abrogée par la loi *Pætelia Papyria*, et même le droit accordé ensuite aux créanciers réunis, de partager les biens du débiteur, leur fut retiré. Voyez le titre XIII du titre III des Institutes, la loi Julia sur la cession des biens, et les lois 4, 6 et 7, au Code *Qui bonis cedere possunt*.

ARTICLE 2067.

La contrainte par corps, dans les cas même où elle est

autorisée par la loi, ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement.

ARTICLE 2068.

L'appel ne suspend pas la contrainte par corps prononcée par un jugement provisoirement exécutoire en donnant caution.

Plerique putaverunt, nullum de domo suâ in jus vocari licere : quia domus tutissimum cuique refugium atque receptaculum sit : eumque, qui indè in jus vocaret, vim inferre videri.
(*Leg.* 18, *ff. de In jus vocando.*)

Plusieurs ont pensé qu'il n'était point permis de tirer un homme de sa maison pour le conduire en justice, parce que la maison de chaque citoyen doit être pour lui un asile sûr et une retraite inviolable. Enfin ils ont pensé qu'on se rendrait coupable de violence envers un homme que l'on tirerait ainsi de chez lui pour le conduire en justice.

Nemo de domo suâ extrahi debet.
(*Leg.* 103, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Personne ne peut être tiré par force de sa maison, pour être conduit devant un juge ou en prison.

TITRE XVII.

Du Nantissement.

ARTICLE 2071.

Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Pignus contrahitur non solâ traditione, sed etiam nudâ

L'obligation du gage se contracte non-seulement par la

conventione, et si non traditum est.

(*Leg.* 1, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

tradition, mais encore *par la simple convention sans tradition.*

Nota. Cependant voyez la deuxième application faite à l'article 2076, *infrà.*

ARTICLE 2072.

Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*; celui d'une chose immobilière s'appelle *antichrèse.*

Pignus appellatum à *pugno*, quia res quæ pignori dantur, manu traduntur. Undè etiam videri potest verum esse quod quidam putant, pignus propriè rei mobilis constitui.

(*Leg.* 238, § 2, *ff. de Verborum significatione.*)

Pignus (gage) tire son étymologie de *pugnum*, poignet; parce que tout ce que l'on donne en gage se livre à la main. D'où il paraît, d'après les entiment de quelques jurisconsultes, que *pignus* ne se dit proprement que du gage d'un effet mobilier.

ARTICLE 2073.

Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilége et préférence aux autres créanciers.

ARTICLE 2074.

Ce privilége n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure, etc.

Si convenit de distrahendo pignore, sive ab initio, sive posteà, non tantùm venditio valet, verùm incipit emptor dominium rei habere. Sed

S'il y a eu convention d'aliéner le gage, soit dès l'origine, soit par la suite, non-seulement la vente que le créancier en fera sera bonne,

etsi non convenerit de distrahendo pignore, hoc tamen jure utimur, ut liceat distrahere : si modò non convenit, ne liceat. Ubi verò convenit ne distraheretur, creditor si distraxerit, furti obligatur : nisi ei ter fuerit denuntiatum ut solvat, et cessaverit.

(*Leg. 4, ff. de Pigneratitiâ actione.*)

mais aussi l'acheteur acquerra la propriété de la chose à l'instant. Quand même il n'y aurait eu aucune convention à cet égard, l'usage veut qu'il puisse être aliéné, excepté qu'on ne soit convenu expressément qu'il ne le serait pas. Dans ce dernier cas, si le créancier aliénait le gage, le débiteur aurait contre lui l'action de vol, à moins que le créancier ne lui eût fait trois sommations de le payer, et qu'il ne l'eût pas fait.

ARTICLE 2076.

Dans tous les cas, le privilége ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

Creditor quoque, qui pignus accepit, re obligatur, quia et ipse de eâ re, quam accepit, restituendâ, tenetur, actione pigneratitiâ. Sed quia pignus utriusque gratiâ datur, et debitoris quò magis pecunia ei credatur, et creditoris, quò magis ei in tuto sit creditum; placuit sufficere, si ad eam rem custodiendam, exactam diligentiam adhibeat : quam si præstiterit, et aliquo fortuito casu rem amiserit, securum esse, nec impediri creditum petere.

(*Institut., lib. III, tit. XV, § 4, Quibus modis re contrahitur obligatio.*)

Un créancier qui reçoit un gage de son débiteur, s'oblige aussi par la tradition qui lui en est faite, parce qu'il est tenu de rendre en espèce la chose qui lui a été donnée en gage, par l'action qui naît de ce contrat. Mais, d'autant que le gage se contracte pour l'utilité de l'un et de l'autre; pour celle du débiteur, parce qu'il trouve par ce moyen plus facilement de l'argent à emprunter; et pour l'intérêt du créancier, afin qu'il soit plus assuré d'être payé de sa dette, on a réglé qu'il suffirait au créancier d'apporter un soin exact pour la conservation du gage, et qu'en ce faisant il n'était

point responsable de la perte de la chose, et que rien ne l'empêchait de demander ce qui lui est dû.

Sciendum est, ubi jussu magistratûs, pignus constituitur, non aliàs constitui, nisi ventum fuerit in possessionem.

(*Leg.* 26, § 1, *ff. de Pign. actione.*)

On doit savoir que dans l'ordre judiciaire, établi par l'autorité du magistrat, le gage n'est contracté qu'autant qu'on s'est mis en possession de la chose.

ARTICLE 2077.

Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

Tutor, lege non refragante, si dederit rem pupilli pignori, tuendum erit : scilicet, si in rem pupilli pecuniam accipiat. Idem est et in curatore adolescentis, vel furiosi.

(*Leg.* 16, *ff. eod. tit.*)

Si le tuteur, dans les cas permis par la loi, a donné en gage la chose du pupille, le gage doit être déclaré valable, pourvu que la dette qu'il a contractée ait tourné au profit du pupille. Il en est de même du curateur d'un mineur émancipé ou d'un interdit pour cause de démence.

ARTICLE 2078.

Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement, et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage, ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Voyez nos applications sur les articles 2073 et 2074 *suprà*, et ajoutez :

Idemque juris est, sive omninò fuerint pacti, *ne veneat*, sive in summâ aut conditione, aut loco contra pactionem factum sit.

(*Leg.* 5, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

Ceci doit avoir lieu quoiqu'on soit convenu absolument que le gage ne serait pas vendu, et que le créancier ne contrevienne à la convention qui a fixé la somme, le temps et les conditions sous lesquels la chose serait vendue.

De vendendo pignore in rem pactio concipienda est, ut omnes contineantur. Sed et si creditoris duntaxat persona fuerit comprehensa, etiam hæres ejus jure vendet, si nihil in contrarium actum est.

(*Leg.* 8, § 4, *ff. eod. tit.*)

La convention portant permission d'aliéner le gage doit être conçue en termes généraux, pour que tous les possesseurs soient compris. Si la clause ne fait mention que du créancier, son héritier jouira du même droit, à moins qu'il n'y ait une convention contraire.

Cùm pignus ex pactione venire potest, non solùm ob sortem non solutam venire poterit, sed ob cætera quoque, veluti usuras, et quæ in id impensa sunt.

(*Leg. eâd.*, § 5.)

Quand on est convenu que le gage serait aliénable, il peut être aliéné non-seulement à défaut de paiement du principal, mais encore à défaut de ceux voulus par l'obligation, comme des intérêts ou des dépenses faites pour la conservation du gage.

ARTICLE 2079.

Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est dans la main du créancier qu'un dépôt assurant le privilége de celui-ci.

Pignus, manente proprietate debitoris, solam possessionem transfert ad creditorem : potest tamen et precariò, et pro conducto debitor re suâ uti.

(*Leg.* 35, § 1, *ff. eod. tit.*)

Le gage laisse la propriété au débiteur, et ne transfère au créancier que la possession. Cependant le débiteur peut retenir la possession de la chose, et s'en servir à titre de précaire ou de location.

Prætereà ne vitiosæ quidem possessioni ulla potest accedere : sed nec vitiosa ei quæ vitiosa non est.

(*Leg.* 13, § 13, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

De plus, la continuation de possession ne peut avoir lieu en faveur d'une possession vitieuse, ou précédente, ou subséquente.

Creditor qui permittit rem venire, pignus dimittit.

(*Leg.* 158, *ff. de Regulis juris.*)

Un créancier qui permet à son débiteur d'aliéner les choses qui lui étaient engagées, est présumé renoncer à son droit de gage.

ARTICLE 2080.

Le créancier répond, selon les règles établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

Nota. Voyez le § 4, titre XV, livre III, des Institutes, appliqué à l'article 2076.

Venit autem in hâc actione et dolus et culpa, ut in commodato. Venit et custodia : vis major non venit.

(*Leg.* 13, § 1, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

En matière de gage comme en matière de prêt, on est obligé de rendre compte de sa mauvaise foi et de sa faute ; on est aussi responsable de la garde de la chose ; mais non pas des cas fortuits.

Ea igitur, quæ diligens pater-familiâs in suis rebus præstare solet, à creditore exiguntur.

(*Leg.* 14, *ff. eod. tit.*)

En conséquence on exige du créancier le même soin qu'un bon père de famille prend des choses qui lui appartiennent.

Si servos pigneratos in artificiis instruxit creditor, si quidem jam imbutos, vel voluntate debitoris, erit actio contraria; si verò nihil horum intercesserit, si quidem artificiis necessariis, erit actio contraria : non tamen sic ut cogatur servis carere pro quantitate sumptuum debitor.

(*Leg.* 25, *ff. de Pign. act.*)

Si le créancier a fait apprendre quelque métier aux esclaves qu'il avait reçus en gage, s'ils avaient déjà eu des commencemens d'instruction, ou qu'il l'ait fait de la volonté du débiteur, il aura contre lui l'action contraire. Autrement il n'aura cette action qu'autant qu'il leur aura fait apprendre des métiers nécessaires, de manière toutefois que le maître ne soit pas forcé d'abandonner l'esclave à cause de la grandeur des dépenses faites en cette occasion.

ARTICLE 2081.

S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage, ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

Si convenerit, ut nomen debitoris mei pignori tibi sit, tuenda est à prætore hæc conventio, ut et te in exigendâ pecuniâ, et debitorem adversùs me, si cum eo experiar, tueatur. Ergò si id nomen pecuniarium fuerit, exactam pecuniam tecum pensabis : si verò corporis alicujus, id quod acceperis erit tibi pignoris loco.

(*Leg.* 18, *in principio, ff. eod. tit.*)

Si un débiteur a donné en gage à son créancier l'obligation qu'il avait d'un débiteur, le préteur doit confirmer cette convention; de manière qu'il permette au créancier d'exiger sa somme du débiteur dont l'obligation lui a été engagée, et qu'il défende ce même débiteur, dans le cas où, après avoir payé ce créancier, celui vis-à-vis duquel il est obligé voudrait agir contre lui. Ainsi, si l'obligation donnée en gage avait pour objet une somme

d'argent, le créancier qui aura reçu la somme diminuera sa créance d'autant; si l'obligation avait pour objet un corps certain, le créancier qui l'aura reçu le gardera à titre de gage.

ARTICLE 2082.

Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné, etc.

Omnis pecunia exsoluta esse debet, aut eo nomine satisfactum esse, ut nascatur pigneratitia actio. Satisfactum autem accipimus, quemadmodùm voluit creditor, licèt non sit solutum : sive aliis pignoribus sibi caveri voluit, ut ab hoc recedat, sive fidejussoribus, sive reo dato, sive pretio aliquo, vel nudâ conventione, nascitur pigneratitia actio. Et generaliter dicendum erit, quotiens recedere voluit creditor à pignore, videri ei satisfactum : si ut ipse voluit, sibi cavit : licèt in hoc deceptus sit.

(*Leg.* 9, § 3, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

Pour que le débiteur puisse avoir action pour se faire rendre son gage, il faut que la dette soit payée en entier, ou que le créancier soit satisfait à cet égard. Le créancier est censé satisfait, quand il a reçu une chose dont il est content, quoiqu'il n'ait pas été payé; par exemple, s'il a demandé de nouveaux gages pour libérer les premiers; s'il a pris un répondant, ou qu'un autre se soit obligé envers lui pour la même dette; s'il a reçu un prix ou qu'il ait libéré les gages par une simple convention; tous ces cas donnent lieu à l'action du gage. En un mot, toutes les fois que le créancier a voulu remettre l'obligation du gage, il est censé satisfait, quand on lui a donné les autres sûretés qu'il a demandées, quoiqu'il ait été trompé à cet égard.

Qui ante solutionem egit — Celui qui forme sa demande

pigneratitiâ, licèt non rectè egit; tamen si offerat in judicio pecuniam, debet rem pigneratam, et quod suâ interest, consequi.
(*Leg. eâd.*, § 5.)

en restitution de gage, avant d'avoir payé, fait une procédure irrégulière : cependant, si, dans la même instance, il fait offre de payer, on doit lui rendre son gage et les intérêts qu'il peut avoir en conséquence de cette obligation.

ARTICLE 2083.

Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier qui a reçu sa portion de la dette ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

Si pluribus res simul pignori detur, æqualis omnium causa est.
(*Leg.* 20, § 1, *ff. de Pign. actione.*)

Si un débiteur engage le même effet à plusieurs créanciers en même temps, ils y ont tous un droit égal.

CHAPITRE II.

De l'Antichrèse.

ARTICLE 2085.

L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Le créancier n'acquiert, par ce contrat, que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Si nuda proprietas pignori

Si on donne en gage la nue

data sit, ususfructus qui posteà adcrevit, pignoris erit. Eadem causa est alluvionis.

(*Leg.* 18, § 1, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

propriété d'une chose, l'usufruit qui y sera retourné sera lui-même engagé. Il doit en être de même de ce qui aura été ajouté à un fonds donné en gage par les accroissemens insensibles des terres (par l'alluvion).

Si fundus pignoratus venierit, manere causam pignoris : quia cum suâ causâ fundus transeat, sicut in partu ancillæ, qui post venditionem natus sit.

(*Leg. eâd.*, § 2.)

Si on vend le fonds qu'on a engagé, il reste toujours frappé du gage, parce qu'il passe à l'acheteur avec sa cause, comme il arrive à l'égard de l'enfant dont une esclave vendue est enceinte, et dont elle accouche après la vente.

ARTICLE 2086.

Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

Creditor cùm pignus reddit, de dolo debet debitori repromittere : et si prædium fuit pigneratum, et de jure ejus repromittendum est : ne fortè servitutes, cessante uti creditore, amissæ sint.

(*Leg.* 15, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

Lorsque le créancier rend le gage, il doit donner caution au débiteur de l'indemniser de tout ce qu'il pourrait souffrir à l'occasion de sa mauvaise foi. Si c'est un fonds qui a été donné en gage, il doit aussi, en le rendant, garantir qu'il en a conservé les droits, de peur que son non usage n'ait éteint quelque servitude qui lui était due.

ARTICLE 2087.

Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

NOTA. Voyez la loi 9, § 3, appliquée à l'article 2082 *suprà*.

Si pecuniam debitor solverit, potest pigneratitiâ actione uti ad recuperandam αντιχρησιν, nam cùm pignus sit, hoc verbo poterit uti.

(*Leg.* 33, *ff. eod. tit.*)

Si le débiteur a payé, il pourra intenter l'action du gage contre son créancier, à l'effet de se faire rendre l'antichrèse, le gage dont il lui avait donné la possession et l'usage. Car comme c'est un véritable gage, il n'aura pas besoin d'une action différente de celle-ci.

ARTICLE 2088.

Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble, par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle : en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

Creditor prædia sibi obligata ex causâ pignoris, locare rectè poterit.

(*Leg.* 23, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.*)

Le créancier peut donner à location les immeubles qui lui ont été remis à titre de gage (ou d'antichrèse).

Voyez le § 1 de la loi 35, *ff. de Pigneratitiâ actione*, que nous avons appliqué à l'art. 2079.

ARTICLE 2090.

Les dispositions des articles 2077 et 2083 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

Nota. Voyez les applications sur ces mêmes articles, et ajoutez :

Si creditori plures hæredes exstiterint, et uni ex his pars ejus solvatur, non debent cæteri hæredes creditoris injuriâ adfici : sed possunt totum fundum vendere oblato debitori eo quod cohæredi eorum solvit. Quæ sententia non est sine ratione.

(*Leg.* 11, § 4, *ff. de Pigneratitiâ actione.*)

Si le créancier qui avait reçu un fonds en gage laisse plusieurs héritiers, à l'un desquels le débiteur aura payé sa part, les autres héritiers ne doivent en souffrir aucun préjudice ; et ils pourront aliéner le fonds en entier, en offrant au débiteur de le rembourser de ce qu'il a payé à un des héritiers. Ce sentiment est bien fondé.

ARTICLE 2091.

Tout ce qui est statué au présent chapitre ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds des priviléges ou hypothèques légalement établis et conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

Si rem alienam bonâ fide emeris, et mihi pignori dederis, ac precario rogaveris, deindè me dominus hæredem instituerit, desinit pignus esse: et sola precarii rogatio supererit : id circò usucapio tua interpellabitur.

(*Leg.* 29, *ff. eod. tit.*)

Si, après avoir acheté de bonne foi la chose d'autrui, vous me la donnez en gage, en en gardant la possession à titre de précaire, et qu'ensuite le propriétaire de la chose m'institue son héritier, il n'y a plus de gage ; il ne reste que la cause de précaire en vertu de laquelle vous possédez : par conséquent la prescription que vous aviez commencée est interrompue.

Cum debitore qui alienam rem pignori dedit, potest creditor contrariâ pigneratitiâ agere, etsi solvendo debitor sit.

(*Leg.* 32, *ff. eod. tit.*)

Si le débiteur a donné en gage une chose appartenant à autrui, le créancier a contre lui l'action contraire du gage, quoique d'ailleurs il soit solvable.

TITRE XVIII.

Des Priviléges et Hypothèques.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 2092.

Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présens et à venir.

ARTICLE 2093.

Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entr'eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Nota. Voyez la loi 6, *Cod. de Bonis auctoritate judicis possidendis seu venundandis...*

ARTICLE 2094.

Les causes légitimes de préférence sont les priviléges et hypothèques.

CHAPITRE II.

Des Priviléges.

ARTICLE 2095.

Le privilége est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers même hypothécaires.

Privilegia non ex tempore æstimantur, sed ex causâ : et si ejusdem tituli fuerunt, concurrunt, licèt diversitates temporis in his fuerint.

(*Leg.* 32, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis vel venundandis.*)

Les priviléges des créanciers ne s'estiment pas par le temps, mais par le titre de la créance ; et si plusieurs créanciers ont le même titre, ils concourent, quoique leurs créances aient une date différente.

ARTICLE 2096.

Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des priviléges.

Qui generaliter bona debitoris pignori accepit, eo potior est, cui posteà prædium ex his bonis pignori datur : quamvìs ex cæteris pecuniam suam redigere possit. Quòd si ea conventio prioris fuit, ut ità demùm cætera bona pignori haberentur, si pecunia de his quæ generaliter accepit, servari non potuisset : deficiente secundâ conventione, secundus creditor in pignore posteà dato non tam prior quàm solus invenietur.

(*Leg.* 2, *ff. Qui potiores in pignore vel hypothecâ habeantur....*)

Celui qui a une hypothèque générale sur tous les biens de son débiteur, doit être préféré au créancier à qui un fonds faisant partie des biens du débiteur aura été depuis engagé spécialement ; quand même il resterait assez de biens pour payer le premier créancier. Cependant, si la convention faite avec celui-ci porte qu'il ne pourra exercer son droit sur une certaine espèce de biens, qu'autant que celui qu'il a sur les autres ne suffirait pas pour son paiement entier, cette condition venant à manquer, le second créancier

se trouverait, à l'égard de ces biens réservés qui lui auraient été engagés depuis, plutôt seul et unique créancier, que créancier ayant la préférence sur les autres.

ARTICLE 2097.

Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang sont payés par concurrence.

Nota. Si ejusdem tituli fuerint, concurrunt, licèt diversitates temporis in his fuerint, vient-on de lire sur l'art. 2095.

ARTICLE 2098.

Le privilége, à raison des droits du trésor public, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent.

Le trésor public ne peut cependant obtenir de privilége au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

In summam sciendum est, omnium fiscalium pœnarum petitionem creditoribus postponi.

(*Leg.* 17, *ff. de Jure fisci.*)

En somme, il faut savoir que l'on ne peut exiger aucune peine au profit du fisc qu'après le paiement à des créanciers.

Quòd placuit, fisco non esse pœnam petendam, nisi creditores suum recuperaverint : eò pertinet, ut privilegium in pœnâ contra creditores non exerceatur, non ut jus commune privatorum fiscus amittat.

(*Leg.* 37, *ff. eod. tit.*)

Quant à ce qu'il est reçu que le fisc ne doit pas exiger les amendes que si les créanciers sont payés, cela signifie seulement que le privilége pour l'amende ne vaut point contre les créanciers; mais non que le fisc perdra le droit commun des particuliers.

Si qui mihi obligaverat quæ habet habiturusque esset cum fisco contraxerit, scien-

Si celui qui m'avait obligé ses biens présens et à venir contracte ensuite avec le fisc,

dum est in re posteà adquisitâ fiscum potiorem esse debere, Papinianum respondisse : quod et constitutum est : prævenit enim causam pignoris fiscus.

(*Leg.* 28, *ff. eod. tit.*)

il faut savoir que, dans les choses qu'il a acquises depuis, le fisc a la préférence ; suivant ce qu'a répondu Papinien, et ce que les constitutions ont décidé : car le droit du fisc a prévenu la cause du gage.

ARTICLE 2100.

Les priviléges sont généraux ou particuliers sur certains meubles.

ARTICLE 2101.

Les créances privilégiées sur la généralité des meubles, sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant : — 1° les frais de justice ; — 2° les frais funéraires ; — 3° les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus ; — 4° les salaires des gens de service, pour l'année échue, et ce qui est dû sur l'année courante ; — 5° les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille ; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que les boulangers, bouchers et autres ; et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

Impensa funeris semper ex hæreditate deducitur : quæ etiam omne creditum solet præcedere, cùm bona solvendo non sint.

(*Leg.* 45, *ff. de Religiosis et sumptibus funerum.*)

On commence toujours par prélever sur une succession, les frais des funérailles ; et ces dépenses sont privilégiées sur toutes les autres dettes quand la succession n'est pas solvable.

Funeris sumptus accipitur, quidquid corporis causâ veluti unguentorum erogatum est... antequàm sepeliatur.

(*Leg.* 37, *ff. eod. tit.*)

On entend par frais funéraires tout ce qui a été dépensé pour le corps du défunt tel que l'embaumement.... avant qu'il soit inhumé.

ARTICLE 2102.

Les créances privilégiées sur certains meubles sont,

1° Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, etc.;

2° La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

3° Les frais faits pour la conservation de la chose;

4° Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme, etc.

Quia conventiones etiam tacitæ valent, placet in urbanis habitationibus locandis invecta illata pignori esse locatori, etiamsi nihil nominatim convenerit.

(*Leg.* 4, *in principio*, *ff. de Pactis.*)

Comme les conventions tacites sont valables, on a décidé que les effets qui garnissent les maisons louées serviraient de gage au propriétaire, quoiqu'on n'en soit pas convenu expressément.

Interdùm posterior potior est priori : ut putà, si in rem istam conservandam impensum est, quod sequens credidit.

(*Leg.* 5, *ff. Qui potiores in pignore vel hypothecâ.*)

Il arrive quelque fois que le second créancier a la préférence sur le premier; par exemple, si les deniers du second créancier ont servi à conserver la chose sur laquelle l'un et l'autre exercent leur droit.

Item si quis in merces sibi obligatas crediderit, vel ut salvæ fiant, vel ut naulum exsolvatur, potentior erit, licèt posterior sit : nam et ipsum naulum potentius est.

(*Leg.* 6, § 1, *ff. eod. tit.*)

De même, si un créancier à qui son debiteur a engagé des marchandises, prête de l'argent, ou pour les conserver, ou pour payer au patron du navire les frais de transport, il sera préféré aux autres créanciers, même antérieurs : car le paiement des frais de transport a lui-même la préférence sur toutes les autres créances.

Tantumdem dicetur, et si merces horreorum, vel areæ, vel vecturæ jumentorum debetur : nam et hic potentior erit.

(*Leg. eâd.* 6, § 2.)

Il en sera de même à l'égard de celui qui aura payé le loyer d'un magasin où sont renfermées des marchandises engagées, ou le loyer d'un terrain, ou du transport par voitures ou par bêtes de charge : ce créancier aura aussi la préférence sur les autres.

ARTICLE 2103.

Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont,

1° Le vendeur sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix ;

S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite ;

2° Ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée à cet emploi, et par la quittance du vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés ;

3° Les cohéritiers sur les immeubles de la succession pour la garantie des partages faits entr'eux, et des soulte ou retour de lots ;

4° Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer les bâtimens, canaux ou autres ouvrages quelconques, etc. ;

5° Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilége, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers, etc.

Veteres in emptione, ven-

Les actions qui naissent de

ditioneque , appellationibus promiscuè utebantur.

(*Leg.* 19, *ff. de Contr. empt.*)

la vente et de l'achat s'appelaient indifféremment action en conséquence d'une vente, action en conséquence d'un achat.

In personalibus actionibus, qui posteà quidem contraxerunt, verùm ut pecunia eorum ad priores creditores perveniat, in locum eorum succedunt.

(*Leg.* 2, *ff. de Cessione bonorum.*)

Dans les actions personnelles, ceux qui ont contracté postérieurement et donné leur argent pour rembourser les anciens créanciers, sont subrogés en leur place.

Idemque est, si ex nummis pupilli fuerit res comparata. Quare si duorum pupillorum nummis res fuerit comparata, ambo in pignus concurrent pro his portionibus quæ in pretium rei fuerint expensæ.

(*Leg.* 7, *ff. Qui potiores in pignore vel hypothecâ....*)

Il en est de même si la chose transmise au débiteur, et sur laquelle les créanciers exercent leur droit, lui a été achetée des deniers d'un pupille. Ainsi, si deux pupilles ont acheté la chose, ils auront tous deux sur elle un droit de gage, à proportion du prix que chacun aura donné.

ARTICLE 2104.

Les priviléges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles sont ceux énoncés en l'article 2101.

Voyez ledit article, et ensuite les applications sur l'art. 2098.

ARTICLE 2105.

Lorsqu'à défaut de mobilier les privilégiés énoncés en l'article précédent se présentent pour être payés sur le prix d'un immeuble en concurrence avec les créanciers privilégiés sur l'immeuble, les paiemens se font dans l'ordre qui suit :

1° Les frais de justice et autres énoncés en l'art. 2101.

2° Les créances désignées en l'art. 2103.

Voyez la loi 45, *ff. de Religiosis et sumptibus funerum*, appliquée à l'art. 2101, et les lois appliquées à l'art. 2103.

ARTICLE 2108.

Le vendeur privilégié conserve son privilége par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due; à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat, etc.

Etiam superficies in alieno solo posita, pignori dari potest : ità tamen, ut prior causa sit domini soli, si non solvatur ei solarium.

(*Leg.* 15, *ff. Qui potiores in pignore vel hypothecâ...*)

On peut donner en gage un bâtiment ou autre chose qu'on a élevée sur le terrain d'autrui; mais le propriétaire du terrain sera toujours préféré à tous les autres créanciers, relativement au droit de sol qui lui est dû par le propriétaire de la superficie.

Interdùm posterior potior est priori : ut putà, si in rem istam conservandam impensum est quod sequens credidit : veluti si navis fuit obligata, et armandam eam rem, vel reficiendam ego credidero.

(*Leg.* 5, *ff. eod. tit.*)

Il arrive quelquefois que le second créancier a la préférence sur le premier; par exemple, si les deniers du second créancier ont servi à conserver la chose sur laquelle l'un et l'autre exercent leur droit : comme si un vaisseau avait été hypothéqué à quelqu'un, et que j'eusse prêté de l'argent pour l'équiper ou radouber.

ARTICLE 2109.

Le cohéritier ou copartageant conserve son privilége sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité, pour les

soulte et retour de lots, ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence, dans soixante jours, à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation, etc.

Post divisionem regionibus factam inter fratres convenit, ut si frater agri portionem pro indiviso pignori datam à creditore suo non liberâsset, ex divisione quæsitæ partis partem dimidiam alter distraheret. Pignus intelligi contractum existimavi : sed priorem secundo non esse potiorem, quoniàm secundum pignus ad eam partem directum videbatur, quam ultra partem suam frater non consentiente socio non potuit obligare.

(*Leg.* 3, § 2, *ff. Qui potiores in pignore vel hypothecâ.*)

Deux frères ont partagé entre eux, par cantons séparés, une terre dans laquelle ils avaient auparavant chacun une moitié par indivis. Après quoi ils sont convenus ensemble que, si l'un d'eux, qui avait engagé à un créancier sa moitié par indivis, ne libérait pas du gage la moitié échue à l'autre, celui-ci pourrait vendre la moitié de la portion de son frère. Cette convention fait présumer un contrat de gage au profit du frère dont la moitié était libre; mais, dans ce cas, le premier créancier n'a point la préférence sur le second; parce que le second gage, fait au profit du frère, paraît affecter, dans la moitié échue à son frère, la portion que celui-ci n'a pu valablement obliger à son créancier sans le consentement de son associé.

ARTICLE 2110.

Les architectes, entrepreneurs, maçons, et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtimens, canaux ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription faite, 1° du procès-verbal qui constate l'état des lieux,

2° du procès-verbal de réception, leur privilége à la date de l'inscription du premier procès verbal.

Divus Marcus ità edixit: Creditor qui ob restitutionem ædificiorum crediderit, in pecuniâ quæ credita erit, privilegium exigendi habebit. Quod ad eum quoque pertinet, qui redemptori domino mandante pecuniam subministravit.

(*Leg.* 24, § 1, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis vel venundandis.*)

Il y a un édit de l'empereur Marc, conçu en ces termes : « Un créancier qui aura prêté ses deniers pour les réparations d'un édifice sera préféré aux autres créanciers pour la somme qu'il aura prêtée. » Cette disposition doit s'étendre à celui qui par le mandat du propriétaire a fourni de l'argent au maçon.

ARTICLE 2112.

Les cessionnaires de ces diverses créances privilégiées exercent tous les mêmes droits que les cédans en leur lieu et place.

Eorum ratio prior est creditorum, quorum pecunia ad creditores privilegiarios pervenit. Pervenisse autem quemadmodùm accipimus ? Utrùm si statìm profecta est, ab inferioribus ad privilegiarios ? An verò et si per debitoris personam, hoc est, si antè ei numerata sit, et sic debitoris facta, creditori privilegiario numerata est? Quod quidem potest benignè dici : si modò non post aliquod intervallum id factum sit.

(*Leg. eâd.* 24, § 3.)

La préférence est accordée aux créanciers qui ont prêté de l'argent pour satisfaire des créanciers privilégiés. Mais comment l'argent est-il réputé prêté à cet effet ? Est-ce quand il passe tout de suite des mains du prêteur dans celles du créancier privilégié, ou dans le cas où cet argent aurait passé d'abord dans les mains du débiteur, et aurait été par lui payé au créancier privilégié? On peut, en s'écartant de la rigueur du droit, comprendre aussi ce second cas, pourvu qu'il n'y ait pas eu un grand intervalle entre le prêt fait au débiteur et le paiement fait au créancier privilégié.

Emptori nominis etiam pignoris persecutio præstari debet : ejus quoque quod posteà venditor accepit. Nam beneficium venditoris prodest emptori.

(*Leg.* 6, *ff. de Hæreditate vel actione venditâ.*)

Le droit de gage du vendeur appartient à l'acheteur de la créance : car tout l'avantage du vendeur doit servir à l'acheteur.

CHAPITRE III.

Des Hypothèques.

ARTICLE 2114.

L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

Inter pignus autem et hypothecam tantùm nominis sonus differt.

Il n'y a entre le gage et l'hypothèque qu'une différence de mots.

Dare autem quis hypothecam potest, sive pro suâ obligatione, sive pro alienâ.

(*Leg.* 5, § 1, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.*)

On peut hypothéquer une chose, tant pour assurer l'obligation qu'on a contractée soi-même, que pour assurer celle qui a été contractée par un autre.

Nota. La seconde partie de notre article 2114 n'est pour ainsi dire que la traduction de cette maxime si connue : Hypotheca est tota in toto, et tota in quâlibet parte rei. — L'hypothèque est tout entière dans la totalité, et tout entière dans chaque partie de la chose. — Voyez, pour le droit de suite, le § 7, *de Actionibus, Institut.*

ARTICLE 2115.

L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

ARTICLE 2116.

Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle.

ARTICLE 2117.

L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugemens ou actes judiciaires.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions et de la forme extérieure des actes et des contrats.

Contrahitur hypotheca per pactum conventum, cùm quis paciscitur, ut res ejus propter aliquam obligationem sint hypothecæ nomine obligatæ. Nec ad rem pertinet quibus fit verbis : sicuti est et in his obligationibus quæ consensu contrahuntur. Et ideò et sine scripturâ si convenit ut hypotheca sit, et probari poterit, res obligata erit, de quâ conveniunt. Fiunt enim de his scripturæ, ut quod actum est, per eas faciliùs probari poterit : et sine his autem valet quod actum est, si habeat probationem, sicut et nuptiæ sunt, licèt testationes in scriptis habitæ non sunt.

(*Leg. 4, ff. de Pignoribus et hypothecis...*)

L'hypothèque se contracte par une simple convention, par laquelle quelqu'un convient que sa chose sera hypothéquée pour la sûreté d'une obligation qu'il a contractée. Peu importe dans quels termes cette convention soit rédigée, comme on l'observe dans les obligations qui n'exigent pour leur perfection que le consentement des parties. Ainsi, s'il y a convention d'hypothèque, la chose dont on sera convenu sera obligée, quand même la convention n'aurait pas été rédigée par écrit, pourvu qu'on puisse en fournir la preuve. En effet, on ne rédige ces conventions par écrit que pour en acquérir plus aisément la preuve; car la con-

vention des parties n'en serait pas moins valable, si on pouvait la prouver d'une autre manière : de même qu'un mariage est valable, quand même les témoins qui ont été présens ne donnent point leurs certificats par écrit, c'est-à-dire leurs signatures à l'acte.

Res hypothecæ dari posse sciendum est pro quâcumque obligatione : sive pecunia mutua datur, sive dos, sive emptio vel venditio contrahatur, vel etiam locatio et conductio, vel mandatum ; et sive pura est obligatio, vel in diem, vel sub conditione ; et sive in præsenti contractu, sive etiam præcedat. Sed et futuræ obligationis nomine dari possunt. Sed et non solvendæ omnis pecuniæ causâ, verùm etiam de parte ejus : et vel pro civili obligatione, vel honorariâ, vel tantùm naturali. Sed et in conditionali obligatione non aliàs obligantur nisi conditio exstiterit.
(*Leg.* 5, *ff. eod. tit.*)

On doit savoir qu'on peut hypothéquer une chose pour toutes sortes d'obligations, soit qu'il s'agisse d'un prêt d'argent, d'une dot, d'une vente, d'un loyer, d'un mandat ; soit que l'obligation soit pure, sous condition ou à terme ; soit que la dette se contracte lors du gage, ou qu'elle ait été contractée avant. On peut même donner un gage pour la sûreté d'une obligation qu'on doit contracter par la suite ; on peut encore hypothéquer une chose, non-seulement pour toute la somme qu'on doit, mais même pour une partie. L'hypothèque a lieu encore tant dans les obligations civiles, que dans les obligations prétoriennes ou purement naturelles. Mais l'hypothèque contractée pour une obligation conditionelle, n'a lieu que par l'événement de la condition.

ARTICLE 2118.

Sont seuls susceptibles d'hypothèques,

1°. Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires réputés immeubles ;

2°. L'usufruit des mêmes biens et accessoires, pendant le temps de sa durée.

Obligatione generali rerum quas quis habuit, habiturusve sit, ea non continebuntur, quæ verisimile est quemquam specialiterobligaturum non fuisse, ut putà suppellex.

(*Leg.* 6, *ff. eod. tit.*)

Dans l'obligation générale de tous les biens présens et à venir, on ne comprend pas les choses qu'il est vraisemblable que le débiteur n'a pas voulu obliger spécialement; par exemple, les meubles.

Quod emptionem venditionemque recipit, etiam pignorationem recipere potest.

(*Leg.* 9, § 1, *ff. eod. tit.*)

Tout ce qui peut faire l'objet d'une vente, peut aussi faire l'objet d'une hypothèque.

Ususfructus an possit pignori hypothecæve dari quæsitum est, sive dominus proprietatis convenerit, sive ille qui solum usumfructum habet? Et scribit Papinianus, libro undecimo responsorum, tuendum creditorem.

(*Leg.* 11, § 2, *ff. eod. tit.*)

On a demandé si on pouvait hypothéquer l'usufruit d'une chose, soit qu'on en fût propriétaire, soit qu'on n'en fût qu'usufruitier? Papinien écrit, au livre onze des réponses, que le préteur doit en ce cas défendre le créancier.

Fructus rei est vel pignori dare licere.

(*Leg.* 72, *ff. de Diversis regulis juris.*)

Il est permis à un créancier de mettre en gage ses fruits et revenus.

ARTICLE 2119.

Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

Vel quæ in usum quotidianum habentur, Serviana non competit.

(*Leg.* 7, *ff. de Pignoribus et Hypothecis...*)

Le créancier ne pourra point non plus exercer l'action hypothécaire, relativement aux choses qui sont d'un usage journalier pour le débiteur.

Eam rem quam quis emere non potest, quia commercium ejus non est, jure pignoris

Suivant un rescrit de l'empereur Antonin, adressé à Claude-Saturnin, on ne doit

accipere non potest, ut divus Pius Claudio Saturnino rescripsit.

(*Leg.* 2, *ff. Quæ res pignori vel hypothecæ datæ.*)

pas recevoir valablement en gage une chose qu'on ne pourrait acheter, par la raison que le commerce de cette chose serait défendu.

ARTICLE 2121.

Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée sont,

Ceux des femmes mariées, sur les biens de leurs maris;

Ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leurs tuteurs;

Ceux de l'état, des communes et des établissemens publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

NOTA. Voyez pour la 1re partie la loi *unic.*, § 1, *Cod. de Rei uxoriæ actione...*, et pour la seconde, la loi 20, *Cod. de Administratione tutorum...*

Si sponsa dedit dotem et nuptiis renuntiatum est : tametsi ipsa dotem condicit, tamen æquum est hanc ad privilegium admitti, licèt nullum matrimonium contractum est. Idem puto dicendum, etiam si minor duodecim annis in domum quasi uxor deducta sit, licèt nondùm uxor sit.

(*Leg.* 17, § 1, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis vel venundandis.*)

Une fiancée a donné une dot, le mariage ne s'est pas fait : quoiqu'elle redemande sa dot par une action personnelle appelée *condiction*, il est cependant juste qu'elle soit préférée aux autres créanciers. Je pense qu'il faudrait décider la même chose dans le cas où une fille aurait été épousée avant l'âge de douze ans, quoique son mariage ne soit pas encore valable avant cet âge.

Si quis, cùm tutor non esset, pro tutore negotia gessit, privilegio locum esse manifestum est. Nec interest, ipse debeat qui gessit, sive hæres

Si quelqu'un a fait la fonction de tuteur sans en avoir la qualité, la créance qu'on aura à cette occasion contre lui sera privilégiée. Il est indiffé-

ejus, cæterique successores. Ipse autem pupillus habet privilegium, sed ejus successores non habent.

(*Leg.* 19, § 1, *ff. eod. tit.*)

rent que ce soit celui même qui a fait fonction de tuteur qui soit débiteur, ou ses héritiers ou autres successeurs. Mais il n'y a que le pupille qui puisse faire valoir ce privilége ; ses héritiers n'ont pas la même faculté.

Fiscus semper habet jus pignoris.

(*Leg.* 46, § 3, *ff. de Jure fisci.*)

Le fisc a toujours le droit de gage (ou l'hypothèque).

ARTICLE 2122.

Le créancier qui a une hypothèque légale peut exercer son droit sur tous les immeubles appartenant à son débiteur et sur ceux qui pourront lui appartenir dans la suite, sous es modifications qui seront ci-après exprimées.

Conventio generalis in pignore dando bonorum vel posteà quæsitorum, recepta est.

(*Leg.* 1, *ff. de Pignoribus et Hypothecis....*)

La convention générale par laquelle on hypothèque tous ses biens, même ceux qu'on acquerra par la suite, est valable.

Cependant voyez la loi 6, *ff. eodem titulo*, appliquée à l'article 2118 *suprà*.

ARTICLE 2123.

L'hypothèque judiciaire résulte des jugemens, soit contradictoires, soit par défaut, définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus. Elle résulte aussi des reconnaissances ou vérifications, faites en jugement, des signatures apposées à un acte obligatoire sous seing privé.

Elle peut s'exercer sur les immeubles actuels du débiteur et sur ceux qu'il pourra acquérir, sauf les modifications qui seront ci-après exprimées, etc.

Creditor hypothecam sibi per sententiam adjudicatam, quemadmodùm habiturus sit, quæritur : nam dominium ejus vindicare non potest; sed hypothecariâ agere potest : et si exceptio objicietur à possessore rei judicatæ, replicet, si secundum me judicatum non est.

(*Leg.* 16, § 5, *ff. de Pignoribus et Hypothecis....*)

Quelle action a un créancier pour poursuivre une hypothèque qui lui a été adjugée par une sentence? Il est certain qu'il n'en peut pas réclamer la propriété civilement; mais il doit intenter contre le possesseur l'action hypothécaire, et, si celui-ci lui oppose qu'il devrait agir en vertu de la sentence, le créancier lui répliquera que cette même sentence lui est favorable.

ARTICLE 2125.

Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

Si sub conditione debiti nomine obligata sit hypotheca, dicendum est, ante conditionem non rectè agi; cùm nihil interìm debeatur. Sed si sub conditione debiti conditio venerit, rursùs agere poterit. Sed si præsens sit debitum, hypotheca verò sub conditione et agatur ante conditionem hypothecariam, verum quidem est pecuniam solutam non esse; sed auferri hypothecam iniquum est. Ideòque arbitrio judicis cautiones interponendæ sunt. Si conditio exstiterit, nec pecunia solvatur, restitui hypothecam si in rerum naturâ sit.

(*Leg.* 13, § 5, *ff. de Pign. et Hypoth.*)

Si on hypothèque une chose pour la sûreté du paiement d'une dette conditionnelle, le créancier ne pourra point intenter l'action hypothécaire avant l'événement de la condition; parce que, jusque là, il n'est encore rien dû. Si la condition sous laquelle la dette est contractée arrive, il aura alors cette action. Néanmoins, si la dette était exigible à l'instant, et que l'hypothèque ne fût contractée que sous condition, le créancier venant à intenter l'action hypothécaire contre un détenteur de la chose, il pourra dire véritablement qu'il n'est pas payé, mais il ne serait pas juste qu'il pût enlever la chose au déten-

teur. Ainsi, en ce cas, le juge ordonnera au possesseur de donner caution de rendre la chose au créancier, si elle existe lors de l'événement de la condition, et si alors le créancier n'est pas payé.

ARTICLE 2126.

Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absens, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugemens.

Pupillus sine tutoris auctoritate hypothecam dare non potest.

(*Leg.* 1, *ff. Quæ res pignori vel hypothecæ datæ obligari non possunt.*)

Un pupille ne peut point donner d'hypothèque sur son bien, sans être autorisé de son tuteur.

Sed æquissimum erit, cæteris quoque, quibus curatores quasi debilibus vel prodigis dantur, vel surdo muto, vel fatuo, idem privilegium competere.

Il est aussi très-juste que les autres à qui on donne des curateurs à raison de la faiblesse de l'âge, ou parce qu'ils sont interdits, ou parce qu'ils sont sourds-muets, ou en démence, aient le même privilége.

ARTICLE 2127.

L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en forme authentique devant deux notaires, ou devant un notaire et deux témoins.

Nota. Cet article paraît tiré de la loi dernière, *Cod. Quæ res pignori obligari possunt.* Il consacre d'ailleurs l'ancienne jurisprudence.

ARTICLE 2129.

Il n'y a d'hypothèque valable que celle qui, soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte authentique, etc. — Les biens à venir ne peuvent pas être hypothéqués.

Et ideò inspiciendum, quas res in bonis debitor numeratæ pecuniæ tempore habuerit.
(*Leg. 4, in fine, ff. Quæ res pignori vel hypoth....*)

Conséquemment il faut examiner quelles choses étaient dans les biens (ou dans la propriété) du débiteur, lorsque les deniers ont été fournis par le créancier.

Nota. Cette dernière partie de notre article 2129 est contraire à la loi 1re, *ff. de Pign. et Hyp.*, appliquée *suprà*, article 2122; mais cette même partie est modifiée par l'article qui va suivre.

Il faut observer que c'est ici que le nouveau système des hypothèques commence à se développer; système qui présente peu d'analogie avec les lois du Digeste : ce qui nous privera de faire des applications sur un grand nombre de textes nouveaux.

ARTICLE 2130.

Néanmoins, si les biens présens et libres du débiteur sont insuffisans pour la sûreté de la créance, il peut, en exprimant cette insuffisance, consentir que chacun des biens qu'il acquerra par la suite y demeure affecté à mesure des acquisitions.

In speciem autem alienæ rei collatâ conventione, si non fuerit ei qui pignus dabat debita, posteà debitori dominio quæsito difficiliùs creditori, qui non ignoravit alienum,

Mais si on suppose que quelqu'un a obligé à son créancier la chose d'autrui, qui ne lui était pas due au temps où il a contracté cette obligation, et que le débiteur vienne par

utilis actio dabitur; sed facilior erit possidenti retentio.

(*Leg.* 1, *ff. de Pignoribus et Hypoth.*....)

la suite à acquérir le domaine de cette chose, on se déterminera difficilement à accorder au créancier l'action utile pour demander le gage, s'il a su que la chose qu'on lui engageait n'était pas à son débiteur; mais, s'il est en possession de la chose qui lui a été engagée, il lui sera plus aisé de s'y maintenir.

ARTICLE 2131.

Pareillement, en cas que l'immeuble ou les immeubles présens, assujétis à l'hypothèque, eussent péri ou éprouvé des dégradations de manière qu'ils fussent devenus insuffisans pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre dès à présent son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque.

Nota. Voyez la loi 6, *ff. Qui satisdare cogantur*, appliquée à l'art. 2020, et qui peut s'appliquer ici, parce que *ubi eadem ratio ibi et idem jus.*

Quòd si medio tempore calamitas fidejussoribus insignis, vel magna inopia accidit, causâ cognitâ ex integro satisdandum erit.

(*Leg.* 10, § 1, *ff. Qui satisdare cogantur.*)

Si dans le temps intermédiaire les répondans souffrent des pertes notables, ou tombent dans une grande indigence, il faudra donner une nouvelle caution.

ARTICLE 2133.

L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué.

Grege pignori obligato, quæ posteà nascuntur, tenentur.

Lorsqu'on hypothèque un troupeau, le croît du trou-

Sed et si prioribus capitibus decedentibus totus grex fuerit renovatus, pignori tenebitur. (*Leg.* 13, *in principio*, *ff. de Pign. et Hypoth.*...)

peau est aussi censé engagé. Si même tout le troupeau se trouve renouvelé par le croît, parce que les animaux qui le composaient lors de la convention sont morts, ce nouveau troupeau sera censé hypothéqué.

Si fundus hypothecæ datus sit, deindè alluvione major factus est, totus obligabitur. (*Leg.* 16, *ff. eod. tit.*)

Si on engage un fonds qui s'agrandisse ensuite par l'accroissement insensible des terres, l'augmentation fera partie du gage.

ARTICLE 2135.

L'hypothèque existe indépendamment de toute inscription,

1°. Au profit des mineurs et interdits sur les immeubles appartenant à leur tuteur, à raison de sa gestion, etc;

2°. Au profit des femmes, pour raison de leurs dot et conventions matrimoniales, sur les immeubles de leur mari, et à compter du jour du mariage, etc.

Fuerat anteà et rei uxoriæ actio una ex bonæ fidei judiciis : sed cùm pleniorem esse ex stipulatu actionem invenientes, omne jus, quod res uxoria anteà habebat, cum multis divisionibus in actionem ex stipulatu, quæ de dotibus exigendis proponitur, transtulerimus; meritò rei uxoriæ actione sublatâ : ex stipulatu actio, quæ pro eâ introducta est, naturam bonæ fidei judicii tantùm in exactione dotis meruit, ut bonæ

Il y avait autrefois une action pour la répétition de la dot appelée *rei uxoriæ* (du droit de l'épouse), qui était de bonne foi; mais ayant trouvé que l'action *ex stipulatu* (d'après la stipulation) était plus avantageuse, nous avons attribué tout ce qu'elle avait d'utile, avec plusieurs distinctions, à l'action *ex stipulatu*, laquelle est accordée pour la répétition de la dot. C'est pourquoi, ayant abrogé l'action *rei uxoriæ*, et subrogé

fidei sit : sed et tacitam ei dedimus hypothecam. Præferri autem aliis creditoribus in hypothecis tunc censuimus, cùm ipsa mulier de dote suâ experiatur, cujus solius providentiâ hoc induximus.

(*Institut., lib. IV, tit. VI,* § 29, *de Actionibus.*)

l'action *ex stipulatu* en sa place, elle a mérité d'être mise au nombre des actions de bonne foi, mais dans le cas seulement où il s'agit de la dot. Nous lui avons même donné une hypothèque tacite, et aussi une préférence aux autres créanciers hypothécaires, lorsqu'elle serait intentée par la femme pour la répétition de sa dot, en faveur de qui nous avons fait cette ordonnance.

Nota. Voyez la loi 12, *Cod. Qui potiores*, et la Novelle 91.

ARTICLE 2140.

Lorsque, dans le contrat de mariage, les parties majeures seront convenues qu'il ne sera pris d'inscription que sur un ou certains immeubles du mari, les immeubles qui ne seraient pas indiqués pour l'inscription resteront libres et affranchis de l'hypothèque pour la dot de la femme, et pour ses reprises et conventions matrimoniales. Il ne pourra pas être convenu qu'il ne sera pris aucune inscription.

Par comparaison :

Cùm prædium uxor viro donâsset, idque prædium vir pignori dedisset, post divortium mulier possessionem prædii sui recuperavit, et idem prædium ob debitum viri pignori dedit. In eâ duntaxat pecuniâ rectè pignus à muliere contractum apparuit, quam offerre viro debuit, meliore prædio facto : scilicet, si

Une femme avait fait donation à son mari d'un fonds ; le mari a donné ce fonds en gage à son créancier. Après la dissolution du mariage, la femme a recouvré la possession de son fonds et l'a donné en gage au créancier de son mari. L'obligation du gage contractée par la femme n'est valable que jusqu'à concur-

majores sumptus quàm fructus fuissent, quos vir ex prædio percepit; etenim in eâ quantitate proprium mulier negotium gessisse, non alienum suscepisse videtur.

(*Leg.* 1, § 4, *ff. de Pignoribus et Hypothecis....*)

rence de la somme qu'elle devait à son mari pour avoir amélioré son fonds, en supposant que les améliorations faites par le mari excédassent la valeur des fruits qu'il aurait perçus du fonds : car ce n'est que jusqu'à concurrence de cette somme qu'on peut dire que la femme s'est obligée pour elle-même, et qu'elle ne s'est point chargée de l'obligation d'autrui.

CHAPITRE V.

De la Radiation et Réduction des Inscriptions.

ARTICLE 2157.

Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

Cùm venderet aliquis, promisit emptori fidejussores præstari, et rem venditam liberari : quæ ut liberetur, nunc desiderat emptor. In morâ est is qui eâ stipulatione id futurum promisit. Quæro quid juris sit? Proculus respondit, tanti litem æstimari oportet, quanti actoris interest.

(*Leg.* 113, § 1, *ff. de Verborum obligationibus.*)

Lorsque quelqu'un vendait, il a promis à l'acheteur des cautions, et que la chose vendue serait purgée d'hypothèque : maintenant l'acquéreur désire qu'elle soit purgée. Celui qui a promis par la stipulation que cela serait, est en demeure. Je demande quel est le droit? Proculus a répondu qu'il estimait que le vendeur devait être condamné à tous les dommages-intérêts

ARTICLE 2160.

La radiation doit être ordonnée par les tribunaux,

lorsque l'inscription a été faite sans être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lorsqu'elle l'a été en vertu d'un titre, soit irrégulier, soit éteint ou soldé, ou lorsque les droits de privilége ou d'hypothèque sont effacés par les voies légales.

Si creditor fundum pignoratitium vendiderit, et quantum ei debebatur, receperit : debitor liberabitur. Sed et si acceptum emptori pretium tulisset creditor, vel ab eo stipulatus esset, debitor nihilominùs liberatur.

(*Leg.* 26, *ff. de Solutionibus et Liberationibus.*

Si un créancier a vendu un fonds grevé d'hypothèque et a retiré tout ce qui lui était dû, le débiteur sera libéré. Mais s'il a passé à l'acheteur une acceptilation (1) pour le prix de la vente, ou qu'il ait stipulé de lui ce prix de la vente, le débiteur n'en sera pas moins libéré.

ARTICLE 2161.

Toutes les fois que les inscriptions prises par un créancier qui, d'après la loi, aurait droit d'en prendre sur les biens présens ou sur les biens à venir d'un débiteur, sans limitation convenue, seront portées sur plus de domaines différens qu'il n'est nécessaire à la sûreté des créances, l'action en réduction des inscriptions, ou en radiation d'une partie en ce qui excède la proportion convenable, est ouverte au débiteur, etc.

Au contraire,

Qui pignori plures res accepit, non cogitur unam liberare, nisi accepto universo quantum debetur.

(*Leg.* 19, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.....*)

Le créancier qui a reçu plusieurs choses en gage ne peut être forcé d'en décharger aucune de l'obligation dont elle est affectée, avant d'être entièrement satisfait.

---

(1) Quittance donnée sans recevoir d'argent, déclaration qu'on est satisfait d'une dette et qu'on la remet. *Terme de jurisprudence romaine.*

ARTICLE 2162.

Sont réputées excessives les inscriptions qui frappent sur plusieurs domaines, lorsque la valeur d'un seul ou de quelques-uns d'entr'eux excède de plus d'un tiers en fonds libres le montant des créances en capital et accessoires légaux.

Quidquid pignori commodi, sive incommodi fortuito accessit, id ad debitorem pertinet.

(*Leg.* 21, § 2, *ff. eod. tit.*)

Le débiteur profite de tous les avantages qui augmentent la chose, et souffre toutes les pertes qui la diminuent, et qui arrivent par cas fortuit.

ARTICLE 2163.

Peuvent aussi être réduites comme excessives, les inscriptions prises d'après l'évaluation faite par le créancier des créances qui, en ce qui concerne l'hypothèque a établir pour leur sûreté, n'ont pas été réglées par la convention, et qui, par leur nature, sont conditionnelles, éventuelles ou indéterminées.

Cum colono tibi convenit, ut invecta, importata pignori essent, donec merces tibi soluta, aut satisfactum esset : deindè mercedis nomine fidejussorem à colono accepisti. Satisfactum tibi videri existimo, et ideò illata pignori esse desiisse.

(*Leg.* 14, *ff. Quibus modis pignus vel hypotheca solvitur.*)

Vous êtes convenu avec votre fermier que les effets qu'il apporterait et ferait entrer dans votre fonds vous seraient engagés, jusqu'à ce que vous fussiez payé du loyer, ou satisfait de quelque autre manière. Ensuite vous avez reçu du fermier un répondant pour la sûreté du paiement de vos loyers. Je pense que vous êtes satisfait, et qu'en conséquence les effets portés dans le fonds cessent de vous être engagés.

ARTICLE 2164.

L'excès, dans ce cas, est arbitré par les juges, d'après

les circonstances, les probabilités des chances et les présomptions de fait, de manière à concilier les droits vraisemblables du créancier avec l'intérêt du crédit raisonnable à conserver au débiteur; sans préjudice des nouvelles inscriptions à prendre avec hypothèque du jour de leur date, lorsque l'événement aura porté les créances indéterminées à une somme plus forte.

Si res pignorata non restituatur, lis adversùs possessorem erit æstimanda : sed utiquè aliter adversùs ipsum debitorem, aliter adversùs quemvis possessorem : nam adversùs debitorem non pluris, quàm quanti debet, quia non pluris interest : adversùs cæteros possessores etiam pluris, et quod ampliùs debito consecutus creditor fuerit, restituere debet debitori pignoratitiâ actione.

(*Leg.* 21, § 3, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.*)

Si le possesseur refuse de rendre au créancier la chose engagée, celui-ci affirmera en justice la somme à laquelle devra monter la condamnation; mais cette affirmation sera différente suivant que la contestation sera élevée, ou entre le créancier et le débiteur, ou entre le créancier et un tiers détenteur : car vis-à-vis du débiteur, le créancier ne pourra exiger que la somme due, parce qu'il n'a plus d'intérêt au-delà; mais, vis-à-vis des tiers détenteurs, il pourra porter l'estimation de la chose engagée au-dessus de sa créance, et ce qu'il aura touché de plus, il le remettra au débiteur, qui aura à cet effet contre lui l'action personnelle du gage.

CHAPITRE VI.

De l'Effet des Priviléges et Hypothèques contre les Tiers détenteurs.

ARTICLE 2166.

Les créanciers ayant privilége ou hypothèque inscrite

sur un immeuble le suivent, en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions.

Nota. Ce texte, qui répète en partie l'article 2114, est conforme à la maxime vulgaire, *Hypotheca est tota in toto, et tota in quâlibet parte rei.* — L'hypothèque est entière dans la totalité, et entière dans chaque partie de la chose.

Quasi-serviana autem est, quâ creditores pignora hypothecasve peersquuntur. Inter pignus autem et hypothecam (quantum ad actionem hypothecariam attinet), nihil interest; nam de quâ re inter creditorem et debitorem convenerit ut sit pro debito obligata : utraque hâc appellatione continetur. Sed in aliis differentia est. Nam pignoris appellatione eam propriè rem contineri dicimus ; quæ simul etiam traditur creditori, maximè si nobilis sit. At eam quæ sine traditione nudâ conventione tenetur, propriè hypothecæ appellatione contineri dicimus.

(*Institut., lib. IV, tit. VI,* § 7, *de Actionibus.*)

L'action quasi-servienne est celle par laquelle les créanciers poursuivent leurs gages ou leurs hypothèques. Aussi n'y a-t-il aucune différence entre le gage et l'hypothèque, pour ce qui est de l'action hypothécaire, qui est toujours la même, quelque chose que ce soit qui ait été donnée en gage à un créancier, ou qui par convention lui ait été hypothéquée. Mais le gage et l'hypothèque diffèrent en d'autres choses : nous appelons proprement gage, la chose que le débiteur donne à son créancier pour lui tenir lieu de sûreté, principalement si c'est un meuble. Et nous disons que celle qui est affectée et hypothéquée à un créancier par une simple convention, sans tradition, est simplement ce qu'on doit appeler hypothèque.

ARTICLE 2167.

Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies, pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme dé-

tenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

La raison en est que,

Pignoris persecutio in rem parit actionem creditori. (*Leg.* 17, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.*)

Le droit qu'a le créancier de poursuivre son gage contre tout détenteur, lui donne à cet effet une action hypothécaire.

ARTICLE 2168.

Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou de délaisser l'immeuble hypothéqué, sans aucune réserve.

De même,

Dominus noxali judicio servi sui nomine conventus, servum actori noxæ dedendo liberatur, nec minùs in perpetuum ejus servi dominium à domino transfertur. Sin autem damnum ei cui deditus est (servus), resarcierit quæsita pecunia, auxilio prætoris invito domino manumittetur. (*Institut., lib. IV, tit. VIII,* § 3, *de Noxalibus actionibus.*)

Le maître, poursuivi par l'action noxale pour le délit de son esclave, en l'abandonnant au demandeur, est entièrement libéré, et la propriété de cet esclave en est transférée par le maître en la personne du demandeur. Mais, si l'esclave, moyennant de l'argent, réparait le dommage qu'il aurait fait à celui à qui il aurait été abandonné, il serait, malgré son maître, affranchi par le secours du préteur.

In vendicatione pignoris, quæritur, an rem de quâ actum est, possideat is cum quo actum est. Nam si non possideat, nec dolo fecerit quominùs possideat, absolvi debet. Si verò possideat, et aut pecu-

Dans la poursuite du gage ou de l'hypothèque, on examine si celui contre lequel on agit possède l'immeuble hypothéqué. S'il ne le possède pas, et n'a point usé de dol ou de ruse pour ne point le posséder,

niam solvat, aut rem restituat, æquè absolvendum est.

(*Leg.* 16, § 3, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.*)

il doit être absous. Mais, s'il le possède, et qu'il l'abandonne ou paye son prix, il faut également l'absoudre.

ARTICLE 2170.

Néanmoins, le tiers détenteur, qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'héritage hypothéqué qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothéqués à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre *du Cautionnement*; pendant cette discussion, il est sursis à la vente de l'héritage hypothéqué.

Nota. Ce texte est une conséquence du bénéfice de discussion, introduit par la Novelle 4, chap. II. Voyez cette Novelle et les lois 5 et 19, *Cod. de Fidejussoribus.*

ARTICLE 2171.

L'exception de discussion ne peut être opposée au créancier privilégié ou ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble.

Si et jure judicatum, et pignus in causâ judicati ex auctoritate ejus qui jubere potuit, captum est, privilegiis temporis fore potiorem hæredem ejus, in cujus personâ pignus constitutum est.

(*Leg.* 10, *ff. Qui potiores in pignore vel hypothecâ.*)

Si, en exécution d'une sentence légitimement prononcée, et de l'autorité de celui qui a droit de l'ordonner, on prend un gage ou hypothèque sur les biens du condamné, l'héritier d'un créancier à qui ce même gage aura été constitué auparavant l'emportera sur les autres, par la préférence accordée à l'ancienneté de la créance.

ARTICLE 2175.

Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, donnent lieu contre lui à une actionen indemnité; mais il ne peut répéter ses impenses et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration.

Sicut autem sumptum quem fecit, deducit, ità si facere debuit, nec fecit, culpæ hujus reddat rationem, nisi bonæ fidei possessor est: tunc enim, quia quasì suam rem neglexit, nulli querelæ subjectus est ante petitam hæreditatem : posteà verò, et ipse prædo est. (*Leg.* 31, § 3, *ff. de Hæreditatis petitione.*)

Comme le possesseur déduit les dépenses qu'il a faites pour la succession, de même, s'il a négligé d'en faire de nécessaires, il doit en répondre, à moins qu'il ne soit possesseur de bonne foi; parce qu'avant la demande de l'hérédité, il a négligé une chose qu'il croyait être à lui, ce qui fait que personne n'a droit de se plaindre de cette négligence; mais, après la demande, on sait qu'il devient lui-même possesseur de mauvaise foi.

ARTICLE 2176.

Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser, et, si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite.

Interdùm etiam de fructibus arbitrari debet judex, ut ex quo lis incohata sit, ex eo tempore etiam fructibus condemnet. Quid enim si minoris sit prædium, quàm debetur? Nam de antecedentibus fructi-

Il y a des cas où le juge doit prononcer sur les fruits perçus par le possesseur de la chose engagée, et le condamner à cet égard à la restitution du jour de la contestation en cause. En effet, il peut arriver

bus nihil potest pronuntiare, nisi exstent, et res non sufficit.

(*Leg.* 16, § 4, *ff. de Pignoribus et Hypothecis.*)

que la chose engagée soit d'un prix moins considérable que la somme due au créancier. Mais à l'égard des fruits perçus avant la contestation en cause, le juge ne peut point en prononcer la restitution, au profit du créancier, à moins qu'ils existent encore, mais que la chose ne suffise pas pour remplir le créancier de ce qui lui est dû.

ARTICLE 2177.

Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement, ou après l'adjudication faite sur lui, etc.

Ce texte est puisé dans le § 1, de la loi 30, *ff. de Exceptione rei judicatæ*, trop long pour être rapporté ici; mais en voici la conclusion :

In propositâ autem quæstione magis me illud movet, nunquid pignoris jus extinctum sit dominio adquisito : neque enim potest pignus perseverare domino constituto creditore. Actio tamen pignoratitia competit : verum est enim et pignori datam, et satisfactum non esse. Quare puto non obstare rei judicatæ exceptionem.

(*Dicto* § 1, *in fine, legis* 30, *ff. de Exceptione rei judicatæ.*)

Ce qui me fait trouver plus de difficulté dans la question proposée, c'est qu'on pourrait dire que Mévius a perdu son droit de gage sur le fonds, depuis qu'il en a acquis la propriété par la délivrance qui lui en a été faite par Titius; car le droit de gage ne peut pas subsister dans la personne d'un créancier qui est devenu propriétaire de la chose qui lui était engagée. Cependant je crois que l'action pignératrice appartient toujours à Mévius, parce qu'il est vrai que le fonds a été donné en gage à son aïeul pour sûreté d'une somme qui n'a pas été

payée. Ainsi je ne crois pas qu'on puisse lui opposer la fin de non recevoir tirée du premier jugement.

ARTIGLE 2178.

Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothéqué, ou subi l'expropriation de cet immeuble, a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.

Sive tota res evincatur, sive pars, habet regressum emptor in vinditorem.
(*Leg.* 1, *in principio*, *ff. de Evictionibus.*)

L'acheteur qui a été évincé de la chose en tout ou en partie, a son recours contre son vendeur.

Voyez les art. 1626 et 1627 *suprà*, avec leurs applications.

CHAPITRE VII.

De l'Extinction des Priviléges et Hypothèques

ARTICLE 2180.

Les priviléges et hypothèques s'éteignent,

1° Par l'extinction de l'obligation principale;

2° Par la renonciation du créancier à l'hypothèque;

3° Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis;

4° Par la prescription, etc, etc.

Liberatur pignus, sive solutum est debitum, sive eo nomine satisfactum est.
(*Leg.* 6, *ff. Quibus modis pignus vel hypotheca solvitur.*)

Le gage est libéré, lorsque la dette est payée, ou que le créancier est satisfait de toute autre manière.

Solvitur hypotheca, et si ab eâ discedatur, aut pacisca-tur creditor, ne pecuniam petat : nisi si quis dicat pactum interpositum esse, ut à personâ non petatur.

(*Leg.* 5, *ff. eod. tit.*)

L'hypothèque finit encore lorsque le créancier abandonne son droit, ou lorsqu'il convient avec son débiteur qu'il n'exigera pas sa créance ; à moins que cette convention ne forme qu'une promesse de ne point demander la dette personnellement au débiteur.

Si consensit venditioni creditor, liberatur hypotheca.

(*Leg.* 7, *ff. eod. tit.*, *et Leg.* 158, *ff. de Regulis juris.*)

Lorsque le créancier a consenti à la vente du gage, l'hypothèque finit.

Novata autem debiti obligatio, pignus perimit : nisi convenit, ut pignus repetatur.

(*Leg.* 11, § 1, *ff. de Pignoratitiâ actione.*)

Lorsque l'obligation principale est changée en une autre, (et qu'il y a novation), le gage est éteint ; à moins qu'on ne soit convenu expressément que les mêmes gages suivraient la nouvelle obligation.

Paulus respondit Sempronium antiquiorem creditorem consentientem quùm debitor eamdem rem tertio creditori obligaret, jus suum pignoris remisisse videri, non etiam tertium in locum ejus successisse, et ideò medii creditoris meliorem causam effectam.

(*Leg.* 12, *ff. Quibus modis pignus vel hypotheca solvitur.*)

Paul a répondu que Sempronius, plus ancien créancier, ayant consenti que le debiteur obligeât le même bien à un troisième créancier, paraissait avoir remis son droit de gage ou son hypothèque ; que pour cela ce troisième créancier n'avait pas pris la place de Sempronius, mais que le sort du second créancier en était devenu meilleur.

Nota. Voyez, pour le § 2 de notre article 2180, la loi 2, *Cod. de Remissione pignoris*, et pour le n° 4, les lois 1re, *Cod. Si adversùs creditorem*, et 3, *Cod. de Præscriptione...*

ARTICLE 2182.

La simple transcription des titres translatifs de propriété, etc.

Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue : il les transmet sous l'affectation des mêmes priviléges et hypothèques dont il était chargé.

ARTICLE 2183.

Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI du présent titre, il est tenu, etc., de notifier aux créanciers, aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions, etc.

ARTICLE 2184.

L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

Si voluntate creditoris fundus alienatus est, inverecundè applicari sibi eum creditor desiderat; si tamen effectus sit secutus venditionis.

(*Leg.* 8, § 6, *ff. Quib. mod. pign.*)

Si le fonds engagé a été vendu du consentement du créancier, il ne peut pas honnêtement demander qu'il reste affecté envers lui à l'obligation du gage, pourvu toutefois que la vente ait son effet.

Tutius tamen est, si debitor à creditore petat, ut ei permittat pignus vendere, quò magis satisfaciat, aut cautionem accipere ab eo qui rem emp turus erit, ut pretium rei

Mais le plus sûr pour un créancier à qui le débiteur demande la permission de vendre le gage, afin d'être plus en état de le payer, c'est d'exiger de celui qui se pré-

venditæ usquè ad summam debiti creditori solvatur.

(*Leg.* 8, § 10, *ff. eod. tit.*)

sente pour acquérir la chose, une caution par laquelle il lui promette de lui payer le prix de l'acquisition jusqu'à concurrence de sa créance.

Sed si intra annum, aut biennium consenserit creditor vendere, post hoc tempus vendendo, non aufert pignus creditori.

(*Leg. eâd.*, § 18.)

Mais si le créancier a permis de vendre dans un délai fixé, comme d'un ou de deux ans, la vente faite par le débiteur après ce temps ne peut porter aucun préjudice au droit du créancier.

ARTICLE 2195.

Si, dans le cours des deux mois de l'exposition du contrat, il n'a pas été fait d'inscription du chef des femmes, mineurs ou interdits, sur les immeubles vendus, etc.

Nota. La loi *Pro officio, Cod. de Administratione tutorum...*, accorde au mineur l'hypothèque sur les biens de son tuteur du jour de la tutelle; ce qui est conforme à l'ancien et au nouveau droit français.

ARTICLE 2202.

Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de deux cents à mille francs pour la première contravention, et de destitution pour la seconde; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

Quod placuit, fisco non esse pœnam petendam, nisi creditores suum recuperaverint: eo pertinet, ut privilegium in

Quant à ce qu'il est reçu que le fisc ne doit exiger les amendes que lorsque les créanciers sont payés de ce

pœnâ contra creditores non exerceatur, non ut jus commune privatorum fiscus amittat.

(*Leg.* 37, *ff. de Jure fisci.*)

qui leur est dû, cela signifie seulement que le privilége pour l'amende ne vaut point contre les créanciers; mais non pas que le fisc perdra le droit commun des particuliers.

TITRE XIX.

De l'Expropriation forcée, et des Ordres entre les Créanciers.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Expropriation forcée.

ARTICLE 2204.

Le créancier peut poursuivre l'expropriation, 1° des biens immobiliers et de leurs accessoires réputés immeubles, appartenant en propriété à son débiteur; 2° de l'usufruit appartenant au débiteur sur les biens de même nature.

In venditione itaque pignorum captorum faciendâ, primò quidem res mobiles animales pignori capi jubent, mox distrahi. Quarum pretium si suffecerit, benè est: si non suffecerit, etiam soli pignora capi jubent, et distrahi. Quòd si nulla moventia sint, à pignoribus soli initium faciunt.

(*Leg.* 15, § 2, *ff. de Re judicatâ.*)

Ainsi, lorsqu'il s'agit pour l'exécution d'une sentence de vendre les biens du débiteur, on ordonne d'abord de saisir les choses mobilières, qui ont vie, et de les vendre. Si le prix suffit pour payer, à la bonne heure; mais, s'il ne suffit pas, on ordonne la saisie et la vente des immeubles. S'il n'y a point de mobilier, on ordonne d'abord la saisie des immeubles.

ARTICLE 2205.

Néanmoins, la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer, s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir, conformément à l'article 882, au titre *des Successions*.

Nota. Voyez nos applications audit art. 882 et au 881e. — Cependant il faut dire :

Ea quæ in partes dividi non possunt, solida à singulis hæredibus debentur. (*Leg.* 192, *ff. de Regulis juris.*)	Les héritiers sont tenus solidairement à l'égard des choses qui, par leur nature, ne peuvent se diviser.

Mais en général,

Nemo ideò obligatur, quia recepturus est ab alio quod præstiterit. (*Leg.* 171, *ff. eod. tit.*)	On n'est pas obligé de payer pour un autre ce qu'il doit à son créancier, sous le prétexte qu'on pourra se faire rendre par le débiteur ce que l'on aura payé pour lui.

ARTICLE 2206.

Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

ARTICLE 2207.

La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur, ou avant l'interdiction, si la dette leur est commune, etc.

Nota. Voyez à l'article 2204 la première partie de la loi 15, § 2, *ff. de Re judicatâ.* En voici la suite :

Si moventia non sint, ut soli quoque capiantur : nam à pignoribus soli initium faciendum non est. Quòd si nec quæ soli sunt, sufficiant, vel nulla sint soli pignora, tunc pervenietur etiam ad jura. Exsequuntur itaque rem judicatam præsides isto modo.

(*Leg.* 15, *eod.* § 2, *ff. de Re judicatâ.*)

Nous ordonnons que, s'il n'y a pas de mobilier, on saisisse aussi les fonds. Car il ne faut pas commencer par saisir les fonds. Si les fonds saisis ne suffisent pas pour payer, ou si le débiteur n'a point de fonds, il sera saisi et exécuté dans les créances qu'il peut avoir. Tel est par conséquent l'ordre que doivent suivre les présidens d'une province dans l'exécution d'une sentence.

Si minor viginti quinque annis, qui habet curatores à curatoribus non defendatur, nec alium defensorem inveniat, bonorum venditionem patitur, etsi non latitet.

(*Leg.* 5, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis.*)

Un mineur de vingt-cinq ans qui a des curateurs, mais qui refusent de le défendre, souffrira la vente de ses biens, s'il ne trouve pas d'autre défenseur, quand même il ne se cacherait pas.

ARTICLE 2208.

L'expropriation des immeubles qui font partie de la communauté se poursuit, etc. Celle des immeubles de la femme qui ne sont point entrés en communauté se poursuit contre le mari et la femme, laquelle, au refus du mari de procéder avec elle, ou si le mari est mineur, peut être autorisée en justice, etc.

In venditionem bonorum etiam ususfructus veniat : quia appellatione domini fructuarius quoque continetur.

(*Leg.* 8, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis.*)

Dans la vente des biens d'un débiteur, on comprend l'usufruit dont il jouit ; parce que l'usufruit est regardé comme une partie du domaine.

ARTICLE 2209.

Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués.

De même,

Paulus respondit, generalem quidem conventionem sufficere ad obligationem pignorum : sed ea quæ ex bonis defuncti non fuerunt, sed posteà ab hærede ejus ex aliâ causâ adquisita sunt, vindicari non posse à creditore testatoris.

(*Leg.* 29, *ff. de* **P***ignoribus et* **H***ypothecis.*)

Paul est d'avis que la convention générale qui affecte tous les biens du débiteur suffit pour la validité du gage ; mais le créancier ne pourra point exercer son droit sur des biens qui n'auront jamais appartenu au débiteur, et que son héritier aura acquis à tout autre titre qu'à celui de succession.

ARTICLE 2210.

La vente forcée des biens situés dans différens arrondissemens ne peut être provoquée que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une seule et même exploitation.

Elle est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou, à défaut de chef-lieu, la partie de biens qui présente le plus grand revenu d'après la matrice du rôle.

Venire bona ibi oportet, ubi quisque defendi debet : id est,

(*Leg.* 1, *ff. de* **R***ebus auctoritate judicis possidendis..*)

Les biens d'un débiteur doivent être vendus dans l'endroit où il a dû être défendu contre l'action intentée contre lui : c'est-à-dire,

Ubi domicilium habet :

(*Leg.* 2, *ff. eod. tit.*)

Dans le lieu de son domicile,

Aut ubi quisque contraxerit. Contractum autem non utiquè eo loco intelligitur, quo negotium gestum sit, sed quo solvenda est pecunia.
(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

Ou dans le lieu où il a contracté l'obligation. Ce lieu n'est pas celui de la convention, mais celui où doit se faire le paiement.

ARTICLE 2211.

Si les biens hypothéqués au créancier, et les biens non hypothéqués, ou les biens situés dans divers arrondissemens, font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert; et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu.

Is qui possidere jubetur, eo loco jussus videtur, cujus cura ad jubentem pertinet.
(*Leg.* 12, § 1, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis...*)

Celui qui est envoyé en possession des biens, ne peut saisir que les effets situés dans le lieu où s'étend la juridiction du juge.

ARTICLE 2213.

La vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

Cùm unus ex creditoribus postulat in bona debitoris se mitti : quæritur, utrùm solus is qui petit, possidere potest ? An cùm unus petit, et prætor permisit, omnibus creditoribus aditus sit ? Et commodiùs dicitur, cùm prætor permiserit, non tam personæ solius

On demande si, lorsqu'un créancier présente sa requête pour être admis à saisir les biens de son débiteur, il n'y a que ce créancier qui possède, ou si la permission accordée par le préteur à ce créancier donne entrée aux autres ? Il est plus convenable de décider

petentis, quàm creditoribus et in rem permissum videri. Quod et Labeo putat. Nec videtur libera persona adquirere alii : quia nec sibi quicquam adquirit, cui prætor permittit, sed aliquid ex ordine facit : et ideò cæteris quoque prodest. Planè si is postulaverit, qui creditor non est : minimè dicendum est, vel eum qui creditor est, possidere posse: quia nihil egit talis postulatio. Aliter atque si creditor, cui permissum est possidere, posteà recepit debitum suum : cæteri enim poterunt peragere bonorum venditionem.

(*Leg.* 12, *in principio*, *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis*...)

que, quand le préteur envoie un créancier en possession, il n'a point égard à la seule personne du créancier qui lui a demandé la permission de saisir, mais à tous les créanciers ; en sorte que cette permission est attachée à la chose. C'est aussi le sentiment de Labéon. On ne peut pas dire qu'en ce cas, on acquiert par le ministère d'une personne libre, parce que le créancier qui obtient du préteur la permission de saisir n'acquiert rien, même pour lui, mais il met sa créance en règle : ce qui fait que les autres créanciers en profitent; ce qu'on ne pourrait pas dire si la permission avait été accordée à un créancier supposé. La permission serait sans effet. Le cas serait différent si le créancier qui a obtenu cette permission avait reçu depuis ce qui lui était dû ; car les autres créanciers pourraient toujours poursuivre la vente.

ARTICLE 2214.

Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

Nota. Voyez nos applications sur l'art. 1690, dont le principe se trouve répété ici.

ARTICLE 2215.

La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision, etc.

NOTA. Voyez l'application faite à l'art. 2213.

Creditore in possessionem rerum debitoris misso, curator constitui debet, si quædam actiones perituræ sunt.
(*Leg.* 14, *ff. eod. tit.*)

Lorsque les biens d'un débiteur sont saisis par son créancier, on doit y établir un curateur qui poursuive les actions appartenantes au débiteur, qui pourraient périr par le temps.

ARTICLE 2216.

La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

NOTA. Le titre du Code *de Plus petitione*, n'a pas été reçu en France, mais on y observait, par l'établissement d'un commissaire, le principe que présente le texte qui suit :

In eum quoque, qui neque locavit fructum prædii, neque vendidit, in factum actionem dat prætor : et in hoc condemnatur, quanto minùs propter hoc perceptum est : quia neque vendidit, neque locavit.
(*Leg.* 9, § 6 *ff. de Rebus auctoritate judicis possidendis vel venundandis.*)

Le préteur donne aussi action expositive du fait contre le saisissant qui n'a pas affermé ou vendu les revenus du fonds saisi; et il sera condamné à rendre ce qui aura été perçu de moins; à cause qu'il n'a ni vendu ni affermé.

TITRE XX.

DE LA PRESCRIPTION.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 2219.

LA prescription est un moyen d'acquérir, ou de se li-

bérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

Usucapio est adjectio dominii per continuationem possessionis temporis lege definiti.

(*Leg.* 3, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

L'usucapion (1) est l'adjection du domaine (est l'addition de la propriété) à une possession continuée pendant le temps défini par la loi.

ARTICLE 2220.

On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription : on peut renoncer à la prescription acquise.

Bono publico usucapio introducta est, ne scilicet quarumdam rerum diù et ferè semper incerta dominia essent: cùm sufficeret dominis ad inquirendas res suas statuti temporis spatium.

(*Leg.* 1, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

La prescription a été introduite par une raison de bien public, particulièrement pour que la propriété des choses ne restât pas long-temps, ou même toujours, dans l'incertitude, puisqu'on laisse d'ailleurs aux propriétaires un temps suffisant pour faire la recherche de leurs propriétés.

De là il suit que,

Jus publicum, privatorum pactis mutari non potest.

(*Leg.* 38, *ff. de Pactis.*)

Les particuliers ne peuvent point déroger par leurs conventions au droit public.

ARTICLE 2221.

La renonciation à la prescription est expresse ou tacite; la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

Nota. Minimâ agnitione debiti tollitur præscriptio. La prescription est éteinte par la plus petite reconnaissance de la dette. Telle est la maxime générale.

---

(1) L'usucapion et la prescription sont la même chose.

ARTICLE 2222.

Celui qui ne peut aliéner ne peut renoncer à la prescription acquise.

Alienationis verbum etiam usucapionem continet : vix etenim, ut non videatur alienare, qui patitur usucapi.
(*Leg.* 28, *ff. de Verborum significatione.*)

Le terme d'aliénation comprend aussi l'usucapion : car on conçoit difficilement que celui qui laisse prescrire la chose, ne soit censé l'aliéner.

ARTICLE 2224.

La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour royale, à moins que la partie qui n'aurait pas opposé le moyen de la prescription ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

Nota. Ce moyen n'est pas en effet privilégié, mais il est dans les termes du droit commun, ainsi qu'on le voit par ce qui suit :

Judicati actio perpetua est, et rei persecutionem continet : item hæredi et in hæredem competit.
(*Leg.* 6, § 3, *ff. de Re judicatâ.....*)

L'action en exécution de la chose jugée est perpétuelle et *persécutoire* de la chose ; elle a lieu pour et contre l'héritier.

ARTICLE 2226.

On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

Nota. Voyez les art. 1128 et 1598 *suprà*, mais ajoutons :

Ubi lex inhibet usucapionem, bona fides possidenti nihil prodest.
(*Leg.* 24, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

Lorsque la loi défend la prescription d'une chose, la bonne foi du possesseur ne lui sert de rien, ou est inutilement opposée.

Pignori rem acceptam usu non capimus : quia pro alieno possidemus.

(*Leg.* 13, *ff. eod. tit.*)

On ne peut pas prescrire la chose qu'on a reçue en gage, parce qu'on ne la possède pas comme sienne.

Usucapionem recipiunt maximè res corporales, exceptis rebus sacris, sanctis, publicis populi romani et civitatum, item liberis hominibus.

(*Leg.* 9, *ff. eod. tit.*)

C'est surtout à l'égard des choses corporelles que la prescription a lieu; mais on excepte les choses sacrées, saintes et publiques appartenant au peuple romain ou aux villes, aussi-bien que les personnes libres.

ARTICLE 2227.

L'état, les établissemens publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

Nota. Voyez les art. 541, 542 et 560 *suprà*. Il faut d'ailleurs observer que,

Cùm quis possit alienare, poterit et consentire alienationi. Cui autem donare non conceditur, probandum erit, nec si donationis causâ consenserit, ratam ejus voluntatem habendam.

(*Leg.* 165, *ff. de Regulis juris.*)

Celui qui a le droit d'aliéner a aussi celui de consentir à l'aliénation. Mais, s'il ne peut disposer de ses biens par donation, il ne peut pas non plus consentir à ce qu'elle se fasse par autrui; et l'on n'a aucun égard à sa volonté.

CHAPITRE II.

De la Possession.

ARTICLE 2228.

La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons

par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

Possessio appellata est, ut et Labeo ait, à sedibus, quasi positio : quia naturaliter tenetur ab eo qui ei insistit.

(*Leg.* 1, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

La possession est ainsi appelée, comme le remarque Labéon, du mot *sedes*, comme qui dirait *position*, parce qu'elle est tenue naturellement par celui qui est pour ainsi dire placé dessus.

Per procuratorem, tutorem, curatoremve possessio nobis adquiritur.

(*Leg.* 1, § 20, *ff. eod. tit.*)

La possession peut nous être acquise par nos procureur, tuteur, ou curateur.

Cæterùm et ille per quem volumus possidere, talis esse debet, ut habeat intellectum possidendi.

(*Leg.* 1, § 9, *ff. eod. tit.*)

Au surplus, celui par le ministère duquel nous voulons acquérir la possession, doit être tel qu'il ait eu lui-même l'intention de posséder avec connaissance.

ARTICLE 2229.

Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

Clàm possidere eum dicimus, qui furtivè ingressus est possessionem, ignorante eo quem sibi controversiam facturum suspicabatur, et ne faceret timebat.

(*Leg.* 6, *in principio, ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

Celui-là possède clandestinement qui est entré furtivement en possession à l'insu de celui qu'il soupçonnait devoir lui faire contestation, et dont il craignait par cette raison d'être connu.

Quemadmodùm nulla possessio adquiri nisi animo et corpore potest : ità nulla amit-

Comme on ne peut acquérir la possession que par l'intention et par un fait corporel,

titur, nisi in quâ utrumque in contrarium actum est.

(*Leg.* 8, *ff. eod. tit.*)

de même on ne peut la perdre que par un fait contraire.

Furtivæ quoque res, et quæ vi possessæ sunt, nec si prædicto longo tempore bonâ fide possessæ fuerint, usucapi possunt.

(*Institut., lib. II, tit. VI,* § 2, *de Usucapionibus et longi temporis Præscriptionibus.*)

Pareillement, les choses volées et possédées par violence ne peuvent être prescrites, quoiqu'elles aient été possédées de bonne foi pendant le temps ci-devant marqué.

Nota. Il paraît que ceci ne s'applique qu'aux choses mobilières. Voyez l'application sur l'article qui va suivre.

Au reste notre article 2229 est conforme à la loi 7, *Cod. de Adquirendâ vel amittendâ possessione*, et à la maxime *Quæ nec vi, nec clàm, nec precariò contingit.*

ARTICLE 2230.

On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

Quod autem ad eas res quæ solo continentur, expedit ità procedit, ut si quis loci vacantis possessionem propter absentiam, aut negligentiam domini, aut quia sine successore decesserit sine vi nanciscatur : qui, quamvìs ipse malâ fide possideat quia intelligit se alienum fundum occupâsse, tamen si alii bonâ fide accipienti tradiderit, poterit ei longâ possessione res acquiri : quia neque furtivum,

A l'égard des immeubles, voici le droit qui s'observe. Si un homme prend sans violence possession d'un fonds, à la faveur de l'absence ou de la négligence de celui qui en est propriétaire, ou parce qu'il serait décédé sans héritiers apparens, quoique cet homme soit possesseur de mauvaise foi, en ce qu'il n'ignore pas qu'il s'est emparé du bien d'autrui, néanmoins, s'il le livre à quelqu'un qui le re-

neque vi possessum acceperit. (*Institut., lib. II, tit. VI, § 7, de Usucapionibus et longi temporis Præscriptionibus.*)

çoive de bonne foi, cet acquéreur en pourra devenir propriétaire par une longue possession, parce que ce fonds ne tombe point dans le vice des choses volées, ni dans celui des choses occupées par violence.

Justè possidet, qui auctore prætore possidet. (*Leg.* 11, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

On possède justement quand on possède par autorité de justice.

Generaliter quisquis omninò nostro nomine sit in possessionem, veluti procurator, hospes, amicus, nos possidere videmur. (*Leg.* 9, *ff. eod. tit.*)

En général, nous sommes censés en possession, tant qu'un autre possède en notre nom, comme un procureur, un hôte, un ami.

ARTICLE 2231.

Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

Illud quoquè à veteribus præceptum est, neminem sibi ipsum causam possessionis mutare posse. (*Leg.* 3, § 19, *ff. eod. tit.*)

C'est encore un principe reçu des anciens, que personne ne peut lui-même changer le titre de sa possession.

Genera possessionum tot sunt, quot et causæ adquirendi ejus quod nostrum non sit. (*Leg.* 3, § 21, *ff. eod. tit.*)

Il y a autant de genres de possessions qu'il y a de titres pour acquérir le domaine ou la propriété.

Nota. Au reste, notre article 2231 est basé sur la maxime *Ad primordium tituli totus refertur eventus.* — Tout l'événement se reporte à l'origine du titre.

ARTICLE 2232.

Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

Qui jure familiaritatis amici fundum ingreditur, non videtur possidere : quia non eo animo ingressus est, ut possideat, licèt corpore in fundo sit.

(*Leg.* 41, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

Celui qui, par le droit que donne l'amitié, est entré dans le champ d'un ami, ne paraît pas le posséder, parce qu'il n'y est pas entré pour en prendre possession, quoiqu'il y soit de corps.

Et si alii tradiderim, amitto possessionem. Nam constat possidere nos, donec aut nostrâ voluntate dicesserimus, aut vi dejecti fuerimus.

(*Leg.* 3, § 9, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

Si je livre la chose à un autre, je perds la possession. Car il est certain qu'on ne possède que jusqu'à ce qu'on quitte volontairement, ou qu'on soit dépossédé par force.

Et si nolit in fundum reverti, quòd vim majorem vereatur : amisisse possessionem videbitur. Et ità Neratius quoque scribit.

(*Leg.* 7, *ff. eod. tit.*)

Si celui qui était en possession ne veut pas y rentrer, parce qu'il craint une force majeure, il sera censé avoir perdu sa possession. C'est aussi l'avis de Nératius.

ARTICLE 2233.

Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription. La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

Nota. Voyez le § 2 du tit. VI, *lib. II, Institut.*, appliqué à l'art. 2229 *suprà*.

Quod vi possessum raptumve sit, antequàm in potestate

La loi défend qu'on acquière, par prescription, ce

domini hæredisve ejus pervenit, usucapi lex vetat.

(*Leg.* 6, *ff. Vi bonorum raptorum et de Turbâ.*)

qui a été enlevé par force ou violence, avant que cette chose n'arrivât en la possession du propriétaire ou de son héritier.

Prætor ait : Undè tu illum vi dejecisti, aut familia tua dejecit : de eo, quæque ille tunc ibi habuit, tantummodò intra annum : post annum de eo quod ad eum qui vi dejecit, pervenerit, judicium dabo.

(*Leg.* 1, *ff. de Vi et de Vi armatâ.*)

L'édit du préteur est conçu en ces termes : « Si quelqu'un est dépossédé par violence d'un lieu, ou par un particulier, ou par les esclaves d'un particulier, je donnerai une action seulement dans l'année à raison de ce que celui qui a été dépossédé avait dans cet endroit; et je donnerai une action après l'année, à raison de ce qui sera parvenu dans les mains de celui qui l'aura dépossédé par violence. »

Hoc interdictum non ad omnem vim pertinet, verùm ad eos qui de possessione dejiciuntur.

(*Leg.* 3, *ff. eod. tit.*)

Cet interdit ne s'étend point à toutes sortes de violence, mais seulement à celle qui est employée pour déposséder quelqu'un.

Si fundum alienum bonâ fide possidentem quis sciens esse alienum expulerit, usucapere non potest, quoniàm vi possidet.

(*Leg.* 4, § 25, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

Si quelqu'un expulse un possesseur de bonne foi, d'un fonds, sachant bien qu'il n'est point à ce possesseur, il ne pourra pas le prescrire, parce que sa possession est violente.

ARTICLE 2234.

Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

Cependant,

Si dominus fundi posses-

Si le vrai propriétaire ex-

sorem vi dejecerit : Cassius ait, non videri in potestatem ejus redîsse, quandò interdicto undè vi restiturus sit possessionem.

(*Leg.* 4, § 26, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

pulsait le possesseur par violence, Cassius dit que le fonds ne serait pas censé être revenu sous sa puissance, parce que le possesseur aurait contre lui l'action possessoire *undè vi*, pour le forcer à le remettre en possession.

ARTICLE 2235.

Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, etc.

Planè tribuuntur his qui in locum aliorum succedunt, sive ex contractu, sive voluntate. Hæredibus enim, et his qui successorum loco habentur, datur accessio testatoris.

(*Leg.* 14, § 4, *ff. de Diversis temporalibus Præscriptionibus.....*)

La jonction des possessions se fait en faveur de ceux qui succèdent à un premier possesseur, soit en vertu d'un contrat, soit en vertu des dernières volontés. Car cette jonction a lieu en faveur des héritiers civils ou autres successeurs à titre universel.

Diutina possessio, quæ prodesse cœperat defuncto, et hæredi et bonorum possessori continuatur, licèt ipse sciat, prædium alienum esse. Quòd si ille initium justum non habuit, hæredi et bonorum possessori, licèt ignoranti, possessio non prodest.

(*Institut., lib. II, tit. VI,* § 12, *de Usucapionibus et longi temporis Præscriptionibus.*)

Une longue possession, qui aurait utilement commencé dans la personne d'un défunt, est continuée dans celle de son héritier, ou de celui qui lui en tient lieu par le droit du préteur, quoiqu'ils sachent bien que la chose appartient à autrui. Mais si le défunt a commencé par une possession vicieuse, elle leur sera inutile, quoiqu'ils soient dans la bonne foi.

CHAPITRE III.

Des Causes qui empêchent la Prescription.

ARTICLE 2236.

Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui tiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

Nota. Voyez la loi 9, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione*, appliquée *suprà* à l'art. 2230.

Accessiones in eorum personâ locum habent, qui habent propriam possessionem: cæterùm accessio nemini proficit, nisi ei qui ipse possedit.

(*Leg.* 13, § 12, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

Les temps de possession ne se continuent qu'en faveur de ceux qui ont eux-mêmes une possession qui leur est propre: personne ne peut s'aider de la possession d'un autre, s'il n'a pas été en possession pour lui-même.

Et per colonos, et inquilinos, aut servos nostros possidemus. Et si moriantur, aut furere incipiant, aut alii locent, intelligimur nos retinere possessionem. Nec inter colonum et servum nostrum per quem possessionem retinemus, quicquam interest.

(*Leg.* 25, § 1, *ff. de Acquirendâ vel amittendâ possessione.*)

On possède par la personne de ses fermiers, locataires ou esclaves. S'ils viennent à mourir, à tomber en démence, ou à sous-louer, on continue de garder la possession. Il n'y a point à cet égard de différence entre nos esclaves et nos fermiers.

ARTICLE 2237.

Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un

des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

Prætereà ne vitiosæ quidem possessioni ulla potest accedere : sed nec vitiosa ei quæ vitiosa non est.

(*Leg.* 13, § 13, *ff. eod tit.*)

De plus, la continuation de temps ne peut avoir lieu en faveur d'une possession vicieuse, ou précédente, ou subséquente.

ARTICLE 2238.

Néanmoins, les personnes énoncées dans les articles 2236 et 2237 peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

Cependant,

Error autem falsæ causæ usucapionem non parit; veluti si quis cùm non emerit, emisse se existimans, possideat : vel cùm ei donatum non fuerit, quasi ex donatione possideat.

(*Institut., lib. II, tit. VI, § 11, de Usucapionibus et longi temporis Præscriptionibus.*)

L'erreur dans la cause de la possession ne peut point produire la prescription ; par exemple, si un homme croit tenir à titre d'achat une chose qu'il n'a pas achetée, ou à titre de donation, une chose qui ne lui a pas été donnée.

ARTICLE 2240.

On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

ARTICLE 2241.

On peut prescrire contre son titre en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

Nota. Voyez les applications sur l'art. 2231.

Nemo potest sibi mutare causam possessionis.

Personne ne peut se changer les causes de sa possession.

Quòd si vulgò respondetur, causam possessionis neminem sibi mutare posse : sic accipiendum est, ut possessio non solùm civilis, sed etiam naturalis intelligatur. Et propterea responsum est, neque colonum, neque eum apud quem res deposita, aut cui commodata est, lucri faciendi causâ pro hærede usucapere posse. (*Leg.* 2, § 1, *ff. Pro hærede vel pro possessore.*)

Quand on dit ordinairement que personne ne peut se changer le titre de sa possession, cela s'entend non-seulement de la possession civile, mais encore de la possession naturelle. C'est ce qui fait qu'on a décidé qu'un fermier, un dépositaire, un emprunteur ne pouvaient pas prescrire à titre d'héritier, et pourleur profit, la chose qui leur a été prêtée, louée ou déposée.

Cependant,

Si colonus mortuo domino emerit fundum ab eo qui existimabat se hæredem ejus, vel bonorum possessorem esse, incipiet pro emptore possidere. (*Leg.* 33, § 1, *in fine, ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

Si un fermier à la mort du propriétaire achète le fonds de celui qu'il croit son héritier civil ou prétorien, il commencera à posséder à titre d'acheteur.

CHAPITRE IV.

Des Causes qui interrompent ou suspendent le Cours de la Prescription.

ARTICLE 2242.

La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

Usurpatio est usucapionis interruptio. Oratores

On entend par usurpation, l'interruption de la prescrip-

autem usurpationem frequentem usum vocant.

(*Leg.* 2, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

tion. Les orateurs se servent du même terme pour signifier un fréquent usage.

ARTICLE 2243.

Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Naturaliter interrumpitur possessio, cùm quis de possessione vi dejicitur, vel alicui res eripitur : quo casu non adversùs eum tantùm qui eripit, interrumpitur possessio, sed adversùs omnes. Nec eo casu quicquam interest, is qui usurpaverit, dominus sit, nec ne. Ac ne illud quidem interest, pro suo quisque possideat, an ex lucrativâ causâ.

(*Leg.* 5, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

La possession est interrompue naturellement, quand quelqu'un est dépossédé par violence, ou que la chose lui est volée ; auquel cas, la possession lui est interrompue, non-seulement à l'égard de celui qui a volé, mais encore à l'égard de tous ceux qui tiennent leurs droits de lui. Et même, dans ce cas, on n'examine pas si celui qui est cause de l'interruption de la possession est véritable propriétaire ou non. On n'examine pas non plus si le possesseur se croyait véritablement propriétaire, ou s'il croyait ne gagner que la possession.

ARTICLE 2244.

Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

ARTICLE 2245.

La citation en conciliation devant le bureau de paix interrompt la prescription, du jour de sa date, lorsqu'elle

est suivie d'une assignation en justice donnée dans les délais de droit.

Nota. Le premier de ces textes offrait plusieurs controverses dans l'ancien droit. Voyez *La Peyrere*, *Dunod*, *Le Grand*; mais tous deux nous paraissent être des inductions de la loi 139, *in principio*, *ff. de Regulis juris*, dont voici les termes ;

Omnes actiones, quæ morte aut tempore pereunt, semel inclusæ judicio salvæ permanent.	Toutes les actions qui s'éteignent par la mort, ou un certain espace de temps, subsistent par le moyen de la contestation en cause.

ARTICLE 2248.

La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

Nota. Il y a bien des manières de reconnaître une dette ou un droit quelconque; mais voici une maxime qui peut être regardée comme générale : Quoties actus tacitam aut expressam, vel præsumptam juris alieni, vel debiti confessionem implicat, toties fit interruptio civilis.—Toutes les fois qu'un acte implique l'aveu tacite, ou exprès, ou présumé du droit d'autrui, ou d'une dette, autant de fois il y a interruption civile de prescription. Principe établi par Dunod, *des Prescriptions*, page 58.

ARTICLE 2251.

La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par la loi.

Voyez la loi *Sicut*, *Cod. de Præscriptione triginta vel quadraginta annorum ;* et la loi *ult.*, *Cod. in Quibus causis restitutio in integrum necessaria non est.*

ARTICLE 2252.

La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278 et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

Pupillus, si tutore auctore cæperit possidere, usucapit. Si non tutore auctore possideat, et animum possidendi habeat, dicemus posse eum usucapere.

(*Leg.* 4, § 2, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

Un pupille prescrit quand sa possession a commencé avec l'autorisation de son tuteur. S'il possède sans être autorisé de son tuteur, mais néanmoins avec intention de posséder, on décide qu'il peut prescrire.

Furiosus, quod ante furorem possidere cœpit, usucapit. Sed hæc persona ità demùm usucapere potest, si ex eâ causâ possideat ex quâ usucapio sequitur.

(*Leg. eâd.* 4, § 3.)

Un furieux acquiert par prescription ce qu'il a commencé de posséder avant sa folie; mais il faut pour cela qu'il possède à un titre qui donne lieu à la prescription.

Minor, etiamsi quasi contumax condemnatus sit, in integrum restitutionis auxilium implorabit.

(*Leg.* 8, *ff. de Minoribus viginti quinque annis.*)

Le mineur sera restitué contre un jugement, quand même il aurait été condamné par contumace.

ARTICLE 2256.

La prescription est pareillement suspendue pendant le mariage,

1°. Dans le cas où l'action de la femme ne pourrait être exercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté, etc.

Nota. C'est une conséquence nécessaire de la règle *Contra non valentem agere, non currit præscriptio* — La prescription ne court pas contre celui ou celle qui ne peut agir.

ARTICLE 2257.

La prescription ne court point,

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

Si sub conditione emptio facta sit, pendente conditione emptor usu non capit. Idemque est et si putet conditionem exstitisse, quæ nondùm exstitit. Similis est enim ei qui putat se emisse. Contrà si exstitit, et ignoret, potest dici, secundùm Sabinum, qui potiùs substantiam intuetur, quàm opinionem, usucapere eum. (*Leg.* 2, § 2, *ff. pro Emptore.*)

Dans les ventes conditionnelles, l'acheteur ne prescrit pas, tant que la condition est en suspens. Il en est de même s'il croit que la condition soit arrivée, quoiqu'elle ne le soit pas. On peut le comparer, en ce cas, à celui qui croit avoir acheté, quoiqu'il n'ait pas acheté. Au contraire, si la condition était arrivée à l'insu de l'acheteur, on pourrait dire, suivant Sabin, qui considère plus la nature des choses que l'opinion, que l'acheteur pourrait prescrire.

NOTA. *Vide Legem* 7, § 3, *Cod. de Præscriptione triginta vel quadraginta annorum*, conforme à notre article.

ARTICLE 2258.

La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire à l'égard des créances qu'il a contre la succession, etc.

NOTA. C'est encore une conséquence de la règle *Contra non valentem agere, non currit præscriptio*, mentionnée sur l'art. 2256 *suprà*. D'ailleurs,

Cui damus actiones, eidem et exceptionem competere multò magis quis dixerit.

(*Leg.* 156, § 1, *ff. de Regulis juris.*)

Celui qui a le droit d'intenter une action pour réclamer ce qui lui appartient, peut, à plus forte raison, opposer une exception pour conserver son droit.

ARTICLE 2259.

La prescription court encore pendant les trois mois pour faire inventaire, et les quarante jours pour délibérer.

Cette disposition a été puisée dans la loi 22, § 11, *Cod. de Jure deliberandi.* Voyez-la.

CHAPITRE V.

Du Temps requis pour prescrire.

ARTICLE 2260.

La prescription se compte par jours et non par heures.

ARTICLE 2261.

Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

In usucapionibus non à momento ad momentum, sed totum postremum diem computamus.

(*Leg.* 6, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

En matière de prescription on ne compte pas de moment en moment; mais il faut que le dernier jour de la prescription soit entièrement écoulé.

Tamen in usucapione ità servatur, ut etiam si minimo novissimi diei possessa sit res, nihilominùs repleatur usucapio: nec totus dies exigitur ad explendum constitutum tempus.

(*Leg.* 15, *ff. eod. tit.*)

Cependant, dans la prescription, on observe qu'elle est consommée, pourvu que le possesseur ait possédé un seul instant dans le dernier jour; on n'exige pas que le dernier jour soit passé pour que le temps fixé soit rempli.

ARTICLE 2262.

Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

Hoc loco admonendi sumus, eas quidem actiones, quæ ex lege senatûsve consulto, sive ex sacris constitutionibus proficiscuntur, perpetuò solere antiquitùs competere; donec sacræ constitutiones tam in rem quàm in personam actionibus certos fines dederunt; eas verò quæ ex propriâ prætoris jurisdictione pendent plerumquè intra annum vivere, nam et ipsius prætoris intra annum erat imperium. Aliquandò tamen et in perpetuum extenduntur, id est, usquè ad finem constitutionibus introductum : quales sunt eæ quas bonorum possessori, cæterisque, qui hæredis loco sunt, accommodat. (*Institut., lib. IV, tit. XII, in principio, de Perpetuis et temporalibus actionibus.*)

Nous devons remarquer en ce lieu qu'anciennement les actions qui naissent de la loi, du senatusconsulte et des ordonnances, étaient ordinairement perpétuelles, avant que les empereurs eussent donné par leurs constitutions des bornes aux actions, soit réelles, soit personnelles. Celles qui descendent de la juridiction du préteur, duraient ordinairement un an, car l'autorité de ce magistrat ne durait pas davantage. Elles sont néanmoins quelquefois perpétuelles, c'est-à-dire qu'elles ne finissent que par le temps prescrit par les constitutions, comme celles que le préteur accorde au possesseur des biens, et autres qui tiennent lieu d'héritiers.

Nota. Les lois romaines qui déterminent positivement la prescription de trente et quarante ans, sont la loi *ult. Cod. Finium regundorum*, et la loi *Cùm notissimi juris sit 7, Cod. de Præscrip. triginta vel quadraginta annor.* — Voyez la loi 3 à ce titre du Code.

ARTICLE 2264.

Les règles de la prescription sur d'autres objets que

ceux mentionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres.

Voyez les articles 328, 330, 475, 617, 619, 642, 706 et suivans, 789 et suivans, 809, 878, 957, 1047, et 2180 *suprà*.

ARTICLE 2265.

Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour royale dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé ; et, par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

Voyez la loi 7 *in principio*, *Cod. Quibus non objicitur longi temporis præscriptio.*

ARTICLE 2266.

Si le véritable propriétaire a eu son domicile en différens temps, dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter, à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double de celui qui manque, pour compléter les dix ans de présence.

Et ideò constitutionem super hoc promulgavimus, quâ cautum est, ut res quidem mobiles, per triennium, immobiles verò per longi temporis possessionem, id est, inter præsentes decennio, inter absentes viginti annis usucapiuntur; et his modis non solùm in Italiâ sed etiam in omni terrâ, quæ nostro imperio gubernatur, dominia re-

C'est pourquoi nous avons rendu une ordonnance, par laquelle nous avons ordonné que les choses mobilières seraient prescrites par la possession de trois ans, et les choses immobilières par une longue possession, c'est-à-dire, de dix ans entre présens, et de vingt ans entre absens, ôtant à cet égard toute différence entre les biens situés en Italie,

rum justâ causâ possessionis præcedente, acquirantur.
(*Institut., lib. II, tit. VI, de Usucapionibus et longi temporis præscriptionibus.*)

et ceux situés dans tout autre pays soumis à notre empire.

Pro suo possessio talis est, cùm dominium nobis adquiri putamus, et ex eâ causâ possidemus, ex quâ adquiritur, et prætereà pro suo : ut putà ex causâ emptionis, et pro emptore, et pro suo possideo. Item donata, vel legata, vel pro donato, vel pro legato, etiam pro suo possideo.
(*Leg.* 1, *in principio, ff. pro Suo.*)

On possède à titre de propriétaire, quand on croit avoir acquis la propriété, et qu'on possède en vertu d'un titre de propriété, et qu'en outre on se croit propriétaire. Ainsi quand je possède à titre d'achat, je possède en même temps et comme acheteur et comme propriétaire. Quand j'ai reçu une chose par donation ou par legs, je la possède à titre de donataire ou de légataire, et en outre à titre de propriétaire.

NOTA. Voyez la loi 3, *ff. pro Hærede*, et la Novelle 119, *cap. VIII*, qui est absolument conforme à notre art. 2266.

ARTICLE 2267.

Le titre nul par défaut de forme ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans.

Novissimè sciendum est, rem talem esse debere, ut in se non habeat vitium, ut à bonæ fidei emptore usucapi possit, vel qui ex aliâ justâ causâ possidet.
(*Institut., lib. II, tit. VI,* § 10, *de Usucapionibus et longi temporis præscriptionibus.*)

Enfin il faut savoir qu'une chose doit être sans vice, pour qu'un acheteur de bonne foi, ou celui qui la possède à quelque autre juste titre, la puisse prescrire.

ARTICLE 2268.

La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allégue la mauvaise foi à la prouver.

Aliis quoque modis accidere potest, ut quis sine vitio furti, rem alienam, ad aliquem transferat, et efficiat ut à possessore usucapiatur.

(*Institut., eod. tit. VI*, § 10.)

Il peut arriver, par quelques moyens, que l'on transfère à un autre une chose appartenante à autrui, sans cependant en commettre le vol, et qu'on donne ainsi à l'acquéreur le droit de la pouvoir prescrire.

ARTICLE 2269.

Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

Si defunctus bonâ fide emerit, usucapietur res, quamvis hæres scit alienam esse.

(*Leg.* 2, § 19, *ff. pro Emptore.*)

Si le défunt a acheté de bonne foi, la prescription aura lieu en faveur de l'héritier, quand même il serait de mauvaise foi.

Si aliena res bonâ fide empta sit, quæritur, ut usucapio currat, utrùm emptionis initium, ut bonam fidem habeat, exigimus, an traditionis. Et obtinuit Sabini et Cassii sententia, traditionis initium spectantium.

(*Leg.* 10, *ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

Si la chose d'autrui a été achetée de bonne foi, on demande, pour que la prescription coure, si l'on exige la bonne foi au commencement de l'achat ou au commencement de la tradition. L'avis de Sabin et de Cassius, qui ne l'exigent qu'au moment de la tradition, a prévalu.

Voyez la loi 15, § 3, *ff. eodem titulo.*

Nota. Voici une disposition contraire à notre article 2269 : *Longi temporis præscriptio, his qui bonâ fide acceptam possessionem, et continuatam, nec interruptam inquietudine litis tenuerunt, solet patrocinari.* — La prescription de long temps

milite en faveur de ceux qui ont eu une possession acquise de bonne foi, continue et non interrompue par une action judiciaire. (*Leg. unic., Cod. de Usucapione transformandâ et de sublatâ differentiâ rerum mancipi et nec mancipi.*)

ARTICLE 2275.

Néanmoins ceux auxquels ces prescriptions sont opposées (1) peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a réellement été payée.

Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

Qui in alterius locum succedunt, justam habent causam ignorantiæ, an id quod peteretur, deberetur. Fidejussores, quoque non minùs, quàm hæredes, justam ignorantiam possunt allegare. Hæc ità de hærede dicta sunt, si cum eo agetur, non etiam si agat.

(*Leg. 42, ff. de Regulis juris.*)

Ceux qui succèdent à un défunt, à titre d'héritiers, peuvent alléguer en leur faveur l'ignorance où ils sont que ce qu'on leur demande soit véritablement dû par le défunt. Les fidéjusseurs ou cautions peuvent aussi opposer l'exception d'une juste cause d'ignorance. Mais un héritier ne peut profiter de cet avantage qu'en défendant et non pas en demandant.

ARTICLE 2278.

Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section courent contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs.

---

(1) Celles établies par les articles 2271, 2272 et 2273.

Quæ tempore ipso pereunt, hæc pereunt minori; et ità dicimus, annum petendæ bonorum possessionis, ipsi currere.

(*Cujacius ad legem* 30, *ff. de Minoribus viginti quinque annis, lib. III, quæstionum Papiniani.*)

Les choses qui périssent (les prescriptions qui s'acquièrent) par le temps, périssent également pour le mineur. Nous disons conséquemment que l'année pour réclamer la possession des biens court contre lui.

ARTICLE 2279.

En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu, ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

Sed tamen id aliquandò aliter se habet. Nam si hæres rem defuncto commodatam, aut locatam, vel apud eum depositam, existimans hæreditariam esse, bonâ fide accipienti vendiderit, aut donaverit, aut dotis nomine dederit: quin is, qui acceperit, usucapere possit, dubium non est: quippe cùm ea res in furti vitium non ceciderit: quin utiquè hæres, qui bonâ fide tanquàm suam alienaverit, furtum non committit.

(*Institut., lib. II, tit. VI,* § 4, *de Usucapionibus et longi temporis præscriptionibus.*)

Il y a cependant des causes où les choses mobilières peuvent être prescrites; par exemple, si un héritier trouve dans une succession une chose prêtée, louée ou donnée en garde au défunt, et qu'il la vende ou la donne soit par donation pure et simple ou par constitution de dot, croyant qu'elle fait partie des biens de la succession, il n'y a pas de doute que celui qui la reçoit de bonne foi ne puisse la prescrire; car elle ne tombe point dans le cas des choses volées, puisque cet héritier, qui l'a aliénée de bonne foi la croyant à lui, ne l'a nullement volée.

Voyez le paragraphe *Cùm autem antiqui, leg. unic., Cod de Usucapione transformandâ*.....

ARTICLE 2280.

Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire, ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

Item si is, ad quem ancillæ ususfructus pertinet, partum suum esse credens vendiderit, aut donaverit, furtum non committit. Furtum enim sine affectu furandi non committitur.

(*Institut., eod. tit. de Usucap...* § 5.)

Pareillement l'usufruitier d'une femme esclave, qui donnerait ou vendrait l'enfant qui naîtrait d'elle, croyant qu'il lui appartient, ne commettrait pas un vol, parce que le vol ne se commet point sans dessein de dérober.

D'ailleurs,

Nunquàm in usucapionibus juris error possessori prodest.

(*Leg.* 31, *in principio, ff. de Usurpationibus et Usucapionibus.*)

L'erreur de droit ne sert jamais au possesseur, en matière de prescription.

NOTA. Voyez la loi 4, *ff. de Juris et facti ignorantiâ.*

FIN.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS.

TABLE GÉNÉRALE

DES MATIÈRES

DU DIGESTE ET DES INSTITUTES,

APPLIQUÉES AU CODE CIVIL.

A.

Pages.

ABSENS. (Défaut de législation sur les) TOME I. . . 46 47
— (Devoirs de celui qui gère les biens des) . . 47 48
— Ceux qui sont au service de l'Etat. 49
ACCESSOIRES de la vente. — II. 159
— *Voyez* VENTE.
ACQUÉREUR. Quand courent ses risques. — II. . . . 164
— En quel cas il a une indemnité. 171 172
— *Voyez* VENTE.
— Ses obligations. . . . . 179 à 182
ACTES de l'état civil. *Voyez* ETAT, CHANGEMENT D'ÉTAT,
ENFANS, TÉMOINS, MÈRE, PREUVE.
— énonciatifs de naissance. Quand il y en a plusieurs, lequel doit être suivi? — I. 23 40
— de naissances. Registres. Désignation. 26
— Mode de les suppléer. 101
ACTIONS redhibitoires. *Voyez* REDHIBITION.
ADOPTION. Ses Effets. Exception. Adrogation. — I. 108 à 118
— Par lettres du prince. . . . . 114 à 116
— Par un père de famille. 117
— Ses formalités. . . . . 118 à 120
— Motifs pour adopter. . . . . 121 à 122
AGE pour contracter mariage. — I. 53 54

Pages.

AGNATS. Ce que c'est. — I. 316
ALIÉNATION de la chose léguée. Emporte-t-elle révocation du legs? — I. 439
— *Voyez* VENTE.
ALIÉNER. Celui qui a ce droit peut y consentir. — II. 423
ALIMENS. — I. . . . . 80 à 84
ALTÉRATION. On ne peut altérer la forme des contrats. — II. 118
ALLUVION. Ce que c'est. — I. 208
— Ce qu'elle confère. 213 216
AMBIGUITÉ. S'explique par l'intention. — II. 23 25
— En quel cas s'explique en faveur du demandeur?. 291
ANTICHRÈSE. Ce que c'est. — II. 375 376
— Ses effets, sa fin. — II. . . . . 376 à 378
— Cas particulier de son aliénation. . . . 378
— Peut-elle être d'un fonds appartenant à autrui? 379
ARBRES. Leur plantation. — I. 272
ARCHITECTE. Changemens. Responsabilité. — II. . 244 à 246
— (Actions contre l'), ou ouvriers. . . . 247
ARRHES. — II. 146
ASSOCIÉS. Leurs gains, Réglemens. — II. 256 264
— *Voyez* SOCIÉTÉ.
— Ce qui est dû à l'associé n'entre pas en société. 257 261
— De quoi l'associé est responsable. 262 263
— Ses dépenses. 264
— Il n'a que le droit d'empêchement sur la chose commune. 267
— Ce qu'il peut aliéner dans la société. . . . 268
— On n'est associé que de l'associé qui divise sa part. 269
— Dettes de l'un n'obligent pas les autres. . *Ibid.*
AUTORITÉ de la chose jugée. — II. 96 97

Pages.

AUTORISATION spéciale pour accepter une succession. — I. 89
— Ne peut se donner par un mineur. . . *Ibid.*
AUTRUI. (Personne ne doit s'enrichir aux dépens d') — II. 113
AVEU. Sa force. Ses variations. 98 99
AVOCATS. Prêtent serment avant de plaider. 100

B.

BAIL à loyer. *Voyez* LOUAGE, LOCATAIRE, CHOSE LOUÉE, SOUS-LOCATION, TACITE RECONDUCTION, PRENEUR.
— Cas de sa résolution. — II. 225 228
— à cheptel. . . . . 248 à 252
BAILLEUR. Doit délivrer la chose louée en bon état. — II. 209 210
— Doit-il garantie du fait des tiers? 214
— De même en cas d'éviction. 215
— Ses principales obligations. 215 216
— Qui vend le fond loué doit se concerter avec le preneur. 223 224
BATARDS. Ils succèdent à leur mère. — I. 320
— N'ont point d'agnats. 318
BATIR sur son terrain, avec les matériaux d'autrui, *quid juris?* — I. 211
— Au contraire, avec ses matériaux sur le sol d'autrui? 212
BÉNÉFICE d'inventaire. — I. 322 323 326
— *Voyez* DÉLIBÉRER.
BÊTES farouches. A qui elles appartiennent. — I. . 292
BIENS. Ce que c'est en général. — I. 195
— Ceux qui sont inhérens au fond. 197
— Placés à perpétuelle demeure. 198 199

Pages.

BIENS meubles (ce qu'on entend par). — I. 200 201
— Variations ou exceptions. . . . . 201 à 203
— communs à tous. 205 292
— vacans et sans maîtres. 205
— dévolus au fisc, ne se prescrivent pas. . . . 291
— Comment se vendent ceux du fisc. 341
— Communaux. 207
BONNES Mœurs. (Clauses contraires aux). — I. . . 382
BORNES. A quelles actions elles donnent lieu. — I. . 266

C.

CAS FORTUITS. *Voyez* LOCATAIRE, PRENEUR.
CAUTIONNEMENT. Ses effets. — II. . . . . 340 à 353
CAUTIONS. *Voyez* FIDÉJUSSEURS.
CESSION de biens. Ses effets. . . . . 63 à 65
CHANGEMENT d'état. *Voyez* ÉTAT.
— Sort des créanciers dans ce changement. — I. 14
CHANGEMENT de domicile. — I. 41 42
CHIRURGIENS. Médecins. Ce qui peut leur être légué. — I. 387
CHOIX. Le débiteur a celui de la chose livrable quand le créancier ne se l'est pas réservé. — II. . 35
CHOSES péries et non livrées. — II. 37 79
— Exceptions. 57 113
CHOSES louées. Leurs vices. — II. 211
— Qui appartiennent à différens maîtres. — I. 220 à 228
CLANDESTINITÉ. Empêche la prescription. — II. . . . 424
CLAUSES ambiguës. — II. 154
CLAUSES résolutoires. *Voyez* VENTE SOUS CONDITIONS RÉSOLUTOIRES.
COGNAT Différence avec l'agnat. — I. 316

Pages.

COMMIS marchand. — I. 88
COMPENSATION. Ses applications. Ses effets. — II. . 73 à 78
COMPTES de tutelle. . . . . 177 à 182
CONDAMNÉ à la peine capitale peut tester. — I. . . . 14
CONDITION. L'héritier en est tenu. — I. 404
— Imposée dans l'institution est censée répétée dans le legs. — I. 448 449
CONDITIONS impossibles. Nulles dans les testamens. — I. 382
— Temps passé, présent, protestations. — II. 29 30
CONDITIONS réputées accomplies. — I. 31 32
— Qui dépendent de l'arbitrage d'un tiers. — II. 147
CONFUSION. Comment elle s'opère. Ses effets. — II. 78 79
CONSENTEMENT requis pour le mariage. — I. 31 55
— Il est l'essence du mariage, et non la cohabitation. . . . . *Ibid.*
— Celui donné par l'aïeul. 55 56
— Quand peut-il être forcé? 57
— Son défaut emporte nullité. 68
— Exception. Erreur. — I. 69 70
CONSTITUTION de dot non prouvée. — I. 100
— *Voyez* DOT.
CONTRAINTE par corps. — II. 365 367
CONTRATS imaginaires. — II. 4
CONTUMACE. Délai pour la purger. — I. 19 20
— Recherches. Prescription. 20 21
CONTUMAX. Est annoté. Ses biens sequestrés. — I. 18 19
CONVENTION. Ce que c'est. — II. 2 14
— Comment elle se forme. 3 4
— Nulle par erreur ou violence. 4 5
— *Voyez* VIOLENCE.
— Contraire aux lois, aux mœurs. 16
— A double sens. 23

Pages.

CONVENTION. Aucune n'a d'effet contre les tiers. —II. 23 25 89
— Ne peut obliger une partie sans l'autre. 194
CRÉANCE. Diffère du prêt en nature. — II. 287
CRÉANCIER. Peut faire annuler ce qui est fait en fraude de ses droits. — I. 253 346
— De même. — II. 26 27
— Quand il doit rapporter. — I. 340
CURATEURS. En quel cas et comment ils se donnent. — I. 182 183
— Donnés aux insensés, furieux, etc.—I. 188 à 192

D.

DÉBITEUR. Les omissions sont interprêtées en sa faveur. — II. 92
— Délai à lui accorder. — II. 56
— Qui hypothèque deux fois le même bien. 365
— Devenu légataire, contribue à la quarte Falcidie. — I 435
DEGRÉS de parenté. Comment se comptent. — I. . 308 à 310
DÉLIBÉRER. Délai accordé à l'héritier pour délibérer. — I. . . . . 334 à 337
— Effets de ce délai. 336
— Peut-on avoir des délais après avoir renoncé ? 337
— *quid juris* après un délai fixé déjà expiré ? 341
DÉNOMBREMENT. *Voyez* ACTES DE NAISSANCE.
DÉPENSES accordées à la femme. — I. 366 367
DÉPOSITAIRE. Ses obligations. — II. . . . . 301 à 304
— Doit rendre identiquement la chose reçue. 303
— Ne répond pas de la perte naturelle. . 304
— Mais il répond de sa mauvaise foi. . . 306 307
— Qui fait cession de biens 311

Pages.

DÉPOSITAIRE qui réclame des dépenses nécessaires. — II 312

DÉPÔT. Ce que c'est. Ses diverses causes et les actions qui en dérivent. — II. . . . . 297 à 300

— De la chose volée, *quid juris?* 307

— A qui le dépôt doit se rendre après la mort du déposant. 308

— Fait par des subordonnés 309

— En quel lieu se rend le dépôt? 310

— Pour durer jusqu'à la mort. 310 311

— En cas d'incendie, de nécessité. 313 314

DÉSAVEU. *Voyez* ENFANT.

DETTES. Comment se payent ou se poursuivent? — I. 368

— Un seul héritier peut-il être tenu de payer toutes celles du défunt? 369

— (Contribution aux). 427 428

DISPENSES de la tutelle. *Voyez* TUTELLE.

DISPENSES d'empêchement de mariage et de publications. — I. 64 66

DISTINCTION des biens d'une succession — I. 371 372

— Quand elle peut être demandée. . . . . *Ibid.*

— Prescription. Variation à cet égard. . 372 à 374

DIVISION des personnes. — I. 6

— Leurs droits. Liberté, Servitude. 6 7

DIVORCE. Ses formalités. Ses effets. . . . . 91 à 95

— Cesse après la réunion des époux. 94 95

DOL. Ce que c'est. — II. 8

DOMICILE. *Voyez* CHANGEMENT DE DOMICILE.

— Marital. — I. 65

— Du mineur. 43

— Du fonctionnaire public. 42

DON. En quel cas est réduit. — I. 366

DONNER. Sans pouvoir transférer est inutile. — I. . 50

DONATAIRES. Indignité. — I. 404 405

DONATION. De deux sortes. Effets. — I. . . . . 377 à 379

Pages.

DONATION Sous condition impossible, est nulle. — I. 401
— De choses indéterminées. . . . . *Ibid.*
— De l'usufruit à l'un, de la propriété à l'autre. 402
— Avant les noces et à cause de noces. . . 454
— Nulle dans le cas de certaines interpositions. 455 461
— Nulle si le mariage n'a lieu. 456
— Autre nullité en cas d'affections déshonnêtes. — II. 92
— Faite par la femme, ne donne la propriété qu'à la mort du mari. — I. . . 457
— Celles qui sont réduites comme excessives. . . . . *Ibid.*
— Nulles entre époux pendant le mariage. 458
— Nulles par personnes interposées. . . . 461 462

DOT. (*Voyez* CONSTITUTION DE DOT.) — I. 79
— Rendue au père, en quel cas? 313
— Autrement rendue. — II. . . . . 134 à 136
— Rapport ou non rapport. — I. 357 359 362
— Son legs en faveur de la femme est valable. . 459
— Les conventions qui la concernent se font entre tous ceux qui y ont intérêt. — II. 120
— Ces conventions peuvent se faire avant ou après le mariage. . . . . *Ibid.*
— Dans le doute, on décide en sa faveur. 121
— Sa définition. 123
— Ne profite pas au mariage nul. — II. 124
— Ne peut être diminuée après le mariage. . . . *Ibid.*
— Mais peut être augmentée. 124 128
— N'est pas exigible à défaut du mariage. . . . 125
— Promesse de la fournir. 125 126
— Ses intérêts et fruits. 126 127 139
— Reste entre les mains de celui qui supporte les charges du mariage. 127

Pages.

DOT estimée, censée vendue. — II. 127 128
— Diminue par les dépenses. 129
DROIT de retour. — I. 403
— De famille. On n'y peut renoncer. — II. . . 119
— Du pécule. Ce que c'est. — I. 130

E.

ECHANGE. Ses différences avec la vente. — II. . . . 202
— Ses effets. Comment il s'opère? . . . . 203 à 204
EGOUT. *Voyez* GOUTTIÈRES.
ELECTION de domicile. — I. 46
EMANCIPATION. Comment elle se fait. — I. . . . . 180 à 182
— Ses effets. . . . . 184 à 186
— Quels droits de succéder peut-elle donner ? 312
EMPÊCHEMENS dirimans. — I. 72
— Autres, de différentes sortes. 29, 30, 59, à 64, 66
EMPRUNTEUR. Rend la chose prêtée en bon état. — II. 280
— Il ne peut l'employer qu'à l'usage convenu. 281
— Il ne répond ni de la vétusté de la chose prêtée, ni de sa destruction par force majeure. . . . . 281 à 285
— Il en répond au contraire, quand le prêt est gratuit. 286
— Action contraire du prêt. 283
— Quand ils sont plusieurs, de quoi ils répondent. 283 284
ENFANS légitimes. — I. 95
— Ceux qui peuvent être désavoués. . . . . 97 à 99
— *Voyez* SUPPOSITION DE PART.
ENFANS dont les père et mère sont absens. — I. . . . 52 53

Pages.

ENFANS naturels, n'ont point de famille. — I. . . . 107
— Suivent la condition de leur mère. . . . . *Ibid.*
— Autres conditions. 8
ENFANT (l') ne naît pas pour lui seul. — I. 22
ENTREPRENEUR. *Voyez* ARCHITECTE.
ENVOYÉS dans les provinces. — I. 66
ERREUR n'est pas consentement. Exception. — I. . 69 72
ESTIMATION d'ustensiles. *Voyez* USTENSILES.
ETAT. (Grand changement d'). — I. 13
— (Moyen changement d'). 14
— Ne peut être contesté cinq ans après la mort. 102 à 104
ETRANGER. Différentes cautions qu'il fournissait. — I. 9 10
— Variation, droit des Novelles. 11
EVICTION. *Voyez* GARANTIE.
— En cas d'éviction, que doit rendre le vendeur ? — II. 169
— Quand elle a lieu par le fait de l'acheteur. 173
— Par cas fortuits. 177 178
EXCEPTION. Le défendeur devient demandeur. — II. 93
EXCUSES de la tutelle. *Voyez* TUTELLE.

F.

FAIT d'autrui. — II. 89
FAUX. Ce que c'est. — I. 24
FEMME qui abandonne son mari. — I. 85
— En quel lieu demande sa dot. 40
— Qui plaide pour autrui. 85
— Ne peut s'obliger, et en quel cas. 86
— Ne peut-être caution. — II. 356
— Peut demander les biens détournés par le mari. — I. 338
— *Voyez* DONATIONS A CAUSE DE NOCES.

Pages.

FEMMES. Ne sont pas admises à la tutelle. — I. . . 130
— Sont envoyées en possession des biens des enfans dont elles sont enceintes. 133
— Peuvent demander la succession prétorienne de leurs maris. 320 322
FERMIER. *Voyez* PRENEUR, LOCATAIRE.
FIANÇAILLES. Leur prolongation. Leurs effets. — I. . 28
— Répudiation. 67
FIDÉICOMMIS. Où se paye. — I. 41 45
FIDÉJUSSEURS. Comment peuvent s'obliger? — II. . 342
— Doivent les accessoires de l'obligation cautionnée. 343 344
— Obligent leurs héritiers. 344
— Leur réception. Solvabilité. 345 346
— Quand ils sont solidairement obligés. 347
— De l'insolvabilité de l'un des fidéjusseurs. 348
— De leur recours. Subrogation. En quel cas? 349 352
— Ils acquièrent toutes les exceptions tirées de la personne du débiteur. . 354 355
— Quand leur obligation se perpétue. . 355 356
FILS ou FILLES. Comment peuvent renoncer à une succession future? — I. 333
— De même à un legs. 334
FIN de non recevoir. *Voyez* AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.
FOLIE. Empêchement au mariage. — I. 29
FONDS. Ce qui le suit. Legs. — I. 430 431
FONDS dotal. — II. 123 124
— Est inaliénable, ou ne l'est pas. 128 129
— Autre cas d'inaliénabilité. 130 131
— Peut s'échanger. En quel cas? 132
FRUITS. Quand sont acquis par le possesseur. — I. 208 209

G.

Pages.

GAGE. Celui qui l'acquitte. Ses droits. — I. . . . 275 355
— Sa remise ne prouve pas le paiement. — II. 71
— Le créancier doit en prendre soin. 369 372
— Mise en possession du. 370
— Donné par un tuteur. . . . . *Ibid.*
— La propriété en reste au débiteur.. 371
— Il peut être aliéné par le créancier. 371 372
— En matière de gage, on répond du dol, etc. . 373
— D'une somme due. 374
— Sa remise, quand peut être exigée. 374 375
— Engagé à plusieurs créanciers. 375
— Valable par une convention extraordinaire. . 417
GARANTIE. Acheteur. — II. . . . . 165 à 167
GOUTTIÈRE. Tuyau. — I. 275

H.

HAIES. Distance pour les planter. — I. 269
HÉRITIERS siens. Nécessaires. Etrangers. — I. . . . 299
— Leur capacité. 300 301
— Cas où ils sont indignes. . . . . 301 à 303
— Les plus proches ne sont pas toujours préférés. 305
— Variations sur cette proximité. 307
— Différens degrés de successibilité. 308
— Par les mâles. 311 313
— Nul n'est héritier malgré soi. 323
— Quand il fait acte d'acceptation. . . . . *Ibid.*
— Accroissement de part. 330 331

Pages.

HÉRITIER présumé avoir commis des soustractions.
— — I. 338
— Le plus fort héritier conserve les papiers. 355
— Passible des détériorations de son fait. . . 365 366
— Un seul peut être chargé des dettes actives et passives. 369
— Doit garantir ses cohéritiers. 374
— Jusqu'à quelle concurrence doit-il payer les legs ? 430
— Donne caution pour payer les legs. . . . 436
— Institué sous condition. 440 441
— Garant des faits de son auteur. — II. . . 121
— Solidaire à l'égard des choses indivisibles. 413
HÔTELIERS. — II. 237 314 315
HYPOTHÈQUE. Ce que c'est. — II. 389
— Comment se contracte. 390 391
— Ce qui peut être assujéti à l'hypothèque. 392
— Générale de biens présens et à venir. . 394
— Effets d'une hypothèque judiciaire. . . 395
— Conditionnelle. 395 396
— Celle sur les biens des Pupilles, Interdits, Sourds-muets. 396
— Conventionnelle et générale. Ce qu'il faut examiner. 397 417
— De la chose d'autrui. 397
— Devenue insuffisante. 398
— Comprend les accroissemens. 398 399
— Convention pour la purger. 401
— Cas de sa libération. 402 403 410 411
— Quand plusieurs gages en tiennent lieu. 402
— Elle laisse au débiteur les profits et les pertes. 403
— Son estimation, en quel cas se fait ? . . 404
— Diffère du gage. 405
— Peut se libérer en abandonnant le gage. 406

Pages.

HYPOTHÈQUE. Préférence due à son ancienneté. — II. 407
— Fruits de l'immeuble hypothéqué. . . 408
— Fonds hypothéqué vendu du consentement du créancier. 412 413

I.

ILES. Ilots. — I. 216 219
IMPENSES. *Voyez* PARTAGE.
INCAPABLES de s'obliger ou stipuler. — II. . . . . 12 à 14
INDEMNITÉ. *Voyez* LOCATAIRE, BAILLEUR.
INDIGNITÉ. — I. . . . . 301 à 303
INHUMATION en lieu profane est punie. — I. 35
— Son empêchement. Comment puni? . . . 37
INSINUATION de donations. — I. 400
INSTITUTION d'héritier. — I. 408 421
INTENTION DES PARTIES. En cas de doute, comment s'explique? — II. 22 24
IMPUTATION. *Voyez* PAIEMENT.
INTERDICTION. *Voyez* CURATEURS AUX SOURDS-MUETS, INSENSÉS, FURIEUX.
INTERDICTION. Empêche de disposer des biens — I. . 192
— Quand elle finit. 193
INTÉRÊTS en matière de loyers. — II. 22
— Stipulés ou non. 294 295
— Autres dus par le mandataire. 331 334
INTERPRÉTATION en faveur du débiteur. — I. 92

J.

JEU ET PARI. Javelot, Course, Lutte. — II. 318 319
JUGES. Limites de leur pouvoir. — I 4

Pages.

JURIDICTION. Toute partie peut s'y soumettre. — I. 40
JUSTICE. Sa définition. — I. 3

L.

LÉGITIME. Retranchement. Quarte Falcidie. — I. 389 394 395
LEGS. De quatre sortes. — I. 422
— Il transfère la propriété. 424
— Son exigibilité diffère de l'acceptation. . . . 423 429
— N'est dû qu'après les dettes payées. 426
— Doit être demandé aux héritiers. 429
— Est unique quand il est d'une universalité de choses. 416
— Exigible du jour de l'acceptation. 429
— D'une chose engagée. 432
— D'un fonds. *Voyez* FONDS.
— De la chose d'autrui était jadis valable. 433
— Dont la chose est ensuite aliénée. 439
— Fait à un mort. 440
— Sous condition. . . . . *Ibid.*
— Dont la chose est périe. 442
— Profite par accroissement. 443
— Peut se transférer d'une personne à une autre. 443 444
— Passe au légataire avec sa cause. 450
— De la chose due est valable. 434
— De choses non existantes dans la succession. . 356
— A des personnes interposées. 388
— D'usufruit. Ce qui doit être fait. 391 392
— Quand ils absorbent la succession, *quid juris?* 396 397
LETTRES. *Voyez* PREUVE.
LETTRES (On peut se marier par). — I. 33
LICITATION. *Voyez* PARTAGE.
— Autre disposition. — II. 195

Pages.

LIEUX SACRÉS ou religieux. — I. 38
LIMITES apportées à l'étendue des legs. — I. 389 390
LOCATAIRE. *Voyez* PRENEUR.
— Obstacles à sa jouissance. — II. 210
— En quel cas il peut demander des indemnités. . . . . 211 212 220 232 et suiv.
— Distinctions pour ces indemnités. . . 213 223 224
— Ne doit rien détériorer. 216
— Est-il garant de l'incendie et comment? . 217 231
— S'il répond pour ses subordonnés? . . 218
— Ne répond pas de la force majeure. . . 226
— Qui abandonne la chose louée avant le temps. 227 229
— Autre cas d'abandon. 209 210
LOI. Sa formation chez les Romains. 1 2
— Sa différence avec le plébiscite. . . . . *Ibid.*
— Sa force et ses effets divers. 2 3
— *Quid juris* quand elle est muette. ? 4
— Comment s'interprète? 4 5
— Peut-on y déroger et comment? 5
LOIS *Ab Anastasio et per diversas.* — I 353
— Falcidia. 389
LOTS. *Voyez* PARTAGE. COMPOSITION DES LOTS. 351
LOUAGE. Comment il se fait. — II. 207 227
— Ne se résout point par la vilité du prix. . . 208
— Se contracte verbalement. 227
— Celui qui le contracte doit empêcher l'usurpation. 231
— D'industrie. Obligations du preneur. . . . 241
— *Voyez* BAIL, BAILLEUR, PRENEUR.
LOUAGE d'habits, de vaisselle, d'argent. — II. . . . 241

M.

Pages.

MAJORITÉ. — I. 187
MANDANT. Ses engagemens. — II. 332 333
— Intérêts des avances qu'il doit payer au mandataire, et à dater de quel jour. . 334
MANDAT. De cinq sortes. — II. . . . . 320 à 322
— Comment on peut y renoncer. 336
— Se fait en faveur du mandant comme des tiers. 322 323
— Comment prend fin. 336
MANDATAIRE. Ses obligations. Actions contre lui. — II. 328 à 331
— Quand ils sont plusieurs, *quid juris ?* — II. 330
— Que doivent les héritiers du mandataire ? 339
— Peut réclamer ses dépenses nécessaires. 333 334
— Quand il est en demeure, doit les intérêts. 334
— Sa révocation. Effets qu'elle produit. . 337
MARI. Succède à la femme et la femme au mari. — I. 51
— Ce qu'il rend en cas de nullité du mariage. . . 70
— Ne peut s'engager à ne pas attaquer sa femme pour cause de mauvaises mœurs. — II . . . 119
— Responsable de sa mauvaise foi en matière de dot. 133
— Autre responsabilité. 136 137
— Ne peut être condamné que suivant ses facultés. 138 140
— Ce qu'il peut retenir sur la dot 139
MARIAGE. Solennités. — I. 27 32
— Sa définition. 32
— Diverses causes d'empêchemens. 29 30
— Consentement qu'il exige. 31

Pages.

MARIAGE. Différentes espèces de mariage. — I. . . . 33
— Nul sans consentement. 54
— Exception. (*Voyez* REFUS DE MARIER LES ENFANS.). 67
— Illicite est sans effet. 58
— Ses empêchemens. . . . . 59 à 63 66 à 68
— Incestueux. 71 114
— Prohibés et punis. 73 77
— Autres espèces regardées valables. 73 74
— Celui qui ne peut être prouvé 76
— Sa dissolution.. . . . . 90 91
— *Voyez* DONATIONS A CAUSE DE NOCES.
MARINIERS. Marins. — II. — Leurs obligations. . . . 237 à 240
— Exception. 314 315
MATIÈRES DIVERSES réunies. *Voyez* CHOSES QUI SONT A PLUSIEURS MAITRES.
MAUVAISE FOI. (Action de la) — II. 106
MER. (Choses jetées à la) — I. 295
MÈRE. Succède à ses enfans naturels. — I. 319
— Déclare la naissance de son enfant. 23
— Est punie quand elle ne demande pas de tuteur pour ses enfans. 134 149
— Jamais conservée dans la tutelle, en cas de secondes noces. 135
— Ne peut donner de tuteur par testament. . . 138
MINEUR. Ses actes ne sont pas toujours nuls. — I. . 129
— Ne peut accepter une succession sans autorisation. 173 176 325
— de même d'une donation 399
— Relevé de son acceptation. 174
— On ne valide pas ses conventions contre le droit commun. 176
MORT civile. Ses effets. — I. 14
— Contumax. Appelans. Accusés. 17
— Exception. 18

Pages.

MUET. *Voyez* INCAPABLES. Peut-il stipuler? — I. . . 399
MURS des villes réputés saints. — I. 206 207
— Mitoyens. Enduits. Réparations. 270 271

N.

NANTISSEMENT. — II. — Gage. 368 374 375
— *Voyez* GAGE.
NOCES. — II. 32
NOVATION. Ce que c'est. — II. 65 66
— Comment elle s'opère; ses effets. 66 69

O.

OBLIGATIONS. Lien de droit. Causes diverses. — II. 1 et 2
— Comment se contractent. 2 3 288
— Nulles quand on stipule pour autrui. . 10 11
— Exception. 11
— Sous condition, avec pénalité. 12 27 47 et suiv.
— Division des obligations. 15
— Nullité n'est pas tolérée. 17
— Naturelles. Leur caractère. 17
— Ce que font acquérir les obligations en général. 18
— Avec clause pénale. Ses effets. . . . 19 47 à 50
— Demeure d'exécuter l'obligation. . . . 20 21
— Casuelle ou fortuite. 28 29
— Sous condition impossible. 29
— Solidaire, comment se forme? . . 38 39 40 46
— Comment s'éteignent? 50
— De faire, comment se remplit. 52
— Qui naissent des choses. 106 107
— Qui perdent de leur valeur. 288

Pages.

OFFRES de paiement. — II. 63
OPPOSITION. *Voyez* FIANÇAILLES.
— (Plusieurs causes d'). — I. 29 30 68
— *Voyez* EMPÊCHEMENS.
OUVERTURE de succession. *Voyez* SUCCESSION.
— de testament. — I. 424 425

P.

PAIEMENT. Ses effets. — II. 51
— Est divisible. 56
— Sa validité . . . . . 52 à 56
— Ce qui doit être donné en paiement. . . . 55
— Ses frais à la charge du débiteur. 59
— Par qui peut-il être fait? 54 55 59 60
— Comment il s'impute. 60
— Fait par erreur. 111 112
— De choses non dues. . . . . *Ibid.*
PAONS et PIGEONS. — I. 219
PARTAGE. D'où il vient? Son but. — I. 343
— Convention de partage, insuffisante. . . . 344
— Formalités particulières au partage. 345 à 347 et suiv.
— Quand il ne peut être révoqué. 349 350
— Ses prélèvemens, impenses. 350 351 364
— Est nul s'il ne règle tous les droits des parties. 353
— Dès qu'il est commencé on ne peut rien aliéner des choses partageables. 377
— Des ascendans 451
— Est regardé comme testament. En quel cas? *Ibid.*
— *Quid juris*, s'il est incomplet? 375 452
— Quand il est fait inégalement.. . . . . 452 453
— *Voyez* SOULTE.

Pages.

PÉCULE. Ce que c'est. Obligations. — I. 308 310
PÉPINIÈRE. Ses fruits sont à l'usufruitier. — I. . . . 234
PÈRE et MÈRE. Leurs devoirs. — I. 78 80
PÈRE. Partage inégal.—I. 315
PÉTITION d'hérédité.—I. 50 51
POSSESSEUR. Retient ses dépenses. Répond de sa négligence. — II. 408
POSSESSION. Ce que c'est, et comment s'acquiert ? — II.. . . . . 424 à 426
— Son titre ne peut se changer. 426 432
— Ses différens genres. . . . . *Ibid.*
— Comment elle se perd. 427
— Donne lieu aux actions possessoires. 428 429
— Sa continuation. 429
— On ne peut s'aider de celle d'un étranger. 430
— Néanmoins on peut l'acquérir par des tiers. . . . . *Ibid.*
— Ses interruptions. 453
POSTHUME. Testament. Rupture. — II. 403 406 407
PRÉCIPUT. — I. 359
PREUVES, écrites ou non. — I. 21
— De l'état de l'homme libre. 75
— Supplétives de la naissance. . , ... 23 24
— Comment chaque chose se prouve. . . . 25
— du paiement. Qui doit les faire ? — II. . . 85
— Littérale. . . . . 86 à 91
— Testimoniale. . . . . 94 à 95
PRÉLÈVEMENT. *Voyez* PARTAGE.
PRENEUR. *Voyez* LOCATAIRE, BAIL, BAILLEUR.
— Ses meubles sont le gage du propriétaire. — II. 224
— Décédé. Son héritier le remplace. 221
— Doit faire tout ce qui est porté dans la convention. 225

Pages.

PRENEUR. Ne répond pas des cas fortuits. — II. . . . 226
PRESCRIPTION. Doit être sans vice. — II. 440
— Cependant elle peut faire acquérir la chose d'autrui. 441
— Doit être commencée de bonne foi. . *Ibid.*
— Quand elle est interrompue. 434
— Pupilles, Furieux, Interdits peuvent prescrire. 435
— Ne court pas contre eux. 435 437
— N'a pas lieu dans les ventes conditionnelles. 436
— Comment elle s'acquiert. 437
— Contre diverses actions. 438
— Entre présens et absens. 439 440
— D'un an, court contre le mineur. . . 443
— En matières de choses mobilières. . . 443
— Usucapion. 421 422
— Quand elle est défendue par la loi. . . 422
— Choses imprescriptibles. 423
PRÊT en lingots, ou autres objets certains. — II. 289 à 292
— Son exigibilité. 290 291
— Susceptible de clauses et conditions. 291
— Avec clause pénale. 293
PRÊT simple. — II. 88 89
— Ce qui en peut faire l'objet. 277
— Actions qui en dérivent. Prêt à usage. 278 279 280
PRÊT. Diffère de la créance. — II. 287
PRÊTEUR. Conserve la propriété de la chose prêtée. — II. 279
— Autres droits du prêteur. 284
— Répond des vices de la chose prêtée. . . . 285
PRIVILÉGE. S'estime par le titre de la créance. — II. 380
— Celui qui porte hypothèque générale. . . *Ibid.*
— Du fisc. 381 413
— Des frais funéraires. 382

Pages.

PRIVILÉGE Des maisons louées. — II. 383
— Autres de différentes sortes. . . . . 383 à 385
— Du propriétaire du sol. 386
— Des copartageans. 387
— De ceux qui prêtent pour payer la chose saisie. 388
— De la femme, pour sa dot. 393 399
PRIVILÉGES. Comment ils s'éteignent. — II. 410 411
PROCÈS. Se suit où il est commencé. — I. 45
PRODIGUE. Ne peut aliéner. — I. 194
PROPRIÉTAIRE. Manière de posséder à ce titre. — II. 440
PROPRIÉTÉ. Comment s'acquiert. — I. 290 291
— Comment se transfère. . . . . *Ibid.*
— Passe à l'acheteur. En quel temps? — II. 159
PUISSANCE paternelle. Sa force, ses effets. — I. . 123 à 126
— Sur les enfans naturels. 105
— Comment on acquiert par cette puissance. 127 128
PUPILLE. Ne peut s'obliger. — I. 87
— Quand il doit être autorisé? 88 89
— Quand il n'en a pas besoin. 166
— (la) Peut-elle épouser son tuteur? 386

Q.

QUARTE falcidie. *Voyez* LÉGITIME. *Loi falcidia. Réserve.*
— En quel temps elle s'exerce. — I. 397
QUASI-CONTRATS. Engagemens sans convention. — II. 107 110
— Comment ils se divisent? Obligations. 114

R.

RAPPORT à successions. — I. 350 351
— Celui qui se fait à la succession prétorienne. 358 362
— N'a pas lieu pour frais d'étude, etc. 359 360

Pages.

RAPPORT. N'a pas lieu pour les choses péries. — I. . 361
— Il a lieu pour l'obligation conditionnelle. . 362
— Comment se fait. . . . . 363 à 365 367
RÉCONCILIATION. Testateur et légataire. — I. 444
RECTIFICATION de mariage. — I. 74
REDHIBITOIRE. (action) — II. . . . . 174 à 177
— Dans quel délai doit être formée ? . . 178
REFUS de marier les enfans. — I. 79
REGISTRES simples. Ne constituent personne débiteur.
— II. 90
— *Voyez* ACTES DE NAISSANCE.
REMISE du titre. — II. . . . . 69 à 71
RENONCIATION à succession. — I. 328 329
— A la succession d'un homme vivant. 333
— Celui qui renonce pour de l'argent. 327
RENVOI devant le juge du domicile. — I. 39
RESCISION. Restitution. — II. 193
— Ses différences. Ses applications. . . . 81 85
RÉSERVE ou légitime. — I. 393 394
RÉSOLUTION. *Voyez* BAIL.
RESPONSABILITÉ. Subordonnés. — II. 115
— Exception. 115 116
— On répond du dommage de ses animaux. 116
— De celui que l'on fait aux bâtimens. . . 117
RESTITUTION. Partage. Rétablissement de droits — I. 376
RÉVOCATION. de donation. Indignité. — I. 404 405

S.

SAISIES et ventes d'immeubles. — II. . . . . 414 à 416
— Ce qui peut être saisi dans chaque juridiction. 418
— Quels créanciers peuvent saisir ? 418 419

Pages.

SAISIES. On nomme des curateurs aux biens saisis. . 420
SÉPULCRE. — I. 35 36
— Il s'acquiert par succession.—I. 36
— *Voyez* INHUMATIONS.
SÉQUESTRE. Ce que c'est. Ses obligations. — II. . 315 316
— Quelle action peut être intentée contre le séquestre. 317
SERMENT. Ses différentes espèces. Ses effets. — II. 99 à 106
— De crédulité ou d'ignorance des héritiers. 442
SERVITUDES. Définitions. Différences. — I. 261
— Droits et actions qui en naissent. . . 262 à 264
— Celles relatives aux puisage et cours d'eau. . . . . 263 à 265
— Celles dites *iter*, *actus*, *via* 267
— Celles dites urbaines. . . . . 268 à 279
— Celles de vues et jours. *Voyez* VUES.
— Peuvent-elles se continuer après interruption ? 271 285
— Différence entre celles de sentier et de passage. 276
— Se constituent par convention. . 277, 280, 281
— Ne s'acquièrent point par l'usage. . . . 281
— Celle du puisage d'eau comprend le sentier nécessaire pour en user. . . . 282
— Passent à l'acquéreur avec le fonds. — I. 285
— On ne peut rien faire pour les aggraver. 284
— Quand elles se confondent et se prescrivent. 286 287
— De leur interruption. 288 289
— Non déclarées ou celées. — II. . . . 172 173
SOCIÉTÉ. *Voyez* ASSOCIÉ.
— De quoi se compose et comment se forme? —II. 252 253

Pages.

Société générale. Ses effets. — II. . . . . 254 à 256
— Ne peut se contracter pour faire donation. . 257
— Particulière. Réglement. Dissolution. Contestation. Héritier. Rapport. . . . . 258 à 265
— A parts inégales. Différentes règles. . . . 266 à 270
— D'une chose seule. . . . . 272 à 273
— Sa fin. 273
— (Renonciation à la). Ses effets. . . . . 274 à 276
— Convention de non partage. 276
Soulte de partage. — I. 352
Sourd-Muet, aveugle. Acceptations de successions. 324
Sous-location, clause contraire. — I. 209
Stipulation. Ses différentes espèces. Ses effets. — II. 33 34
— Entre co-stipulans. 40
— Déterminée et indéterminée. 145 146
Substitutions. Il en est de deux sortes principales. — I. 380
— On peut substituer un héritier à ses enfans. . . . . *Ibid.*
— Différens modes de substitutions, ou variations. . . . . 381 445 à 448
Successions. Diverses espèces. — I. . . . . 303 à 305
— Acceptation. 296 298
— Déférées par la loi des douze tables. . 313 à 317
— Déférées à la mère et comment? . . 314 315
— Dite prétorienne. 316 320
— Bénéficiaire. Ses effets. 322 323
— *Ab intestat.* 323
— Vacante. Droit de celui qui la gère. 342 343
Supposition de part. — I. 99
Survie. (Questions de). — I. 297 298

T.

Tacite réconduction. — II. 219 220 227
Témoins. Ce qu'on examine à leur égard. — II. . . 94

Pages.

TÉMOINS. Qui peut l'être dans un testament—I. 412 413 415
TESTAMENT. (Des anciennes sortes de). — I. 409
— De ses formalités nouvelles. . . . 411 412 414
— Exceptions à ces formalités. Soldats. 416 417 et suiv.
— Doit être fait d'une seule teneur. 408
— Ce qu'on peut léguer. 389 390
— A quel âge peut être fait. 384
— En faveur de qui on peut tester. 385
— Capacité pour recevoir par testament. . *Ibid.*
— Ceux qui n'en peuvent faire. 190 191 383 414 415
— Fait à l'armée, ou dans les camps. . . . 416 417
— Fait chez les ennemis. 418 421
— Sur mer. Equipage. Passager. 419 420
— Est valable jusqu'à révocation ou annulation. 437
— Est nul s'il n'est précédé ou suivi d'institution d'héritier. 421 422
— Son ouverture. 424 425
— Un premier peut valider après un second. 438 439
— Qui contient des choses ambiguës. — II. 25
— (Comme on peut transiger à l'égard d'un) 363
TESTATEUR. Sa volonté doit être observée avant tout. — I. 450
TRANSACTION. Ses effets. Capacité. — II. . . . . 358 à 364
— Trois choses sont nécessaires pour sa validité. 358
— Peut avoir lieu sur des délits. 359
— Est restreinte aux choses y exprimées. 360 364
— Ne peut nuire à des tiers. 361
— Obtenue par ruse ou dol, n'est valable. 362 363
— En matière déjà jugée peut valider. . . 364
TRANSFUGES. — I. 12
TRÉSOR. Ce que c'est. A qui il appartient. — I. . . . 293 294
TUTELLE. Celle déférée aux agnats. — I. 140 141

Pages.

TUTELLE. Au plus proche parent, quand le père est mort *intestat*. — I. 141
— Déférée par le préteur. 142
— Déférée par les officiers municipaux. . . 143
— Qui doit y être appelé de préférence. . . 145
— Causes de dispenses de la tutelle. . . 150 à 161
— Comment on fait valoir ces dispenses. . 153 à 159
— Quand elles sont rejetées, *quid juris?* . 160
— On peut la retirer au tuteur, et en quel cas? 161 à 165
— Quand elle finit. 177

TUTEUR. Nommé sous condition. — I. 131 132
— Honoraire. Quand il doit des intérêts. . . 169 à 171
— Ne peut aliéner les biens des mineurs. . . 172 173
— Au ventre. Comment se donne. 132
— Nommé par testament. 139
— On peut en nommer plusieurs. En quel cas.. 146
— On peut défendre de nommer tel tuteur. . . 146 147
— Quand il est en demeure de gérer. 147
— Donnait jadis des répondans. 144
— Les parens en donnent à leur fils et autres descendans. 136 137
— Il doit plaider et défendre. 39 44
— Peut être révoqué. 131
— N'est le maître du pupille que pour faire son avantage. 449
— Ne peut épouser sa pupille qu'après certain temps. 386
— Peut donner des gages pour son pupille.—II. 370
— *Voyez* VENTE DE MEUBLES.

U.

UNION de choses différentes. — I. . . . . 210 à 212
— de matières appartenant à divers. . . . . 220 à 224

Pages.

USAGE. Ce que c'est. Son commencement. Sa fin. — I. 255 256
— Peut être réglé par le juge. 256
USAGER. Ne peut louer ni céder son droit. — I. . . 257
— Etendue de son droit. . . . . 257 à 259
— Quelles sont ses charges. 260
USTENSILES d'un fonds. Estimation. — II. 251
USUFRUIT. Ce que c'est. — I. 228 229
— Comment se constitue. 230 231
— Quels fruits en dépendent. . . . . 232 à 234
— Légué par jour, par mois, par an. 235
— De quelles choses il peut être légué. . . . 236
— Sur les troupeaux. 248 249
— Ne se change pas par la vente de la propriété. 253
— Il se modifie par quelques circonstances. . 253 254
— Comment il prend fin. 249 251 252
USUFRUITIER. Comment doit jouir. — I. 237 242
— Surtout des arbres et bois. . . 238 239 243
— Il peut céder son droit et le mettre en gage. 50 240
— Jouit des accroissemens. 241
— Doit faire constater l'état des lieux et donner caution. 243 244
— A quelles réparations il est tenu. . . 245
— S'il offre d'abandonner son droit, *quid juris ?* 246 247

V.

VENDEUR. Ses obligations. Délivrance. — II. . . . 157
— De mauvaise foi. 167 168
— Ce qu'il doit en cas d'éviction. 169
— En quel cas il doit indemniser l'acheteur ? 170
— On interprète contre lui l'ambiguité d'une clause. 25

2 vol. 21/3

Pages.

VENTE. Quand elle est parfaite ? — II. . . . . 141 à 144
— N'existe pas sans prix. 146 147
— Sous condition. 145 158
— Qui peut vendre ou acheter ? 149 150
— Quelles choses peuvent se vendre ? . . . . 150 à 153
— Vices cachés de la chose vendue. . . . . 174 à 177
— Livraison de l'objet vendu. . . . . 154 à 156
— D'hérédité. . . . . 198 à 200
— De droits litigieux. 201
— De meubles, tuteur. — I. 168
— Le tuteur doit vendre les meubles du pupille, en quel cas. . . . . *Ibid.*
— Sous condition résolutoire. — II. . . . . 183 à 187
— Cas où il y a plusieurs acheteurs. 188 189
— A vil prix. 190 191
— (Désistement de la). 192
— De créances. . . . . 196 à 198
— Des biens saisis. Où se fait ? 417
VIOLENCE. Ses effets. — II. 6 7
— Empêche la prescription. 425
VOITURIERS par eau. *Voyez* MARINS.
VOL. Il n'existe pas sans dessein de dérober. — II. 444
VOLONTÉ des parties dans les contrats. — II. 22
VUE ou jour. (droit de) Comment se règle, ou se modifie. — I. . . . . 272 à 274

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

NOTA. Par l'ordre et la distribution des matières, il est tout aussi facile de les trouver en cherchant à chaque article du Code civil où elles sont appliquées, qu'en se servant de cette table. Ce double moyen donne toutes les facilités au lecteur, et ne permet pas que rien lui échappe.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES DU DIGESTE ET DES INSTITUTES, APPLIQUÉES AU CODE CIVIL.

A.

Pages.

ABSENS. (Défaut de législation sur les) TOME I

ABSENS. (Devoirs de celui qui gère les biens des).

ABSENS. Ceux qui sont au service de l'Etat

ACCESSOIRES de la vente. TOME II

ACCESSOIRES *Voyez* VENTE.

ACQUÉREUR. Quand courent ses risques. TOME II

ACQUÉREUR. En quel cas il a une indemnité.

ACQUÉREUR. *Voyez* VENTE.

ACQUÉREUR. Ses obligations

ACTES de l'état civil. *Voyez* ETAT, CHANGEMENT D'ÉTAT, ENFANS, TÉMOINS, MÈRE, PREUVE.

ACTES énonciatifs de naissance. Quand il y en a plusieurs, lequel doit être suivi? TOME I

ACTES de naissances. Registres. Désignation

ACTES de naissances. Mode de les suppléer

ACTIONS redhibitoires. *Voyez* REDHIBITION.

ADOPTION. Ses Effets. Exception. Adrogation. I

ADOPTION. Par lettres du prince

ADOPTION. Par un père de famille

ADOPTION. Ses formalités

ADOPTION. Motifs pour adopter

AGE pour contracter mariage. TOME I

AGNATS. Ce que c'est. TOME I

ALIÉNATION de la chose léguée. Emporte-t-elle révocation du legs? TOMEI

ALIÉNATION *Voyez* VENTE.

ALIÉNER. Celui qui a ce droit peut y consentir. TOMEII

ALIMENS. TOME I

ALTÉRATION. On ne peut altérer la forme des contrats. TOME II

ALLUVION. Ce que c'est. TOME I

ALLUVION. Ce qu'elle confère

AMBIGUITÉ. S'explique par l'intention. TOME II

AMBIGUITÉ. En quel cas s'explique en faveur du demandeur?

ANTICHRÈSE. Ce que c'est. TOME II

ANTICHRÈSE. Ses effets, sa fin. TOME II

ANTICHRÈSE. Cas particulier de son aliénation.

ANTICHRÈSE. Peut-elle être d'un fonds appartenant à autrui?

ARBRES. Leur plantation. TOME I

ARCHITECTE. Changemens. Responsabilité. TOME II

ARCHITECTE. (Actions contre l'), ou ouvriers

ARRHES. TOME II

ASSOCIÉS. Leurs gains, Réglemens. TOME II

- Voyez SOCIÉTÉ.

ASSOCIÉS. Ce qui est dû à l'associé n entre pas en société

ASSOCIÉS. De quoi l'associé est responsable

ASSOCIÉS. - Ses dépenses

ASSOCIÉS. - Il n'a que le droit d'empêchement sur la chose commune

ASSOCIÉS. - Ce qu'il peut aliéner dans la société

ASSOCIÉS. - On n'est associé que de l'associé qui divise sa part

ASSOCIÉS. - Dettes de l'un n'obligent pas les autres

AUTORITÉ de la chose jugée.

AUTORISATION spéciale pour accepter une succession. TOME I

AUTORISATION Ne peut se donner par un mineur

AUTRUI. (Personne ne doit s'enrichir aux dépens d') TOME II

AVEU. Sa force. Ses variations

AVOCATS. Prêtent serment avant de plaider

B.

BAIL À loyer. Voyez LOUAGE, LOCATAIRE, CHOSE LOUÉE, SOUS-LOCATION, TACITE RECONDUCTION, PRENEUR.

BAIL À loyer. Cas de sa résolution. II

BAIL à cheptel

BAILLEUR. Doit délivrer la chose louée en bon état. II

BAILLEUR. Doit-il garantie du fait des tiers?

BAILLEUR. De même en cas d'éviction

BAILLEUR. Ses principales obligations

BAILLEUR. Qui vend le fond loué doit se concerter avec le preneur

BATARDS. Ils succèdent à leur mère. TOME I

BATARDS. N'ont point d'agnats

BÂTIR sur son terrain, avec les matériaux d'autrui, *quid juris?* TOME

BÂTIR Au contraire, avec ses matériaux sur le sol d'autrui?

BÉNÉFICE d'inventaire.

BÉNÉFICE Voyez DÉLIBÉRER.

BÊTES farouches. A qui elles appartiennent TOME I

BIENS. Ce que c'est en général. TOME

BIENS. Ceux qui sont inhérens au fond

BIENS. Placés à perpétuelle demeure

BIENS meubles (ce qu'on entend par). TOME I

BIENS Variations ou exceptions

BIENS communs à tous

BIENS vacans et sans maîtres

BIENS dévolus au fisc, ne se prescrivent pas.

BIENS Comment se vendent ceux du fisc

BIENS - Communaux

BONNES Moeurs. (Clauses contraires aux). TOME I

BORNES. A quelles actions elles donnent lieu. TOME I

C.

CAS FORTUITS. Voyez LOCATAIRE, PRENEUR. CAUTIONNEMENT. Ses effets. TOME II

CAUTIONS. *Voyez* FIDÉJUSSEURS.

CESSION de biens. Ses effets

CHANGEMENT d'état. *Voyez* ÉTAT.

CHANGEMENT d'état. Sort des créanciers dans ce changement. TOME I

CHANGEMENT de domicile. TOME I

CHIRURGIENS. Médecins. Ce qui peut leur être légué. TOME I

CHOIX. Le débiteur a celui de la chose livrable quand le créancier ne se l'est pas réservé. TOME II

CHOSES péries et non livrées. TOME II

CHOSES Exceptions

CHOSES louées. Leurs vices. TOME II

CHOSES louées. Qui appartiennent à différens maîtres. TOME I

CLANDESTINITÉ. Empêche la prescription. TOME II

CLAUSES ambiguës. TOME II

CLAUSES résolutoires. *Voyez* VENTE sous CONDITIONS RÉSOLUTOIRES.
COGNAT Différence avec l'agnat. TOME I
COMMIS marchand. TOME I
COMPENSATION. Ses applications. Ses effets. TOME II
COMPTES de tutelle
CONDAMNÉ à la peine capitale peut tester. TOME I
CONDITION. L'héritier en est tenu. TOME I
CONDITION. Imposée dans l'institution est censée répétée dans le legs. TOME I
CONDITIONS impossibles. Nulles dans les testamens. TOME I
CONDITIONS impossibles. Temps passé, présent, protestations. TOME II
CONDITIONS réputées accomplies. TOME I
CONDITIONS réputées accomplies. Qui dépendent de l'arbitrage d'un tiers. TOME II
CONFUSION. Comment elle s'opère. Ses effets. TOME II
CONSENTEMENT requis pour le mariage. TOME I
CONSENTEMENT requis pour le mariage. Il est l'essence du mariage, et non la cohabitation
CONSENTEMENT requis pour le mariage. Celui donné par l'aïeul
CONSENTEMENT requis pour le mariage. Quand peut-il être forcé?
CONSENTEMENT requis pour le mariage. Son défaut emporte nullité
CONSENTEMENT requis pour le mariage. Exception. Erreur. TOME I
CONSTITUTION de dot non prouvée. TOME I
CONSTITUTION *Voyez* DOT.
CONTRAINTE par corps. TOME II
CONTRATS imaginaires. TOME II
CONTUMACE. Délai pour la purger. TOME I
CONTUMACE. Recherches. Prescription I
CONTUMAX. Est annoté. Ses biens sequestrés. I
CONVENTION. Ce que c'est. TOME II
CONVENTION. - Comment elle se forme
CONVENTION. Nulle par erreur ou violence
CONVENTION. - *Voyez* VIOLENCE.
CONVENTION. Contraire aux lois, aux moeurs
CONVENTION. - A double sens
CONVENTION. Aucune n'a d'effet contre les tiers. TOMEII
CONVENTION. Ne peut obliger une partie sans l'autre
CRÉANCE. Diffère du prêt en nature. TOME II
CRÉANCIER. Peut faire annuler ce qui est fait en fraude de ses droits. TOME I
CRÉANCIER. De même. TOME II
CRÉANCIER. Quand il doit rapporter. TOME I
CURATEURS. En quel cas et comment ils se donnent. I
CURATEURS. Donnés aux insensés, furieux, etc. I

D.

DÉBITEUR. Les omissions sont interprêtées en sa faveur. TOME II
DÉBITEUR. Délai à lui accorder. TOME II
DÉBITEUR. Qui hypothèque deux fois le même bien.
DÉBITEUR. Devenu légataire, contribue à la quarte Falcidie. TOME I
DEGRÉS de parenté. Comment se comptent. TOME I
DÉLIBÉRER. Délai accordé à l'héritier pour délibérer. TOME I
DÉLIBÉRER. Effets de ce délai
DÉLIBÉRER. Peut-on avoir des délais après avoir renoncé?
DÉLIBÉRER. *quid juris* après un délai fixé déjà expiré?
DÉNOMBREMENT. *Voyez* ACTES DE NAISSANCE.
DÉPENSES accordées à la femme. TOME I
DÉPOSITAIRE. Ses obligations. TOME II
DÉPOSITAIRE. Doit rendre identiquement la chose reçue
DÉPOSITAIRE. Ne répond pas de la perte naturelle
DÉPOSITAIRE. Mais il répond de sa mauvaise foi
DÉPOSITAIRE. Qui fait cession de biens
DÉPOSITAIRE qui réclame des dépenses nécessaires. TOME II
DÉPÔT. Ce que c'est. Ses diverses causes et les actions qui en dérivent, TOMEII
DÉPÔT. Qui fait cession de biens
DÉPOSITAIRE qui réclame des dépenses nécessaires. TOMEII
DÉPÔT. Ce que c'est. Ses diverses causes et les actions qui en dérivent, TOME II
DÉPÔT. De la chose volée, *quid juris?*
DÉPÔT. A qui le dépôt doit se rendre après la mort du déposant
DÉPÔT. Fait par des subordonnés
DÉPÔT. EN quel lieu se rend le dépôt?
DÉPÔT. Pour durer jusqu'à la mort
DÉPÔT. En cas d'incendie, de nécessité
DÉSAVEU. *Voyez* ENFANT.
DETTES. Comment se payent ou se poursuivent? TOME I
DETTES. Un seul héritier peut-il être tenu de payer toutes celles du défunt?
DETTES. (Contribution aux)
DISPENSES de la tutelle. *Voyez* TUTELLE.
DISPENSES d'empêchement de mariage et de publications. TOME I
DISTINCTION des biens d'une succession TOME I
DISTINCTION Quand elle peut être demandée TOME I
DISTINCTION Prescription. Variation à cet égard.
DIVISION des personnes. TOME I
DIVISION des personnes. Leurs droits. Liberté, Servitude
DIVORCE. Ses formalités. Ses effets
DIVORCE. Cesse après la réunion des époux
DOL. Ce que c'est. TOME II
DOMICILE. *Voyez* CHANGEMENT DE DOMICILE.
DOMICILE. Marital. TOME I
DOMICILE. Du mineur
DOMICILE. Du fonctionnaire public
DON. En quel cas est réduit. TOME I
DONNER. Sans pouvoir transférer est inutile. TOME I
DONATAIRES. Indignité. TOME I
DONATION. De deux sortes. Effets. TOME I
DONATION Sous condition impossible, est nulle. TOME I
DONATION - De choses indéterminées
DONATION - De l'usufruit à l'un, de la propriété à l'autre
DONATION - Avant les noces et à cause de noces
DONATION - Nulle dans le cas de certaines interpositions
DONATION - Nulle si le mariage n'a lieu
DONATION - Autre nullité en cas d'affections déshonnêtes. TOME II
DONATION - Faite par la femme, ne donne la propriété qu'à la mort du mari. TOME I
DONATION - Celles qui sont réduites comme excessives

DONATION - Nulles entre époux pendant le mariage.
DONATION - Nulles par personnes interposées
DOT. (*Voyez* CONSTITUTION DE DOT.) TOME I
DOT. Rendue au père, en quel cas?
DOT. Autrement rendue. TOME II
DOT. Rapport ou non rapport. I
DOT. Son legs en faveur de la femme est valable.
DOT. Les conventions qui la concernent se font entre tous ceux qui y ont intérêt. TOME II
DOT. Ces conventions peuvent se faire avant ou après le mariage
DOT. Dans le doute, on décide en sa faveur
DOT. Sa définition
DOT. Ne profite pas au mariage nul. TOME II
DOT. Ne peut être diminuée après le mariage.
DOT. Mais peut être augmentée
DOT. N'est pas exigible à défaut du mariage
DOT. Promesse de la fournir
DOT. Ses intérêts et fruits
DOT. Reste entre les mains de celui qui supporte les charges du mariage
DOT estimée, censée vendue. TOME II
DOT Diminue par les dépenses
DROIT de retour. TOME I
DROIT De famille. On n'y peut renoncer. TOME II
DROIT Du pécule. Ce que c'est. TOME I

E.

ECHANGE. Ses différences avec la vente. TOME II
ECHANGE. Ses effets. Comment il s'opère? TOME
EGOUT. *Voyez* GOUTTIÈRES.
ELECTION de domicile. TOME I
EMANCIPATION. Comment elle se fait. TOME I
EMANCIPATION. Ses effets
EMANCIPATION. Quels droits de succéder peut-elle donner?
EMPÊCHEMENS dirimans. TOME I
EMPÊCHEMENS dirimans. Autres, de différentes sortes.
EMPRUNTEUR, Rend la chose prêtée en bon état. TOME II
EMPRUNTEUR. Il ne peut l'employer qu'à l'usage convenu
EMPRUNTEUR. Il ne répond ni de la vétusté de la chose prêtée, ni de sa destruction par force majeure
EMPRUNTEUR. Il en répond au contraire, quand le prêt est gratuit
EMPRUNTEUR. Action contraire du prêt
EMPRUNTEUR. Quand ils sont plusieurs, de quoi ils répondent
ENFANS légitimes. TOME I
ENFANS Ceux qui peuvent être désavoués
ENFANS *Voyez* SUPPOSITION DE PART. ENFANS dont les père et mère sont absens. TOME I
ENFANS naturels, n'ont point de famille. TOME I
ENFANS Suivent la condition de leur mère
ENFANS Autres conditions
ENFANT (l') ne naît pas pour lui seul. TOME I
ENTREPRENEUR. *Voyez* ARCHITECTE.
ENVOYÉS dans les provinces. TOME I
ERREUR n'est pas consentement. Exception. TOME I
ESTIMATION d'ustensiles. *Voyez* USTENSILES.
ETAT. (Grand changement d'). TOME I
ETAT. (Moyen changement d')
ETAT. Ne peut être contesté cinq ans après la mort.
ETRANGER. Différentes cautions qu'il fournissait. TOME I
ETRANGER. Variation, droit des Novelles
EVICTION. *Voyez* GARANTIE.
EVICTION. En cas d'éviction, que doit rendre le vendeur? II
EVICTION. Quand elle a lieu par le fait de l'acheteur
EVICTION. Par cas fortuits
EXCEPTION. Le défendeur devient demandeur TOME II
EXCUSES de la tutelle. *Voyez* TUTELLE.

F.

FAIT d'autrui. TOME I
FAUX. Ce que c'est. TOME I
FEMME qui abandonne son mari. TOME I
FEMME qui abandonne son mari. En quel lieu demande sa dot
FEMME qui abandonne son mari. Qui plaide pour autrui
FEMME qui abandonne son mari. Ne peut s'obliger, et en quel cas
FEMME Ne peut-être caution. TOME II
FEMME Peut demander les biens détournés par le mari. TOME I
FEMME *Voyez* DONATIONS A CAUSE DE NOCES.
FEMMES. Ne sont pas admises à la tutelle. TOME I
FEMMES. Sont envoyées en possession des biens des enfans dont elles sont enceintes TOME
FEMMES. Peuvent demander la succession prétorienne de leurs maris
FERMIER. *Voyez* PRENEUR, LOCATAIRE.
FIANÇAILLES. Leur prolongation. Leurs effets. TOME I
FIANÇAILLES. Répudiation
FIDÉICOMMIS. OÙ se paye. TOME I
FIDÉJUSSEURS. Comment peuvent s'obliger? II
FIDÉJUSSEURS. Doivent les accessoires de l'obligation cautionnée II
FIDÉJUSSEURS. - Obligent leurs héritiers
FIDÉJUSSEURS. - Leur réception. Solvabilité
FIDÉJUSSEURS. - Quand ils sont solidairement obligés.
FIDÉJUSSEURS. - De l'insolvabilité de l'un des fidéjusseurs
FIDÉJUSSEURS. - De leur recours. Subrogation. En quel cas?
FIDÉJUSSEURS. Ils acquièrent toutes les exceptions tirées de la personne du débiteur
FIDÉJUSSEURS. - Quand leur obligation se perpétue
FILS ou FILLES. Comment peuvent renoncer à une succession future? TOME I
FILS ou FILLES. De même à un legs
FIN de non recevoir. *Voyez* AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.
FOLIE. Empêchement au mariage. TOME I
FONDS. Ce qui le suit. Legs. TOME I
FONDS dotal. TOME II
FONDS dotal. Est inaliénable, ou ne l'est pas
FONDS dotal. Autre cas d'inaliénabilité
FONDS dotal. Peut s'échanger. En quel cas?
FRUITS. Quand sont acquis par le possesseur. TOME I

G.

GAGE. Celui qui l'acquitte. Ses droits. TOME I

GAGE. Sa remise ne prouve pas le paiement. TOME II
GAGE. Le créancier doit en prendre soin
GAGE. Mise en possession du
GAGE. Donné par un tuteur
GAGE. La propriété en reste au débiteur
GAGE. Il peut être aliéné par le créancier
GAGE. En matière de gage, on répond du dol, etc.
GAGE. D'une somme due
GAGE. Sa remise, quand peut être exigée
GAGE. Engagé à plusieurs créanciers
GAGE. Valable par une convention extraordinaire.
GARANTIE. Acheteur. TOME II
GOUTTIÈRE. Tuyau. I

H.

HAIES. Distance pour les planter. TOME I
HÉRITIERS siens. Nécessaires. Etrangers. TOME I
HÉRITIERS siens. Leur capacité TOME
HÉRITIERS siens. Cas où ils sont indignes TOME
HÉRITIERS siens. Les plus proches ne sont pas toujours préférés
HÉRITIERS siens. Variations sur cette proximité
HÉRITIERS siens. Différens degrés de successibilité
HÉRITIERS siens. Par les mâles
HÉRITIERS siens. Nul n'est héritier malgré soi
HÉRITIERS siens. Quand il fait acte d'acceptation
HÉRITIERS siens. Accroissement de part
HÉRITIER présumé avoir commis des soustractions. TOME I
HÉRITIER Le plus fort héritier conserve les papiers.
HÉRITIER Passible des détériorations de son fait
HÉRITIER Un seul peut être chargé des dettes actives et passives
HÉRITIER Doit garantir ses cohéritiers
HÉRITIER Jusqu'à quelle concurrence doit-il payer les legs?
HÉRITIER Donne caution pour payer les legs
HÉRITIER Institué sous condition
HÉRITIER Garant des faits de son auteur. TOME II
HÉRITIER Solidaire à l'égard des choses indivisibles.
HÔTELIERS. TOME
HYPOTHÈQUE. Ce que c'est.
HYPOTHÈQUE. Comment se contracte
HYPOTHÈQUE. Ce qui peut être assujéti à l'hypothèque
HYPOTHÈQUE. Générale de biens présens et à venir
HYPOTHÈQUE. Effets d'une hypothèque judiciaire
HYPOTHÈQUE. Conditionnelle
HYPOTHÈQUE. Celle sur les biens des Pupilles, Interdits, Sourds-muets
HYPOTHÈQUE. Conventionnelle et générale. Ce qu'il faut examiner
HYPOTHÈQUE. De la chose d'autrui
HYPOTHÈQUE. Devenue insuffisante
HYPOTHÈQUE. Comprend les accroissemens
HYPOTHÈQUE. Convention pour la purger
HYPOTHÈQUE. Cas de sa libération
HYPOTHÈQUE. Quand plusieurs gages en tiennent lieu.
HYPOTHÈQUE. Elle laisse au débiteur les profits et les pertes
HYPOTHÈQUE. Son estimation, en quel cas se fait?
HYPOTHÈQUE. Diffère du gage
HYPOTHÈQUE. Peut se libérer en abandonnant le gage.
HYPOTHÈQUE. Préférence due à son ancienneté. TOME II
HYPOTHÈQUE. Fruits de l'immeuble hypothéqué
HYPOTHÈQUE. Fonds hypothéqué vendu du consentement du créancier

I.

ILES. Ilots. TOME I
IMPENSES. *Voyez* PARTAGE.
INCAPABLES de s'obliger ou stipuler. TOME I
INDEMNITÉ. *Voyez* LOCATAIRE, BAILLEUR.
INDIGNITÉ. TOME I
INHUMATION en lieu profane est punie. TOME I
INHUMATION en lieu profane est punie. Son empêchement. Comment puni?
INSINUATION de donations. TOME I
INSTITUTION d'héritier. TOME I
INTENTION DES PARTIES. En cas de doute, comment s'explique? TOME II
IMPUTATION. *Voyez* PAIEMENT.
INTERDICTION. Voyez CURATEURS AUX SOURDS-MUETS, INSENSÉS, FURIEUX.
INTERDICTION. Empêche de disposer des biens TOME I
INTERDICTION. Quand elle finit
INTÉRÊTS en matière de loyers. TOME II
INTÉRÊTS en matière de loyers. Stipulés ou non
INTÉRÊTS en matière de loyers. Autres dus par le mandataire
INTERPRÉTATION en faveur du débiteur. TOME I

J.

JEU ET PARI. Javelot, Course, Lutte. TOME II
JUGES. Limites de leur pouvoir. TOME I
JURIDICTION. Toute partie peut s'y soumettre. TOME I
JUSTICE. Sa définition. TOME I

L.

LÉGITIME. Retranchement. Quarte Falcidie. TOME I
LEGS. De quatre sortes. I
LEGS. Il transfère la propriété
LEGS. Son exigibilité diffère de l'acceptation
LEGS. N'est dû qu'après les dettes payées
LEGS. Doit être demandé aux héritiers
LEGS. Est unique quand il est d'une universalité de choses
LEGS. Exigible du jour de l'acceptation
LEGS. D'une chose engagée
LEGS. D'un fonds. *Voyez* FONDS.
LEGS. De la chose d'autrui était jadis valable
LEGS. Dont la chose est ensuite aliénée
LEGS. Fait à un mort
LEGS. Sous condition
LEGS. Dont la chose est périe
LEGS. Profite par accroissement
LEGS. Peut se transférer d'une personne à une autre.

LEGS. Passe au légataire avec sa cause
LEGS. De la chose due est valable
LEGS. De choses non existantes dans la succession.
LEGS. A des personnes interposées
LEGS. D'usufruit. Ce qui doit être fait
LEGS. Quand ils absorbent la succession, *quid juris?*
LETTRES. *Voyez* PREUVE.
LETTRES (On peut se marier par). TOME I
LICITATION. *Voyez* PARTAGE.
LICITATION. Autre disposition. TOME II
LIEUX SACRÉS ou religieux. TOME I
LIMITES apportées à l'étendue des legs. TOME I
LOCATAIRE. *Voyez* PRENEUR.
LOCATAIRE. Obstacles à sa jouissance. TOME II
LOCATAIRE. - En quel cas il peut demander des indemnités
LOCATAIRE. Distinctions pour ces indemnités
LOCATAIRE. Ne doit rien détériorer
LOCATAIRE. Est-il garant de l'incendie et comment?
LOCATAIRE. S'il répond pour ses subordonnés?
LOCATAIRE. Ne répond pas de la force majeure
LOCATAIRE. Qui abandonne la chose louée avant le temps
LOCATAIRE. Autre cas d'abandon
LOCATAIRE. Loi. Sa formation chez les Romains
LOCATAIRE. Sa différence avec le plébiscite
LOCATAIRE. Sa force et ses effets divers
LOCATAIRE. *Quid juris* quand elle est muette?
LOCATAIRE. Comment s'interprète?
LOCATAIRE. Peut-on y déroger et comment?
LOCATAIRE. Lois *Ab Anastasio et per diversas.* TOME I
LOCATAIRE. Falcidia
LOTS. *Voyez* PARTAGE. COMPOSITION DES LOTS
LOUAGE. Comment il se fait. TOME II
LOUAGE. Ne se résout point par la vilité du prix.
LOUAGE. Se contracte verbalement
LOUAGE. Celui qui le contracte doit empêcher l'usurpation
LOUAGE. D'industrie. Obligations du preneur
LOUAGE. - *Voyez* BAIL, BAILLEUR, PRENEUR.
LOUAGE d'habits, de vaisselle, d'argent. TOME II

M.

MAJORITÉ. TOME I
MANDANT. Ses engagemens. TOME II
MANDANT. Intérêts des avances qu'il doit payer au mandataire, et à dater de quel jour
MANDAT. De cinq sortes. TOME II
MANDAT. Comment on peut y renoncer
MANDAT. Se fait en faveur du mandant comme des tiers
MANDAT. Comment prend fin
MANDATAIRE. Ses obligations. Actions contre lui. TOME II
MANDATAIRE. Quand ils sont plusieurs, *quid juris?* TOME II
MANDATAIRE. Que doivent les héritiers du mandataire?
MANDATAIRE. Peut réclamer ses dépenses nécessaires.
MANDATAIRE. Quand il est en demeure, doit les intérêts
MANDATAIRE. Sa révocation. Effets qu'elle produit.
MANDATAIRE. MARI. Succède à la femme et la femme au mari. TOME I
MANDATAIRE. Ce qu'il rend en cas de nullité du mariage
MANDATAIRE. Ne peut s'engager à ne pas attaquer sa femme pour cause de mauvaises moeurs. TOME II
MANDATAIRE. Responsable de sa mauvaise foi en matière de dot
MANDATAIRE. Autre responsabilité
MANDATAIRE. Ne peut être condamné que suivant ses facultés
MANDATAIRE. Ce qu'il peut retenir sur la dot
MARIAGE. Solennités. TOME I
MARIAGE. Sa définition
MARIAGE. Diverses causes d'empêchemens
MARIAGE. Consentement qu'il exige
MARIAGE. Différentes espèces de mariage. TOME I
MARIAGE. Nul sans consentement
MARIAGE. Exception. (*Voyez* REFUS DE MARIER LES ENFANS.)
MARIAGE. Illicite est sans effet
MARIAGE. Ses empêchemens
MARIAGE. Incestueux
MARIAGE. Prohibés et punis
MARIAGE. Autres espèces regardées valables
MARIAGE. Celui qui ne peut être prouvé
MARIAGE. Sa dissolution
MARIAGE. - *Voyez* DONATIONS A CAUSE DE NOCES.
MARINIERS. Marins. -II. - Leurs obligations
MARINIERS. - Exception
MATIÈRES DIVERSES réunies. *Voyez* CHOSES QUI SONT A PLUSIEURS MAITRES.
MAUVAISE FOI. (Action de la) TOME II
MER. (Choses jetées à la) TOME I
MÈRE. Succède à ses en fans naturels. TOME I
MÈRE. Déclare la naissance de son enfant
MÈRE. Est punie quand elle ne demande pas de tuteur pour ses enfans
MÈRE. Jamais conservée dans la tutelle, en cas de secondes noces
MÈRE. Ne peut donner de tuteur par testament
MINEUR. Ses actes ne sont pas toujours nuls. TOME I
MINEUR. Ne peut accepter une succession sans autorisation
MINEUR. de même d'une donation TOME
MINEUR. Relevé de son acceptation TOME
MINEUR. On ne valide pas ses conventions contre le droit commun TOME
MORT civile. Ses effets. TOME I
MORT civile. Contumax. Appelans. Accusés
MORT civile. Exception
MUET. *Voyez* INCAPABLES. Peut-il stipuler? TOME I
MURS des villes réputés saints. TOME I
MURS des villes réputés saints. Mitoyens. Enduits. Réparations

N.

NANTISSEMENT. - Gage TOME II
NANTISSEMENT. *Voyez* GAGE.
NOCES. TOME II

NOVATION. Ce que c'est. TOME II
NOVATION. Comment elle s'opère; ses effets
O.
OBLIGATIONS. Lien de droit. Causes diverses. II
OBLIGATIONS. Comment se contractent
OBLIGATIONS. Nulles quand on stipule pour autrui.
OBLIGATIONS. Exception
OBLIGATIONS. Sous condition, avec pénalité.
OBLIGATIONS. Division des obligations
OBLIGATIONS. Nullité n'est pas tolérée
OBLIGATIONS. Naturelles. Leur caractère
OBLIGATIONS. Ce que font acquérir les obligations en général
OBLIGATIONS. Avec clause pénale. Ses effets
OBLIGATIONS. Demeure d'exécuter l'obligation
OBLIGATIONS. Casuelle ou fortuite.
OBLIGATIONS. Sous condition impossible
OBLIGATIONS. Solidaire, comment se forme?
OBLIGATIONS. Comment s'éteignent?
OBLIGATIONS. De faire, comment se remplit
OBLIGATIONS. Qui naissent des choses
OBLIGATIONS. Qui perdent de leur valeur
OFFRES de paiement.
OPPOSITION. *Voyez* FIANÇAILLES.
OPPOSITION. (Plusieurs causes d'). I
OPPOSITION. *Voyez* EMPÊCHEMENS.
OUVERTURE de succession. *Voyez* SUCCESSION.
OUVERTURE de testament. I
P.
PAIEMENT. Ses effets II
PAIEMENT. Est divisible
PAIEMENT. Sa validité
PAIEMENT. Ce qui doit être donné en paiement
PAIEMENT. Ses frais à la charge du débiteur.
PAIEMENT. Par qui peut-il être fait?
PAIEMENT.Comment il s'impute
PAIEMENT. Fait par erreur
PAIEMENT. De choses non dues
PAONS et PIGEONS. TOME I
PARTAGE. D'OÙ il vient? Son but.
PARTAGE. Convention de partage, insuffisante.
PARTAGE. Formalités particulières au partage.
PARTAGE. Quand il ne peut être révoqué
PARTAGE. Ses prélèvemens, impenses
PARTAGE. Est nul s'il ne règle tous les droits des parties
PARTAGE. Dès qu'il est commencé on ne peut rien aliéner des choses partageables
PARTAGE. Des ascendans
PARTAGE. Estregardé comme testament. En quel cas?
PARTAGE. *Quid juris,* s'il est incomplet?
PARTAGE. Quand il est fait inégalement
PARTAGE. Voyez SOULTE.
PÉCULE. Ce que c'est. Obligations. TOME I
PÉPINIÈRE. Ses fruits sont à l'usufruitier. I
PÈRE et MÈRE. Leurs devoirs. TOME I
PÈRE. Partage inégal. TOME I
PÉTITION d'hérédité. TOME I
POSSESSEUR. Retient ses dépenses. Répond de sa négligence. TOME II
POSSESSION. Ce que c'est, et comment s'acquiert? TOME II
POSSESSION. Son titre ne peut se changer
POSSESSION. Ses différens genres
POSSESSION. Comment elle se perd
POSSESSION. Donne lieu aux actions possessoires.
POSSESSION. Sa continuation
POSSESSION. On ne peut s'aider de celle d'un étranger
POSSESSION. Néanmoins on peut l'acquérir par des tiers,
POSSESSION. Ses interruptions
POSTHUME. Testament Rupture. TOME II
PRÉCIPUT. TOME I
PREUVES, écrites ou non. TOME I
PREUVES, écrites ou non. De l'état de l'homme libre
PREUVES, écrites ou non. Supplétives de la naissance
PREUVES, écrites ou non. Comment chaque chose se prouve.
PREUVES, du paiement. Qui doit les faire? TOME II
PREUVES, écrites ou non. Littérale
PREUVES, écrites ou non. Testimoniale
PRÉLÈVEMENT. *Voyez* PARTAGE.
PRENEUR. *Voyez* LOCATAIRE, BAIL, BAILLEUR.
PRENEUR. Ses meubles sont le gage du propriétaire TOME II
PRENEUR. Décédé. Son héritier le remplace
PRENEUR. Doit faire tout ce qui est porté dans la convention
PRENEUR. Ne répond pas des cas fortuits. TOME II
PRESCRIPTION. Doit être sans vice. TOME II
PRESCRIPTION. Cependant elle peut faire acquérir la chose d'autrui
PRESCRIPTION. Doit être commencée de bonne foi
PRESCRIPTION. Quand elle est interrompue
PRESCRIPTION. Pupilles, Furieux, Interdits peuvent prescrire
PRESCRIPTION. Ne court pas contre eux.
PRESCRIPTION. N'a pas lieu dans les ventes conditionnelles
PRESCRIPTION. Comment elle s'acquiert
PRESCRIPTION. Contre diverses actions
PRESCRIPTION. Entre présens et absens
PRESCRIPTION. D'un an, court contre le mineur.
PRESCRIPTION. En matières de choses mobilières
PRESCRIPTION. Usucapion
PRESCRIPTION. Quand elle est défendue par la loi.
PRESCRIPTION. Choses imprescriptibles
PRÊT en lingots, ou autres objets certains. TOME II
PRÊT en lingots, ou autres objets certains. Son exigibilité
PRÊT en lingots, ou autres objets certains. Susceptible de clauses et conditions
PRÊT en lingots, ou autres objets certains. Avec clause pénale

PRÊT simple. TOME II
PRÊT simple. Ce qui en peut faire l'objet
PRÊT simple. Actions qui en dérivent. Prêt à usage
PRÊT. Diffère de la créance. TOME II
PRÊTEUR. Conserve la propriété de la chose prêtée
PRÊTEUR. Autres droits du prêteur
PRÊTEUR. Répond des vices de la chose prêtée
PRIVILÈGE. S'estime par le titre de la créance II
PRIVILÈGE. Celui qui porte hypothèque générale.
PRIVILÈGE. Du fisc
PRIVILÈGE. Des frais funéraires
PRIVILÈGE Des maisons louées. TOME II
PRIVILÈGE Autres de différentes sortes
PRIVILÈGE Du propriétaire du sol
PRIVILÈGE Des copartageans
PRIVILÈGE De ceux qui prêtent pour payer la chose saisie
PRIVILÈGE De la femme, pour sa dot
PRIVILÉGES. Comment ils s'éteignent. TOME II
PROCÈS. Se suit où il est commencé. TOME I
PRODIGUE. Ne peut aliéner. TOME I
PROPRIÉTAIRE. Manière de posséder à ce titre. TOME I
PROPRIÉTÉ. Comment s'acquiert. TOME I
PROPRIÉTÉ. Comment se transfère
PROPRIÉTÉ. Passe à l'acheteur. En quel temps? TOME II
PUISSANCE paternelle. Sa force, ses effets. I
PUISSANCE paternelle. Sur les enfans naturels
PUISSANCE paternelle. Comment on acquiert par cette puissance
PUPILLE. Ne peut s'obliger. I
PUPILLE. Quand il doit être autorisé?
PUPILLE. Quand il n'en a pas besoin
PUPILLE. (la) Peut-elle épouser son tuteur?

Q.

QUARTE falcidie. *Voyez* LÉGITIME. *Loi falcidia. Réserve.*
QUARTE falcidie. En quel temps elle s'exerce. I
QUASI-CONTRATS. Engagemens sans convention. II
QUASI-CONTRATS. Comment ils se divisent? Obligations

R.

RAPPORT à successions. TOME I
RAPPORT à successions. Celui qui se fait à la succession prétorienne
RAPPORT à successions. N'a pas lieu pour frais d'étude, etc
RAPPORT. N'a pas lieu pour les choses péries. I
RAPPORT à successions. Il a lieu pour l'obligation conditionnelle
RAPPORT à successions. Comment se fait
RÉCONCILIATION. Testateur et légataire. I
RECTIFICATION de mariage. I
REDHIBITOIRE. (action) II
RAPPORT à successions. Dans quel délai doit être formée?
REFUS de marier les enfans. I
REGISTRES simples. Ne constituent personne débiteur. TOME II
REGISTRES simples. *Voyez* ACTES DE NAISSANCE.
REMISE du titre. TOME II
RENONCIATION à succession. I
RAPPORT à successions. A la succession d'un homme vivant.
RAPPORT à successions. Celui qui renonce pour de l'argent
RENVOI devant le juge du domicile. TILE I
RESCISION. Restitution. TOME II
RESCISION. Ses différences. Ses applications
RÉSERVE ou légitime. TOME I
RÉSOLUTION. *Voyez* BAIL.
RESPONSABILITÉ. Subordonnés. TOME II
RAPPORT à successions. Exception
RAPPORT à successions. On répond du dommage de ses animaux
RAPPORT à successions. De celui que l'on fait aux bâtimens
RESTITUTION. Partage. Rétablissement de droits TOME I
RÉVOCATION. de donation. Indignité. TOME I

S.

SAISIES et ventes d'immeubles. TOME II
SAISIES et ventes d'immeubles. Ce qui peut être saisi dans chaque juridiction
SAISIES et ventes d'immeubles. Quels créanciers peuvent saisir?
SAISIES. On nomme des curateurs aux biens saisis
SÉPULCRE. TOME I
SÉPULCRE. Il s'acquiert par succession. TOME I
SÉPULCRE. *Voyez* INHUMATIONS.
SÉQUESTRE. Ce que c'est. Ses obligations TOME II
SÉQUESTRE. Quelle action peut être intentée contre le séquestre TOME II
SERMENT. Ses différentes espèces. Ses effets. TOME II
SERMENT. De crédulité ou d'ignorance des héritiers
SERVITUDES. Définitions. Différences. TOME I
SERVITUDES. Droits et actions qui en naissent
SERVITUDES. Celles relatives aux puisage et cours d'eau
SERVITUDES. Celles dites *iter, actus, via*
SERVITUDES. Celles dites urbaines
SERVITUDES. Celles de vues et jours. *Voyez* VUES.
SERVITUDES. Peuvent-elles se continuer après interruption?
SERVITUDES. Différence entre celles de sentier et de passage
SERVITUDES. Se constituent par convention
SERVITUDES. Ne s'acquièrent point par l'usage
SERVITUDES. Celle du puisage d'eau comprend le sentier nécessaire pour en user
SERVITUDES. Passent à l'acquéreur avec le fonds. TOME I
SERVITUDES. On ne peut rien faire pour les aggraver.
SERVITUDES. Quand elles se confondent et se prescrivent
SERVITUDES. De leur interruption
SERVITUDES. Non déclarées ou celées. TOME II
SOCIÉTÉ. *Voyez* ASSOCIÉ.
SOCIÉTÉ. De quoi se compose et comment se forme?
SOCIÉTÉ générale. Ses effets. TOME II
SOCIÉTÉ générale. Ne peut se contracter pour faire donation
SOCIÉTÉ générale. Particulière. Réglement. Dissolution. Contestation. Héritier. Rapport
SOCIÉTÉ générale. A parts inégales. Différentes règles

SOCIÉTÉ générale. D'une chose seule
SOCIÉTÉ générale. Sa fin
SOCIÉTÉ générale. (Renonciation à la). Ses effets
SOCIÉTÉ générale. Convention de non partage
SOULTE de partage. TOME I
SOURD-MUET, aveugle. Acceptations de successions
SOUS-LOCATION, clause contraire. TOME I
STIPULATION. Ses différentes espèces. Ses effets. II
STIPULATION. Entre co-stipulans
STIPULATION. Déterminée et indéterminée
SUBSTITUTIONS. Il en est de deux sortes principales. TOME I
SUBSTITUTIONS. On peut substituer un héritier à ses enfans
SUBSTITUTIONS. Différens modes de substitutions, ou variations
SUCCESSIONS. Diverses espèces. TOME I
SUCCESSIONS. Acceptation
SUCCESSIONS. Déférées par la loi des douze tables
SUCCESSIONS. Déférées à la mère et comment?
SUCCESSIONS. Dite prétorienne
SUCCESSIONS. Bénéficiaire. Ses effets
SUCCESSIONS. *Ab intestat*
SUCCESSIONS. Vacante. Droit de celui qui la gère.
SUPPOSITION de part.
SURVIE. (Questions de) TOME I

T.

TACITE RÉCONDUCTION. TOME II
TÉMOINS. Ce qu'on examine à leur égard. TOME II
TÉMOINS. Qui peut l'être dans un testament TOME I
TESTAMENT. (Des anciennes sortes de). TOME I
TESTAMENT. De ses formalités nouvelles
TESTAMENT. Exceptions à ces formalités. Soldats.
TESTAMENT. Doit être fait d'une seule teneur
TESTAMENT. Ce qu'on peut léguer TOME I
TESTAMENT. A quel âge peut être fait
TESTAMENT. En faveur de qui on peut tester
TESTAMENT. Capacité pour recevoir par testament
TESTAMENT. Ceux qui n'en peuvent faire. TOME
TESTAMENT. Fait à l'armée, ou dans les camps
TESTAMENT. Fait chez les ennemis
TESTAMENT. Sur mer. Equipage. Passager
TESTAMENT. Est valable jusqu'à révocation ou annulation
TESTAMENT. Est nul s'il n'est précédé ou suivi d'institution d'héritier
TESTAMENT. Son ouverture
TESTAMENT. Un premier peut valider après un second
TESTAMENT. Qui contient des choses ambiguës. TOME II
TESTAMENT. (Comme on peut transiger à l'égard d'un)
TESTATEUR. Sa volonté doit être observée avant tout. TOME I
TRANSACTION. Ses effets. Capacité. TOME II
TRANSACTION. Trois choses sont nécessaires pour sa validité
TRANSACTION. Peut avoir lieu sur des délits
TRANSACTION. Est restreinte aux choses y exprimées
TRANSACTION. Ne peut nuire à des tiers
TRANSACTION. Obtenue par ruse ou dol, n'est valable
TRANSACTION. En matière déjà jugée peut valider
TRANSFUGES. TOME I
TRÉSOR. Ce que c'est. A qui il appartient. TOME I
TUTELLE. Celle déférée aux agnats. TOME I
TUTELLE. AU plus proche parent, quand le père est mort *intestat.*
TUTELLE. Déférée par le préteur
TUTELLE. Déférée par les officiers municipaux.
TUTELLE. Qui doit y être appelé de préférence
TUTELLE. Causes de dispenses de la tutelle
TUTELLE. Comment on fait valoir ces dispenses
TUTELLE. Quand elles sont rejetées, *quid juris?*
TUTELLE. On peut la retirer au tuteur, et en quel cas?
TUTELLE. Quand elle finit
TUTEUR. Nommé sous condition. TOME I
TUTEUR. Honoraire. Quand il doit des intérêts
TUTEUR. Ne peut aliéner les biens des mineurs
TUTEUR. Au ventre. Comment se donne
TUTEUR. Nommé par testament
TUTEUR. On peut en nommer plusieurs. En quel cas
TUTEUR. On peut défendre de nommer tel tuteur
TUTEUR. Quand il est en demeure de gérer
TUTEUR. Donnait jadis des répondans
TUTEUR. Les parens en donnent à leur fils et autres descendans
TUTEUR. Il doit plaider et défendre
TUTEUR. Peut être révoqué
TUTEUR. N'est le maître du pupille que pour faire son avantage
TUTEUR. Ne peut épouser sa pupille qu'après certain temps
TUTEUR. Peut donner des gages pour son pupille. TOME II
TUTEUR. *Voyez* VENTE DE MEUBLES.

U.

UNION de choses différentes. TOME I
UNION de matières appartenant à divers
USAGE. Ce que c'est. Son commencement. Sa fin. TOME I
USAGE. Peut être réglé par le juge
USAGER. Ne peut louer ni céder son droit. TOME I
USAGER. Etendue de son droit
USAGER. Quelles sont ses charges
USTENSILES d'un fonds. Estimation. TOME II
USUFRUIT. Ce que c'est. TOME I
USUFRUIT. Comment se constitue
USUFRUIT. Quels fruits en dépendent
USUFRUIT. Légué par jour, par mois, par an
USUFRUIT. De quelles choses il peut être légué
USUFRUIT. Sur les troupeaux
USUFRUIT. Ne se change pas par la vente de la propriété
USUFRUIT. Il se modifie par quelques circonstances
USUFRUIT. Comment il prend fin

USUFRUITIER. Comment doit jouir TOME
USUFRUITIER. Surtout des arbres et bois
USUFRUITIER. Il peut céder son droit et le mettre en gage
USUFRUITIER. Jouit des accroissemens
USUFRUITIER. Doit faire constater l'état des lieux et donner caution
USUFRUITIER. A quelles réparations il est tenu
USUFRUITIER. S'il offre d'abandonner son droit, *quid juris?*
V.
VENDEUR. Ses obligations. Délivrance. TOME II
VENDEUR. De mauvaise foi
VENDEUR. Ce qu'il doit en cas d'éviction
VENDEUR. En quel cas il doit indemniser l'acheteur?
VENDEUR. On interprète contre lui l'ambiguité d'une clause
VENTE. Quand elle est parfaite? TOME II
VENTE. N'existe pas sans prix
VENTE. Sous condition
VENTE. Qui peut vendre ou acheter?
VENTE. Quelles choses peuvent se vendre?
VENTE. Vices cachés de la chose vendue
VENTE. Livraison de l'objet vendu
VENTE. D'hérédité
VENTE. De droits litigieux.
VENTE. De meubles, tuteur. TOME I
VENTE. Le tuteur doit vendre les meubles du pupille, en quel cas
VENTE. Sous condition résolutoire. TOME II
VENTE. Cas où il y a plusieurs acheteurs
VENTE. A vil prix
VENTE. (Désistement de la)
VENTE. De créances
VENTE. Des biens saisis. Où se fait?
VIOLENCE. Ses effets. TOME II
VIOLENCE. Empêche la prescription
VOITURIERS par eau. *Voyez* MARINS.
VOL. Il n existe pas sans dessein de dérober. TOME II
VOLONTÉ des parties dans les contrats. TOME II
VUE ou jour. (droit de) Comment se règle, ou se modifie. TOME I
FIN DE LA TABLE DES MATIERES.